

République Tunisienne

**Ministère de l'Agriculture, des Ressources
Hydrauliques et de la Pêche**

**Projet Annuel de performance de la
Mission agriculture, ressources
hydrauliques et pêche**

Année 2021

Traduction française élaborée dans le cadre du projet d'appui aux réformes budgétaire et comptable mis en œuvre par Expertise France et financé par l'Union Européenne. La version arabe officielle fait foi.

Projet Annuel de Performance 2021

Table des matières

| | |
|---|-----|
| Premier Partie : | 3 |
| Présentation générale de la mission du Ministère de l’Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche | 3 |
| 1. Présentation de la stratégie du secteur et de la mission | 4 |
| 2. Présentation des programmes de la mission | 8 |
| 3 Les objectifs et les Indicateurs des Programmes du Ministère : | 10 |
| 3. Budget et programmation des dépenses de la Mission à moyen terme | 13 |
| 3.2 Présentation du Cadre des Dépenses à Moyen Terme | 16 |
| Deuxième Partie : | 19 |
| Présentation des Programmes de la Mission de l’Agriculture, les Ressources Hydrauliques et la Pêche | 19 |
| 1-Présentation du programme 1 et sa stratégie: | 21 |
| 2- Objectifs et indicateurs de mesure de la performance spécifique au programme 1 | 24 |
| 3- Dépenses du programme 1 | 33 |
| 1-- Présentation du Programme 2 : PECHE ET AQUACULTURE et de sa stratégie | 43 |
| 2-Objectifs et indicateurs de performance du programme | 46 |
| 3-Dépenses du programme | 54 |
| | 59 |
| Programme 03 :Eaux..... | 59 |
| 1- Présentation du programme et sa stratégie | 66 |
| 2- Objectifs et indicateurs de performance du programme:..... | 73 |
| techniques | 77 |
| 2-2 Présentation des activités du programme pour l’année2021 | 83 |
| 3-Les dépenses du programme | 86 |
| Programme 4 : Forêts et réaménagement des terres..... | 96 |
| Programme 4 : Forêts et aménagement des terres agricole..... | 98 |
| 1. Présentation du programme et de sa stratégie : | 99 |
| 2. Les objectifs spécifiques et indicateurs de performance du programme | 108 |
| 3. Dépenses programme foret et l’aménagement des terres agricoles:..... | 116 |
| 1- Présentation du programme de sa stratégie | 125 |
| 2-Objectifs et indicateurs de mesure de la performance du programme | 131 |
| 1-Les dépenses du programme | 140 |
| 1- Présentation du programme et de sa stratégie..... | 148 |
| 2- Objectifs Stratégiques et Indicateurs du Programme..... | 151 |
| 3. Les dépenses du programme..... | 157 |
| ANNEXES : | 158 |

PREMIER PARTIE :

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA MISSION DU MINISTÈRE DE
L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA
PÊCHE

1. PRÉSENTATION DE LA STRATÉGIE DU SECTEUR ET DE LA MISSION

Politique de développement agricole

La préparation du projet annuel de performance pour l'année 2021 intervient au milieu des défis profonds qui auront des répercussions directes sur l'économie nationale, les finances publiques et les équilibres publics en raison de la crise économique et financière mondiale résultant de la propagation de la nouvelle épidémie de virus Corona, bien que le Ministère continue à incarner la transition réelle et effective dans la détermination et la mise en œuvre des politiques publiques basées sur l'atteinte des objectifs fixés et les principes d'équité et d'égalité des sexes.

La politique de développement du plan quinquennal achevé (2016-2020) se poursuivra en accélérant la réalisation des projets continus et en lançant la préparation du plan quinquennal 2021-2025. Un accent particulier sera mis alors sur les axes suivants :

- Durabilité de la croissance de la production D
- Utilisation durable des ressources naturelles U
- Stimulation de l'investissements et promotion du financement, de l'assurance et des structures professionnelles S
- Gouvernance et optimisation du secteur agricole G

1- Durabilité de la croissance de la production L

a durabilité de la croissance de la production

- Développer les performances du secteur agricole pour atteindre les objectifs nationaux par l'amélioration des taux de croissance et d'exportation et créer plus de possibilités d'emploi dans les zones rurales pour réduire le chômage, particulièrement pour les jeunes.

- Accroître les niveaux de production et la productivité de divers produits dans le but de développer les secteurs de production et d'adopter des systèmes compétitifs et à forte valeur ajoutée, en se concentrant d'avantage sur des méthodes et techniques de production modernes qui suivent le rythme de la recherche et en investissant dans les connaissances de manière à contribuer à la réalisation des objectifs nationaux, en particulier à atteindre une autosuffisance durable pour les produits alimentaires de bases.

- Poursuivre les stratégies sectorielles, sur la base des résultats de diverses études achevées ou en cours, pour les différents secteurs de production telles que le secteur de l'élevage, le secteur oléicole, les secteurs des céréales et des fourrages, et le secteur de l'agriculture biologique.

- Renforcer les différentes campagnes agricoles et la coordination avec les ministères concernés dans le domaine du suivi des systèmes agricoles au niveau des différentes étapes de production, de la transformation et de la commercialisation.

- S'adapter aux changements climatiques pour réduire les facteurs de variations de la production en réhabilitant les exploitations agricoles et en soutenant la recherche appliquée pour trouver des variétés et des technologies adaptées aux particularités des régions.

- Intensifier la production sans épuiser les terres pour préserver les ressources naturelles limitées.

2- Utilisation durable des ressources naturelles U

dans les stratégies sectorielles, l'achèvement des grands barrages et barrages collinaire, programmés pour une mobilisation des ressources en eau et l'alimentation de la nappe phréatique.

- Poursuivre la mise en œuvre des plans de développement territorial intégré qui visent la gestion intégrée des ressources naturelles, le développement du secteur agricole local et l'amélioration des conditions de vie en plus de la réalisation des projets générateurs de revenus et qui offre un potentiel d'emplois dans les campagnes, en particulier les régions les plus pauvres qui souffrent d'une pénurie de ressources naturelles. On s'attend à ce qu'une approche participative soit adoptée lors de la préparation des plans de développement qui prennent en compte les besoins réels des locaux.

- Dans le secteur forestier, la mise en œuvre des différentes composantes du projet de gestion intégrée des paysages dans les régions les moins développées de Tunisie financé par la Banque mondiale se poursuivra, en complément des interventions du programme national.

- Poursuivre le programme de modernisation et de réhabilitation des périmètres irrigués publics pour réduire le taux de perte d'eau, créer de nouveaux périmètres irrigués. La mise en œuvre d'une stratégie de valorisation des périmètres dans le cadre d'une vision globale prenant en compte les besoins de production dans les périmètres publics et d'améliorer la gouvernance et la préservation des ressources en eau.

- développer les groupements chargés de la gestion de l'eau par la mise en œuvre de plusieurs projets liés à l'appui institutionnel et préparer un diagnostic participatif afin d'améliorer la performance de ces groupements.

- En ce qui concerne la richesse marine, des mesures seront soutenues pour se prémunir contre les dangers de la surpêche, encourager la demande de pêche en haute mer, continuer à soutenir les infrastructures portuaires et augmenter le niveau de prestation de services.

3-

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET FINANCEMENT DE L'ACTIVITE AGRICOLE

P

- Renforcer davantage le développement agricole dans les régions de l'intérieur en accélérant le rythme de réalisation des projets

- Améliorer le rythme des investissements agricoles privés et soutenir les investisseurs pour surmonter les difficultés qu'ils rencontrent.

- Accroître les ressources du Fonds de développement de la compétitivité dans le secteur agricole et la pêche, et la recherche de nouvelles ressources supplémentaires pour le financement et l'amélioration de la gouvernance du secteur.

- Veiller à ce que les avantages et subvention soient orientées vers le développement des secteurs stratégiques, les systèmes de production, la promotion des zones agricoles prioritaires et l'augmentation des opportunités de travail.

- Activer le fond de catastrophe naturelles et l'extension de son champ d'action actuel.

- Réduire le coût de l'assurance pour attirer le plus grand nombre d'agriculteurs.

- Mettre en œuvre la stratégie de promotion de l'économie sociale et solidaire et de ses institutions dans le secteur agricole.

ationaliser la gouvernance du secteur agricole

- Les programmes de réforme structurelle se poursuivront en activant les résultats des études préparées à cet effet, en particulier pour les secteurs forestiers et pêche. Des travaux seront également menés pour mettre en œuvre l'étude stratégique dans le secteur de l'agriculture, des ressources Hydrauliques et de la Pêche pour développer la gestion électronique et cibler les services interactifs en ligne.
- Poursuivre la réalisation du recensement général de l'agriculture et de la pêche et réaliser le recensement de terrain proprement dit, afin de permettre la mise à jour et le contrôle des données sur le secteur.
- Pour les terres domaniales, les travaux se poursuivront pour les réexploiter, dans le but de créer des sociétés de développement agricoles.
- Dans le domaine de l'amélioration des conditions de vie en milieu rural, un certain nombre de projets continueront à être mis en œuvre afin d'alimenter les zones rurales en eau potable, de préparer et d'améliorer les sentiers agricoles, et d'aider les petits agriculteurs et les femmes à créer des activités génératrices de revenus.

Conformément à la circulaire de la présidence du gouvernement n ° 16 du 14 mai 2020 du 14 mai 2020 relative à la préparation du projet de l'Etat pour l'année 2021, le nouveau modèle de développement de la Tunisie doit prendre progressivement en considération l'inclusion du principe d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et tous les groupes sociaux sans discrimination dans le budget de l'Etat.

En effet, le budget de l'Etat de la mission agriculture, ressources hydrauliques et pêche, sera présenté pour la deuxième fois, sur la base de l'égalité entre hommes et femmes et l'équité des chances et ce, en se basant sur le plan de développement 2016-2020 qui comprend des objectifs conformes à ce principe d'égalité, ainsi que sur l'autonomisation économique des femmes conformément à l'article 18 de la loi organique du budget n° 2019-15 de l'année 2019.

Trois programmes opérationnels ont été choisis :

- P
rogramme pêche et aquaculture,
- P
rogramme eaux,
- P
rogramme forêts et aménagement des terres agricoles.

Il s'agit d'un moment exceptionnel dans le nouveau plan de développement de la Tunisie qui se base sur l'intégration dans le budget de l'Etat, du principe d'égalité des chances entre hommes et femmes en général et entre toutes les catégories sociales sans discrimination

Cette démarche s'appuie également sur les principes fondamentaux des droits de l'Homme, sur les prérequis de la nouvelle constitution de l'année 2014 et sur la volonté claire de l'Etat de promouvoir cette orientation, à travers la nouvelle loi organique du budget⁶ et à travers les décrets gouvernementaux pris en son application.

Ainsi, la présente version du projet annuel de performance du ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche incarne la transition réelle dans la détermination et l'exécution des politiques publiques basées sur l'égalité entre les deux sexes, sur la justice et l'égalité du genre permettant de fournir aux femmes ainsi qu'aux hommes les conditions adéquates pour jouir pleinement de leurs droits de l'homme et pour participer au processus de développement.

Il convient de noter que la Tunisie s'est engagée à atteindre les 17 objectifs de développement durable fondés sur les principes des droits de l'homme dans leur acception universelle en tant que droits indivisibles. Compte tenu de la nature horizontale du principe de l'égalité des sexes, le Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche a œuvré à intégrer ces principes dans la détermination de la plupart des politiques publiques du secteur.

Ainsi, la politique de développement sera basée sur la complémentarité entre les dimensions économique et sociale tout en garantissant les équilibres environnementaux dans le but de parvenir à un développement durable et d'offrir des conditions de vie satisfaisantes à tous les citoyens. Par ailleurs, cette stratégie vise également à atteindre le principal objectif stratégique de la sécurité alimentaire en Tunisie. Cela étant, il est important de rappeler les autres effets positifs attendus et ce d'une manière non exhaustive :

Des améliorations durables du niveau de vie en tirant pleinement profit des contributions de l'agriculture et de la pêche dans le développement économique et rurale et la réduction de la pauvreté ;

La réalisation d'une forte valeur ajoutée et d'une compétitivité importante pour le secteur afin d'assurer un revenu pour les agriculteurs et les pêcheurs, tout en préservant la durabilité des ressources naturelles pour les générations futures en tenant compte des risques du changement climatique.

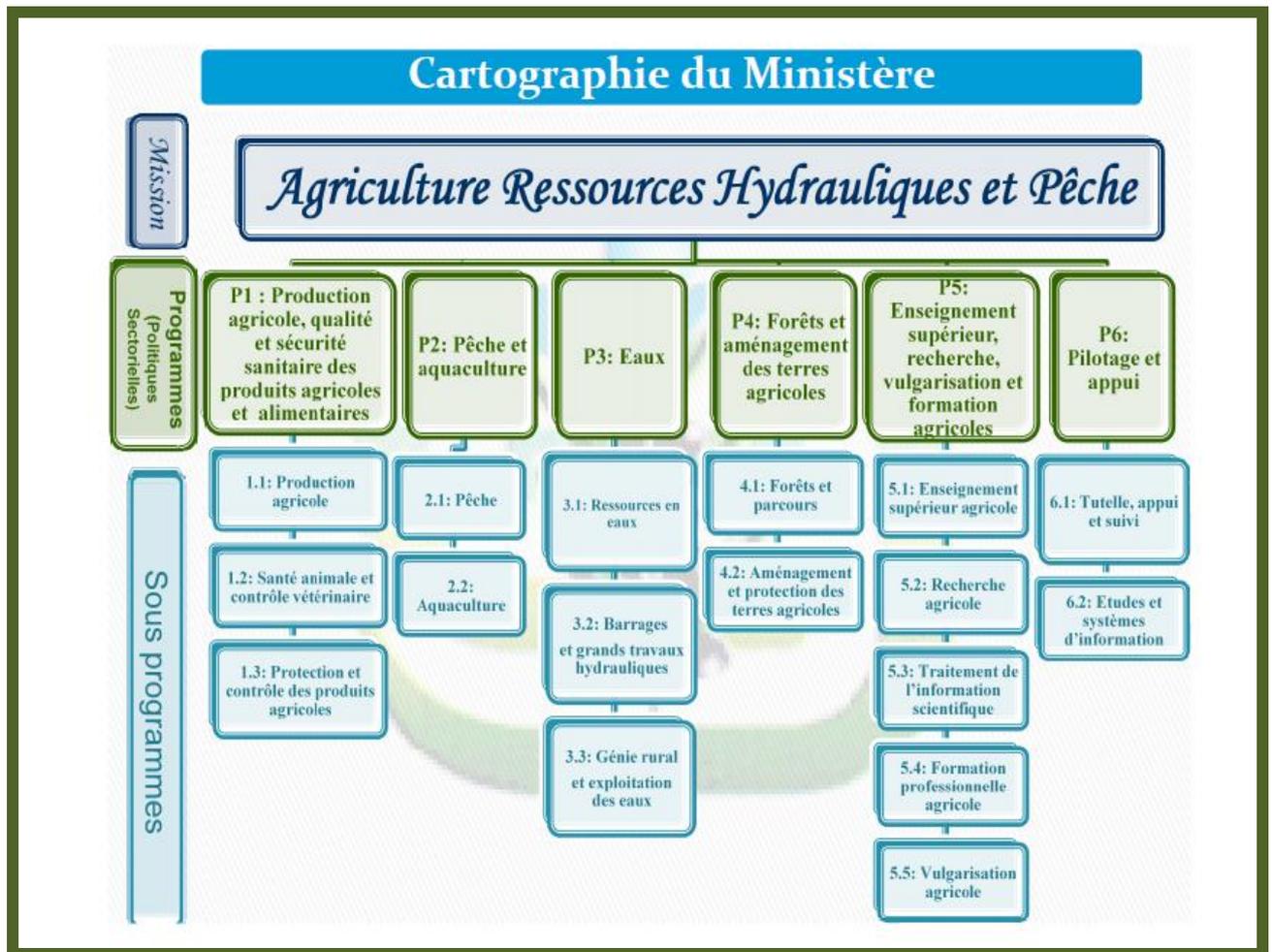
Compte tenu de la contribution du secteur au cycle économique, il occupe environ 14% de la main-d'œuvre active, ainsi que de nombreux emplois saisonniers importants. Il fournit un revenu permanent à environ 570000 agriculteurs qui contribuent à stabiliser la population rurale, qui représente 35% de la population totale. Les femmes représentent 35% de la main-d'œuvre agricole.

Le secteur agricole contribue également à 9,7% du produit intérieur brut et à 11% de l'effort d'exportation

2. PRÉSENTATION DES PROGRAMMES DE LA MISSION

En s'appuyant sur la méthodologie de gestion du budget par objectifs (GBO) et à l'arrêté n ° 2238 du 24 juin 2014, les programmes du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et des Ressources Hydrauliques, ont été fixés à cinq programmes opérationnels et un programme de soutien comme suit :

- **a Production Agricole, Qualité et Sécurité Sanitaire des Produits Agricoles et Alimentaire** **L**
- **a Pêche et Aquaculture** **L**
- **'Eau** **L**
- **a Forêts et Aménagement des Terres Agricoles** **L**
- **'Enseignement Supérieure, Recherche, Formation et Vulgarisation Agricoles.** **L**
- **e Pilotage et l'Appui** **L**



| Les Programmes | NB des sous programmes | | NB des unités opérationnelles | | Nombre des activités | NB des opérateurs publics |
|---|------------------------|--------------------|--|---|----------------------|---------------------------|
| | Au niveau central | Au niveau régional | Au niveau des sous programmes centraux | Au niveau des sous programmes régionaux | | |
| P1 : Production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires | 1 | 24 | 4 | 24 | 10 | 8 |
| P2 : Pêche et aquaculture | 1 | 13 | 1 | 13 | 7 | 1 |
| P3 : Eaux | 2 | 24 | 4 | 24 | 8 | 3 |
| P4 : Forêts et aménagement des terres agricoles | 2 | 24 | 4 | 24 | 4 | 2 |
| P5 : Enseignement supérieur, recherche, vulgarisation et formation agricoles | 2 | 24 | 2 | 24 | 7 | 3 |
| P6 : Pilotage et appui | 2 | 24 | 5 | 24 | 6 | 2 |

| | | | | | | |
|--------------|-----------|------------|-----------|------------|-----------|-----------|
| Total | 10 | 133 | 20 | 133 | 42 | 19 |
|--------------|-----------|------------|-----------|------------|-----------|-----------|

3LES OBJECTIFS ET LES INDICATEURS DES PROGRAMMES

DU MINISTÈRE :

Chaque programme présente des objectifs et des indicateurs de performances permettant d'évaluer les résultats escomptés :

| Programmes | Nombre de sous-programmes | Nombre d'objectifs | Ne d'inc d'inc perfo |
|---|---------------------------|--------------------|----------------------|
| P1 Production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires | 3 | 4 | |
| P2 Pêche et aquaculture | 2 | 2 | |
| P3 Sylviculture | 3 | 4 | |
| P4 Forêts et aménagement des terres agricoles | 2 | 6 | |
| P5 Enseignement supérieur, recherche, vulgarisation et formation agricoles | 5 | 5 | |
| P6 Coopération technique et appui | 2 | 3 | |
| Total | 17 | 24 | |

Résumé des objectifs de la mission et des indicateurs de mesure de la performance

| Programme | Objectifs Stratégiques | Indicateurs de Performances |
|---|--|--|
| P1 : Production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires | 1.1 développer des filières alimentaire | 1.1.1 Amélioration des rendements des cultures irriguées : Céréales Pomme de terre Tomate |
| | 1.2 Renforcer la qualité et la sécurité sanitaire et phytosanitaire des produits alimentaires 1 | 1.2.1 Taux de couverture sanitaire animale (régional) |
| | | 1.2.2 Nombre de compagnes phytosanitaire végétale (central) |
| | | 1.2.3 taux de croissance des exportations des produits agricoles de |

| | | |
|--|--|--|
| | | qualités et biologiques .(Central) |
| P2: Pêche et aquaculture | Objectif 2.1 : Conservation des ressources halieutiques et développement durable de la pêche | Ind 2.1.1 :Aménagement des zones côtières prioritaires en récifs artificiels (régional). |
| | | Ind 2.1.2 :Nombre d'unités de pêche contrôlées par chaque garde pêche (régional). |
| | | Ind 2.1.3 :Taux de barques ayant plus que 15 mètres de longueur et qui sont surveillés par satellites (régional). |
| | Objectif 2.1 : Conservation des ressources halieutiques et développement durable de la pêche | Ind 2.2.1:Contribution de la production de l'aquaculture dans la production totale de la pêche (central) |
| | | Ind 2.2.2:taux cumulé des projets du plan directeur réceptionnés provisoirement |
| P3: Eaux | 3.1 : La gestion de la demande de l'eau | Ind 3.1.1 :taux des Superficies réhabilitée et équipée pour l'économie d'eau. |
| | | Ind 3.1.2 : Volume des eaux usées traitées utilisées en irrigation |
| | | Ind 3.1.3 : Taux d'exploitation des eaux souterraines. |
| | 3.2 : Satisfaction des besoins en eau potable dans les zones rurales. | Ind 3.2.1 :Taux de desserte en eau. |
| | 3.3 : Renforcer la mobilisation des ressources en eau de surface. | Ind 3.3.1 :Taux de mobilisation des eaux de surface. |
| | P4: Forêts et aménagement des terres agricoles | 4.1 : Amélioration des fonctions et services du secteur forestier et contribution au développement socio-économique |
| Ind 4.1.2:Taux des forêts aménagés | | |
| Ind 4.1.3 :Superficie brûlée par incendie | | |
| Ind 4.1.2 :Taux d'exploitation des produits forestiers | | |
| P5: Enseignement supérieur, recherche, vulgarisation et formation agricoles | 5.1 Améliorer la qualité de la formation, de la recherche, de l'innovation et du transfert technologique pour le développement du secteur de l'agriculture et de la pêche | Ind 5.1.1 -Taux d'encadrement des étudiants de l'enseignement supérieur agricoles.(ventilé par sexe) |
| | | Ind 5.1.2-Taux des enseignants chercheurs (ventilé par sexe) ayant au moins une recherche publiée dans une revue reconnue l'année précédente. |

| | | |
|------------------------------|--|---|
| | 5.2 Développer des compétences des agriculteurs et les employés dans le secteur agricole et de la pêche | Ind 5.2.1 Niveau qualitatif d'encadrement et de formation : Taux des formateurs du catégorie (A1 et A2). Ind 5.2.2 Taux d'adoption des techniques de production. |
| P6: Pilotage et appui | 9.1 Mise à la disposition des compétences au profits des programmes de la mission | Ind 9.1.1 : taux d'encadrement |
| | 9.2 Maitrise des moyens matériels | Ind 9.2.1 : taux moyen de consommations de carburant (voitures de service) Ind 9.2.2 moyennes des frais de maintenance et entretien des véhicules |
| | 9.3 Amélioration de la qualité de service | Ind 9.3.1 taux de connexion à l'internet (central et régional) |

Il convient de noter que dans le cadre de lancement de l'approche respectant l'égalité et l'égalité des chances entre les femmes et les hommes ainsi que toutes les catégories sociales, des objectifs et des indicateurs ont été inclus pour 3 programmes au cours de l'année 2019 tels qu'indiqué ci-dessous :

| Programme | Objectif Selon l'Approche Genre | Indicateur |
|--|---|---|
| P2 : Pêche et Aquaculture | Améliorer le rôle des femmes collectrices de palourdes dans la préservation des ressources halieutiques | Taux d'enrôlement des femmes collectrices de palourdes inscrites aux registres des pêcheurs |
| P3 : Eaux | Rôle des femmes dans la gestion de l'eau en milieu rurale | Taux de participation des femmes dans le comité de gestion et directrices techniques dans les GDA eau |
| P4 : Forêts et aménagement des terres agricoles | Rôle des femmés dans la gestion des écosystèmes | Taux de représentation des femmes dans les conseils |

| | | |
|--|-----------|-----------------------------------|
| | forestier | d'administration des GDA foret |
|--|-----------|-----------------------------------|

3. BUDGET ET PROGRAMMATION DES DÉPENSES DE LA MISSION À MOYEN TERME

3.1 Présentation du budget de la Mission de l'année 2021

Conformément aux orientations de la circulaire du Chef du Gouvernement N ° 16 de 2020 daté du 20 mai 2020 relative à la préparation du budget de l'État et du cadre de la performance des politiques publiques pour l'année 2021, le projet de budget du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche pour l'année 2021 a été préparé selon l'approche de la Gestion par Objectifs et la déclinaison opérationnelle des programmes.



éthodologie de préparation du projet du budget du Ministère pour l'année 2021 selon la perspective programmatique et la déclinaison opérationnelle :

M

a. Cadre de performance

Les objectifs stratégiques de chaque programme et ses indicateurs de performance ont été fixés conformément à la méthodologie de la déclinaison opérationnelle de la performance, qui consiste à décliner les objectifs du programme du niveau central au le niveau régional,

b.

ouvelle nomenclature du budget :

N

Conformément aux dispositions des articles **15, 16 et 18 de la nouvelle loi organique du budget n°15 du 13 février 2019**, l'ancienne nomenclature du budget en Titre I et Titre II a été abandonnée et une nouvelle nomenclature des dépenses a été adoptée conformément aux classifications internationales en se basant sur la nature économique de la dépense et en abondant les sources de financement comme critère de classement des dépenses. La nouvelle nomenclature se base sur une approche programmatique, selon des missions, programmes, sous-programmes et activités ainsi qu' une nomenclature budgétaire selon la nature économique de la dépense répartie en sept sections :

Dépenses de rémunérations

Dépenses des moyens de services

Dépenses d'interventions

Dépenses d'investissement

Dépenses des opérations financières

Dépenses de financement

Dépenses inattendues non affectées

- Les réalisations budgétaires pour les années 2017 et 2018 ont été calculées sur la base de ce qui a été enregistré dans le projet annuel de performance de l'année 2020 et pour les réalisations de 2019 en référence aux données enregistrées dans le rapport annuel de performance pour 2019

Répartition du budget de la mission pour 2021 Selon les programmes et la nature des dépenses

Unité : mille dinars

| Programme | Dépenses de rémunération | Dépenses de fonctionnement | Dépenses d'intervention | Dépenses d'investissement | Dépenses des opérations financières | Total |
|---|--------------------------|----------------------------|-------------------------|---------------------------|-------------------------------------|------------------|
| P1 : Production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires | 75 486 | 1 820 | 257365 | 29549 | 0 | 364 220 |
| P2 : Pêche et aquaculture | 7410 | 680 | 87005 | 32400 | 0 | 127495 |
| P3 : Eaux | 60026 | 1360 | 111225 | 260736 | 84000 | 517347 |
| P4 : Forêts et aménagement des terres agricoles | 213545 | 950 | 2990 | 131 141 | 0 | 348626 |
| P5 : Enseignement supérieur, recherche, vulgarisation et formation agricoles | 181 153 | 11 460 | 11 635 | 8 495 | 0 | 212 743 |
| P9 : Pilotage et appui | 140 680 | 18 930 | 15 380 | 34 579 | 0 | 209 569 |
| Total | | | | | | |
| NB : Le budget pour l'année 2021 sans tenir compte des ressources propres des établissements | 678 300 | 35 200 | 485600 | 496 900 | 84 000 | 1 780 000 |



Les crédits de paiement du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche ont été fixés sur la base des ressources de l'État pour l'année **2021** dans la limite de **1780000 Mille Dinars**, soit un taux de croissance de **(3.1%)** par rapport à la loi de finances de **2020, 1 726 890 Mille dinars**, répartis comme suit (en tenant compte des Fonds du Trésor)

Dépenses de rémunérations : 678300 Mille Dinars.

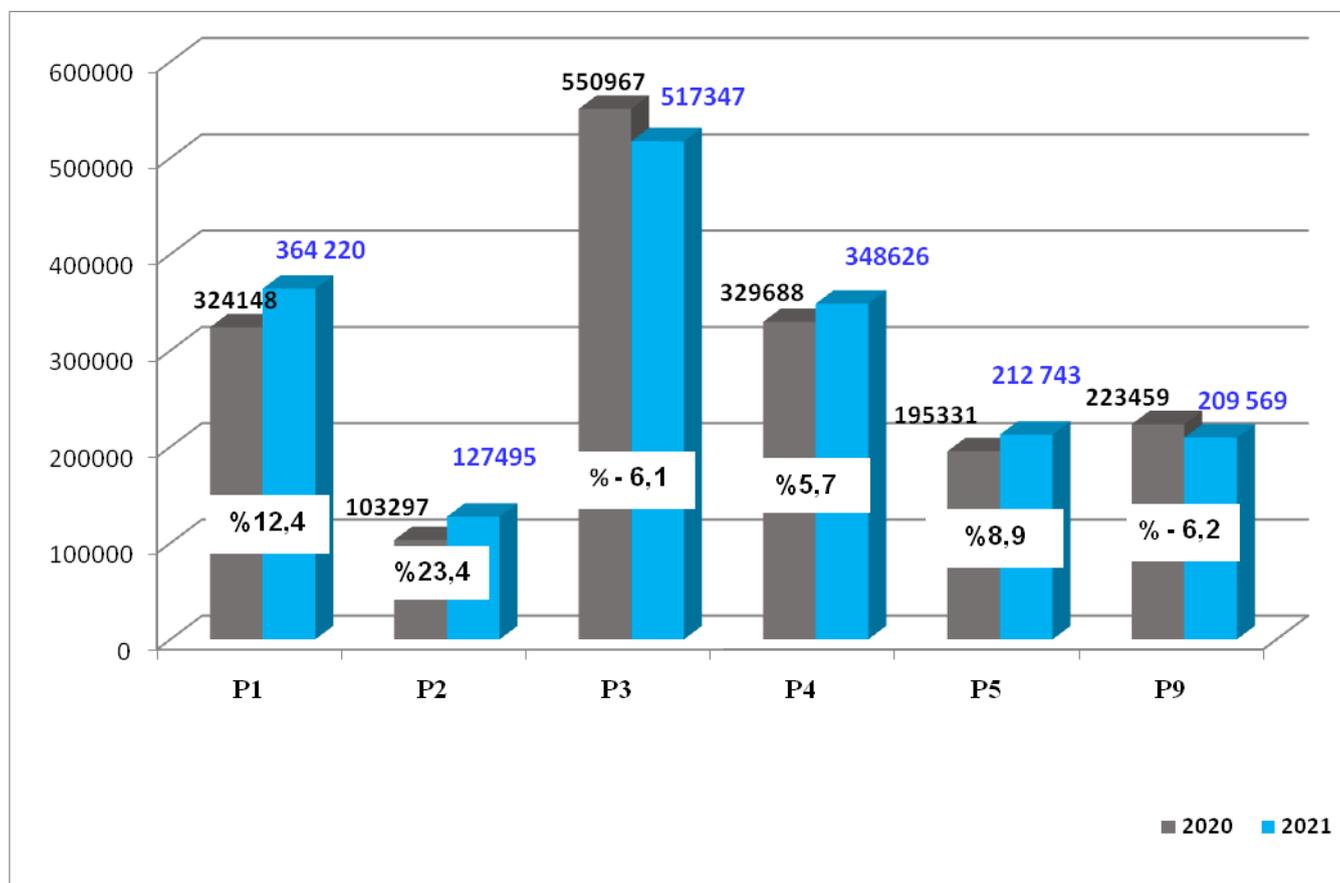
Dépenses de gestion : 35200 Mille Dinars

Dépenses d'intervention : 485600 Mille Dinars

Dépenses d'investissement : 496900 Mille Dinars

Dépenses d'opérations financières : 84 000 Mille Dinars

Evolution du budget du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche Selon les programmes (2021-2020)



3.2 PRÉSENTATION DU CADRE DES DÉPENSES À MOYEN TERME

Le cadre des dépenses à moyen terme de la Mission (2021-2023) a été élaboré sur la base de la circulaire du chef du gouvernement n ° 16 du 20 mai 2020 relative à la préparation du budget 2021 et à l'adoption d'un taux de croissance pour les prévisions des années 2022 et 2023 à travers le plafond des crédits fixé par le ministère de des Finances

**Cadre des Dépenses à Moyen Terme (2021-2023)
De la Mission Selon la Nature de la Dépense**

Unité : mille dinars

| | Sources de Financement | Réalizations | | | L.F | Prévisions | | |
|-------------------------------------|---------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Rémunérations publiques | Ressources propres de l'Etat | 534 126 | 520 769 | 555 403 | 638 159 | 678 300 | 712 215 | 732 030 |
| | Ressources propres des établissements | 11 535 | 12 183 | 12 441 | 14 232,0 | 14 132 | 14 839 | 15 251 |
| | Total Partie | 545 661 | 532 952 | 567 844 | 652 391 | 692 432 | 727 054 | 747 281 |
| Moyens de services | Ressources propres de l'Etat | 46 403 | 44 144 | 36 618 | 33 692 | 35 200 | 36 960 | 37 988 |
| | Ressources propres des établissements | 46 086 | 44 215 | 47 313 | 50 577 | 49 868 | 52 361 | 53 818 |
| | Total Partie | 92 489 | 88 359 | 83 931 | 84 269 | 85 068 | 89 321 | 91 806 |
| Interventions publiques | Ressources propres de l'Etat | 294 842 | 378 861 | 452 407 | 456 503 | 485 600 | 509 880 | 524 060 |
| | Ressources propres des établissements | 748 | 1 066 | 1 169 | 1 601 | 1 733 | 1 820 | 1 870 |
| | Total Partie | 295 590 | 379 927 | 453 576 | 458 104 | 487 333 | 511 700 | 525 930 |
| Dépenses de développement | Ressources propres de l'Etat | 479 823 | 456 974 | 482 997 | 514 536 | 496 900 | 521 745 | 536 260 |
| | Total Partie | 479 823 | 456 974 | 482 997 | 514 536 | 496 900 | 521 745 | 536 260 |
| Dépenses des opérations financières | Ressources propres de l'Etat | | | | 84 000 | 84 000 | 88 200 | 90 654 |
| | Total Partie | | | | 84 000 | 84 000 | 88 200 | 90 654 |
| Total général | Ressources propres de l'Etat | 1 355 194 | 1 400 748 | 1 527 425 | 1 726 890 | 1 780 000 | 1 869 000 | 1 921 000 |
| | Ressources propres des établissements | 58 369 | 57 464 | 60 923 | 66 410 | 65 733 | 69 020 | 70 940 |
| | Total des Parties | 1 413 563 | 1 458 212 | 1 588 348 | 1 793 300 | 1 845 733 | 1 938 020 | 1 991 940 |

**Cadre des Dépenses à Moyen Terme (2021-2023)
De la Mission Selon les Programmes**

Unité : mille dinars

| DÉSIGNATION | Source de Financement | Réalisation | | | Prévision | Prévision | | |
|---|------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2 020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| P1 : Production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires | Ressources propres de l'Etat | 234 517 | 247 460 | 291 403 | 324 148 | 364 220 | 382 432 | 393 071 |
| | Ressources propres des entreprises | 7 401 | 7 362 | 8 096 | 8 831 | 4 958 | 5 206 | 5 351 |
| | Total dépenses Programme1 | 241 918 | 254 822 | 299 499 | 332 979 | 369 178 | 387 638 | 398 422 |
| P2 : Pêche et aquaculture | Ressources propres de l'Etat | 68 078 | 93 219 | 94 538 | 103 297 | 127 495 | 133 870 | 137 594 |
| | Total dépenses Programme2 | 68 078 | 93 219 | 94 538 | 103 297 | 127 495 | 133 870 | 137 594 |
| P3: Eaux | Ressources propres de l'Etat | 351 811 | 377 868 | 388 607 | 550 967 | 517 347 | 543 214 | 558 328 |
| | Ressources propres des entreprises | 8 715 | 10 075 | 10 294 | 12 004 | 12 067 | 12 670 | 13 023 |
| | Total dépenses Programme3 | 360 526 | 387 943 | 398 901 | 562 971 | 529 414 | 555 884 | 571 351 |
| P4 : Forêts et aménagement des terres agricoles | Ressources propres de l'Etat | 290 595 | 277 526 | 303 147 | 329 688 | 348 626 | 366 057 | 376 242 |
| | Ressources propres des entreprises | 7 217 | 7 240 | 7 380 | 9 916 | 10 013 | 10 514 | 10 806 |
| | Total dépenses Programme4 | 297 812 | 284 766 | 310 527 | 339 604 | 358 639 | 376 571 | 387 048 |
| P5 : Enseignement supérieur, recherche, vulgarisation et formation agricoles | Ressources propres de l'Etat | 158 199 | 154 493 | 165 405 | 195 331 | 212 743 | 223 380 | 229 595 |
| | Ressources propres des entreprises | 8 728 | 9 226 | 9 172 | 9 833 | 14 183 | 14 892 | 15 306 |
| | Total dépenses Programme5 | 166 927 | 163 719 | 174 577 | 205 164 | 226 926 | 238 272 | 244 901 |
| P9: Pilotage et Appui | Ressources propres de l'Etat | 251 995 | 250 182 | 284 325 | 223 459 | 209 569 | 220 047 | 226 170 |
| | Ressources propres des entreprises | 26 308 | 23 561 | 25 981 | 25 826 | 24 512 | 25 738 | 26 454 |
| | Total dépenses programme 9 | 278 303 | 273 743 | 310 306 | 249 285 | 234 081 | 245 785 | 252 624 |
| Total Mission | Ressources propres de l'Etat | 1 355 194 | 1 400 748 | 1 527 425 | 1 726 890 | 1 780 000 | 1 869 000 | 1 921 000 |
| | Ressources propres des entreprises | 58 369 | 57 464 | 60 923 | 66 410 | 65 733 | 69 020 | 70 940 |
| | Total dépense de la Mission | 1 413 563 | 1 458 212 | 1 588 348 | 1 793 300 | 1 845 733 | 1 938 020 | 1 991 940 |

DEUXIÈME PARTIE :

PRÉSENTATION DES PROGRAMMES DE LA MISSION DE
L'AGRICULTURE, LES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET
LA PÊCHE



I. Programme 1 : La production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricole et alimentaires

Programme annuel de la capacité de performance pour l'année 2021

BUDGET :
crédits de
paiement
(mille
dinars)

364220

(20.5% du
budget du
Ministère)

**Dépenses de
rémunération :**
75486

**Dépenses Moyens
des services :**
1820

**Dépenses
d'interventions :**
257365

**Dépenses
d'investissement
: 29549**

**Chef du
programme: Abel Fateh
h Saïd**

**Directeur général de la
Production agricole**

A partir de l'année 2018

Objectifs stratégiques

Objectif 1.1 : Œuvrer à développer des filières de production agricoles en vue d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire pour toutes et tous

Objectif 1.2 : Renforcer la qualité et la sécurité sanitaire et phytosanitaire des produits alimentaires

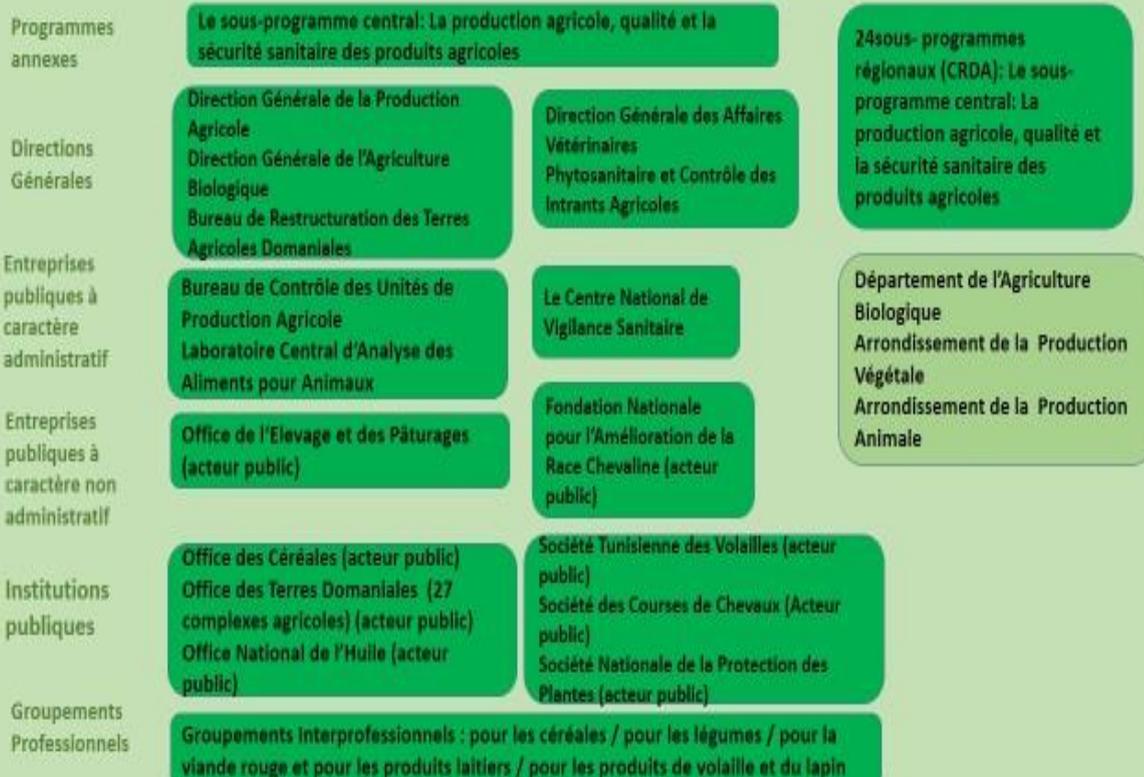
Indicateurs de mesure de performance

Indicateur 1.1.1 : Amélioration des rendements des cultures irriguées
(régional) : Céréales, Pommes de terre et Tomates

Indicateur 1.2.1 : Taux de couverture sanitaire (animaux)
(régional)

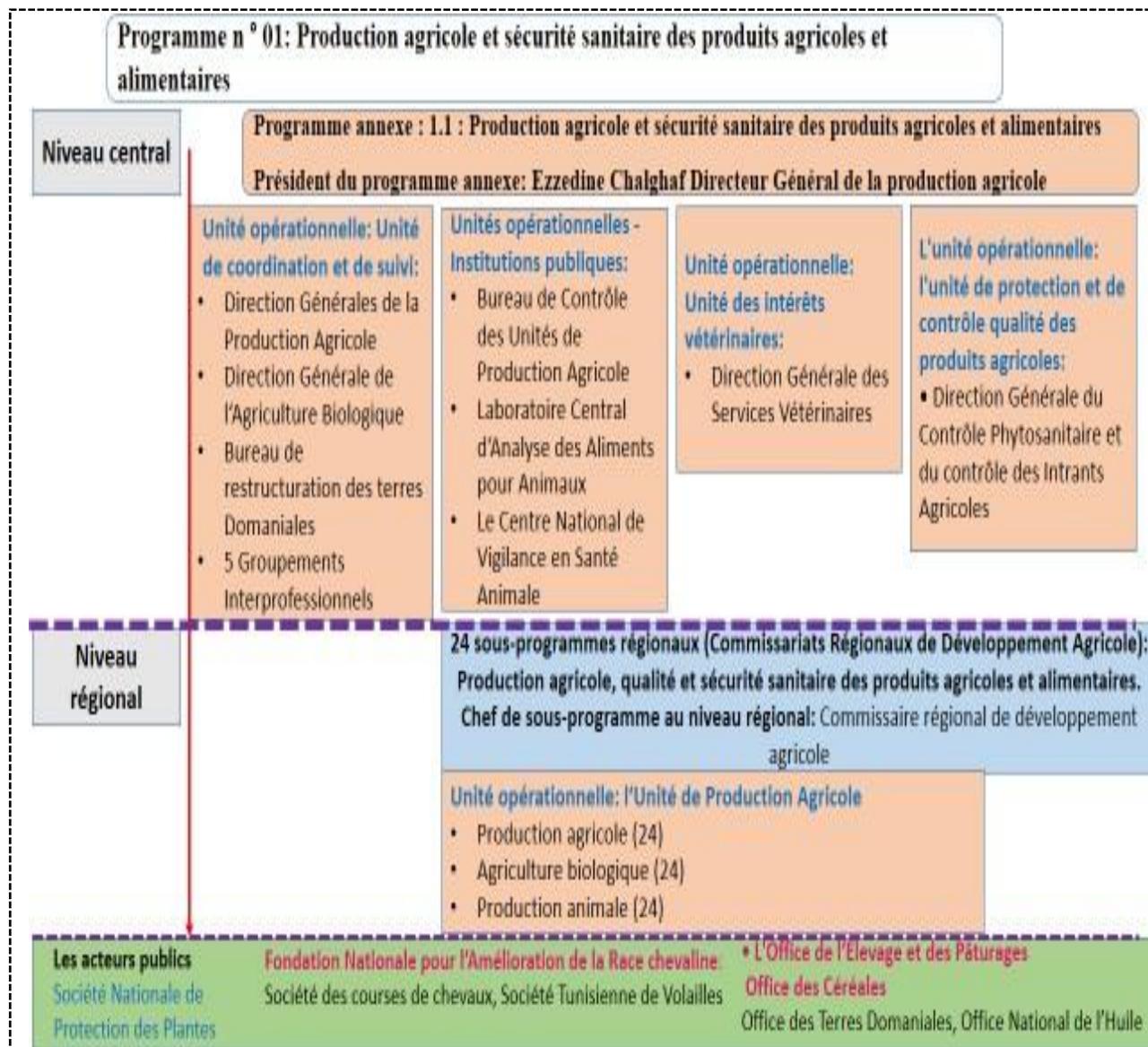
Indicateur 1.2.2 : Taux des échantillons analysés par rapport aux objectifs fixés (DGSV)
(Central)

La production agricole, la qualité et la sécurité sanitaire des produits agro-alimentaire



1-Présentation du programme 1 et sa stratégie:

Plan d'implémentation du programme n ° 1 : Production agricole et Sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires



Le secteur de la production agricole vise à améliorer la productivité et renforcer la compétitivité des produits agricoles à travers la mise à niveau des différentes stratégies sectorielles et en assurant la disponibilité des moyens de production dans les meilleures conditions et permettre l'utilisation des techniques issues des résultats de recherche afin d'assurer la réussite des campagnes agricole

Cette amélioration passe aussi par ainsi l'utilisation des technologies modernes résultant des expériences de manière à garantir le succès des saisons agricoles et la réalisation des objectifs fixés en améliorant le déroulement des différentes saisons agricoles et en renforçant la coordination avec les Ministères concernés de suivi des filières agricoles aux différents niveaux de production, de transformation et de commercialisation.

Dans le domaine de la sécurité sanitaire des ressources végétales et de la richesse animale et leur protection contre les maladies et les pandémies, les travaux se poursuivent pour préparer des textes juridiques visant à les prévenir et à mieux les adapter aux normes internationales. Par ailleurs, un certain nombre de programmes continuent d'être mis en œuvre pour lutter contre certaines maladies des plantes et des animaux enregistrés dans notre pays.

Sur un autre plan le secteur de la production agricole est appelé, au cours de la période à venir, à contribuer principalement au renforcement de la sécurité alimentaire en termes de quantité et de qualité, tout en préservant la durabilité des ressources naturelles et la protection de la santé.

1-1-Les problèmes :

Malgré le développement de la production agricole et l'amélioration du taux de couverture des besoins, le déficit persiste toujours dans certains produits alimentaires de base, tels que les céréales, du fait des changements climatiques intersaisons, ainsi que de l'exploitation arbitraire des ressources naturelles disponibles.

De ce fait, le secteur de la production agricole s'efforce de poursuivre les mesures visant à augmenter le taux de croissance du secteur et à utiliser les connaissances et les technologies à Haute productivité pour atteindre l'auto suffisance dans la plupart des produits agricoles de base. Ceci contribuera à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la compétitivité et à booster les exportations en améliorant les rendements et la qualité.

1-2-Les Axes Stratégiques :

Outre sa participation à l'amélioration du taux de la croissance économique, le programme de production agricole, de la qualité et de la sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaire veille également à assurer la sécurité alimentaire par l'autosuffisance dans de nombreux produits de base et en stimulant le soutien au système de qualité des produits agricoles et l'encouragement des exportations.

Pour atteindre ces objectifs, les axes stratégiques suivants ont été fixés :

- La mise en place et l'exécution d'un plan dédié aux produits agricoles de base visant le

développement de la production afin d'atteindre une autosuffisance durable

- La mise en place et l'exécution d'un plan de promotion de la qualité au niveau de tous les maillons de la chaîne de production agricole, en adéquation avec les exigences des marchés internes et externes
- La diversification de la production tout en établissant les mécanismes nécessaires pour relier les particularités des produits agricoles aux spécificités naturelles et humaines dans les zones géographiques dans laquelle ils sont produits en adoptant les certifications « produits du terroir » ou « appellation d'origine ».
- Le renforcement du système de contrôle, de protection et de la sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires.

Le tableau suivant montre l'évolution de la production, le rythme des exportations et les superficies cultivées pour les produits agricoles les plus importants :

| | Unité | Réalizations | | | 2019 | Prévisions | | |
|---|-----------------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2016 | 2017 | 2018 | | 2020 | 2021 | 2022 |
| Evolution de la production | | | | | | | | |
| Blé dur | Millions Q | 8.1 | 9.5 | 9.6 | 12 | 12 | 12 | 12 |
| Huile d'olive | 1000 tonnes | 140 | 100 | 325 | 140 | 250 | 250 | 250 |
| Tomates saisonnières | 1000 tonnes | 980 | 850 | 900 | 1000 | 1100 | 1100 | 1100 |
| Lait | Millions litres | 1428 | 1424 | 1310 | 1350 | 1377 | 1400 | 1420 |
| Evolution des surfaces | | | | | | | | |
| Agrumes | 1000 Hectares | 27 | 27 | 28 | 28 | 28.3 | 28.5 | 28.8 |
| Fourrages | 1000 Hectares | 321 | 317 | 302 | 310 | 320 | 320 | 320 |
| Agriculture géothermique | Hectares | 241 | 234 | 248 | 253 | 255 | 257 | 260 |
| Cultures biologiques | 1000 Hectares | 236 | 270 | 336 | 390 | 400 | 450 | 450 |
| Evolution des exportations de produits agricoles | | | | | | | | |
| Huile d'olive | 1000 tonnes | 98 | 85 | 215 | 120 | 180 | 180 | 180 |
| Dattes | | 87 | 100 | 127 | 110 | 120 | 120 | 120 |
| Agriculture géothermique | | 13 | 11 | 16 | 18 | 20 | 22 | 24 |
| Cultures biologiques | Millions Dinars | 300 | 430 | 680 | 500 | 550 | 550 | 600 |

1.3. Les priorités

Les priorités du programme « production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires » sont :

- Atteindre l'autosuffisance dans de nombreux produits de base tels que les céréales, le lait et la viande rouge;
- Développement des exportations des produits agricoles à travers la diversification des produits exportés et l'augmentation de la valeur ajoutée ;
- Soutenir le système de qualité des produits agricoles ;
- Renforcement du système de surveillance, de contrôle, de protection, et de sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires.

2- Objectifs et indicateurs de mesure de la performance spécifique au programme 1

1.1. Présentation des objectifs et indicateurs de mesure de la performance du programme

Les objectifs du programme sont les suivants :

- Développement des systèmes de production agricole pour assurer la sécurité alimentaire;
- Soutien au système de qualité, de contrôle et de salubrité des produits agricoles et alimentaires conformément aux exigences des marchés intérieurs et extérieurs.

Calendrier des indicateurs des objectifs stratégiques

| Objectifs Stratégiques | Les Indicateurs | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|---|---|----------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Objectif 1.1 : Œuvrer à développer des filières de production agricoles en vue d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire | Indicateur 1.1.1 : Amélioration des rendements des cultures irriguées | Q/He Q/He Q/He | | | | | | | |
| | régional) : | | | | | | | | |
| | Céréales, | | 34 | 32 | 35 | 40 | 40 | 42 | 44 |
| | pommes de terre et omates | | 21 63 | 24 67 | 27 68 | 24 70 | 26 75 | 26 75 | 26 75 |
| Objectif 1.2 : Renforcer la qualité et la sécurité sanitaire et phytosanitaire des produits alimentaires | Indicateur 1.2.1 : Taux de couverture sanitaire (animaux) (régional) | % | 60.7 | 57.5 | 54.41 | 85 | 85 | 85 | 85 |
| | Indicateur 1.2.2 : Taux des échantillons analysés par rapport aux objectifs fixés (DGSV) (Central) | % | 14 | 16 | 16 | 17 | 18 | 18 | 18 |
| | Indicateur 1.2.3 Taux d'évolution de la valeur des exportations des produits agricoles de qualité (AOC, Bio ..) Exp des produits BIO | Mille dinars Mille dinars | 2838 430 | 4288 680 | 1944 587 | 3000 550 | 3600 600 | 4200 700 | 4800 750 |

Objectif stratégique 1.1 : Œuvrer à développer des filières de production agricoles en vue d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire pour toutes et tous

❖ Présentation de l'objectif

Atteindre la sécurité alimentaire requiert l'exécution des stratégies sectorielles visant une meilleure promotion de la production, l'amélioration de la productivité et le renforcement de la compétitivité des produits à travers le soutien des agriculteurs et fournir les moyens de production dans les meilleures conditions ce qui permettra la réussite des saisons agricoles.

Référence de l'objectif : les stratégies sectorielles

❖ Justifications de l'adoption de l'indicateur de l'objectif : l'amélioration de la productivité

et durement des cultures irriguées peut réduire les fluctuations de production et fournir des semences nationales pour des secteurs stratégiques tels que les céréales. Les importantes cultures d'irrigation choisies sont:

- Les Céréales :

considérées comme l'un des ingrédients de base du repas quotidien du citoyen tunisien, ce qui nous appelle à exploiter tout le potentiel disponible pour les cultures céréalières que ce soit dans les zones irriguées, humides et/ou semi-humides.

- La pomme de terre : agriculture d'importance économique et sociale qui occupe une place distinguée dans les traditions alimentaires tunisiennes puisqu'elle intervient dans la composition nutritionnelle tout au long de l'année.

- La tomate : agriculture transformatrice sur laquelle se base un tissu industriel important (28 unités industrielles et une capacité de transformation de 35 000 tonnes / jour). Elle emploie environ 8 000 personnes et contribue à la dynamisation de nombreux secteurs, en particulier le transport de marchandises.

Calendrier des indicateurs de l'objectif 1

| Indicateur | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|----------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur 1.1.1 : Amélioration des rendements des cultures irriguées | | | | | | | | |
| Régional) : | | | | | | | | |
| Céréales | Q/ha | 33 | 32 | 35 | 40 | 40 | 42 | 44 |
| Pommes de terre | Tonne/ha | 21 | 24 | 27 | 24 | 26 | 26 | 26 |
| Tomates | Tonne/ha | 63 | 67 | 68 | 70 | 75 | 75 | 75 |

Objectif stratégique 1.2 : Renforcer la qualité et la sécurité sanitaire et des produits alimentaires

❖ **Présentation de l'objectif** : Cet objectif vise à soutenir le système de qualité, du contrôle sanitaire des programmes et des produits agricoles et alimentaires

❖ **Référence de l'objectif** : les stratégies sectorielles

❖ **Justification de l'adoption des indicateurs spécifiques à l'objectif** : Mesurer la forte corrélation entre ces indicateurs et le système de qualité des produits agricoles et alimentaires et la pertinence du contrôle et du niveau de la protection sanitaire des végétaux.

Calendrier des indicateurs de l'objectif 1.2

| INDICATEUR | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|---|------------------|--------------|------|-------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur 1.2.1 : Taux de couverture sanitaire (animaux) (régional) | % | 60.7 | 57.5 | 54.41 | 85 | 85 | 85 | 85 |
| Indicateur 1.2.2 : Taux des échantillons analysés par rapport aux objectifs fixés (DGSV) (Central) | % | 14 | 16 | 16 | 17 | 18 | 18 | 18 |
| Indicateur 1.2.3 Taux d'évolution de la valeur des exportations des produits agricoles de qualité (AOC, Bio.) | Mille D | 2838 | 4288 | 1944 | 3000 | 3600 | 4200 | 4800 |
| Exp des produits BIO | Million D | 430 | 680 | 587 | 550 | 600 | 700 | 750 |

2.2- Activités du programme pour l'année 2021

Cadre de la déclinaison opérationnelle du programme

Production agricole qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires,

10 activités ont été identifiées et réparties comme suit

- 6 activités pour les sous-programmes (central et régional)
- 4 activités pour les opérateurs publics

| Code | Activité |
|------|---|
| 1 | Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles (sous-programme central + sous-programmes régionaux) |
| 2 | Encouragement de l'État pour investir dans le secteur agricole (sous-programme central) |
| 3 | Interventions de l'État pour la réparation des dommages causés par les calamités naturelles dans le secteur agricole (sous-programme central) |
| 4 | Organisation de la profession et régulation du marché des produits agro- alimentaires agricoles (sous-programme central) |
| 5 | Protection et contrôle sanitaire animale (sous-programme central + sous-programmes régionaux) |
| 6 | Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles) (sous-programme central + sous-programmes régionaux) |
| 7 | Transfert des crédits pour l'Office de l'Élevage et du Pâturage (acteur public) au titre des activités : planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles |
| 8 | Transfert de crédits à l'Office des Céréales (acteur public) au titre des activités : planification, organisation, encadrement suivi et évaluation des saisons agricoles. |
| 9 | Transfert des crédits au profit de la FNAREC (Acteur Public) au titre d'Activité : Protection et Contrôle de la Santé Animale |
| A | Transfert de crédits au profit de la Société Nationale de la Protection des Plantes (acteur public) au titre des activités : protection, certification et contrôle qualité des plantes (intrants agricoles) |
| B | Transfert des crédits au profit de l'office des terres domaniales au titre des activités : Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons |

Les Activités et Les interventions du programme de la production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires

| Les objectifs stratégiques | Indicateurs | Unité | Prévisions | Interventions | Activités | Prévisions |
|--|--|-------|------------|--|---|---------------------|
| | | | 2021 | | | 2021 |
| Objectif 1.1 : Œuvrer à développer des filières de production agricoles en vue d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire | Indicateur 1.1.1: Amélioration du rendement des cultures irriguées (régional) | K/Ha | 40 | Révisions des prix des céréales à la production, compte tenu de l'évolution des coûts de production, pour assurer un prix valorisant pour l'agriculteur, et l'encourager à améliorer son rendement | -Planifier, organiser, encadrer, suivi et évaluation des saisons agricoles et assurer la coordination entre les différents secteurs de Production de <u>céréales</u> : -Afin d'atteindre les résultats souhaités pour la production de céréales irriguées, des travaux sont en cours pour réhabiliter et restaurer les zones Irriguées afin d'installer un réseau d'irrigation moderne pour valoriser l'eau, tout en continuant à mettre en œuvre des programmes de formation des agriculteurs et des techniciens sur l'économie d'eau utilisée dans l'irrigation des céréales et le bon usage de des packs techniques pour les cultures irriguées. Poursuivre la coordination avec la recherche agricole l'orientation vers la sélection de variétés de céréales adaptées aux zones irriguées, tout en améliorant les variétés au regard de leur résistance aux maladies ravages, en améliorant les packs techniques appropriés et en évaluant le rendement. | 28305 mille dinars |
| | - Céréales | K/Ha | 26 | | | 113463 mille dinars |
| | Pommes de terre Tomates | K/Ha | 75 | | | |
| | | | | | <u>Concernant les pommes de terre saisonnières :</u> -L'introduction des technologies modernes pour comprimer le coût et améliorer la qualité, tel que le développement de la mécanisation agricole -Réduire la superficie totale et | |

| | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|---------------------------|
| | | | | | <p>éviter les agrandissements, en particulier pour les zones à problèmes de sol et à pénurie d'eau.</p> | |
| | | | | | <p><u>Pour les tomates saisonnières destinées à la transformation:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux de renouvellement des équipements d'irrigation goutte-à-goutte pour 2500 ha/ an afin de réaliser une économie d'eau d'irrigation de 3% d'ici 2020 par rapport à la situation actuelle -Élargir la mécanisation des différents processus techniques de la culture de la tomate depuis la préparation du sol et la culture jusqu'à la récolte -Rationaliser l'utilisation d'engrais et de pesticides et maîtriser les coûts de production -Encouragements de l'Etat à investir dans le secteur agricole. <p>Interventions de l'État pour réparer les dommages causés par les Catastrophes naturelles dans le secteur agricole</p> <p>Transférer les crédits à l'Office de l'Elevage et des Pâturages (acteur public) au titre de des activités : Planifier, organiser, encadrer, surveiller et évaluer les saisons agricoles.</p> <p>Transférer les crédits à l'Office des</p> | <p>18000 mille dinars</p> |

| | | | | | | |
|---|--|---|-----------|---|--|--|
| | | | | | Céréales (acteur public) au titre des activités : Organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | |
| Soutenir le système de contrôle de la qualité et de la santé des produits agricoles et alimentaires conformément aux exigences des marchés intérieurs et externes | Indicateur 1.2.1: Pourcentage de couverture sanitaire (animale) (régional) | % | 85 | Œuvrer pour l'approbation du programme national de contrôle de la fièvre aphteuse | <ul style="list-style-type: none"> -Mise en Œuvre d'études de faisabilité pour diverses stratégies de santé animale -Mise en place des systèmes d'élevage dans le cadre de l'approbation de la santé vétérinaire pour des secteurs stratégiques pour les vaches et les veaux -renforcer le programme de la lutte contre la rage le tuberculose et fièvre Maltaise et le kyste hydatique -Révision du cadre juridique pour la création du Fonds de la Santé Animale et soutenir les programmes d'indemnisation des éleveurs et d'éradication des maladies, par ordre de priorité - veiller à l'approbation du programme de la fièvre aphteuse -actualiser les statistiques sur la répartition géographique par zones rurales et urbaines des chiens errants, dans le cadre de la lutte contre la rage <p>Transférer les crédits à la Fondation Nationale d'Amélioration de la Race Chevaline (Acteur public) au titre d'activité : Protection et contrôle de la santé animale¹</p> | 52145 mille dinars |
| | | | 18 | | | - protection, approbation et contrôle phytosanitaire : |
| | | | | | | 10280 |

| | | | | | | |
|--|---|------------------------|-----------------|--|---|------|
| | L'indicateur. 1.2.2 Nombre de campagne phytosanitaire | Nombre | | | Assistance technique aux agriculteurs pour la lutte saisonnière contre les maladies, les ravages et les mauvaises herbes. -programme pour la protection des agrumes, l'olivier, les céréales, la pomme de terre, grenadiers et palmiers ainsi que les plantes maraichères, les arbres fruitiers, les grandes cultures. - programme de lutte contre le mildiou des pommiers - lutte contre le charançon rouge du palmier par l'injection, la destruction par le feu - protection de l'oliveraie - les agrumes de la maladie des points noirs - trouver des solution pour les maladie émergentes Transfert de crédits à la Société Nationale de la Protection des Plantes (acteur public) au titre des activités: protection, certification et contrôle qualité des plantes (intrants agricoles) | 1992 |
| | L'indicateur. 1.2.3 : Evolution des exportations des produits agricoles de qualité Evolution des | Mille dinars MD | 3000 550 | Œuvrer pour la mise en place de structures d'authentification afin de valoriser les produits ayant le label de qualité par la mise en disponibilité d'espace pour les agricultrices dans les zones rurales à | Protection, certification et contrôle de la qualité des plantes - Continuer à mener des projets de coopération technique pour la promotion de la valeur ajoutée du produit agricole en participant aux foires et expositions pour faire connaitre ces produits - organisation de sessions de formations spécifiques pour les différents intervenants dans le | |

| | | | | | | |
|--|---|--|--|---|--|--|
| | exportations des produits biologiques | | | l'égard des structures de l'économie sociale et solidaire | secteur au niveau régional - renforcer les contrôles qualités des produits BIO et la disponibilité des moyens nécessaires aux analyses | |
|--|---|--|--|---|--|--|

3- Dépenses du programme 1

3.1 Budget du programme:

Les dépenses du programme « production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires » pour l'année 2021, ont été fixés à **364220**mille de dinars, contre **324148**mille dinars pour l'année 2020, selon la nouvelle nomenclature, soit une augmentation de **12,4%**.

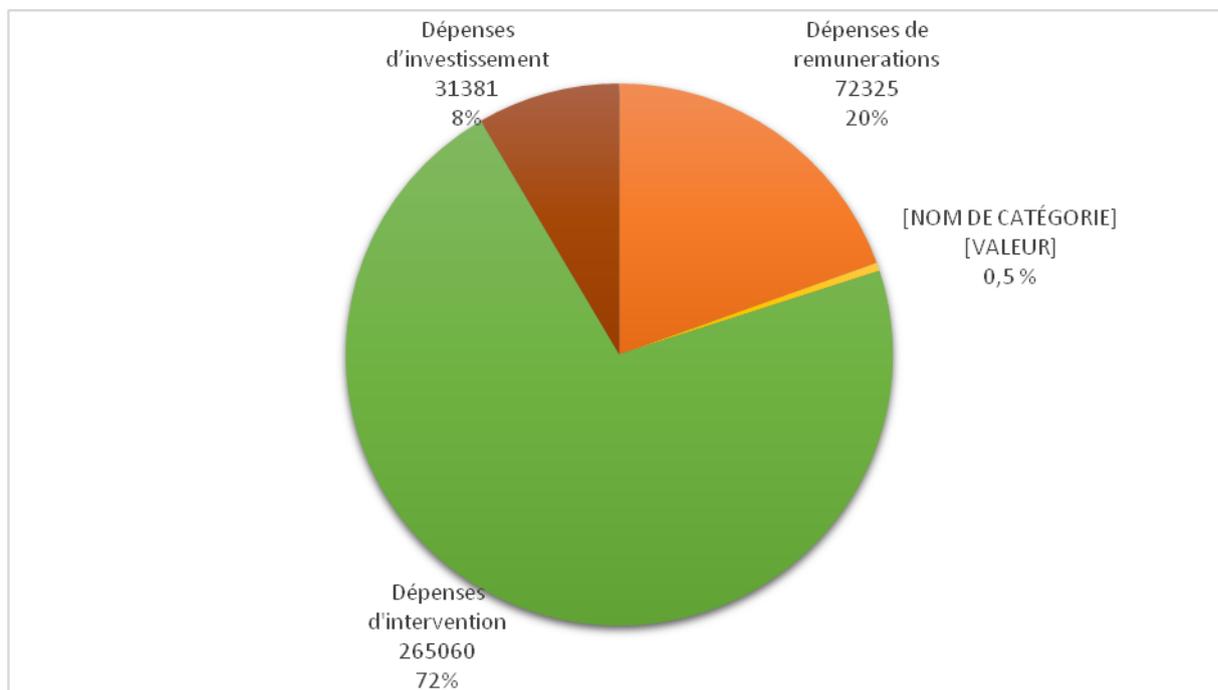
Ces dépenses sont réparties comme suit :

Tableau 7 : Budget du programme de production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricole et alimentaires pour l'année 2021, selon la nature des dépenses et les sources de financement Unité : Milles Dinar

| Designation | Source de Financement | Réalisation 2 019 | L.F 2020 | previson 2 021 | différence | % |
|-----------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------|-------------------|---------------|----------------|
| Dépenses de Rémunérations | Ressources budget de l'Etat | 55 047 | 62 674 | 75 486 | 12 812 | 20,40% |
| | Ressources Fonds de trésors | | | | | |
| | Ressources de l'Etat | 55 057 | 62 674 | 75 486 | 12 812 | 20,40% |
| | Ressources propres des entreprises | | 3 732 | 628 | -3 104 | -83,20% |
| | Total Partie | 55 047 | 66 406 | 76 114 | 9 708 | 14,60% |
| Dépenses de Fonctionnements | Ressources budget de l'Etat | 1 598 | 1 717 | 1 820 | 103 | 6,00% |
| | Ressources Fonds de trésors | | | | | |
| | Ressources de l'Etat | 1 598 | 1 717 | 1 820 | 103 | 6,00% |
| | Ressources propres des entreprises | | 4 311 | 3 580 | -731 | -17,00% |
| | Total Partie | 1 598 | 6 028 | 5 400 | -628 | -10,40% |
| Dépenses intervention | Ressources budget de l'Etat | 184 858 | 207 305 | 222 430 | 15 125 | 7,30% |
| | Ressourcesprêtsexterieurs | 4 720 | | 5 000 | 5 000 | |
| | Ressources Fonds de trésors | | 29 070 | 29 935 | 865 | 3,00% |
| | Ressources de l'Etat | 189 577 | 236 375 | 257 365 | 20 990 | 8,90% |
| | Ressources propres des entreprises | | 788 | 750 | -38 | -4,80% |
| | Total Partie | 189 577 | 237 163 | 258 115 | 20 952 | 8,80% |
| Dépenses d'investissement | Ressources budget de l'Etat | 41 830 | 22 293 | 28 829 | 6 536 | 29,30% |
| | Ressources des prêtsexterieur | | 224 | 720 | 496 | 221,40% |

| | | | | | | |
|-----------------------------|--|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|
| | Ressources Fonds de trésors | | 865 | | -865 | -100,00% |
| | Ressources de l'Etat | 41 830 | 23 382 | 29 549 | 6 167 | 26,40% |
| | Total Partie | 41 830 | 23 382 | 29 549 | 6 167 | 26,40% |
| Total Dépenses du Programme | Ressources budget de l'Etat | 283 333 | 293 989 | 328 565 | 34 576 | 11,80% |
| | Ressources prêts extérieurs | 4 720 | 224 | 5 720 | 5 496 | 221,40% |
| | Ressources Fonds de trésor | | 29 935 | 29 935 | | 0,00% |
| | | 288 053 | 324 148 | 364 220 | 40 072 | 12,40% |
| | Ressources de l'Etat | 288 053 | 324 148 | 364 220 | 40 072 | 12,40% |
| | Ressources propres des entreprises | | 8 831 | 4 958 | -3 873 | -43,90% |
| | Total des dépenses du programme1 avec fond de participation | 288 053 | 340 325 | 369 178 | 28 853 | 8,50% |
| | Total des dépenses du programme1 sans fond de participation | 288 053 | 332 979 | 369 178 | 36 199 | 10,90% |

Répartition du projet du budget du Programme pour l'année 2021
Sur les ressources de l'Etat selon la nature



| Les programmes | Les activités | réalisations 2019 | L.F 2020 | prévisions 2021 | taux d'évolution | |
|--|---|-------------------|----------|-----------------|------------------|--------------|
| | | | 1 | 2 | montant | taux |
| | | | | | (1) - (2) | (1) - (2) /1 |
| Les sous programmes centraux | Les activités centrales | | | | | |
| Un seul sous programme central : production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricole et alimentaires | 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 12334,3 | 11595 | -739,287 | -6,0% |
| | 2. Encouragement de l'État pour investir dans le secteur agricole | | 75500,0 | 76600 | 1100 | 1,5% |
| | 3. Interventions de l'État pour la réparation des dommages causés par les calamités naturelles dans le secteur agricole | | 28500,0 | 28500 | 0 | 0,0% |
| | 4. Organisation de la profession et régulation du marché des produits agro- alimentaires agricoles | | 29935,0 | 29935 | 0 | 0,0% |
| | 5 Protection et contrôle sanitaire animale | | 23799,3 | 10631 | -13168,32 | -55,3% |
| | .6 Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | 5961,7 | 9965 | 4003,338 | 67,2% |
| | | | | | | |
| Les sous programmes régionaux | Les activités régionales | | | | | |
| Sous Programme Régional : Tunis | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | | 19 | 19 | |
| | 5 Protection et contrôle sanitaire animale | | | 195 | 195 | |
| | .6 Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 15 | 15 | |
| Sous Programme Régional : Ariana | 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 252,5 | 420 | 167,458 | 66,3% |
| | 5 Protection et contrôle sanitaire animale | | 581,1 | 886 | 304,86 | 52,5% |
| | .6 Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 12 | 12 | |
| Sous Programme Régional : ben arous | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles. | | 471,7 | 615 | 143,313 | 30,4% |

| | | | | | | |
|--|--|--|--------|------|----------|--------|
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 713,4 | 1036 | 322,582 | 45,2% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 10 | 10 | |
| Sous Programme Régional :Manouba | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 460,5 | 581 | 120,529 | 26,2% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 670,5 | 1290 | 619,529 | 92,4% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 15 | 15 | |
| Sous Programme Régional :Nabeul | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 1463,3 | 1668 | 204,725 | 14,0% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 1042,4 | 1847 | 804,646 | 77,2% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 13 | 13 | |
| Sous Programme Régional :Zaghouan | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 810,2 | 898 | 87,806 | 10,8% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 471,4 | 1292 | 820,566 | 174,1% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 15 | 15 | |
| Sous Programme Régional :Bizerte | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 267,5 | 881 | 613,545 | 229,4% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 1373,8 | 2574 | 1200,234 | 87,4% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 56 | 56 | |
| البرنامج الفرعي الجهوي : باجة | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 729,0 | 907 | 178,01 | 24,4% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 848,2 | 1744 | 895,763 | 105,6% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 5 | 5 | |
| Sous Programme Régional :Jandouba | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 317,4 | 833 | 515,563 | 162,4% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 742,3 | 1927 | 1184,663 | 159,6% |

| | | | | | | |
|---|---|--|--------|------|----------|--------|
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 5 | 5 | |
| Sous Programme Régional :Kef | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 405,7 | 593 | 187,272 | 46,2% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 707,8 | 1611 | 903,243 | 127,6% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 10 | 10 | |
| Sous Programme Régional :Silyana | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 1337,4 | 1489 | 151,555 | 11,3% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 926,7 | 2279 | 1352,296 | 145,9% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 25 | 25 | |
| Sous Programme Régional :Kirouane | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles. | | 405,7 | 710 | 304,273 | 75,0% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 822,2 | 2242 | 1419,764 | 172,7% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 14 | 14 | |
| Sous Programme Régional :Gasrine | 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation | | 460,9 | 758 | 297,121 | 64,5% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 653,2 | 1910 | 1256,827 | 192,4% |
| | .Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 10 | 10 | |
| Sous Programme Régional :Sidi Bouzid | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 480,9 | 786 | 305,127 | 63,5% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 1058,5 | 2318 | 1259,468 | 119,0% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 5 | 5 | |
| Sous Programme Régional :Sousse | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 612,2 | 798 | 185,779 | 30,3% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 926,4 | 2341 | 1414,594 | 152,7% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 20 | 20 | |

| | | | | | | |
|--|--|--|--------|------|----------|--------|
| Sous Programme Régional :Monastir | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 242,6 | 464 | 221,362 | 91,2% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 1122,5 | 2037 | 914,46 | 81,5% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 4 | 4 | |
| Sous Programme Régional :Mahdia | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 287,5 | 509 | 221,504 | 77,0% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 1292,3 | 2465 | 1172,659 | 90,7% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 12 | 12 | |
| Sous Programme Régional :Sfax | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 342,1 | 622 | 279,945 | 81,8% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 1322,6 | 2612 | 1289,445 | 97,5% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 7 | 7 | |
| Sous Programme Régional :Gafsa | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 423,8 | 547 | 123,202 | 29,1% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 902,3 | 2111 | 1208,746 | 134,0% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 0 | 0 | |
| Sous Programme Régional :Touzeur | 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 200,3 | 181 | -19,328 | -9,6% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 331,2 | 815 | 483,813 | 146,1% |
| | .Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 22 | 22 | |
| Sous Programme Régional :Gbeli | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 459,9 | 493 | 33,067 | 7,2% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 526,8 | 1355 | 828,159 | 157,2% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 17 | 17 | |
| Sous Programme Régional :Gabes | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 1189,8 | 1141 | -48,798 | -4,1% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 902,8 | 1854 | 951,225 | 105,4% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux | | | 8 | 8 | |

| | | | | | | |
|--|---|--|---------|---------|----------|---------|
| | (intrants agricoles)(| | | | | |
| Sous Programme Régional :Medenine | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 118,4 | 391 | 272,627 | 230,3% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 41,8 | 1081 | 1039,245 | 2488,9% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | | 5 | 5 | |
| Sous Programme Régional :Tataouine | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 130,8 | 406 | 275,221 | 210,4% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 474,3 | 1692 | 1217,718 | 256,7% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles) . (| | | 10 | 10 | |
| Total sous programmes régionaux | | | | | | |
| 24 sous programmes régionaux(CRDA) : production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricole et alimentaires | . 1. Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation | | 11870,1 | 16710,0 | 4839,878 | 40,8% |
| | 5Protection et contrôle sanitaire animale | | 18454,5 | 41514,0 | 23059,51 | 125,0% |
| | .6Protection, certification et contrôle de la qualité des végétaux (intrants agricoles)(| | 0,0 | 315,0 | 315 | |
| Les activités des Opérateurs publics | | | | | | |
| Operateur public | 7.Transfert des crédits pour l'Office de l'Elevage et du Pâturage (acteur public) au titre des activités : planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons agricoles | | 100676 | 113463 | 12787 | 12,7% |
| Operateur public | 8.Transfert de crédits à l'Office des Céréales (acteur public) au titre des activités : planification, organisation, encadrement suivi et évaluation des saisons agricoles. | | 10282 | 18000 | 7718 | 75,1% |
| Operateur public | 9.Transfert des crédits au profit de la FNAREC(Acteur Public) au le titre d'Activité : Protection et Contrôle de la Santé Animale | | 4507 | 5000 | 493 | 10,9% |

| | | | | | | |
|--|---|--|---------------|---------------|--------------|---------------|
| Operateur public | A. Transfert de crédits au profit de la Société Nationale de la Protection des Plantes (acteur public) au titre des activités : protection, certification et contrôle qualité des plantes (intrants agricoles) | | 2328 | 1992 | -336 | -14,4% |
| Operateur public | B. Transfert des crédits au profit de l'office des terres domaniales au titre des activités : Planification, organisation, encadrement, suivi et évaluation des saisons | | | 0 | 0 | |
| Total Sans les ressources propres des entreprises | | | 324148 | 364220 | 40072 | 12,4% |

Cadre des Dépenses à Moyen Terme du programme 1 (2021-2023)

Tableau 9 : Cadre des Dépenses à Moyen Terme Selon la nature des dépenses

Unité : Mille dinars

| désignation | Source de financement | réalisations | | | L.F | prévisions | | |
|---------------------------|-------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Dépense des rémunérations | Ressources budget de l'Etat | 54 344 | 52 245 | 55047 | 62674 | 75 486 | 79 260 | 81 466 |
| | Fonds de participation | 12 | 10 | 10 | | | | |
| | Ressources de l'Etat | 54356 | 52255 | 55057 | 62674 | 75486 | 79260 | 81466 |
| | Ressource propre des entreprises | 3 278 | 3 130 | 3443 | 3732 | 628 | 659 | 678 |
| | Total partie | 57634 | 55385 | 58500 | 66406 | 76114 | 79920 | 82143 |
| Dépense de fonctionnement | Ressources budget del'Etat | 1 516 | 1 629 | 1598 | 1717 | 1 820 | 1 911 | 1 964 |
| | Prêt extérieur | | | | | | 0 | 0 |
| | Fonds de participation | 577 | 288 | 388 | | | | |
| | Ressources de l'Etat | 2 093 | 1 917 | 1 986 | 1 717 | 1 820 | 1 911 | 1 964 |
| | Ressource propre des entreprises | 3 582 | 3 684 | 3958 | 4311 | 3 580 | 3 759 | 3 864 |
| Total partie | 5675 | 5601 | 5944 | 6028 | 5400 | 5670 | 5828 | |
| Dépense d'intervention | Ressources budget del'Etat | 152 586 | 148 146 | 184857 | 207305 | 227 430 | 238 | 245 446 |
| | Prêt extérieur | | | 4720 | | | | |
| | ξ fond de trésor | | | | 29070 | 29 935 | 31 432 | 32 306 |
| | Fonds de participation | 38 | | | | | | |
| | Ressources de l'Etat | 152624 | 148146 | 189577 | 236375 | 257365 | 270233 | 277752 |
| | Ressource propre des établissements | 541 | 548 | 695 | 788 | 750 | 788 | 809 |
| Total partie | 153165 | 148694 | 190272 | 237163 | 258115 | 271021 | 278561 | |
| Dépense de d'inversement | Ressources budget del'Etat | 24 936 | 43 833 | 41830 | 22293 | 28 829 | 30 270 | 31 113 |
| | Prêt extérieur | | | | 224 | 720 | 756 | 777 |
| | Fond de trésor | | | | 865 | | | |
| | Fonds de participation | 508 | 1 309 | 2952 | | | | |
| | Ressources de l'Etat | 25444 | 45142 | 44782 | 23382 | 29549 | 31026 | 31890 |
| | TOTAL | 25444 | 45142 | 44782 | 23382 | 29549 | 31026 | 31890 |
| Total | Ressources budget de l'Etat | 233382 | 245853 | 283333 | 293989 | 333565 | 350243 | 359988 |
| | Prêt extérieur | | | 4720 | 224 | 720 | 756 | 777 |
| | Fond de trésor | | | | 29935 | 29935 | 31432 | 32306 |
| | Fonds de participation | 1135 | 1607 | 3350 | | | | |
| | Ressources de l'Etat | 234517 | 247460 | 291403 | 324148 | 364220 | 382431 | 393071 |
| | Ressource propre des entreprises | 7401 | 7362 | 8096 | 8831 | 4958 | 5206 | 5351 |
| | total | 241918 | 254822 | 299499 | 332979 | 369178 | 387637 | 398422 |

II. Programme 2 : La pêche et Aquaculture



Responsable
:Ridha Mrabet

Pêche et
Acquaculture

A partir de l'année
2015

BUDGET:
paiement
(mille
dinars)

127495

(7.2% du budget
du Ministère)

Dépenses de
rémunération :
7410

Dépenses
Moyens de
services : **680**

Dépenses
d'interventions :
87005

Dépenses
d'investissement
: **32400**

| Objectifs stratégiques | Indicateurs de mesure de performance |
|--|---|
| Objectif 2.1 : Conservation des ressources halieutiques et développement durable de la pêche | Indicateur 2.1.1 Aménagement des zones côtières prioritaires en récifs artificiels (central). |
| | L'indicateur. 2.1.2 d'unités de pêche contrôlées par chaque garde pêche (central). |
| | Ind 2.1.3 :Taux de barques ayant plus que 15 mètres de longueur et qui sont surveillés par satellites (central) |
| Objectif 2.2 : Développer le secteur de la pêche et de l'aquaculture | L'indicateur 2.2.1 : Contribution de la production de l'aquaculture dans la production totale de la pêche et (central). |
| | L'indicateur. 2.2.2 : Pourcentage cumulé de l'achèvement des projets réceptionnées provisoirement du plan directeur (central) |
| L'objectif respectant le principe d'égalité et égalité Amélioration des conditions des femmes qui ramassent les palourdes | L'indicateur 2.2.3 : Pourcentage de femmes détentrices de cartes de pêcheur professionnel |

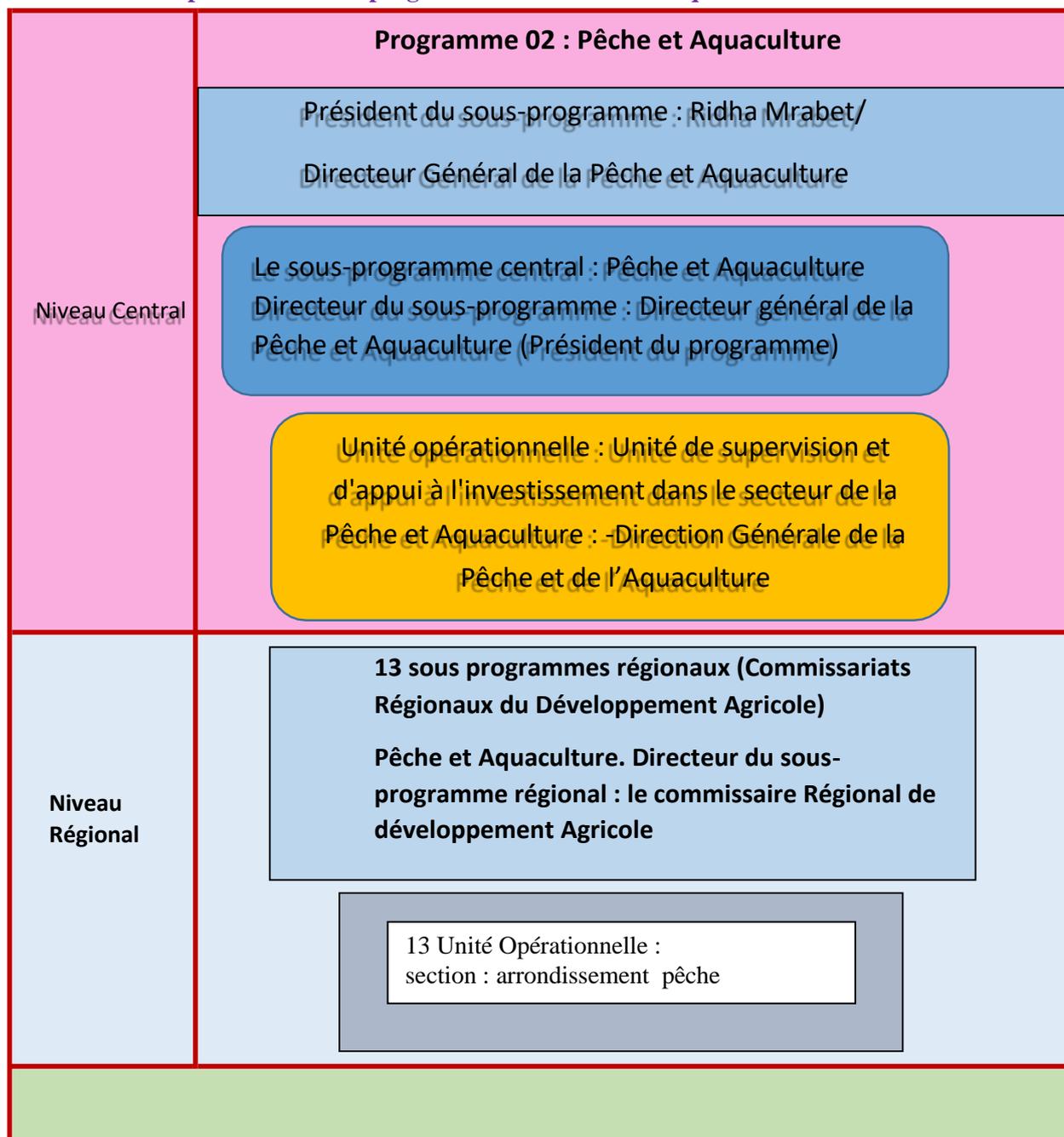
Programme N°2:Pêche et Aquaculture



Les Structures intervenant dans le programme N°2

1- PRÉSENTATION DU PROGRAMME 2 : PECHE ET AQUACULTURE ET DE SA STRATÉGIE

Déclinaison opérationnelle du programme n ° 2 : Pêche et Aquaculture



La côte Tunisienne s'étend sur 1 300 km, avec 31 ports de pêche côtiers et 10 ports de pêche en eaux profondes. La mer en Tunisie se caractérise par la diversité des ressources halieutiques résultant des facteurs climatiques méditerranéens qui traversent le pays.

L'un des défis les plus importants auxquels le secteur est actuellement confronté est la lutte contre la pêche illicite pour son impact direct sur la dégradation des produits de la pêche et ceci se traduit par les efforts déployés pour développer les chaînes de la production et de la commercialisation, pour organiser les saisons de pêche et maîtriser le développement du nombre des unités de pêche.

Les orientations pour la promotion du secteur de la pêche reposent sur :

- Une meilleure gestion des ressources halieutiques
- Une conservation de l'équilibre et du stock biologiques

1-1. Les contraintes :

Les différentes analyses réalisées dans le cadre de l'étude prospective du secteur de la pêche et de l'aquaculture ont mis en évidence les principales difficultés rencontrées, qui peuvent être résumées dans:

- Le vieillissement des infrastructures et des équipements portuaires, qui a affecté négativement la qualité des services portuaires
- Certains ports ont été submergés par leur emplacement et la disponibilité des équipements de travail, notamment en raison du développement de l'activité de l'aquaculture par rapport à certains ports inactifs pour des raisons techniques et / ou sociales, ce qui a entraîné un déséquilibre entre les activités portuaires et la capacité de certains d'entre eux à répondre aux besoins du secteur.
- L'Efficacité de l'administration est très limitée, elle se caractérise notamment par la duplication des fonctions de certaines structures, la faible coordination entre les différents acteurs du secteur, le manque des moyens humains et matériels et le faible soutien administratif et technique au niveau de l'administration centrale qui supervise le secteur.
- Mauvaise organisation entre les Structures décentralisées (le niveau régional) et l'administration centrale.
- Système d'information inefficace.
- Manque d'une stratégie claire pour la formation professionnelle
- Les résultats de recherche ne sont pas suffisamment vulgarisés.
- Manque de ressources humaines et matérielles au niveau régional pour mener à bien les tâches liées à la présence d'opérations de débarquement dans les ports, à la promotion du produit, au suivi de la gestion des carburants de pêche et au suivi précis de programmes et projets

❖ Au niveau de la pêche :

- Une infrastructure et des équipements des ports très anciens et dégradés ce qui a impacté la qualité des services
- Augmentation de la pêche illicite par des techniques interdites comme le kiss(filet) et la pêche au chalut dans les faibles profondeurs.
- Poursuite du phénomène de surexploitation des ressources marines
- Une grave pénurie de ressources humaines et matérielles au niveau régional pour mener à bien les tâches liées à la participation aux débarquements au port
- Promouvoir le produit, suivre la gestion du carburant pour pêche marine et suivre de près les programmes et projets.

- Faible exploitation des résultats de la recherche exploratoire pour la richesse marine et la non-utilisation des cartes de distribution de poissons
- Stabilité de la production du poisson bleu (50 milles tonnes par an) due à la situation du stock et aux conditions d'exploitation (augmentation du prix des intrants, vieillissement des équipements...)
- Retard enregistré dans l'achèvement des projets d'infrastructure portuaire.
- L'incapacité de l'Agence portuaire et des infrastructures de pêche à faire face au coût des travaux d'entretien portuaire ce qui a conduit au report de nombreuses interventions au niveau portuaire, ce qui s'est traduit par l'accumulation des problèmes et donc à l'augmentation supplémentaire de leurs coûts (effondrement des barrières de protection, fissuration et extinction des postes d'amarrage, blocage des entrées et bassins portuaires et obsolescence des équipements).
- Insuffisance des ressources humaines et matérielles au niveau régional pour assurer l'approvisionnement, le marketing des produits de pêche et le suivi de gestion de stock du carburant et des projets.

❖ **Au niveau de l'aquaculture :**

- Absence d'un système permanent pour surveiller les conditions environnementales des projets d'aquaculture par l'agence nationale pour la protection de l'environnement (ANPE).
- La non adéquation du cadre réglementaire avec la situation actuelle et les progrès dans le domaine
- Insuffisance d'espaces réservés aux projets d'aquaculture dans les ports.
- Absence de mécanismes de suivi et de contrôle des produits dans les ports par les directions régionales.
- Manque de la main d'œuvre spécialisée dans le secteur.
- Manque d'assurance dans la plupart des exploitations.
- L'absence d'un système de surveillance sanitaire et zoo-sanitaire destiné à faciliter les exportations vers les pays de l'Union européenne;
- Fréquence des pandémies environnementales et climatiques (notamment pour les mollusques et crustacés) ces dernières années, qui ont nui à la rentabilité des projets;

○ **La Pisciculture Continentale :**

- Diminution du nombre des sites aquacoles en exploitation du fait de la faible rentabilité
- Augmentation des coûts de production à cause de l'importation des intrants (alevins et aliments)
- Manque d'espace dans les ports pour les services d'appui aux projets d'aquaculture;
- Des difficultés au niveau de la commercialisation de quelques espèces telles que les barbeaux et les muges.

○ **La Conchyliculture :**

- Enregistrement de plusieurs violations de l'implantation des projets (dépassement de la zone autorisée, changement de site sans autorisation préalable, Date d'expiration de la licence.
- L'impact négatif de la situation environnementale du lac de Bizerte sur la qualité ainsi que la fréquence des périodes de fermeture (promotion du produit sans permis, notamment pendant les périodes de fermeture);

○ **l'élevage dans barrages:**

- La restriction de l'activité dans les plans d'eau douce au modèle élargi.
- Exploitation excessive des richesses halieutiques : utilisation de filets , en période de fermeture, sans permis ou absence de permis, et le manque de capacités humaines et matérielle des commissariats régionales pour mener des opérations de contrôle de la pêche, des débarquements et de la promotion du produit;
- Diminution significative de la quantité de larvins d'élevage de mullets (boras et bitouma) par rapport aux saisons précédentes en raison de la pollution des cours d'eau des vallées par les eaux usées et les eaux usées industrielles, et l'expansion du phénomène de pêche au «lancer» et la pénurie enregistrée de quantités de pluie qui ont empêché les oueds et les lacunes d'entrer en contact avec l'eau mer avec la difficulté à atteindre certains lieux de pêche;

1-2 Les Axes Stratégiques :

Les principaux axes stratégiques du programme pêche et aquaculture, qui ont été mis à jour dans le cadre de l'évaluation du cadre de performance du programme au cours de deux séances de travail auxquelles ont participé des représentants des structures centrales et régionales du programme, conformément au plan stratégique pour le développement du secteur 2016-2020, sont :

- Une meilleure exploitation des ressources halieutiques en tenant compte des spécificités de la femme pêcheur du secteur
- Le développement des systèmes de production et accroissement de la compétitivité.
- Développement durable du secteur de l'aquaculture.

1-3. Les Priorités:

- Une meilleure gestion des ressources halieutiques et l'élaboration d'un programme d'exploitation durable.
- La promotion des activités de l'aquaculture dans les lacs et les barrages
- Fournir un produit de haute qualité et compétitif pour assurer l'exportation

1-4. Présentation des sous-programmes :

Le programme de pêche et d'aquaculture a été divisé, selon la nature de l'activité, en un sous-programme central et 13 sous-programmes régionaux :

- Un sous-programme central : pêche et aquaculture
- 13 sous-programmes régionaux (au niveau Commissariats Régionaux de Développement Agricole) : pêche et aquaculture

2-Objectifs et indicateurs de performance du programme

2.1- Présentation des objectifs et indicateurs de performance du programme.

Les objectifs stratégiques du programme retenus après actualisation et évaluation du cadre de performance sont les suivants :

➤ **Objectif stratégique 1 : Persévérance des ressources halieutiques et développement durable de la pêche.** O

➤ **Objectif stratégique 2 : Développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture.** O

Dans le cadre de l'intégration de l'approche genre dans le budget, l'objectif suivant a également été identifié :

➤ **Objectif 3 : respecter le principe de l'égalité des chances : Améliorer les conditions de travail des femmes collectrices de palourdes.** O

➤ **Objectif stratégique 2.1 : préserver les ressources halieutiques et le développement durable de la pêche** O

❖ **Présentation de l'objectif :** Cet objectif est lié principalement au premier axe stratégique: Une meilleure exploitation des ressources halieutiques et préparation des pêcheries.

Cet objectif englobe présente 3 indicateurs de performance à savoir :

Indicateur 2.1.1: pourcentage des surfaces protégées par l'installation des récifs artificiels

L'indicateur. 2.1.2 nombre d'unités de pêche contrôlées par chaque garde pêche (central).

Indicateur 2.1.3 : pourcentage d'équipement des bateaux de plus de 15 mètres de long avec le GSM

❖ **Référence de l'objectif :** plan de développement 2016-2020

❖ **Justificatifs pour l'adoption d'indicateurs spécifiques à l'objectif :** Indicateurs mesurables qui contribuent à l'atteinte de l'objectif.

Tableau N°5 : Chronogramme des Indicateurs de l'objectif 2.1 : conservation des ressources halieutiques et développement durable de la pêche (lutte contre à la pêche illicite)

| objectif | Indicateur de performance | Unité | Exécution | | | 2020 | Prévision | | |
|--|--|-----------------|-----------|------|------|------|-----------|------|------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Objectif 2.1: préservation des ressources halieutiques et développement durable de la pêche | L'indicateur 2.1.1.1 : Aménagement des zones côtières prioritaires en récifs artificiels | Km2 | 1067 | 1067 | 1067 | 1540 | 1540 | 1640 | 1740 |
| | L'indicateur 2.1.1.2 : Nombre d'unités de | Nombre d'unités | 166 | 85 | 100 | 80 | 80 | 80 | 80 |

| | | | | | | | | | |
|--|---|----------|-----------|------------|-------------|------------|------------|------------|------------|
| | pêche contrôlées par chaque garde pêche | de pêche | | | | | | | |
| | L'indicateur 2.1.1.3% d'équipement des bateaux de plus de 15 m de long | unité | 70 | 170 | 631 | 874 | 874 | 874 | 874 |
| | | % | 8 | 19 | 72,2 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Objectif stratégique 2.2 : développer le secteur de pêche et de l'aquaculture

❖ **Présentation de l'objectif** : Cet objectif est lié au 3^{ème} axe stratégique représenté par le développement durable du secteur de l'aquaculture. Cet objectif possède 2 indicateurs de performance qui est :

L'indicateur 2-2-1- : Contribution de l'activité l'aquaculture dans la production totale de la pêche

L'indicateur 2.2.2 : Pourcentage cumulé de l'achèvement des projets réceptionnés provisoirement du plan directeur (central)

❖ **Référence de l'objectif** : Plan de développement 2016-2020

❖ **Justifications de l'adoption d'indicateurs spécifiques aux objectifs** : Des indicateurs qui montrent d'une part l'étendue de la contribution de l'aquaculture dans la production totale de la pêche et de la pisciculture, et d'autre part le degré de progrès dans l'achèvement, l'expansion ou la revalorisation des ports à travers le suivi du taux cumulé des réalisations du plan directeur.

Tableau N°6 : Tableau des indicateurs de l'objectif 2.2 : Le développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture

| Objectifs stratégiques | Indicateurs | Unité | Réalizations | | | 2020 | prévisions | | |
|---|--|--------|--------------|-------|-------|-------|------------|-------|-------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Objectif stratégique 2.2 : développer le secteur de pêche et de l'aquaculture | Indicateur 2.2.1 : contribution de l'aquaculture dans la production totale de la pêche | tonne | 21870 | 21384 | 22637 | 26950 | 28000 | 29000 | 29300 |
| | | % | 17 | 17 | 14 | 20 | 20.66 | 21 | 22 |
| | | % | 112 | 110 | 91 | | | | |
| | % cumulé de l'achèvement des projets réceptionnés provisoirement du plan directeur | nombre | 3 | 0 | 2 | 2 | 1 | 1 | 3 |
| | | % | 17 | 17 | 21 | 26 | 29 | 31 | 38 |

objectif respectant le principe d'égalité des chances : Améliorer les conditions de travail des femmes qui collectrices de palourdes.

❖ **Présentation de l'objectif** : Cet objectif concerne principalement le premier axe stratégique :

« Améliorer l'exploitation des ressources marines vivantes et préparation des pêcheries ».

A cet effet, un seul indicateur de performance a été retenu : **pourcentage des femmes titulaire d'une carte de pêcheur professionnel.**

❖ **Référence de l'objectif** : Plan de développement 2016-2020

❖ **Justification de l'adoption d'indicateurs spécifiques à l'objectif** : C'est un nouvel indicateur qui s'inscrit dans une approche budgétaire respectant l'égalité des chances entre hommes et femmes.

| Objectif selon l'approche genre | Indicateurs | Unité | Réalizations | | | 2020 | prévisions | | |
|--|---|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Améliorer les conditions et les moyens de travail des femmes collectrices des palourde | Indicateur 2.2.3 % des femmes ayant la carte pêcheur professionnel | % | - | - | 35 | 45 | 55 | 65 | 75 |

2-2- Présentation des activités du programme

Dans le cadre de la déclinaison opérationnelle du programme pêche et d'aquaculture, 7 activités ont été réparties comme suit :

- ❖ 5 activités pour les sous-programmes (central et régional) comme indiqué dans le tableau.
- ❖ 1 activité pour le Groupement Interprofessionnel Commun des Produits de la Pêche.
- ❖ 1 activité pour l'opérateur public, l'Agence des Ports et Equipements de la Pêche.

Il convient de noter que l'activité d'appui de ce programme concerne principalement la rémunération des structures impliquées dans le sous-programme central.

S'agissant des sous-programmes régionaux, leur rémunération a été introduite dans l'activité de préservation des ressources halieutiques et de promotion de la pêche et de l'aquaculture.

| Code | Activité |
|------|---|
| 1 | Conservation des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture (sous- programme central + sous-programmes régionaux) |
| 2 | Subventions des carburants (Sous-programme central) |
| 3 | Encouragement de l'Etat à l'investissement dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture et réparation des dommages (sous-programme central) |
| 4 | Appui aux rémunérations -(programme central) |
| 5 | Création, élargissement et aménagement des ports de pêche (sous –programme central) |
| 6 | Organisation de la profession et régulation du marché des produits de la pêche (Groupement Interprofessionnel Commun des Produits de la Pêche) (sous-programme central) |
| 7 | Soutien de l'Agence des Ports et des Installations de la Pêche (Acteur public) au titre de la création, de l'agrandissement et de la revalorisation des ports de la pêche |

Le tableau 6

Les activités et les interventions pour l'année 2021

| Objectifs stratégiques | Indicateurs de mesure de la performance | Unité | Estimations 2020 (Mille dinars) | Interventions | Les activités | Estimation des crédits de paiements 2020 (Mille dinar) |
|---|--|-----------------|---------------------------------|---------------|--|--|
| Objectif 2.1 : Conservation des ressources de la pêche et développement durable de la pêche | Indicateur 2.1.1 : Pourcentage des superficies protégées par l'installation de quais artificiels (central) | Km ² | 1540 | | Conservation des ressources maritimes, promotion de la pêche et de l'aquaculture : Protection du golfe de Gabes de la pêche anarchique : Production et installations de quais artificiels dans les zones menacées. (projets en continuation et Nouveaux projets) | 9065 |
| | Indicateur 2.1.2 : nombre d'unité de pêche pour chaque gardien de pêche (central) | Unité de pêche | 80 | | Finir le recrutement de gardes de pêche au cours 2020 sachant que 96 gardiens ont été recrutés au cours de 2018 (Décret ministériel Novembre 2015) | |
| | Indicateur 2.1.3 : Taux d'équipement des bateaux mesurant plus de 15 mètres de long avec les terminaux périphériques (central) | Nombre | 874 | | Suivi et contrôle de l'activité de la pêche à travers les satellites -Subventions des carburants -Encouragement de l'Etat aux investissements dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture et réparation des dommages -Soutien (rémunération) -Organisation de la profession et équilibrage du marché des produits de la pêche (Groupement Interprofessionnel Commun des Produits de Pêche) | 64000 11900 2095 9335 |

| | | | | | | |
|--|--|--------|-------|--|--|---|
| Objectif 2.2 : Développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture | Indicateur 2.2.1 : Participation dans l'activité de la pisciculture dans la production totale de la pêche et aquaculture | Tonnes | 28000 | | Protection des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture. Plan directeur de l'aquaculture. Ces activités concernent l'activité de Sous- direction de l'élevage de poissons plus les interventions menées par le Centre Technique de l'Aquaculture Encouragement de l'Etat aux investissements dans le secteur de la pêche et l'aquaculture et réparation des dommages | |
| | | % | 20.66 | | | 500 250 300 |
| | Indicateur 2.2.2 : Taux cumulé de la réalisation des projets du plan directeur reçu provisoirement (central) | % | 29 | | Création, élargissement et réhabilitation des ports de la pêche : -Construction du Port Sidi Youssef -Réparation du Port de Kelibia -Elargissement du port de Teboulba --Protection du port de Kalaat el Andalous Réparation et revalorisation du port de Mahdia Protection du port de Gabes -Subventions du carburant dans le secteur de la pêche -subvention période de repos biologique -Suivi de l'activité de la pêche du thon Soutien de l'Agence des Ports et des Installations de la Pêche au titre de la création, agrandissement et revalorisation des ports de la pêche (Acteur public : Agence des Ports et des Installations de la Pêche) | 29650 8000 5000 15000 10000 9000 850 112240 7850 130 |
| Indicateur 2.2.3 : Pourcentage des femmes ayant des cartes de pêcheur professionnel | % | 55 | | | | |

Les différentes activités mentionnées visent à:

- Assurer le niveau minimum de protection des ressources halieutiques, en particulier dans les zones de faible profondeur qui constituent l'espace optimal pour la reproduction de toutes sortes de poissons et la ressource la plus importante pour l'alimentation et la croissance de ces variétés, en particulier dans les premières périodes sensibles de leur vie avant qu'elles ne se déplacent vers les eaux profondes , et le réconfort des marins par la préservation du plus grand nombre d'emplois et la paix sociale entre les différentes catégories de pêcheurs,
- Veiller à ce que le secteur continue de contribuer au cycle de développement de l'économie nationale, par l'apport en devises et la sécurité alimentaire, et la réponse de notre pays aux décisions des organisations régionales méditerranéennes impliquées dans son adhésion pour travailler dans le cadre de son système juridique visant à préserver la richesse halieutique afin qu'elle reste une ressource pour les peuples de la région, étant donné que tout dommage infligé à la pêche dans un pays se reflète nécessairement dans les pêcheries d'autres pays voisins.
- Entretien, réparation et réhabilitation des infrastructures portuaires pour permettre un minimum d'installations et de services pour les pêcheurs et la préservation des structures portuaire nationale.

3-Dépenses du programme

Les dépenses allouées au programme de pêche et aquaculture pour l'année 2021 ont été fixées à 127495 mille dinars réparties selon la nouvelle nomenclature comme suit :

- Dépenses de rémunération 5.8% (7410 mille dinars)
- Dépenses de fonctionnement, 0.5% (680 mille dinars)
- Dépenses d'intervention (87005mille dinars)68.2%
- Dépenses d'investissement 32400 mille dinars 25.4%

Le programme a enregistré un taux de croissance de 23.4% par rapport au budget 2020 (103297 mille dinars)

Tableau7 :Budget du programme de pêche et aquaculture pour l'année 2021,
selon la nature des dépenses et les sources de financement (Crédits de paiement)
 Unité : Mille dinars

| | Source de Financement | réalisation 2 019 | L.F 2020 | prévision 2 021 | différence | % |
|-----------------------------|---|----------------------|----------------|--------------------|---------------|--------------|
| Dépenses de Rémunérations | Ressources budget del'Etat | 5 434 | 6 021 | 7 410 | 1 389 | 23,1% |
| | Ressources de l'Etat | 5 434 | 6 021 | 7 410 | 1 389 | 23,1% |
| | Total Partie | 5 434 | 6 021 | 7 410 | 1 389 | 23,1% |
| Dépenses de Fonctionnements | Ressourcesbudgetdel'Etat | 249 | 680 | 680 | 0 | 0,0% |
| | Ressources de l'Etat | 249 | 680 | 680 | 0 | 0,0% |
| | Total Partie | 249 | 680 | 680 | 0 | 0,0% |
| Dépensesd'intervention | Resources budget del'Etat | 53 601 | 53 941 | 77 670 | 23 729 | 44,0% |
| | Ressources des prêtsextérieure | 2 550 | | | | |
| | Ressources Fonds de trésors | | 9 285 | 9 335 | 50 | 0,5% |
| | Ressources de l'Etat | 56 151 | 63 226 | 87 005 | 23 779 | 37,6% |
| | Total Partie | 56 151 | 63 226 | 87 005 | 23 779 | 37,6% |
| Dépensesd'investissement | Ressources budget del'Etat | 32 704 | 33 320 | 32 400 | -920 | -2,8% |
| | Ressources Fonds de trésors | | 50 | | -50 | -100,0% |
| | Ressorces de l'Etat | 32 704 | 33 370 | 32 400 | -970 | -2,9% |
| | Total Partie | 32 704 | 33 370 | 32 400 | -970 | -2,9% |
| Total Dépenses du Programme | Resources budget del'Etat | 91 988 | 93 962 | 118 160 | 24 198 | 25,8% |
| | Ressources des prêtsextérieure | 2 550 | | | | |
| | Ressources Fonds de trésors | | 9 335 | 9 335 | 0 | 0,0% |
| | Ressources de l'Etat | 94 538 | 103 297 | 127 495 | 24 198 | 23,4% |
| | Total des dépenses du programme1 | 94 538 | 103 297 | 127 495 | 24 198 | 23,4% |

Graphique 2 : Répartition budget Programme 2 pour 2021
 Selon nature de la dépense

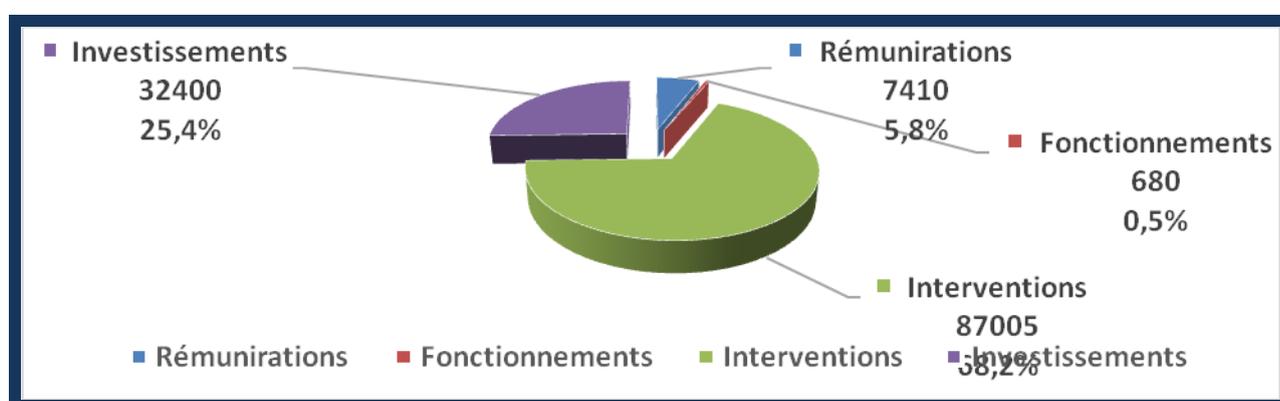


Tableau 8 : Répartition du Budget du Programme Pêche et Aquaculture de l'année 2021
Selon les Sous Programmes et les Activités (Unité : Mille dinars)

| Code | Sous-Programme | Unité opérationnelle | Activités | L.F 2020 | Prévision 2021 | Taux d'évolution | |
|---|---------------------------------|--|---|--------------|----------------|------------------|--------------------|
| | | | | | | المبلغ | النسبة |
| | | | | | | - (2) (1) | / (1) - (2) (1) |
| 1 | Pêche et Aquaculture (central) | Tutelle et renforcement des investissements dans le secteur pêche et aquaculture | 1.Conservation des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture | 4891 | 3 460 | -1 431 | -29,3% |
| | | | 2.Subventions des carburants | 41000 | 64 000 | 23 000 | 56,1% |
| | | | 3.Encouragement de l'Etat à l'investissement dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture et réparation des dommages | 11900 | 11 900 | 0 | 0,0% |
| | | | 4.Appui aux rémunérations | 1391,226 | 2 095 | 704 | 50,6% |
| | | | 5.Création, élargissement et aménagement des ports de pêche | 29650 | 30 100 | 450 | 1,5% |
| | | | 6.Organisation de la profession et régulation du marché des produits de la pêche (Groupement Interprofessionnel Commun des Produits de la Pêche) | 9335 | 9 335 | 0 | 0,0% |
| | | | 7.Soutien de l'Agence des Ports et des Installations de la Pêche (Acteur public) au titre de la création, de l'agrandissement et de la revalorisation des ports de la pêche | 500 | 1 000 | 500 | 100,0% |
| Total du sous-programme central et activités | | | | 98667 | 121890 | 23223 | 23,5% |
| 2 | Pêche et Aquaculture Tunis | Division Pêche de Tunis | 1.Conservation des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture | | 15 | 15 | |
| 3 | Pêche et Aquaculture : Ariana | Division Pêche de Ariana | 1.Conservation des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture | 45,075 | 67 | 22 | 48,6% |
| 4 | Pêche et Aquaculture : benarous | Division Pêche de Ben arous | 1.Conservation des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture | 57,855 | 73 | 15 | 26,2% |

| | | | | | | | |
|---|----------------------------------|----------------------------|---|----------------|----------------|---------------|--------------|
| 5 | Pêche et Aquaculture : Nabeul | Division Pêche de Nabeul | 1.Conservation des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture | 497,92 | 532 | 34 | 6,8% |
| 6 | Pêche et Aquaculture : Bizerte | Division Pêche de | 1.Conservation des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture | 488,198 | 541 | 53 | 10,8% |
| 7 | Pêche et Aquaculture : Beja | Division Pêche de Beja | 1.Conservation des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture | 55,378 | 65 | 10 | 17,4% |
| 8 | Pêche et Aquaculture : Jandouba | Division Pêche de Jandouba | 1.Conservation des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture | 180,722 | 189 | 8 | 4,6% |
| 9 | Pêche et Aquaculture : Sousse | Division Pêche de Sousse | 1.Conservation des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture | 271,785 | 297 | 25 | 9,3% |
| A | Pêche et Aquaculture : Mounastir | Division Pêche de | 1.Conservation des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture | 629,884 | 599 | -31 | -4,9% |
| B | Pêche et Aquaculture : Mehdia | Division Pêche de Mehdia | 1.Conservation des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture | 470,936 | 615 | 144 | 30,6% |
| C | Pêche et Aquaculture : Sfax | Division Pêche de Sfax | 1.Conservation des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture | 1236,142 | 1 339 | 103 | 8,3% |
| D | Pêche et Aquaculture : Gabes | Division Pêche de Gabes | 1.Conservation des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture | 478,022 | 515 | 37 | 7,7% |
| E | Pêche et Aquaculture : Medenine | Division Pêche de Medenine | :1. Conservation des ressources halieutiques et promotion de la pêche et de l'aquaculture | 217,857 | 758 | 540 | 247,9% |
| Total sous programmes et activités | | | | 4630 | 5605 | 975 | 21,1% |
| Total dépenses du programme | | | | 103 297 | 127 495 | 24 198 | 23,4% |

Cadre des Dépenses à Moyen Terme 2021-2023 du Programme 2

Cadre des Dépenses à Moyen Terme 2021-2023 du Programme 2: Selon la Nature des Dépense et Sources de Financement

En mille dinars

| désignation | Source de financement | réalisation | | | L.F 2020 | prevision | | |
|-------------------------------|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|---------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Dépenses de Rémunérations | Budget de l'Etat | 4543 | 4677 | 5 434 | 6021 | 7410 | 7781 | 7997 |
| | Budget de l'Etat | 4543 | 4677 | 5434 | 6021 | 7410 | 7781 | 7997 |
| | Ressources propres | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | Total partie | 4543 | 4677 | 5434 | 6021 | 7410 | 7781 | 7997 |
| Dépenses de Fonctionnement | Budget de l'Etat | 51 | 51 | 249 | 680 | 680 | 714 | 734 |
| | Fond de trésor | | | | | | 0 | 0 |
| | Budget de l'Etat | 51 | 51 | 249 | 680 | 680 | 714 | 734 |
| | Ressources propres des entreprises | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | Total partie | 51 | 51 | 249 | 680 | 680 | 714 | 734 |
| Dépenses intervention | Budget de l'Etat | 40628 | 64921 | 53 601 | 53941 | 77670 | 81554 | 83823 |
| | Prêt extérieur | | | 2550 | | | 0 | 0 |
| | Fond de trésor | | | | 9285 | 9335 | 9802 | 10074 |
| | Budget de l'Etat | 40628 | 64921 | 56151 | 63226 | 87005 | 91355 | 93897 |
| | Ressources propres des | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | Total partie | 40628 | 64921 | 56151 | 63226 | 87005 | 91355 | 93897 |
| Dépenses d'investissement | Budget de l'Etat | 22857 | 23570 | 32 704 | 33320 | 32400 | 34020 | 34967 |
| | Prêt extérieur | | | | | | 0 | 0 |
| | Fond de trésor | | | | 50 | | 0 | 0 |
| | Budget de l'Etat | 22857 | 23570 | 32704 | 33370 | 32400 | 34020 | 34967 |
| | Total partie | 22857 | 23570 | 32704 | 33370 | 32400 | 34020 | 34967 |
| Total Dépenses du Programme 2 | Budget de l'Etat | 68078 | 93219 | 91988 | 93962 | 118160 | 12406 | 127520 |
| | Prêt extérieur | 0 | 0 | 2550 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Fond de trésor | 0 | 0 | 0 | 9335 | 9335 | 9802 | 10074 |
| | Budget de l'Etat | 68078 | 93219 | 94538 | 10329 | 127495 | 13387 | 137594 |
| | Ressources propres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Total | 68078 | 93219 | 94538 | 10329 | 127495 | 13387 | 137594 |



Programme 03 :Eaux

BUDGET :

Engagement de paiement (mille dinar)

517347

(29.1 du budget du Ministère)

Dépenses de rémunération : **600236**

Dépenses Moyens des services : **1292**

Dépenses d'interventions **126829**

Dépenses d'investissement : **284754**

Dépenses des opérations financières **84000**

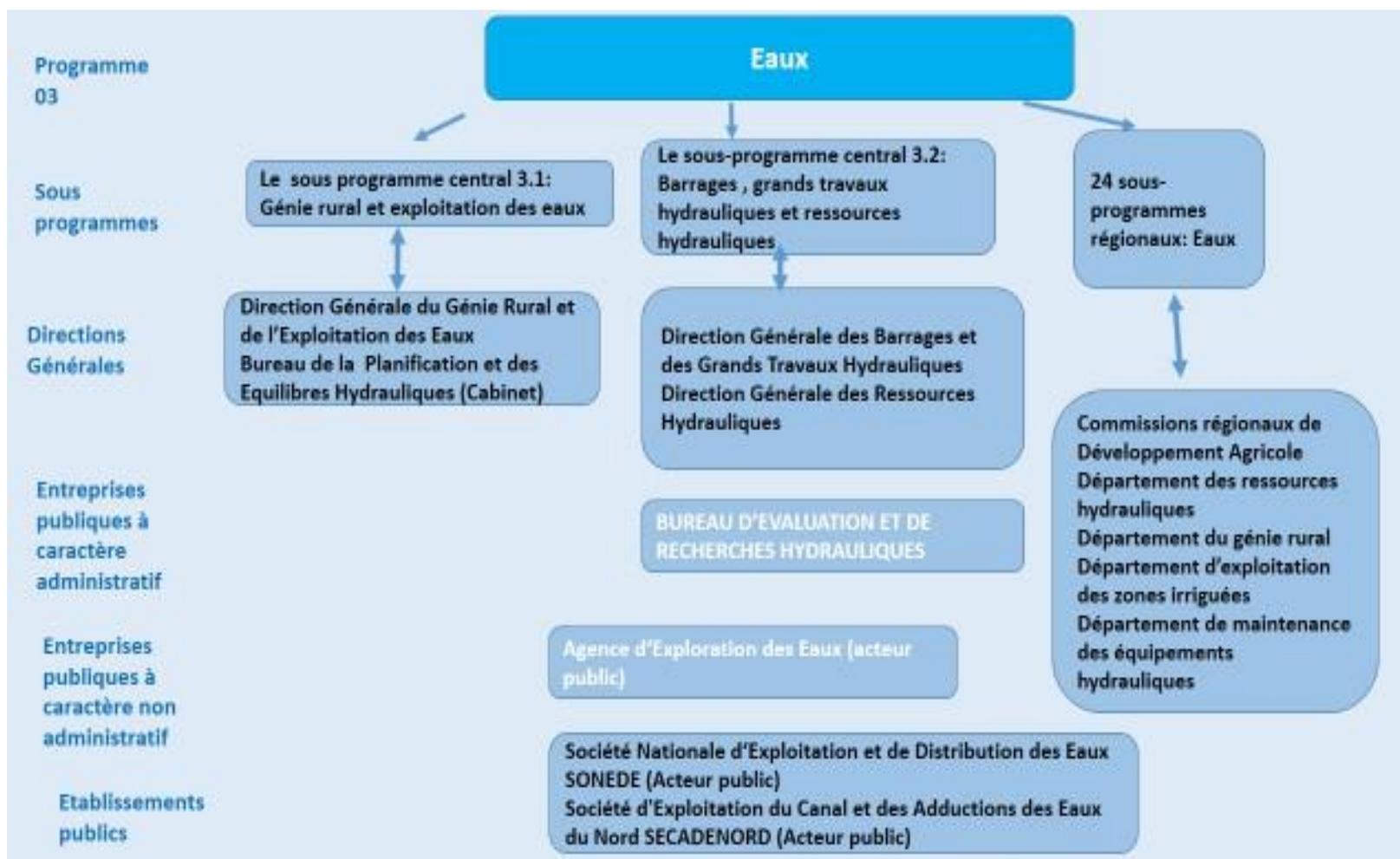
Président du programme: Ridha Kabbouj

Directeur général du génie rural et de l'exploitation de l'eau

A partir de l'année 2015

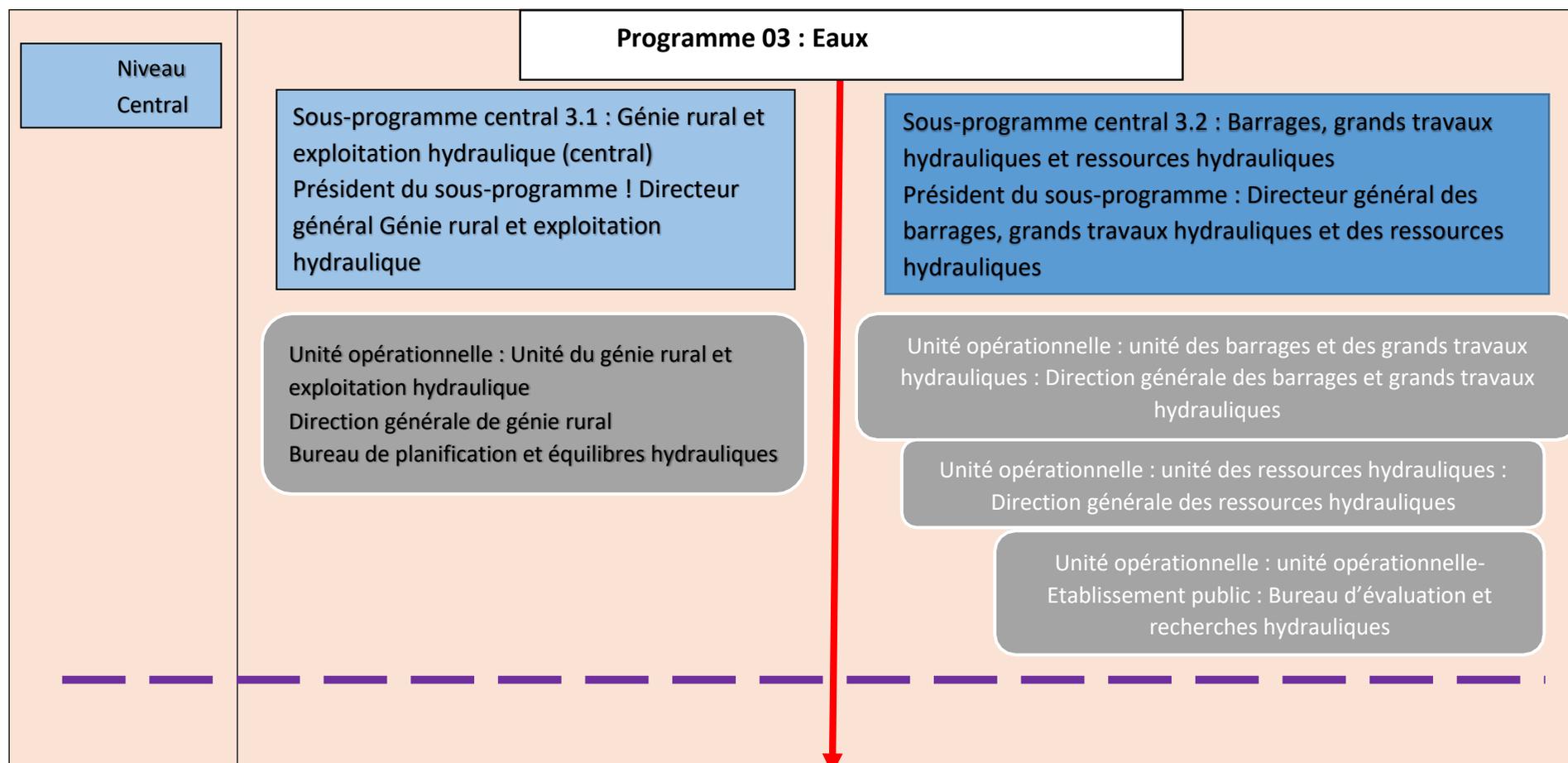
| Objectifs stratégiques | Indicateurs de mesure de performance |
|---|---|
| Objectif 3.1 : La gestion de la demande en eau | Indicateur 3.1.1 : Taux des superficies équipée en matériel d'économie d'eau (régional) |
| | Indicateur 3.1.2 : Quantités d'eaux usées traitées utilisées pour l'irrigation agricole (régional) |
| | Indicateur 3.1.3 : Taux d'exploitation des ressources hydrauliques souterraines sans tenir compte des puits anarchiques (régional) |
| Objectif 3.2 : satisfaire les demandes en eau potable dans les régions rurales | Indicateur 3.2.1 : Taux de desserte en eau potable dans le milieu rural (régional) |
| Objectif 3.3 : Soutenir la mobilisation des ressources hydrauliques de surface | Indicateur 3.3.1 : Taux de mobilisation des ressources hydrauliques de surface (central) |
| L'objectif respectant le principe d'égalité des chances : amélioration du rôle de la femme dans la gestion des eaux dans les zones rurales | Indicateur : Taux de participation de la femme aux conseils d'administration des groupements privés d'eau potable dans les zones rurales en tant superviseurs techniques |

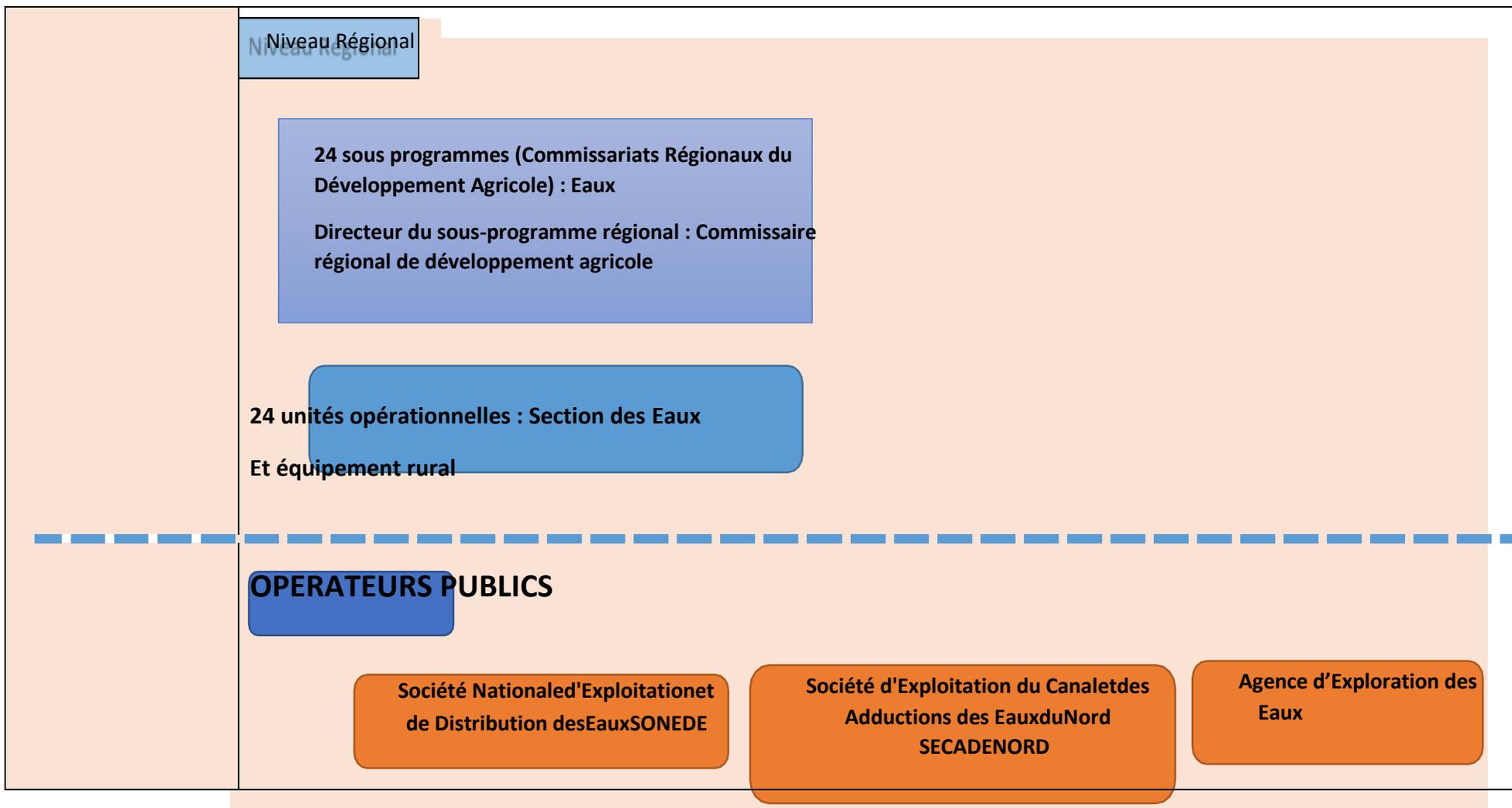
Structures intervenant dans le programme N°3 : eau



I-PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET SA STRATÉGIE

Plan de la déclinaison opérationnelle du programme N° 03 : les eaux





Les ressources hydrauliques représentent une composante essentielle du développement durable dans les secteurs économiques et sociaux. La politique hydraulique vise à garantir la sécurité de l'eau pour les générations présentes et futures et à maintenir l'équilibre hydrique entre l'offre et la demande dans tous les cas et particulièrement lors des périodes de sécheresse successive. Pour répondre à l'évolution croissante de la demande en eau, le futur plan du secteur hydraulique se présente comme suit:

❖ **la gestion des quantités d'eau :**

- ✓ Continuer à mobiliser les ressources en eaux, où le pourcentage de mobilisation a atteint 96% de ressources en eau mobilisables
- ✓ Sécuriser l'approvisionnement des zones de demande d'eau, en donnant la priorité à l'approvisionnement en eau potable, et ce en reliant les barrages entre eux et en installant les canaux et conduites canalisant le excès d'eau d'un nord vers les régions centrales et du sud.
- ✓ Exploitation des eaux des pluviales pour alimenter les nappes souterraines profondes.

❖ **Gestion de la demande en eau :**

- ✓ Valorisation des ressources en eau non conventionnelles, issues des eaux usées, traitement et dessalement des eaux saumâtres et semi saumâtres pour l'approvisionnement en eau potable en premier lieu et ensuite à d'autres fins agricoles.
- ✓ Réduire les quantités d'eau gaspillées dans les différents réseaux en entretenant les installations d'eau selon les normes en vigueur
- ✓ Développement de programmes d'économie d'eau et augmentation de l'efficacité de l'utilisation de l'eau, notamment au niveau des fermes
- ✓ Valorisation de l'exploitation des ressources en eaux disponibles tout en concevant des modèles agricoles qui s'adaptent aux changements climatiques.
- ✓ Protection de la qualité de l'eau contre les sources de pollutions.
- ✓ Renforcer l'implication des bénéficiaires dans la gestion des systèmes hydrauliques à travers l'introduction de plus de savoir-faire et la mise en place progressive d'un partenariat avec le secteur privé.
- ✓ Renforcer les compétences et la recherche scientifiques et développer les législations

1.1- Les problématiques :

- ✓ La Tunisie est considérée comme l'un des pays qui se caractérise par ses ressources relativement limitées et sa rareté en raison de sa situation géographique et des caractéristiques de son climat très changeant, l'irrégularité des pluies et des ressources en eau et leur répartition inégale entre les régions, où la part par habitant est de 450 mètres cubes par an, tandis que l'indice de pauvreté en eau est de 1000 mètres cubes par personne et par an et l'indice de pénurie d'eau est de 500 mètres cubes par personne et par an. Fréquence des sécheresses dues aux fluctuations climatiques ;

- ✓ Pollution des ressources hydrauliques ;
- ✓ Accumulation des sédiments dans les barrages;
- ✓ Exploitation excessive de certaines ressources souterraines et le degré élevé de salinité de celles-ci
- ✓

Cependant des éléments positifs existent :

- ✓ Durabilité des systèmes hydrauliques en milieu rural;
- ✓ Participation de la femme dans la prise de décision, notamment dans le domaine de gestion de l'eau en milieu rural.

1.2- Les axes stratégiques :

Les orientations les plus importantes de la Mission dans le secteur de l'eau sont les suivantes :

1- Réaliser des études prospectives pour le secteur de l'eau à l'horizon de 2050 :

- Elaborer un plan stratégique global et intégré pour l'eau, en mettant l'accent sur les aspects quantitatifs et qualitatifs, les dimensions économiques et technologiques ainsi que la recherche scientifique et ce, dans le but de garantir l'équilibre entre l'offre et la demande. L'étude a été financée par la Banque Africaine de Développement, la Banque Allemande pour la Reconstruction et l'Agence Allemande de Développement pour une valeur de 2 655 mille Euros. La réalisation de l'étude a été lancée en avril 2019 pour une période de 20mois,

1. Poursuivre la réalisation de canaux de liaison des barrages entre eux et étudier le transfert des excédents d'eau : une première phase de l'étude est déjà achevée ;

2. Poursuivre la mise en œuvre du programme national de dessalement de l'eau de mer et développer les techniques de contrôle;

3. Développement des réseaux de mesures, de systèmes d'alerte précoce et des annonces d'inondations;

4. Application des technologies modernes dans le domaine de la gestion des données et développement des bases de données à travers l'instauration des systèmes informatiques hydrauliques nationaux d'information;

5. Développement de l'alimentation artificielle des nappes phréatiques souterraines à travers l'eau conventionnelle et non conventionnelle,

6. Continuer de mobiliser les ressources hydrauliques souterraines en intensifiant les puits d'exploration,

en particulier dans les zones assoiffées;

7. Valoriser les superficies publiques irriguées en se concentrant sur l'aspect institutionnel et sur les étapes post-production;

8. Economiser l'eau d'irrigation:

- ✓ Continuer à équiper les zones irriguées en matériel d'économie d'eau d'irrigation, tout en privilégiant les équipements d'irrigation in-situ,
- ✓ Se focaliser sur la conduite des opérations d'irrigation au niveau des fermes
- ✓ Elaboration d'un plan de travail, des études d'évaluation réalisées sur le programme d'économie d'irrigation

Les Axes stratégiques du programme eau sont les suivants :

- ✓ **Gestion intégrée et durable des ressources hydrauliques** : cette approche vise à donner une gouvernance rationnelle des ressources hydrauliques disponibles et ce en les mobilisant, en les valorisant, en les économisant et en les préservant de l'épuisement et de la pollution.
- ✓ Assurer l'approvisionnement en eau : continuer à réaliser des barrages programmés et à les surélever si besoin et soutenir le transport des eaux du nord vers d'autres régions.

1.1- Les Priorités :

Les priorités du programme-eau sont les suivantes :

- ✓ Augmenter le pourcentage de mobilisation des ressources de surface et continuer à soutenir et sécuriser les ressources hydrauliques relatives à la région Cap-Bon, Sahel, Sfax,
- ✓ Gestion de la demande : cette approche vise à économiser et augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'eau d'irrigation et la mobilisation ainsi que la valorisation des ressources en eau non-conventionnelles, l'évaluation et la gestion rigoureuse des systèmes d'eau.
- ✓ Se concentrer sur la durabilité des systèmes hydrauliques en milieu rural : en soutenant les réserves et groupements d'eau existants, en les redynamisant et en introduisant davantage de savoir-faire. Parallèlement, il y aura des solutions alternatives qui assureront l'implication du secteur privé dans la gestion des systèmes hydrauliques en milieu rural. **En plus de l'amélioration du rôle de la femme dans la gestion de l'eau en encourageant sa participation aux conseils d'administration.**
- ✓ érer les risques en mettant en place un système de prévision climatique, une information précoce ainsi qu'un système national d'information sur les ressources en eau.
- ✓ Se concentrer sur la valorisation de zones irriguées publiques existantes, en fixant une

stratégie à cet effet avec la participation de toutes les parties concernées, notamment au niveau des cycles post-production pour développer le taux d'exploitation et d'adaptation.

- ✓ Rationaliser l'exploitation des ressources hydrauliques souterraines : en continuant à modéliser les nappes d'eau souterraines connues pour mettre à jour leur bilan hydrique, ainsi qu'en poursuivant les programmes d'exploitation des nappes secondaires peu connues tout en les orientant vers des zones assoiffées et tout en préservant les ressources hydrauliques de la sur-exploration et en établissant une stratégie de communication basée sur des programmes de sensibilisation des usagers consommateurs en appliquant les prescriptions du Code des Eaux.
- ✓ Développer l'utilisation de l'eau non conventionnelle comme le dessalement de l'eau de mer et des eaux saumâtres pour les besoins en eau potable et l'utilisation de l'eau traitée dans l'irrigation. Dans ce contexte, des usines de dessalement seront achevées dans le sud du pays et d'autres stations seront programmées pour répondre aux besoins en eau potable.
- ✓ Préserver les ressources en eau de la surexploitation et de la pollution de toutes sortes.
- ✓ Mise en place d'une stratégie pour valoriser l'exploitation des zones irriguées existantes en révisant le cadre institutionnel, en prêtant attention aux cycles post-production et en s'appuyant sur les filières agricoles.
- ✓ Gestion durable des systèmes d'approvisionnement en eau en milieu rural en poursuivant l'élaboration des éléments de la stratégie préparée à cet effet.
- ✓ Valorisation maximale des ressources hydrauliques, conventionnelles et non conventionnelles

1.4-Présentation des sous-programmes :

Le programme Eau a été divisé selon la nature de l'activité en 2 sous-programmes centraux et

24 sous-programmes régionaux :

- ✓ Sous-programme central 3.1 : génie rurale et exploitation hydraulique
- ✓ Sous-programme central 3.2 : barrages, grands ouvrages hydrauliques et ressources en eau
- ✓ 24 sous-programme régional : Eaux (au niveau des Commissariats Régionaux de Développement Agricole CRDAs)

1.4.1- sous-programme central : 3.1 : génie rurale et exploitation de l'eau :

Les principales missions assignées au sous-programme, **génie rural et exploitation d'eau** sont les suivantes :

- Prioriser et moderniser les zones publiques irriguées existantes en se concentrant sur les cycles post-production,
- Créer de nouvelles zones publiques irriguées pour soutenir le développement régional dans les régions de l'intérieur (discrimination positive);
- Soutenir les réseaux de canalisation des eaux usées et de séchage dans les zones irriguées

existantes ainsi que dans les zones agricoles pluviales.

- Soutenir l'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation:
- Se concentrer sur les axes de collecte de l'eau pour assurer l'approvisionnement en eau potable des zones rurales.
- Soutenir les groupements d'eau opérationnels dans le domaine de l'eau potable et de l'irrigation afin d'améliorer leurs performances en adoptant l'application des éléments de la stratégie nationale pour la durabilité des systèmes d'eau en milieu rural.
- Soutenir les programmes d'économie d'eau dans tous les secteurs agricoles et non agricoles.

Les principales orientations futures du sous-programme, « génie rurale et utilisation de l'eau », sont les suivantes :

- Gestion efficace et rationnelle des systèmes d'alimentation des communautés rurales en eau potable et d'irrigation en introduisant plus de savoir-faire et en engageant progressivement le secteur privé dans l'exploitation et la gestion des systèmes d'eau.
- Dans les futurs programmes, l'accent sera mis sur la valorisation des zones publiques irriguées existantes avec la participation de toutes les parties concernées (production agricole, vulgarisation, structures professionnelles, etc...) en mettant l'accent sur les cycles post-production.
- Soutenir l'utilisation des eaux traitées dans toutes les zones agricoles et non agricoles, avec la participation de tous les acteurs de terrain.
- Soutenir le programme d'économie d'eau dans tous les secteurs, en mettant l'accent sur le pilotage des opérations d'irrigation des champs.
- Soutenir les programmes de maintenance des installations et équipements d'eau pour assurer leur pérennité.
- Déterminer une politique tarifaire flexible pour l'eau d'irrigation qui permet de couvrir les dépenses d'exploitation et d'entretien dans une première étape et le renouvellement des équipements dans une deuxième étape.

1.4.2. Sous-programme central 3.2 : Barrages, grands travaux hydrauliques et ressources hydrauliques

Les principales activités du sous-programme sont :

- Continuer à mobiliser les ressources conventionnelles en eau de surface et souterraine pour soutenir le développement dans les régions de l'intérieur.
- Transfert de l'eau des zones d'abondance vers les zones de demande et d'exploitation en reliant les barrages entre eux.
- Soutenir l'alimentation artificielle des nappes phréatiques
- Soutenir les programmes d'entretien et de protection des principales installations d'eau.
- Gérer et soutenir les réseaux de surveillance des ressources en eau de surface et souterraine.
- Soutenir et réhabiliter les laboratoires d'analyse de l'eau
- Mettre en place un système national d'information sur les ressources en eau.
- Soutenir et activer davantage la surveillance et le maintien du domaine public hydrique, en particulier au niveau des nappes souterraines sur exploitées.
- Assurer la bonne gestion des ressources en eaux souterraines en impliquant les bénéficiaires dans la gestion de l'exploitation et le respect des normes du Code des Eaux.

1.4.3. Les sous-programmes régionaux : 24 sous-programmes régionaux :eaux

Les plus importantes tâches assignées aux sous-programmes régionaux pour l'eau sont les suivantes :

- Travailler avec d'autres sous-programmes centraux pour préparer les grandes futures orientations du programme;
- Accorder une priorité absolue à la mise en œuvre de la stratégie du programme eau;
- Assurer la mise en œuvre des projets et activités programmés et travailler sur la réalisation des objectifs fixés.

2-Objectifs et indicateurs de performance du programme:

2.1.Présentation des objectifs et indicateurs de mesure de la performance du

programme :

Les objectifs stratégiques du programme sont :

- ✓ **Objectif stratégique 3.1 : Gestion de la demande en eau.**
- ✓ **Objectif stratégique 3.2 : répondre aux besoins en eau potable dans le milieu rural.**
- ✓ **Objectif stratégique 3.3 : soutenir la mobilisation des ressources en eau de surface.**

Un nouveau objectif a été inclus au cours de l'année 2019. Il comprend une approche respectant l'égalité des chances pour les femmes et les hommes et toutes les catégories sociales.

- ✓ **Viser le principe de l'égalité et l'égalité des chances** : améliorer le rôle des femmes dans la gestion de l'eau en milieu rural.

Tableau 5 : Calendrier des indicateurs de mesure des objectifs stratégiques

| Objectifs stratégiques | Indicateurs | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|--|------------|--------------|------|--------|------|------------|------|------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Objectif 3.1 gestion de demande en eau | Indicateur 3.1.1 : Taux des superficies équipée en matériel d'économie d'eau (régional) | % | 92 | 93 | 94 | 94.5 | 95 | 95 | 95 |
| | Indicateur 3.1.2 : Quantités d'eaux usées traitées utilisées pour l'irrigation agricole (régional) | Million m3 | 13 | 14 | 13 | 17 | 16 | 18 | 20 |
| | Indicateur 3.1.3 : Taux d'exploitation des ressources hydrauliques souterraines sans tenir compte des puits anarchiques (régional) | % | 100.44 | 101 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| | | Million m3 | 2206.35 | 2224 | 2196.5 | 2198 | 2198 | 2198 | 2198 |
| Objectif 3.2 : satisfaire les demandes en eau potable dans les régions rurales | Indicateur 3.2.1 : Taux de desserte en eau potable dans le milieu rural (régional) | % | 93.6 | 94.1 | 94.5 | 95,5 | 95.5 | 96 | 96.5 |
| Objectif 3.3 : Soutenir la mobilisation des ressources hydrauliques de surface | Indicateur 3.3.1 : Taux de mobilisation des ressources hydrauliques de surface (central) | % | 92 | 92 | 92 | 92 | 93 | 96 | 96 |
| | | Million m3 | 2310 | 2310 | 2310 | 2310 | 2410 | 2410 | 2410 |
| L'objectif respectant le principe d'égalité des chances : amélioration du | Indicateur : Taux de participation de la femme aux conseils d'administration des groupements privés d'eau | % | - | 3 | 3 | 5 | 5 | 6 | 7 |

| | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| rôle de la femme dans la gestion des eaux dans les zones rurales | potable dans les zones rurales en tant superviseurs techniques | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|

Objectif stratégique 3.1 : gestion de demande en eau

Présentation de l'objectif :

Soutenir la gestion de la demande en eau pour une meilleure valorisation de l'exploitation des ressources en eau.

Référence de l'objectif : les rapports annuels

Justification de l'adoption d'indicateurs spécifiques aux objectifs : indicateurs

Mesurables et évolutifs

| Objectifs stratégiques | Indicateurs | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|--|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2017 |
| Objectif 3.1 gestion de demande en eau | Indicateur 3.1.1 : Taux des superficies équipée en matériel d'économie d'eau (régional) | % | 92 | 93 | 94 | 94.5 | 95 | 95 | 95 |
| | Indicateur 3.1.2 : Quantités d'eaux usées traitées utilisées pour l'irrigation agricole (régional) | M3 | 13 | 14 | 13 | 17 | 16 | 18 | 20 |
| | Indicateur 3.1.3 : Taux d'exploitation des ressources hydrauliques souterraines sans tenir compte des puits anarchiques (régional) | % | 100.44 | 101 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| | | M3 | 2206.35 | 2198 | 2198 | 2198 | 2198 | 2198 | 2198 |
| | | M3 | 2310 | 1320 | 2198 | 2198 | 2198 | 2198 | 2198 |

Objectif stratégique 3.2 : répondre aux besoins en eau potable en milieu rural

Présentation de l'objectif :

Approvisionner les régions urbaines et rurales en eau potable de façon durable.

Référence de l'objectif :

- ✓ Rapports statistiques (rapport sur les indicateurs d'infrastructures)
- ✓ Etudes prospectives

Justification de l'adoption d'indicateurs spécifiques aux objectifs : indicateurs

mesurables et évolutifs.

| Objectifs stratégiques | Indicateurs | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|--|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2017 |
| Objectif 3.2 : satisfaire les demandes en eau potable dans les régions rurales | Indicateur 3.2.1 : Taux de desserte en eau potable dans le milieu rural (régional) | % | 93.6 | 94.1 | 94.5 | 95,5 | 95.5 | 96 | 96.5 |

Le pourcentage de l’approvisionnement en eau potable est estimé à 98,2% à l’échelle nationale pour l’année 2018, dont 85% via la Société Nationale d’Exploitation et de Distribution des Eaux et 13,1% via le génie rural.

Quant aux zones rurales, il est prévu d’atteindre les 95,5% en 2021, et ce grâce à des projets de génie rurale ainsi qu’à des projets de la Société Nationale d’Exploitation et de Distribution d’Eau. (Programmation et réalisation de 11 nouveaux projets au profit de 18600 utilisateurs d’eau potable).

objectifs stratégiques 3.3 : soutenir la mobilisation des ressources en eau de surface :

Présentation de l’objectif : Le taux de mobilisation des ressources en eau de surface représente le volume d’eau de surface dans les grands barrages rapporté à la quantité totale d’eau mobilisable.

Référence de l’objectif : La quantité d’eau de surface dans les grands barrages, rapports et études.

Justification de l’adoption d’indicateurs spécifiques aux objectifs : indicateurs

Mesurables et évolutifs

| Objectifs stratégiques | Indicateurs | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|--|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2017 |
| Objectif 3.3 : Soutenir la mobilisation des ressources hydrauliques de surface | Indicateur 3.3.1 : Taux de mobilisation des ressources hydrauliques de surface (central) | % | 92 | 92 | 92 | 92 | 93 | 96 | 96 |
| | | M3 | 2310 | 2310 | 2310 | 2310 | 2410 | 2410 | 2410 |

Objectif 3.4 : Améliorer le rôle de la femme dans la gestion des eaux dans les zones rurales

Présentation de l’objectif : La participation de la femme en tant que membre du conseil d’administration ou en tant que directrice technique des groupements d’eau potable en milieu rural

Référence de l’objectif :

- ✓ Rapports statistiques (rapports sur les indicateurs d'infrastructure)
- ✓ Etudes prospectives

Justification de l'adoption d'indicateurs spécifiques aux objectifs : indicateurs mesurables et évolutifs

Analyse de l'indicateur

| L'objectif respectant le principe d'égalité des chances : amélioration du rôle de la femme dans la gestion des eaux dans les zones rurales | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur : Taux de participation de la femme aux conseils d'administration des groupements privés d'eau potable dans les zones rurales en tant superviseurs techniques | % | - | 3 | 3 | 5 | 5 | 6 | 7 |

Un nouvel indicateur a été ajouté concernant la participation des femmes en tant que membre de comité de gestion et/ou directrice technique des groupements d'eau potable en milieu rural. Le taux de participation en 2020 s'élevait à environ 4% du total des groupements d'eau potable et devrait atteindre 5% en 2021 ans.

Analyse de la situation actuelle :

Sur 14721 groupements d'eau potable, l'analyse des données a montré que la présence des femmes, notamment en tant que membre des conseils d'administration est très faible et ne représente que 3%

| Gouvernorat | Nombre total des groupements d'eau potable | Nombre des femmes membres des conseils administratifs ou présidentes des groupements d'eau potable | Nombre de directrices techniques femmes dans les groupements d'eau potable | Pourcentage des femmes membres de conseils d'administration ou directrices techniques dans les groupements d'eau potable | Nombre des directeurs techniques dans les groupements d'eau potable |
|-------------|--|--|--|--|---|
| Ariana | 17 | 0 | 0 | 0% | 0% |
| Ben Arous | 22 | 1 | 0 | 5% | 0% |
| Manouba | 41 | 2 | 4 | 5% | 10% |
| Nabeul | 48 | 0 | 7 | 0% | 15% |
| Zaghuan | 68 | 3 | 0 | 4% | 0% |
| Bizerte | 77 | 2 | 0 | 3% | 0% |
| Beja | 96 | 1 | 3 | 1% | 3% |
| Jendouba | 68 | 1 | 5 | 1% | 7% |
| Kef | 102 | 0 | 0 | 0% | 0% |
| Siliana | 103 | 1 | 1 | 1% | 1% |

| | | | | | |
|--------------------|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Kairouan | 150 | 0 | 1 | 0% | 1% |
| Kasserine | 192 | 0 | 6 | 0% | 3% |
| Sidi Bouzid | 118 | 0 | 4 | 0% | 3% |
| Sousse | 33 | 1 | 2 | 3% | 6% |
| Mahdia | 31 | 0 | 4 | 0% | 13% |
| Sfax | 99 | 0 | 1 | 0% | 1% |
| Gafsa | 97 | 0 | 0 | 0% | 0% |
| Gabes | 20 | 0 | 0 | 0% | 0% |
| Médenine | 56 | 0 | 0 | 0% | 0% |
| Tataouine | 33 | 0 | 0 | 0% | 0% |
| Total | 1471 | 12 | 38 | 1% | 3% |

Analyse des motifs :

Selon l'analyse de la situation actuelle et les différentes stratégies de l'Etat dans le secteur de l'eau, deux problèmes majeurs ont été identifiés :

- ✓ La faible participation des femmes au processus décisionnel dans la gestion de l'eau potable en milieu rural,
- ✓ Le faible taux de participation des femmes en tant que membres des conseils d'administration et responsables techniques dans les groupements d'eau potable en milieu rural.

1^{er} problème : faible participation de la femme dans le processus décisionnel dans la gestion de l'eau potable en milieu rural,

| | |
|-------------------------------|--|
| Impact à long terme | Absence d'amélioration suffisante de lation hydraulique |
| Impact à moyen terme | Disparition progressive des activités féminines |
| Impact direct | Accumulation insuffisante d'informations |
| | Absence d'amélioration dans l'administration hydraulique qui est le rôle des femmes |
| Problématique centrale | Manque de participation de la femme dans la prise de décision dans l'administration d'eau potable dans les zones rurales |
| Facteurs directs | Pourcentage des femmes dans les groupements d'eau potable en baisse ne dépassant pas 3% (environ 50 femmes) |
| Facteurs indirects | Problèmes d'intégration de la femme dans les opérations de prise de décision relatives à l'eau potable |
| | L'intégration de la femme dans la prise de décision est une orientation récente |

| | |
|-----------------------------|--|
| Facteurs structurels | Les traditions et les coutumes qui empêchent les femmes de développer leurs compétences dans le domaine de gestion d'eau potable |
|-----------------------------|--|

2^{ème} problème : Baisse du taux de participation des femmes en tant que membre des conseils d'administration et/ou directrices techniques dans les groupements d'eau potable en milieu rural.

| | |
|-------------------------------|---|
| Impact à long terme | Amélioration insuffisante de la gouvernance dans les groupements d'eau potable |
| | Hausse du taux de chômage des femmes au niveau régional |
| Impact à moyen terme | Disparition progressive des activités féminines et manque de ressources de subsistances pour les femmes |
| Impact direct | Existence de problématiques dans la gestion des groupements d'eau potable |
| Problématique centrale | Faible participation de la femme comme membre du conseil d'administration et comme directrice technique dans les groupements d'eau potable dans les zones rurales |
| Facteurs directs | Refus de la plupart des groupements de la participation féminine |
| | Manque de participation des citoyens dans l'administration des eaux dans les zones rurales |
| Facteurs indirects | Les traditions et conservatisme social |
| Facteurs structurels | Manque de sensibilisation et de formation à cause du manque de moyens |

Plan de travail :

1^{er} problème : faible participation de la femme dans le processus décisionnel dans la gestion de l'eau potable en milieu rural.

Actions programmées:

- Amélioration de la loi organique des groupements d'eau pour l'insertion des femmes.
- Sensibiliser les femmes rurales sur l'importance de l'économie de l'eau potable.
- Participation des femmes aux ateliers et séminaires liés à la gestion des ressources en eau.

Indicateur de mesure d'efficacité :

- Pourcentage de femmes ayant reçues une formation et ayant participé à des journées de sensibilisation.

2^{ème} problème : faible pourcentage de la participation de femmes en tant que membres des conseils d'administration et directrices techniques dans les groupements d'eau potable en milieu rural.

Action programmées :

- Mobiliser les femmes aux conseils d'administration des groupements d'eau
- Informer et sensibiliser les femmes sur le rôle des groupements d'eau.
- Appuyer le programme des groupements d'eau dans une approche genre.

| Objectif | Indicateur de mesure de performance | Unité |
|--|--|--------------|
| Mobilisation des ressources hydrauliques | Indicateur 3.2.1.3 : Capacité de stockage dans les grands barrages | Million m3 |
| | Indicateur 3.2.1.4 : Capacité de transfert hydraulique | Million m3 |
| | | % |
| Economie d'eau et durabilité des systèmes hydrauliques | Indicateur 3.3.2.2 : Pourcentage des groupements hydrauliques actifs | % |
| | Indicateur 3.3.2.3 : Modernisation des réseaux d'irrigation et revalorisation des zones irriguées | Hectare |
| Protection et maintenance des ressources hydrauliques et sage gestion durable | Indicateur 3.1.4.1 : Quantités d'eau stockées dans la nappe phréatique à travers l'alimentation artificielle | Million m3 |

Objectifs opérationnels et indicateurs adoptés dans la direction du programme et qui seront utilisés lors de la préparation de l'implémentation opérationnelle du cadre de la capacité de performance.

Objectif opérationnel : mobiliser les ressources en eau

Au cours de l'année 2021 les projets ci-après ont été programmés :

- ✓ Poursuite de la construction de grands barrages et de barrages collinaires pour mobiliser les ressources en eau de surface. Au cours de l'année 2021, les barrages d'Al-Dwimis, permettant ainsi un taux de mobilisation de 93%.
- ✓ Achèvement des barrages de El khol et Skifa au Kef, Edmayem à Siliana, Hnita à Sidibouzid.
- ✓
- ✓ Continuer à surélever la hauteur des barrages tels que le barrage de Sidi Saad ce qui permettra de fournir 100 millions de mètres cubes supplémentaires et d'augmenter la capacité du barrage de *Bouhartema*;
- ✓ Soutenir l'alimentation des nappes d'eau souterraines;
- ✓ Mener des campagnes périodiques de mesure des sédiments au niveau des barrages (au moins une fois tous les 3 ans).
- ✓ Continuer le forage des puits d'exploitation pour alimenter les zones rurales en eau potable et d'irrigation, remplacer les anciens puits et réaliser des puits d'exploitation dans les zones assoiffées.
- ✓ Intensifier les puits de contrôle pour suivre le degré d'exploitation des ressources en eau et leur protection si nécessaire.
- ✓ Continuer la modélisation des nappes phréatiques pour auditer les ressources en eau et assurer leur exploitation durable.
- ✓ Intensifier les campagnes de sensibilisation sur la nécessité de conserver les ressources en eau.
- ✓ Moderniser, développer et maintenir divers réseaux de mesure des eaux de surface.
- ✓ Mettre à jour et développer des bases de données et des systèmes d'information.
- ✓ Réhabiliter les stations des eaux usées via l'Office National d'Assainissement, dans de nombreux gouvernorats (M'Msaken, Zawiat Sousse au gouvernorat de Sousse et Al-Hajjeb au gouvernorat de Sfax et Al-Aguila au gouvernorat de Gafsa, et Walfah-El-Khader à Médenine) pour améliorer la qualité de l'eau traitée et son exploitation ultérieure dans le domaine agricole, sachant que le nombre d'usines de traitement qui fonctionnent actuellement est 122 stations fournissant 265 millions de m³/an
- ✓ Poursuivre les programmes de dessalement d'eau pour assurer l'approvisionnement en eau potable.
- ✓ Protection contre les inondations d'oued Medjerda.

Objectif opérationnel : Economie d'eau et système hydrique durable :

Au cours de l'année 2021, les programmes ci-après seront réalisés :

✓ Poursuivre la mise en œuvre du programme d'économie d'eau au niveau des fermes, où il est attendu que le taux d'installation en équipements d'économie d'eau atteindra 94,5% en 2020.

✓ **Concernant le soutien des groupements d'eau** : Le programme d'amélioration de la gestion des groupements d'eau se poursuit dans 5 gouvernorats. Ce programme financé par la Banque Allemande de Développement, a été lancé en avril 2018 et se poursuit jusqu'à fin mars 2023. Il vise à soutenir l'efficacité des groupements d'eau (environ 163 groupements d'eau potable et irrigation agricoles) dans les gouvernorats de Kairouan (42) Kasserine (57) Sidi Bouzid (39) Sfax (20) Mahdia (5) avec la participation de petites et moyennes entreprises privées aux activités d'entretien des systèmes d'eau.

✓ Poursuite des plans d'approvisionnement en eau potable dans tous les gouvernorats en se concentrant sur tous les aspects qualitatifs liés à l'amélioration des performances des groupements d'eau (tenues des assemblées générales, les systèmes comptable et financier, élimination des adductions anarchiques, traitement de la dette, etc...)

✓ Soutenir les groupements d'eau dans le domaine de la maintenance des systèmes d'eau potable en allouant des crédits de 1,5 MD en 2020 pour mener les interventions urgentes.

✓ **Concernant la modernisation des réseaux** d'adduction d'eau et la revalorisation des projets d'eaux :

✓ La modernisation des zones irriguées se poursuit dans le bassin inférieur de la Medjerda (deuxième étape) au gouvernorat de Manouba sur une superficie de 2750 hectares et Sidi Thabet gouvernorat d'Ariana sur une superficie de 3200 hectares. du

✓ Le projet de valorisation des zones publiques irriguées dans les gouvernorats de Kairouan, Kasserine et Sidi Bouzid a été lancé avec le financement de la Banque Africaine de Développement, pour réhabiliter 9000 hectares (ha) sur une période de 5 ans à partir de 2018.

✓ Lancement du projet d'intensification de l'agriculture irriguée en Tunisie, projet financé par la Banque Mondiale pour 23000 hectares, l'épurement et le drainage de 6300 hectares au cours des 6 prochaines années à partir de 2019.

Parallèlement aux projets de modernisation et de revalorisation, l'intervention continue pour améliorer les conditions d'exploitation des zones irriguées et réaliser les travaux de maintenance préventive des installations et des équipements hydrauliques (maintenance des stations de pompage, rénovation des réseaux d'irrigation pour réapprovisionner les puits, maintenance des réseaux

d'évacuations des eaux...)

Objectif opérationnel : protéger les ressources en eau et maintenir leur durabilité.

Les réalisations de 2018 sont approximatives du fait de la non-publication de l'annuaire 2017 jusqu'à présent. Au cours de l'année 2021 les projets suivants seront réalisés :

Pour l'alimentation des nappes phréatique :

- ✓ Poursuite les travaux d'alimentation de nappes phréatiques d'une capacité totale de 60m³/an compte tenu de la capacité des établissements d'alimentation existants (49 locaux de pompage répartis sur 21 nappes phréatiques).
- ✓ Soutenir les puits de contrôle au niveau de la nappe phréatique pour les suivre de près et prendre les dispositions nécessaires pour les protéger
- ✓ Activer la police de l'eau pour réduire l'exploration anarchique
- ✓ Soutenir la gestion participative des nappes phréatiques

Pour les eaux traitées

✓ Poursuivre la mise en œuvre des programmes de l'Office National de l'Assainissement relatifs à l'amélioration de la qualité des eaux traitées à valoriser dans le domaine de l'irrigation. Il est à noter que les quantités d'eau traitée qui devraient être utilisées en 2019 ont été estimées à 15 millions, mais les quantités effectivement utilisées ont atteint 13 millions, principalement en raison du manque d'avancement des travaux inclus dans le programme d'interventions urgentes pour développer l'utilisation des eaux traitées dans le domaine agricole sur les années 2018. 2020 en raison du retard notable dans l'ouverture des fonds nécessaires pour achever les travaux programmés en 2019. Cela entraînera une diminution des quantités attendues dans les années à venir (2022, 2021 et 2020).

2-2 Présentation des activités du programme pour l'année 2021

Dans le cadre de la déclinaison opérationnelle du programme eau, 8 activités ont été identifiées et réparties comme suit :

- 6 activités pour les sous-programmes centraux et régionaux, comme indiqué dans le tableau ci-joint
- 1 activité pour l'opérateur public : la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux
- 1 activité pour l'opérateur public : Agence d'Exploration de l'Eau

| Code | Activité |
|------|----------|
|------|----------|

| | |
|---|--|
| 1 | Création, gestion et exploitation des réseaux d'eau potable dans les zones rurales (Sous-programme central 3.1+ sous-programmes régionaux) |
| 2 | Création, gestion et exploitation des zones irriguées (sous-programme central 3.1+sous-programmes régionaux) |
| 3 | Encouragements de l'Etat à l'investissement dans le secteur de l'eau (sous- programme central 3.1) |
| 4 | Maintenance des équipements hydrauliques (les sous-programmes centraux 3.1 et 3.2+les sous-programmes régionaux) |
| 5 | Soutien (rémunération) (sous-programmes centraux 3.1 et 3.2+ les sous- programmes) |
| 6 | Mobilisation et protection des ressources hydrauliques (Sous-programme central 3.2+ sous-programmes) |
| 7 | Transfert des crédits de paiement au profit de la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (acteur public) au titre de l'installation, de la gestion et de l'exploitation des réseaux eau potable dans les zones rurales |
| 8 | Transfert des crédits de paiements au profit de l'Agence d'Exploration d'Eau (acteur public) au titre de la mobilisation et de la protection des ressources hydrauliques |

Tableau 6 : État des activités et interventions du programme Eaux

| Les objectifs stratégiques | Indicateurs de mesure de la performance | Unité | Prévision2021 | Interventions | Activités | Prévisions 2021 |
|---|--|------------|---------------|---|---|-----------------|
| Objectif 3.1 : Gestion de la demande en eau | Indicateur 3.1.1 : Taux d'équipement des zones irriguées avec les Equipements d'économie d'eau | % | 95 | Equiper les exploitations agricoles irriguées avec des équipements D'économie d'eau | *Incitations de l'Etat à investir dans le secteur de l'eau | 28000 |
| | Indicateur 2.1.3 : Les quantités d'eaux usées traitées utilisées dans l'irrigation Agricole (régional) | Million m3 | 16 | | *Création, gestion et exploitation des zones irriguées | 87287 |
| | Indicateur 3.1.3 : Pourcentage | % | 100 | *Achèvement des puits d'exploration et | *Mobilisation et protection des ressources en eau *Entretien des installations d'eau | 94589 23075 |

| | | | | | | |
|---|---|------------|------|---|--|---|
| | d'exploitation des ressources en eaux souterraines sans tenir compte des puits anarchiques (régional) | Million m3 | 2198 | de surveillance. *Études générales sur l'eau : - Une étude sur l'exploitation des nappes souterraines en adoptant la technique d'imagerie satellite du bassin d'Al- Jafara - une étude de réservation du domaine public hydraulique sur environ 10 000 hectares Maintenance du réseau de mesure et de surveillance hydrologique | | |
| Objectif 3.2 : Répondre aux besoins en eau potable dans les zones rurales | Indicateur 3.2.1 : Proportion d'approvisionnement en eau potable (régional) | % | 95.5 | Création ou revalorisation de réseaux d'eau potable à la campagne Puits profonds pour l'approvisionnement en eau potable -Maintenance et création des réseaux d'adduction d'eau potable et maintenance des stations de pompage d'eau potable | Création, gestion et exploitation de réseaux d'eau potable en milieu rural -Transfert de crédits à la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution d'Eau (acteur public) au titre de l'installation, de la valorisation et d'exploitation des réseaux d'adduction d'eau potable en milieu rural - entretien des installations d'eau | 56313 167085 |
| Objectif 3.3 Renforcer La mobilisation des Ressources en eau de surface | Indicateur 1.3.3 : Proportion de Mobilisation des Ressources en eau De surface (centrale) | % | 93 | La construction des barrages d'Al-Dwimis Et de Malag Al-Alawi. La construction du barrage - réservoir de KALAA KBIRA en cours. Le barrage-réservoir d'Al-Saidah Se poursuit | -Mobilisation et protection des Ressources en eau Entretien des Installations d'eau - Transférer des Crédits au profit de l'Agence d'Exploration de l'Eau (Acteur Public) avec le Titre de Mobilisation et Protection des Ressources en eau | Les Prévisions Sont Inscrites Dans le Tableau ci-Dessus |



our l'activité Support (rémunération) le budget est de 59998 milles dinars

P

3-Les dépenses du programme

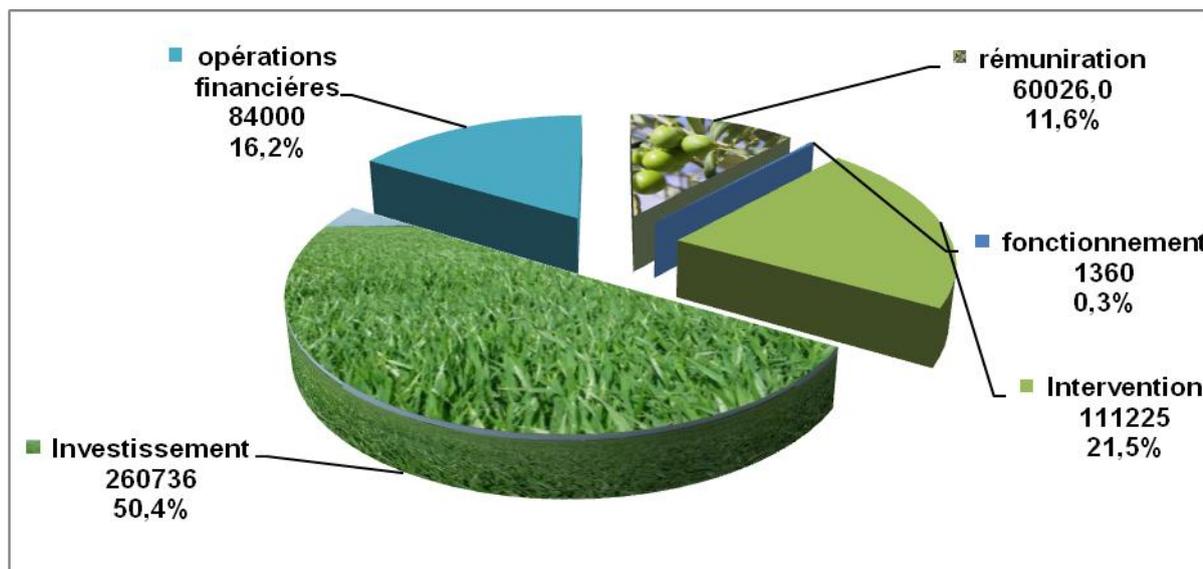
3.1. Budget du programme

Les dépenses du programme eau pour l'année 2021 sont de : 517347 mille dinars contre 550967 mille de dinars pour l'année 2020 soit un taux de croissance de 6.1%. Elles sont réparties comme suit :

Tableau 7 : Budget du programme eau pour l'année 2021 selon la nature de la dépense et les sources de financement (Crédits de paiement en mille dinars)

| | Sources de financement | réalisation 2019 | L.F 2020 | prévision 2021 | différence | l% |
|-----------------------------|---------------------------------------|---------------------|----------------|-------------------|----------------|---------------|
| Rémunérations | Réssources budget d'Etat | 49 268 | 54 112 | 60 026 | 5 914 | 10,9% |
| | Ressources d'Etat | 49 268 | 54 112 | 60 026 | 5 914 | 10,9% |
| | Ressources propres des établissements | 4 034 | 4 960 | 4 628 | -332 | -6,7% |
| | Total Partie | 53 302 | 59 072 | 64 654 | 5 582 | 9,4% |
| Fonctionnement | Réssources budget d'Etat | 1 796 | 1 292 | 1 360 | 68 | 5,3% |
| | Ressources d'Etat | 1 796 | 1 292 | 1 360 | 68 | 5,3% |
| | Ressources propres des | 6 047 | 6 647 | 7 040 | 393 | 5,9% |
| | Réssources budget d'Etat | 7 843 | 7 939 | 8 400 | 461 | 5,8% |
| Interventions | Réssources budget d'Etat | 73 170 | 122140,0 | 106 225 | -15 915 | -13,0% |
| | Prêts extérieurs | 35 439 | 4 669 | 5 000 | 331 | 7,1% |
| | Ressources d'Etat | 108 609 | 126 809 | 111 225 | -15 584 | -12,3% |
| | Prêts extérieurs | 213 | 397 | 399 | 2 | 0,5% |
| | Total Partie | 108 822 | 127 206 | 111 624 | -15 582 | -12,2% |
| Investissements | Réssources budget d'Etat | 166 127 | 186 097 | 176 027 | -10 070 | -5,4% |
| | Prêts extérieurs | 62 807 | 98 657 | 84 709 | -13 948 | -14,1% |
| | Ressources d'Etat | 228 934 | 284 754 | 260 736 | -24 018 | -8,4% |
| | Total Partie | 228 934 | 284 754 | 260 736 | -24 018 | -8,4% |
| Operations financières | Réssources budget d'Etat | | 84000 | 84000 | | 0,0% |
| | Ressources d'Etat | | 84 000 | 84 000 | | 0,0% |
| | Total Partie | | 84 000 | 84 000 | | 0,0% |
| Total dépenses du programme | Réssources budget d'Etat | 290 361 | 447 641 | | -447 641 | -4,5% |
| | Prêts extérieurs | 98 246 | 103 326 | | -103 326 | -13,2% |
| | Ressources d'Etat | 388 607 | 550 967 | 517 347 | -33 620 | -6,1% |
| | Ressources propres des | 10 294 | 12 004 | 12 067 | 63 | 0,5% |
| | Total dépenses du programme | 398 901 | 562 971 | 529 414 | -33 557 | -6,0% |

**Graphique 1 : REPARTITION DU BUDGET PROGRAMME POUR 2021
SELON LA NATURE DE LA DEPENSE**



**TABLEAU 8: Répartition du budget du programme eau pour l'année 2021
en fonction des dépenses , des sous-programmes et des activités**

Unité: mille dinars

| PROGRAMME | ACTIVITES | RALISATIO | L F 2020 | PREVISION 2021 | EVOLUTION | |
|--|---|-----------|------------------|-------------------|--------------------|----------------------|
| | | N | | | 2020-2021 | |
| | | 2019 | 1 | 2 | MONTANT (1)-(2) | TAUX% (1)/(1)-(2) |
| SOUS PROGRAMME | ACTIVITE | | | | | |
| SOUS PROGRAMME 1 CENTRAL Génie rurale et exploitation des eaux | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 5000 | 5 000 | 0 | 0% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 6920 | 10 620 | 3700 | 53% |
| | 3.Encouragement de l'Etat pour l'investissement privé dans le secteur | | 27100 | 28 000 | 900 | 3% |
| | 4.Entretien des infrastructures hydrauliques | | 9380 | 9 350 | -30 | 0% |
| | 5.Appui (salaire) | | 1712,98 | 1850 | 137,02 | 8% |
| SOUS PROGRAMME 2 CENTRAL Barrages, grands travaux hydrauliques et ressources | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 800 | 2055 | 1255 | 157% |
| | 5. Appui (salaire) | | 15245,26 | 18423 | 3177,74 | 21% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 107400 | 91673 | -15727 | -15% |
| | Interventions centrales | | 40 | | | |
| Total sous programmes centraux | | | 173598,24 | 166971 | -6627,24 | -4% |
| SOUS PROGRAMMES REGIONAUX | ACTIVITES REGIONALES | | | | | |
| TUNIS | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 0 | | | |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 0 | | | |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 65 | 40 | -25 | -38% |
| | 5. Appui (salaire) | | 0 | | | |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 0 | | | |
| ARIANA | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 90 | 265 | 175 | 194% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 5390 | 11 200 | 5810 | 108% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 960 | 415 | -545 | -57% |

| | | | | | | |
|------------------|---|--|----------|--------|----------|------|
| | 5. Appui (salaire) | | 1562,345 | 1 625 | 62,655 | 4% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 15 | 30 | 15 | 100% |
| BEN AROUS | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 220 | 50 | -170 | -77% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 3265 | 9 630 | 6365 | 195% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 375 | 365 | -10 | -3% |
| | 5. Appui (salaire) | | 1305,86 | 1 245 | -60,86 | -5% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 0 | 30 | 30 | |
| MANOUBA | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 295 | 378 | 83 | 28% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 4876 | 16 882 | 12006 | 246% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 1260 | 660 | -600 | -48% |
| | 5. Appui (salaire) | | 3408,612 | 3 195 | -213,612 | -6% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 0 | | 0 | |
| NABEUL | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 2940 | 3 100 | 160 | 5% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 1095 | 570 | -525 | -48% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 1525 | 690 | -835 | -55% |
| | 5. Appui (salaire) | | 3223,931 | 3 261 | 37,069 | 1% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 110 | 246 | 136 | 124% |
| ZAGHOUAN | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 2070 | 1 954 | -116 | -6% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 599 | 365 | -234 | -39% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 235 | 245 | 10 | 4% |
| | 5. Appui (salaire) | | 763,401 | 769 | 5,599 | 1% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 150 | 150 | 0 | 0% |
| BIZERTE | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 5175 | 4 221 | -954 | -18% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 1260 | 1 050 | -210 | -17% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 790 | 920 | 130 | 16% |
| | 5. Appui (salaire) | | 2229,414 | 2 292 | 62,586 | 3% |

| | | | | | | |
|-----------|---|--|----------|-------|---------|------|
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 45 | 42 | -3 | -7% |
| BEJA | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 1360 | 1 891 | 531 | 39% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 1210 | 1 125 | -85 | -7% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 815 | 705 | -110 | -13% |
| | 5. Appui (salaire) | | 2336,098 | 2 593 | 256,902 | 11% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 70 | 136 | 66 | 94% |
| JENDOUBA | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 2425 | 910 | -1515 | -62% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 3760 | 2 260 | -1500 | -40% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 1355 | 1 305 | -50 | -4% |
| | 5. Appui (salaire) | | 3622,185 | 3 817 | 194,815 | 5% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 60 | 197 | 137 | 228% |
| KEF | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 4210 | 3 836 | -374 | -9% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 6161 | 1 170 | -4991 | -81% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 675 | 265 | -410 | -61% |
| | 5. Appui (salaire) | | 984,017 | 988 | 3,983 | 0% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 130 | 193 | 63 | 48% |
| SILIANA | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 1740 | 2 336 | 596 | 34% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 1269 | 1 285 | 16 | 1% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 280 | 385 | 105 | 38% |
| | 5. Appui (salaire) | | 1709,696 | 1 659 | -50,696 | -3% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 150 | 128 | -22 | -15% |
| KAIROUAN | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 11277 | 9 370 | -1907 | -17% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 4219 | 3 585 | -634 | -15% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 195 | 410 | 215 | 110% |
| | 5. Appui (salaire) | | 2211,03 | 2 345 | 133,97 | 6% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 100 | 156 | 56 | 56% |
| KASSERINE | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 12905 | 8 933 | -3972 | -31% |

| | | | | | | |
|-------------|---|--|----------|-------|----------|------|
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 10312 | 6 660 | -3652 | -35% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 320 | 290 | -30 | -9% |
| | 5. Appui (salaire) | | 1723,537 | 1 752 | 28,463 | 2% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 250 | 453 | 203 | 81% |
| SIDI BOUZID | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 8760 | 4 239 | -4521 | -52% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 2906 | 2 945 | 39 | 1% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 155 | 220 | 65 | 42% |
| | 5. Appui (salaire) | | 1349,866 | 1 028 | -321,866 | -24% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 150 | 156 | 6 | 4% |
| SOUSSE | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 2775 | 5 226 | 2451 | 88% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 400 | 525 | 125 | 31% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 225 | 190 | -35 | -16% |
| | 5. Appui (salaire) | | 1069,578 | 1 227 | 157,422 | 15% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 145 | 258 | 113 | 78% |
| MONASTIR | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 0 | | 0 | 0% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 60 | 65 | 5 | 8% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 350 | 290 | -60 | -17% |
| | 5. Appui (salaire) | | 796,035 | 736 | -60,035 | -8% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 0 | | | |
| MAHDIA | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 430 | 870 | 440 | 102% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 779 | 520 | -259 | -33% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 140 | 180 | 40 | 29% |
| | 5. Appui (salaire) | | 920,08 | 1 109 | 188,92 | 21% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 585 | 42 | -543 | -93% |
| SFAX | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 6155 | 285 | -5870 | -95% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 502 | 865 | 363 | 72% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 245 | 245 | 0 | 0% |

| | | | | | | |
|-----------------|---|--|----------|-------|----------|------|
| | 5. Appui (salaire) | | 1113,813 | 1 173 | 59,187 | 5% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 50 | 76 | 26 | 52% |
| GAFSA | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 3650 | 664 | -2986 | -82% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 2571 | 2 475 | -96 | -4% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 265 | 270 | 5 | 2% |
| | 5. Appui (salaire) | | 1825,558 | 1 845 | 19,442 | 1% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 45 | 408 | 363 | 807% |
| TOZEUR | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 0 | | 0 | 0% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 7881 | 3 830 | -4051 | -51% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 2425 | 530 | -1895 | -78% |
| | 5. Appui (salaire) | | 960,969 | 1 039 | 78,031 | 8% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 375 | 30 | -345 | -92% |
| KEBILI | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 0 | | 0 | 0% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 2210 | 2 895 | 685 | 31% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 2035 | 1 110 | -925 | -45% |
| | 5. Appui (salaire) | | 1687,209 | 1 582 | -105,209 | -6% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 0 | | 0 | 0% |
| GABES | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 900 | 1 246 | 346 | 38% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 1755 | 2 485 | 730 | 42% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 645 | 505 | -140 | -22% |
| | 5. Appui (salaire) | | 2080,784 | 2 068 | -12,784 | -1% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 0 | 100 | 100 | 0% |
| MEDENINE | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 1420 | 1 449 | 29 | 2% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 1456 | 1 650 | 194 | 13% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 400 | 285 | -115 | -29% |
| | 5. Appui (salaire) | | 504,522 | 948 | 443,478 | 88% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 0 | 52 | 52 | 0% |
| TATAOUIN | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 76 | 90 | 14 | 18% |

| | | | | | | |
|--|---|--|------------------|----------------|------------------|------------|
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 2765 | 2 630 | -135 | -5% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 300 | 1 150 | 850 | 283% |
| | 5. Appui (salaire) | | 1057,22 | 1 429 | 371,78 | 35% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 45 | 33 | -12 | -27% |
| Total sous programmes régionaux | | | 192529,76 | 182291 | -10238,76 | -5% |
| 24 SOUS PROG/REGIONAL (CRDAs) :EAU | 1.Création, exploitation réseau d'eau potable en milieu rural | | 68873 | 51 313 | -17560 | -25% |
| | 2.Création et exploitation des zones irriguées | | 66701 | 76667 | 9966 | 15% |
| | 4. Entretien des infrastructures hydrauliques | | 16035 | 11670 | -4365 | -27% |
| | 5. Appui (salaire) | | 38445,76 | 39 725 | 1279,24 | 3% |
| | 6.renforcement et protection des ressources hydriques | | 2475 | 2 916 | 441 | 18% |
| opérateurs publics | | | | | | |
| Opérateurs publics | 7. SONEDE crédits pour l'activité : gestion, exploitation des réseaux d'eau potable en milieu rural | | 99669 | 83085 | -16584 | -17% |
| | 7.capital SONEDE, gestion, exploitation des réseaux d'eau potable en milieu rural | | 84000 | 84000 | 0 | 0% |
| | 8.crédits pour l'Agence de prospection des eaux : renforcement et protection des ressources hydriques | | 1170 | 1 000 | -170 | -15% |
| Total sans les ressources propres des entreprises | | | 550967 | 517 347 | -33620 | -6% |

Cadre de Dépenses à Moyen Terme 2021-2023 Du Programme Eau Selon la Nature de la Dépense et les Sources de Financement

| | Sources de Financement | réalisations | | | L.F2020 | Prévisions | | |
|-----------------------------|---------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Rémunérations | Réssources budget d'Etat | 48111 | 44997 | 49268 | 54112 | 60026 | 63027 | 64781 |
| | Ressources d'Etat | 48111 | 44997 | 49268 | 54112 | 60026 | 63027 | 64781 |
| | Ressources propres des établissements | 3900 | 3949 | 4034 | 4960 | 4628 | 4859 | 4995 |
| | Total Partie | 52011 | 48946 | 53302 | 59072 | 64654 | 67887 | 69775 |
| Fonctionnement | Réssources budget d'Etat | 8808 | 9556 | 1795 | 1292 | 1360 | 1428 | 1468 |
| | Ressources d'Etat | 8808 | 9556 | 1795 | 1292 | 1360 | 1428 | 1468 |
| | Ressources propres des établissements | 4558 | 5869 | 6047 | 6647 | 7040 | 7392 | 7598 |
| | Réssources budget d'Etat | 13366 | 15425 | 7842 | 7939 | 8400 | 8820 | 9065 |
| Interventions | Réssources budget d'Etat | 32107 | 87786 | 73170 | 122140 | 106225 | 111536 | 114639 |
| | Prêts extérieurs | 6618 | 10069 | 35439 | 4669 | 5000 | 5250 | 5396 |
| | Ressources d'Etat | 38726 | 97855 | 108609 | 126809 | 111225 | 116786 | 120036 |
| | Prêts extérieurs | 257 | 257 | 213 | 397 | 399 | 419 | 431 |
| | Total Partie | 38983 | 98112 | 108822 | 127206 | 111624 | 117205 | 120466 |
| Investissements | Réssources budget d'Etat | 167938 | 152488 | 166127 | 186097 | 176027 | 184828 | 189971 |
| | Prêts extérieurs | 88228 | 72972 | 62807 | 98657 | 84709 | 88944 | 91419 |
| | Ressources d'Etat | 256167 | 225460 | 228934 | 284754 | 260736 | 273773 | 281390 |
| | Total Partie | 256167 | 225460 | 228934 | 284754 | 260736 | 273773 | 281390 |
| Operations financières | Réssources budget d'Etat | | | | 84000 | 84000 | 88200 | 90654 |
| | Ressources d'Etat | 0 | 0 | 0 | 84000 | 84000 | 88200 | 90654 |
| | Total Partie | 0 | 0 | 0 | 84000 | 84000 | 88200 | 90654 |
| Total dépenses du programme | Réssources budget d'Etat | 256964 | 294827 | 290361 | 447641 | 427638 | 449020 | 461513 |
| | Prêts extérieurs | 94847 | 83041 | 98246 | 103326 | 89709 | 94194 | 96815 |
| | Ressources d'Etat | 351811 | 377868 | 388607 | 550967 | 517347 | 543214 | 558328 |
| | Ressources propres des établissements | 8715 | 10075 | 10294 | 12004 | 12067 | 12670 | 13023 |
| | Total dépenses du programme | 360526 | 387943 | 398901 | 562971 | 529414 | 555885 | 571351 |

Les crédits d'engagement au profit du programme pour les années à venir connaîtront une évolution attendue du fait de l'entrée en vigueur d'un certain nombre de projets et la poursuite d'un ensemble d'autres projets, dont les plus importants sont :

- Le projet d'intensification des zones d'irrigation financé par la Banque Mondiale;
- Le projet de valorisation des zones irriguées financé par la Banque Africaine de Développement,
- Le projet d'approvisionnement des zones rurales en potable, la deuxième phase financée par la Banque Africaine de Développement
- Projet de gestion des systèmes d'eau financé par la Banque Allemande
- Projet des puits profonds financé par la Banque Européenne
- Projet du canal de transfert de *SAIDABELLI*
- Réalisation du projet du barrage de *TASSA*
- Augmentation de la capacité du réservoir du barrage de *Bouhertma*.

- Projet de protection contre les inondations d'oued *Medjerda* pour la zone inférieure

Ceci s'ajoute à un certain nombre de projets importants de la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eau :

- Le projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable dans le centre rural du gouvernorat de Bizerte, financé par le Fonds Saoudien de Développement.

Programme 4 : Forêts et réaménagement des terres



Budget :

Crédits de paiement

Mille dinars

348626

19.6% du budget du Ministère

Dépenses de rémunération

213545

Dépenses de fonctionnement

950

Dépenses d'intervention

2990

Dépenses d'investissement

131141

Président du programme :
Mr
Mohamed Boufroua

Directeur général des forêts

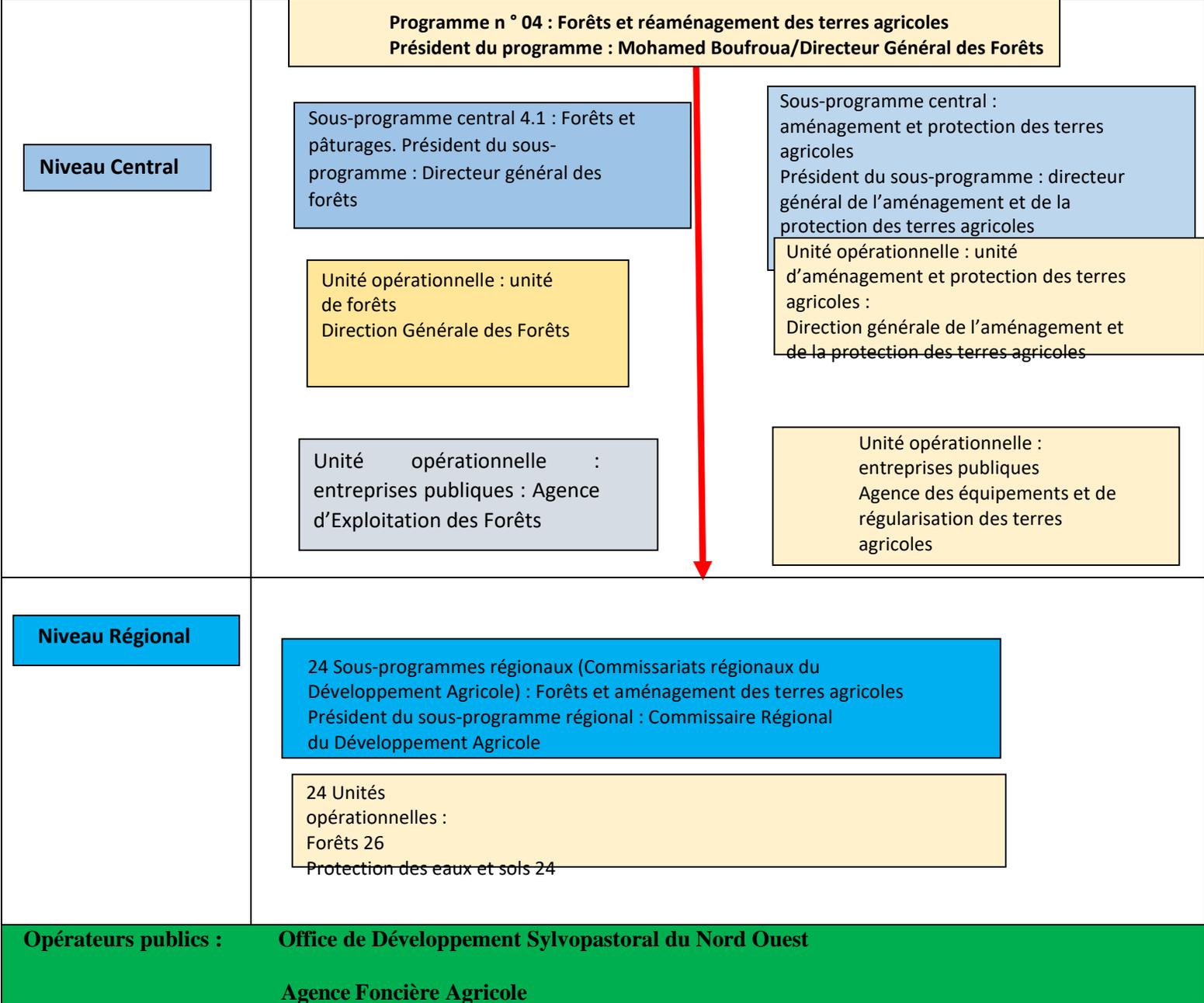
A partir de 2017

| Objectifs stratégiques | Indicateur de mesure de performance |
|--|---|
| Objectif 4.1 : Développer les emplois et les services du secteur forestier et contribuer au développement économique et social | Indicateur 4.1.1 : proportion du couvert forestier par rapport à la superficie totale du pays 16 millions d'hectares (régional) |
| | Indicateur 4.1.2 : Pourcentage de forêts réaménagées (représentées par la proportion de forêts réaménagées et en exploitation) (régional) |
| | Indicateur 4.1.3 : Pourcentage d'utilisation des produits forestiers (pourcentage des ventes et de l'exploitation des produits forestiers par rapport aux capacités) (central) |
| | Indicateur 4.1.4 : surface incendiée pour chaque incendie (mesure la vitesse d'intervention pour réduire le taux de zones incendiées) (régional) |
| Objectif 4.2 : Réduire les zones menacées d'érosion, de conservation et gestion des sols | Indicateur 4.2.1 : Pourcentage de terres qui ont été protégées et renforcées (sur le total des zones objet d'interventions contre l'érosion (2011-2001), estimées à 841 000 hectares) (régional) |
| | Indicateur 4.2.2 : Pourcentage de zones irriguées suivies et évaluées (régional) |
| Principe de l'égalité et de l'égalité des chances: soutenir le rôle des femmes dans la gestion forêts | Indicateur : pourcentage de représentation des femmes dans les conseils d'administration des groupements de développement actifs dans le secteur forestier |



PROGRAMME 4 : FORÊTS ET AMÉNAGEMENT DES TERRES AGRICOLE

Déclinaison Opérationnelle du programme N°4 : Forêts et aménagement des terres agricoles



1. Présentation du programme et de sa stratégie :

Les forêts, les pâturages et les terres agricoles occupent une place importante dans les composantes de la richesse naturelle et jouent un rôle socio-économique et environnemental important.

Par ailleurs, et en raison de sa situation géographique notre pays est sujet à des changements climatiques méditerranéens arides et semi-arides, affectant négativement les terres pastorales, ainsi que les terres agricoles (phénomène d'érosion, désertification, faible fertilité)

1.1. Les problèmes :

Les problèmes les plus importants qui ont empêché la réalisation des objectifs sont les suivantes :

- Le problème structurel du secteur, en particulier au niveau régional, représenté par un déséquilibre entre les tâches, les pouvoirs et les possibilités de mise en œuvre signées
- La complexité des problèmes fonciers, l'absence de délimitations des propriétés forestières de l'Etat ainsi que les violations du domaine forestier de l'Etat au cours de la période récente et qui nécessite l'accélération de la délimitation du domaine forestier de l'Etat et la prise de mesures nécessaires pour l'application des décisions de justice relatives aux domaines annexés illégalement par les privés.
- Absence de résolutions concernant des terres boisées conformément aux dispositions des décrets de fixation des dunes de sable, qui sont devenues soumises au système forestier. En effet les plaintes des propriétaires fonciers sont en augmentation et les nombreux travaux de protection réalisés contre l'invasion du sable sont menacés à cause de la complexité de ces situations.
- Non adaptation de la législation des marchés publics avec les capacités matérielles et humaines des groupements de développement qui sont dans l'impossibilité de concourir pour les contrats de réalisation de travaux.
- Les critères adoptés par le Ministère des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières pour les concessions du domaine public forestier ne sont pas à la hauteur des attentes des concessions.
- Près de deux tiers des plans d'aménagement sont complètement dépassés.
- L'exploitation des produits forestiers est restée inférieure à la capacité de production, en raison d'un manque de fonds et de la faible supervision technique
- Difficulté à traiter avec les bénéficiaires peu convaincus de l'utilité d'améliorer les pâturages des terres collectives.
- Réduction des superficies des pâturages en raison de leur exploitation par le labourage pour les cultures des céréales, ou la plantation d'arbres fruitiers, en particulier pendant les années pluvieuses
- Des difficultés liées au climat, à la détérioration de la qualité des terres ainsi qu'au manque de ressources en eau et de pistes agricoles, qui sont une composante importante pour l'amélioration

des pâturages.

- Faiblesse des crédits alloués pour l'amélioration et l'exploitation des pâturages.
- L'absence quasi – totale de conseils régionaux de gestion pour faciliter l'intervention, notamment pour les terres collectives soumises au régime forestier, ainsi que les groupements régionaux de développement agricole et des comités régionaux chargés de délimiter les terres collectives classées dans le domaine forestier.
- Manque d'encouragement à la création, par le biais d'initiatives privées, de petits projets agricoles intégrés ou non-agricoles, tel que l'écotourisme pour atténuer la pression sur le milieu naturel, notamment sur les champs d'alpha.
- Manque de spécialistes dans le domaine de l'amélioration et de la préparation des pâturages dans les départements forestiers.
- Non publication des textes relatifs aux concessions du domaine forestier et l'insuffisance de certains textes non spécifiques en vigueur.
- Interruption du projet de révision du code d'investissement portant encouragements et incitations aux activités forestières.
- Certains articles du Code des Forêts et des lois en vigueur relatifs aux concessions du domaine forestier ne permettent pas l'implication des habitants des forêts dans la gestion des richesses forestières et des pâturages pour le développement du partenariat public / privé ainsi que le développement des investissements forestiers.
- Par ailleurs, les plaintes déposées par les propriétaires des terres arborisées soumises au statut des domaines forestiers conformément aux dispositions des arrêtés de fixation des dunes de sable sont devenues un obstacle à l'administration pour accomplir ses missions et menacent la survie de ces régions à l'état naturel. De ce fait il est impératif de trouver les solutions radicales pour ces forêts soit en les expropriant pour cause d'utilité publique, soit en rendant ces terres à leurs propriétaires pour leur exploitation conformément aux dispositions du Code des Forêts en vigueur. Dans ce cadre, il est à noter que des réunions de travail avec toutes les parties concernées pour statuer sur cette situation ont été organisées. A cet égard, il est mentionné que l'administration est en train d'achever les procédures pour rendre la forêt de *Henchir Hmada* à *Bechater* à ses propriétaires et le déclassant du régime de fixation des dunes de sable, et ce sur proposition du Commissariat Régional du Développement Agricole de Bizerte, et après engagement des propriétaires de préserver la nature forestière du titre foncier et de payer le reste de leur dette.
- Aggravation, après la révolution, du problème des terres privées boisées par l'Etat en raison du nombre de demandes de restitution de ces terres par leurs propriétaires qui a augmenté en particulier après la multiplication de leur valeur foncière en raison de leur proximité de la mer ou des régions urbaines dans la plupart des cas.
- Les objectifs fixés au niveau de la valorisation et de la préservation des terres agricoles sont encore loin d'être réalisables, notamment au niveau des travaux mécaniques et ceci revient à plusieurs raisons :

- Le développement remarquable du niveau du salaire journalier pour les ouvriers des chantiers ;
- Augmentations des coûts unitaires des travaux ;
- Implantation d'un grand nombre de chantiers dans les régions afin de résoudre le problème des familles démunies sans égard aux composantes de développement, à éviter dans le future, en s'appuyant sur les études de planification et en limitant les travaux aux régions prioritaires.

1.2. Les Axes stratégiques :

Les axes stratégiques les plus importants des forêts, des pâturages et d'aménagement des terres agricoles sont ceux-ci-après :

- ✓ Augmentation des taux de couverture forestière ;
- ✓ Préserver les forêts et les ressources naturelles et augmenter le pourcentage des superficies protégées par rapport à la superficie forestière totale ;
- ✓ Réduire l'érosion des sols et maintien de la fertilité ;
- ✓ Réduire la perte des eaux de ruissellement et leur mobilisation pour les utiliser dans les opérations de mise en valeur.

1.3- Les priorités :

La Direction Générale des Forêts a préparé un nouveau plan décennal pour le développement et la gestion durable des forêts et des pâturages 2015-2024 en se basant sur l'évaluation de la stratégie décennale 2001-2011 et sur les acquis et l'équilibre entre les réalisations et les moyens disponibles ainsi que sur les nouvelles orientations et attentes pour le secteur des forêts et des pâturages en Tunisie.

Par ailleurs, un plan opérationnel qui fixe le cadre d'emploi des capacités et la programmation de diverses activités a été préparé pour atteindre les objectifs suivants :

- ✓ Adéquation du cadre institutionnel et juridique du secteur et renforcement de ses capacités;
- ✓ Contribution optimale des forêts et des pâturages au développement économique et social;
- ✓ Protection des forêts, maintien de leur productivité et de leur diversité biologique et préservation des ressources naturelles ;
- ✓ Préservation des services environnementaux des ressources forestières et pastorales et leur développement;
- ✓ Stabilisation et promotion de la couverture forestière et pastorale.

Pour ce faire, la Direction Générale des Forêts a commencé la préparation de projets qui seront financés par le biais de divers mécanismes de financement, que ce soit à travers la coopération bilatérale internationale dans le domaine de la promotion du secteur forestier et pastoral, ou à travers les accords internationaux sur les changements climatiques, ou encore à travers la Banque Mondiale, l'Agence Allemande de Coopération Internationale, l'Agence Japonaise pour la Coopération Internationale JICA et d'autres organisations.

Les priorités de ces programmes sont comme suit :

-Continuer à travailler dans le cadre de la charte pour une Tunisie verte lancée par la Direction Générale des Forêts sous tutelle du Ministère de l'Agriculture, des ressources Hydrauliques et de la Pêche le 5 novembre 2014 à l'occasion de la fête nationale de l'arbre. Il s'agit d'une initiative qui vise à impliquer tous les acteurs(intervenants) de la société tunisienne, y compris les citoyens, les institutions publiques et privées, les structures professionnelles, les organisations nationales ainsi que les organisations de la société civile dans la préservation, le développement et la valorisation des écosystèmes forestiers et des pâturages à travers la mise en œuvre de projets qui comprennent les axes suivants :

✓ Reboisement et développement des pâturages, lutte contre la désertification, développement durable des forêts, création de parcs nationaux et de réserves naturelles, soutien des activités de loisirs et de l'écotourisme ;

✓ Exploitation efficiente des produits forestiers boisés et non boisés et leur valorisation afin d'intégrer les habitants des forêts dans le développement et créer des opportunités d'emploi qui amélioreront leur niveau de vie et valoriseront le patrimoine cognitif et culturel local.

Depuis le lancement de l'initiative, un certain nombre d'accords de partenariat ont été conclus pour mettre en œuvre des projets dans ce cadre. Parmi ces projets on cite :

✓ Projet d'aménagement d'un point d'eau potable dans la zone forestière de *Jabal-Al-Masid*, de la délégation de *Nefza* du gouvernorat de Béjà. Ce projet a été achevé et le point d'eau est en exploitation par les habitants de cette région forestière.

✓ Projet de plantation de 500000 arbres dans les écoles primaires en partenariat avec le Ministère de l'Education.

✓ Plantation d'un million d'arbres dans et autour d'un certain nombre d'institutions et espaces sportifs et de jeunesse et ce en partenariat avec le Comité National Olympique Tunisien.

✓ Projet « Tunisie Verte » pour la plantation d'un million d'arbres en Tunisie en partenariat avec l'Association pour le Développement «Madania». Dans ce cadre, 187 ha ont été plantés dans les gouvernorats de Sousse et Zaghuan jusqu'à présent.

Instaurer l'égalité du genre :

Conformément aux dispositions du premier axe de la stratégie nationale de développement forestier 2015-2024, portant sur le respect du principe de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, la Direction Générale des Forêts, en partenariat avec l'Agence Allemande de la Coopération Internationale, a préparé un plan d'action visant à institutionnaliser l'égalité des sexes au sein de l'institution forestière avec ces différentes structures. Dans ce cadre, des contrats ont été signés avec des experts en sociologie pour accompagner et cadrer les efforts de la Direction Générale des Forêts dans ce domaine.

Les étapes de préparation de ce plan sont résumées comme suit :

- ✓ Diagnostiquer l'état de gestion des ressources humaines au niveau central et régional,
- ✓ Préparer un plan de travail basé sur les points d'intervention les plus importants pour atteindre les objectifs souhaités. Ce plan comprend les points suivants:
 - Former et sensibiliser les cadres dans le genre social selon les exigences des postes de travail ;
 - Prendre des mesures immédiates pour instaurer l'égalité des sexes dans les tâches quotidiennes de l'administration;
 - Soutenir le partenariat entre les différentes institutions liées au secteur et préparer des programmes communs à cet effet ;
 - Exécution du programme de formation au profit des cadres de la Direction Générale des Forêts au niveau central et régional ;
 - Renforcer la communication ,domaine dans lequel la Direction Générale des Forêts a été pionnière au sein du Ministère en ayant mis en place depuis 2013, une cellule de communication ;
 - Elargir le partenariat entre la Direction Générale des Forêts et les organisations et les institutions actives dans le secteur forestier ;
 - Lancement d'un nouveau projet de développement en coopération avec la Banque Mondiale et différents partenaires tels que la Direction Générale de l'Aménagement et la Protection des Terres Agricoles afin d'éviter la dispersion des efforts et des domaines d'interventions pour garantir des résultats satisfaisants. (Huit(8) régions représentant les trois filières de liège, le pin d'Alep et l'alpha ont déjà été choisies).

Le projet vise à :

- ✓ Soutenir la gestion participative des ressources forestières et pastorales;
- ✓ Renforcer le partenariat entre l'Administration et la société civile;
- ✓ Soutenir les efforts d'adaptation aux changements climatiques et réduire leur impact;
- ✓ Valoriser les expériences acquises grâce aux projets et études précédents.

Le projet qui est entièrement compatible avec les orientations futures de la stratégie nationale de développement 2015-2024 a retenu l'attention de la Banque Mondiale ainsi que des décideurs publics en raison de sa conformité avec les projets de l'Etat dans le domaine de la rationalisation de l'exploitation des ressources naturelles et du soutien de l'emploi dans les régions marginalisées ;

✓ Recherche de fonds d'appui sous forme de dons ou de prêts bonifiés et facilités. L'accent a été mis sur 3 mécanismes de financement pouvant soutenir le projet de la Banque Mondiale, comme suit:

- Financement sous forme de dons par le biais du Fonds de l'Environnement Mondial (GEF 6) d'un montant de 6 millions de dollars au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (point de contact du FEM),
- Financement sous forme de prêt concessionnel par le biais du Fonds Mondial de l'Environnement évalué à 13 millions de dollars.
- Double financement sous forme de don et de prêt à taux réduit via le Fonds d'Investissement Climatique. La Direction Générale des Forêts a déposé « une manifestation d'intérêt » pour rejoindre le programme d'investissement forestier et ce le 6 mars 2015, en préparant un document avec le soutien des experts de la mission de la Banque Mondiale, présents en Tunisie, dans le cadre de la préparation du projet de gestion des forêts et des ressources pastorales.

Le programme d'investissement forestier représente une opportunité de financement fournie par le Fonds d'Investissement Climatique pour soutenir le développement forestier et l'appui à l'atteinte des objectifs du mécanisme de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation de forêts dans les pays en développement (+REDD). Il accorde des subventions et des prêts avec intérêts provenant des banques de développement multilatérales. Ces subventions et prêts visent à lutter contre les causes de la déforestation et la dégradation des forêts dans les régions à l'intérieur et à l'extérieur du secteur forestier, afin d'atteindre un triple objectif de réduction de la pauvreté, d'atténuation des effets du changement climatique et de stimulation de la capacité de résilience.

La Tunisie peut bénéficier d'un don important et d'un prêt à taux réduit pour le programme d'investissement forestier dans le cadre des projets financés par la Banque Mondiale, à condition

de préparer son plan d'investissement dans un court délai (1 année au plus).

✓ **Le plan d'investissement forestier tunisien** : Le programme de l'investissement forestier international pour le développement forestier représente une opportunité de financement, par le Fond d'Investissement Climatique, afin de développer les forêts et de réduire des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD+). Ce programme accorde des subventions et des prêts à taux réduits à travers des banques multilatérales de développement. Ces dons et prêts sont destinés à lutter contre les causes de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les régions, afin d'atteindre un triple objectif de réduction de la pauvreté, d'atténuation des effets du changement climatique et de stimulation des capacités d'adaptation et de résilience.

Dans le cadre de la recherche de financement pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement durable des forêts et pâturages 2015-2024 sous forme de subventions ou de prêts à taux réduits, la Direction Générale des Forêts a déposé le 6 mars 2015 une « manifestation d'intérêt » pour rejoindre le programme d'investissement forestier. En conséquence, le 25 mai 2015, les fonds d'investissement pour le climat ont informé la Direction Générale des Forêts que la Tunisie avait été choisie avec 9 pays pour recevoir un don de 250 000 dollars destinés à financer la formulation du plan d'investissement forestier.

Dans ce contexte, la Direction Générale des Forêts en coopération avec les banques de développement multilatéral a sélectionné un bureau d'études pour mener à bien la mission, et ce à partir de février 2016.

Le programme d'investissement forestier tunisien a été rédigé et présenté devant un sous-comité du programme d'investissement forestier à Washington le 7 décembre 2016, où il a été approuvé à l'unanimité, ce qui a ouvert la voie à son financement en juin 2017.

✓ Préparer un plan d'action pour la gestion durable des pâturages couvrant une superficie de 4,4 millions d'ha et qui contribuent à couvrir entre 10% et 25% des besoins alimentaires fourragers selon les années (production qui oscille entre 450 et 1200 millions d'unités fourragères par an). Ce pourcentage s'élève à plus de 40% dans les régions du sud de la Tunisie. Le reste des unités fourragères provient des restes de produits agricoles, de cultures, de forêts, de arbustes fourragers et des aliments nutritifs concentrés. Les pâturages naturels contribuent au développement de la production nationale de viande rouge et fournissent une source de revenus aux habitants. Selon l'étude économique des pâturages naturels et des forêts en Tunisie, la valeur des produits et services fournis est estimée à plus de 1 milliard de dinars par an, répartis comme suit :

- Entre 48% et 71% pour la conservation d'eau et du sol et la lutte contre la désertification,
- Entre 7% et 23% pour les ressources de fourrage,
- Entre 11% et 20% pour les services et autres produits.

Les interventions dans les terres agricoles, les tendances et reformes les plus importantes s'articulent autour des actions ci-après :

- ✓ Implication effective des exploitants agricoles à toutes les étapes de la mise en œuvre des projets de conservation de l'eau et des sols (conception, études, exécution);
- ✓ Organisation professionnelle et sociale des exploitants dans le cadre des groupements de développement pour contribuer à l'encadrement des exploitants dans la réalisation des travaux de conservation des eaux et des sols, la valorisation et l'exploitation, ainsi que l'entretien des installations ;
- ✓ Intensifier les opérations de valorisation dans les régions préparées en leur donnant la priorité dans les programmes de développement;
- ✓ Intensifier l'exploitation des eaux collectées dans les lacs et ce en continuant d'équiper tous les lacs prêts à l'exploitation agricole;
- ✓ Encourager la création d'entrepreneuriat privé pour suivre la mise en œuvre des programmes de conservation des eaux et des sols;
- ✓ Adopter une méthode de préparation globale et intégrée des estuaires afin de donner une plus grande faisabilité aux projets achevés et d'éviter les interventions dispersées
- ✓ Mise en œuvre de trois (3) programmes d'aménagement, de valorisation territoriale intégrée dans chaque gouvernorat et ce dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale de conservation des sols et des eaux

Les interventions de l'Office de Développement Sylvopastoral du Nord-Ouest:

La priorité de l'Office est l'amélioration des conditions économiques et sociales des habitants dans les régions montagneuses et forestières du nord-ouest, tout en assurant la conservation et la gestion durable des ressources naturelles et ce à travers :

- ✓ Le renforcement des capacités institutionnelles des structures de base de l'Office et de ses partenaires;
- ✓ La diversification et l'amélioration de la productivité agricole et des activités génératrices de revenus en dehors des exploitations agricoles;
- ✓ L'augmentation du pourcentage de la couverture forestière et assurer une gestion durable des

ressources naturelles;

- ✓ L'amélioration des infrastructures.

L'intervention de l'Office des Equipements pour la régularisation des terres agricoles:

A partir de 2014, la priorité de l'Office est axée sur le renforcement de son parc d'équipement afin de sauvegarder l'établissement et sa pérennité pour qu'il puisse contribuer au développement agricole et au programme national d'emploi. En effet, l'Office contribue à la réalisation d'une partie de la stratégie nationale pour la conservation des eaux et des sols et participe efficacement en cas de catastrophes naturelles (inondations, incendies, neige etc...) Par ailleurs, l'Office soutient plus de 130 familles.

1.4- Présentation des sous-programmes :

Le programme des forêts et aménagement des terres agricoles selon la nature de l'activité, a été divisés en 2 sous-programmes centraux et 24 sous-programmes régionaux répartis comme suit :

- ✓ Sous-programme central : 4.1 : forêts et pâturages
- ✓ Sous-programme central : 4.2 : aménagement et protection des terres agricoles
- ✓ 24 sous-programmes régionaux : forêts et aménagements des terres agricoles (CRDA)

Sous-programme central 4.1 : forêts et pâturages

Les forêts et les pâturages représentent une richesse naturelle d'intérêt majeur pour son rôle important dans le développement de l'économie du pays, à travers les produits boisés et non boisés manufacturiers, des opportunités d'emploi, d'importants revenus en devises qu'il procure en plus de son rôle dans la stabilisation de l'équilibre environnementale et biologique, la réduction des impacts du changement climatique, la résistance à la désertification et la préservation de la nature.

Le secteur forestier et pastoral fournit également de multiples services sociaux pour près de 800 mille à un million d'habitants tunisiens, soit environ 8% de la population du pays vivant dans les forêts ou autour de l'espace forestier en leur procurant des revenus.

Les forêts et les pâturages naturels couvrent près d'un tiers de la superficie totale du pays et s'étendent sur une superficie estimée à 5,7 millions d'ha, dont 1,3 million d'ha de forêts et 4,4 millions d'ha de pâturages naturels. Les principales composantes du sous-programme des forêts et pâturages sont comme suit:

- ✓ Appliquer les dispositions du Code des Forêts ;
- ✓ Préparer et mettre en œuvre des procédures liées à la préservation des plantes et des animaux sauvages et à la protection de la nature ;

- ✓ Assurer la bonne gestion des domaines forestiers de l'Etat ainsi que les domaines soumis au régime forestier objet de contrats de reboisement, de travaux de fixation de dunes de sable;
- ✓ Contribuer au développement de la chasse à des fins touristiques ;
- ✓ Création et aménagement de parcs nationaux et de réserves naturelles à des fins scientifiques, culturelles, touristiques et de loisirs ;
- ✓ Préparation des plans de développement forestier et leur mise en œuvre;
- ✓ Programmer l'exploitation des ressources forestières et assurer le suivi;
- ✓ Préparer des études spécifiques pour l'aménagement des pâturages situés sur les terres domaniales et les terres collectives et contribuer à leur mise en vigueur;
- ✓ Programmer des projets de réserves fourragères et améliorer les pâturages tout en assurant leur suivi;
- ✓ Préparation et suivi des plans d'aménagement des steppes d'alpha
- ✓ Conception et mise en œuvre de méthodes de lutte contre la désertification ;

Sous-programme central : 4.2 : Forêts et aménagement des terres agricoles :

Les principales composantes du sous-programme consistent à aménager et protéger les terres agricoles sont les suivantes :

- ✓ Préparation de plans et stratégies pour conserver les ressources naturelles tels que les sols, les eaux, les plantes et les terres agricoles ;
- ✓ Suivi de l'évolution des terres agricoles sous les différents régimes d'exploitation;
- ✓ Evaluation des ressources du sol et mener des recherches sur la science des sols;
- ✓ Protection des terres agricoles et contribution à la préparation des plans d'aménagement.

24 sous-programmes régionaux :

Forêts et aménagement des terres agricoles (Commissariats Régionaux de Développement Agricole)

2. Les objectifs spécifiques et indicateurs de performance du programme

2.1- Présentation des objectifs et indicateur de performance du programme

Sur la base de la nouvelle approche la déclinaison opérationnelle du cadre de performance du programme ; **2** objectifs stratégiques ; **6 indicateurs de performance** ont été identifiés :

Objectif stratégique 4.1 : développer les emplois et les services du secteur forestier et contribuer au développement économique et social ;

Objectif stratégique 4.2 : réduire les superficies menacées par l'érosion, conservation et gestion des ressources en sols.

Il a été introduit au cours de l'année 2019, un objectif adoptant une approche qui prend en considération l'égalité des chances entre femme et hommes et toutes les catégories sociales en vue de **Soutenir le rôle de la femme dans la gestion des filières forestière**

Tableau 5 :Evolution des indicateurs de performance des objectifs stratégiques

| objectifs | indicateur | unité | REALISATION | | | 2020 | PREVISION | | |
|---|---|-------|-------------|-------|---|-------|-----------|-------|-------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Objectif 4.1 : Développer les emplois et les services du secteur forestier et contribuer au développement économique et social | Indicateur 4.1.1 : proportion du couvert forestier par rapport à la superficie totale du pays 16 millions d'hectares (régional) | % | 8,35 | 8,39 | 8,42 | 8,47 | 8,47 | 8,50 | 8,53 |
| | Indicateur 4.1.2 : Pourcentage de forêts réaménagées (représentées par la proportion de forêts réaménagées et en exploitation) (régional) | % | 35.5 | 26 | 30.6 | 41 | 41 | 42 | 54 |
| | Indicateur 4.1.3 : Pourcentage d'utilisation des produits forestiers (pourcentage des ventes et de l'exploitation des produits forestiers par rapport aux capacités) (central) | % | 49 | 80 | 100 | 85 | 85 | 85 | 85 |
| | Indicateur 4.1.4 : surface incendiée pour chaque incendie (mesure la vitesse d'intervention pour réduire le taux de zones incendiées) (régional) | هك | 27.86 | 6.31 | 10.47 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Objectif 4.2 : Réduire les zones menacées d'érosion, de conservation et gestion des sols | Indicateur 4.2.1 : Pourcentage de terres qui ont été protégées et renforcées (sur le total des zones objet d'interventions contre l'érosion (2011-2001), estimées à 841 000 hectares) (régional) | % | 36.23 | 41,41 | 46,47 | 51,65 | 57,33 | 63,18 | 68,85 |
| | Indicateur 4.2.2 : Pourcentage de zones irriguées suivies et évaluées (régional) | % | 22.68 | 16.76 | 14,59 | 27.06 | - | - | - |
| Principe de l'égalité et de l'égalité des chances : soutenir le rôle des femmes dans la gestion des systèmes forestiers | Indicateur : pourcentage de représentation des femmes dans les conseils d'administration des groupements de développement actifs dans le secteur forestier | % | 43 | - | L'indicateur est nouveau et les données seront mises à jour. L'objectif est d'atteindre 50% en 2021 | | | | |

Objectifs stratégique 4.1 : développer les emplois et les services du secteur forestier et contribuer au développement économique et social :

Présentation de l'objectif : Cet objectif comprend principalement le développement des emplois et de services pour le secteur forestier et pastoral à travers la protection des forêts contre les destructions, les incendies, la surveillance de la chasse sauvage, la protection de la faune, la gestion des réserves naturelles, la valorisation des produits boisés et non boisés, l'encouragement du privé à investir dans le secteur forestier en adoptant des modèles d'aménagement participatif intégrant les forêts qui contribueront à leur tour au développement économique et social.

Référence de l'objectif : Stratégie du développement des forêts et pâturages 2015-2024

Justificatif de l'adoption de l'indicateur : Indicateurs directes et mesurables avec possibilité d'accès et d'analyse des données.

| Indicateurs de mesure de performance de l'objectif stratégique 4.1 : Développer les emplois et les services du secteur forestier et contribuer au développement économique et social stratégiques | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|---|-------|--------------|------|-----------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur 4.1.1 : proportion du couvert forestier par rapport à la superficie totale du pays 16 millions d'hectares (régional) | % | 8,3 5 | 8,39 | 8,4 2 | 8,47 | 8,47 | 8,50 | 8,53 |
| Indicateur 4.1.2 : Pourcentage de forêts aménagées (représentées par la proportion de forêts aménagées et en exploitation) (régional) | % | 35. 5 | 26 | 30. 6 | 41 | 41 | 42 | 54 |
| Indicateur 4.1.3 : Pourcentage d'utilisation des produits forestiers (pourcentage des ventes et de l'exploitation des produits forestiers par rapport aux capacités) (central) | % | 49 | 80 | 10 0 | 85 | 85 | 85 | 85 |
| Indicateur 4.1.4 : Superficies incendiées pour chaque incendie (mesure la vitesse d'intervention pour réduire le taux de zones brûlées) (régional) | Ha | 27. 86 | 6.31 | 10. 47 | 3 | 3 | 3 | 3 |

Objectifs stratégique 4.2 : Réduire les superficies menacées par l'érosion, conservation et gestion des ressources des sols

Présentation de l'objectif : L'objectif est de réduire les terres menacées d'érosion en protégeant et en consolidant les terres qui ont été aménagées, en conservant et en gérant les ressources du sol, en surveillant et en évaluant les régions irriguées.

Référence de l'objectif : Le plan national de conservation des eaux et des sols : le plan de développement 2016-2020 mis à jour suite à la présentation du plan du Ministère de l'agriculture à l'assemblée constituante puis son approbation, ce qui explique les changements au niveau des estimations.

Justificatif de l'adoption des indicateurs : Les indicateurs de mesure de performance déterminent les progrès dans la mise en œuvre de l'objectif stratégique

| Indicateurs de mesure de performance de l'objectif stratégique 4.2 : Réduction des superficies menacées d'érosion, gestion et conservation du sol | Unité | Réalizations | | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|-------|--------------|-------|-------|-------|-------|------------|-------|--|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2021 | | 2022 | 2023 | |
| | | | | | | | | | |
| Indicateur 4.2.1 : Pourcentage de terres qui ont été protégées et renforcées (sur le total des superficies qui ont fait l'objet d'interventions contre l'érosion 2001-2011 et estimés à 841 mille hectares (régional)) | % | 36,23 | 41,41 | 46,47 | 51,65 | 57,33 | 63,18 | 68,85 | |
| Indicateur 4.2.2 : Pourcentage des superficies irriguées suivies et évaluées (régional) | % | 22,68 | 16,76 | 14,59 | 27,06 | - | - | - | |

L'objectif de l'égalité des chances entre homme et femmes : renforcement du rôle de la femme dans la gestion de la filière forestière.

Présentation de l'objectif : cet objectif vise une participation effective des habitants des forêts dans l'exploitation des produits forestiers en contre partie de la fourniture de services afférents à la conservation des filières forestières.

Références de l'objectif : le programme national de la conservation des eaux et des sols : le plan de développement 2016-2020 tel modifié et adopté par l'Assemblée Constituante.

Justification de l'adoption de l'indicateur : un indicateur direct et mesurable avec disponibilité de données et possibilité de leur analyse

| Indicateurs de mesure de performance de l'objectif d'égalité des chances : Soutenir le rôle des femmes dans la gestion des filières forestières | Unité | Réalizations | | | 2019 | Prévisions | | |
|--|-------|--------------|------|------|---|------------|------|------|
| | | 2016 | 2017 | 2018 | | 2020 | 2021 | 2022 |
| Indicateur : pourcentage de représentation des femmes dans les conseils d'administration des groupements de développement actifs Dans le secteur forestier | % | | 43 | | L'indicateur est nouveau et les données seront mises à jour. L'objectif est d'atteindre 50% en 2021 | | | |

2.2. Présentation des activités programme de l'année 2021 :

Dans le cadre de la déclinaison opérationnelle du programme « forêts et aménagement des terres agricoles », 4 activités ont été identifiées et réparties comme suit :

- ✓ 1'activité à laquelle contribue le sous-programme central : Forêts et pâturage et 24 sous-programmes régionaux : forêts et aménagement des terres agricoles au niveau des commissariats régionaux de développement agricole.
- ✓ 1'activité à laquelle contribue le sous-programme central : aménagement et protection des terres agricoles et 24 sous-programmes régionaux: forêts et aménagement des terres agricoles au niveau des commissariats régionaux de développement agricole.
- ✓ 1'activité réservée à l'opérateur public: l'Office de Développement Sylvopastoral du Nord-Ouest.
- ✓ 1'activité pour l'opérateur public : Agence Foncière Agricole

| Code | Activité |
|------|---|
| 1 | Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique (sous-programme central + sous-programmes régionaux) |
| 2 | Conserver l'eau et le sol (Sous-programme central + sous-programmes régionaux) |
| 3 | Transférer des crédits l'Office de Développement Sylvopastoral du Nord-Ouest (acteur public) au titre de "Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et de la biodiversité" |
| 4 | Transférer des crédits au profit de l'Agence Foncière Agricole (opérateur public) au titre de l'aménagement des terres agricoles. |

| Les objectifs stratégiques | Indicateurs de performance | Unité | Prévisions 2021 | Interventions | Activités | Prévisions 2021 |
|---|--|-------|-----------------|---|---|-----------------|
| Objectif 4.1 : Développer les emplois et les services du secteur forestier et contribuer au développement économique et social | Indicateur 41.1.1. : Ratio de couvert forestier par rapport à la superficie totale du pays 16 millions d'hectares (régional) | % | 8.47 | Préparer des programmes de boisement dans les zones forestières, en particulier pour les forêts qui ont subi des dommages et des destructions | -Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et de la diversité biologique ; *Plantation réalisées par l'administration *Implantation réalisées par les entreprises *Fixation à travers les plantations, les brises vents, *Plantation des bas-côtés des routes, *Allègement et entretien des plantations, *Collecte de semences, *Aménagement des pépinières etc... | 214072 |
| | Indicateur 4.1.2.1 : Pourcentage de forêts aménagées (représentées par la proportion de forêts aménagés et en exploitation)(régional) | % | 41 | | -Préparation d'études d'aménagement participatives et intégrées de développement forestier -Augmentation du taux d'exploitation du produit forestier de 70% en 2012 à 85% comme taux optimal -Protéger les forêts contre les incendies en tenant compte des exigences d'intervention pour lutter contre les incendies de forêt (acquisition d'équipement, entretien, mise à disposition des Besoins logistiques) pour lutter contre les incendies. -Ouverture de pistes coupe-feu, et leur maintenance, lutte contre les incendies, création des miradors de surveillance et maintenance des tours d'observation | |
| | Indicateur 4.1.2.2 : Pourcentage d'utilisation des Produits forestiers(% des ventes et de l'exploitation des produits forestiers par rapport aux capacités)(central) | % | 85 | | | |
| | Indicateur 4.1.3.1 : Superficie incendiée pour chaque incendie (mesure la vitesse d'intervention pour réduire le taux de superficie incendiée) (régional) | ha | 3 | | -Transférer des crédits au profit de l'Office de Développement Sylvo- pastoral du Nord-Ouest (acteur public) au titre de "Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et de la biodiversité | |
| Objectif 4.2 : Réduire les zones menacées d'érosion, de conservation et d'élimination des ressources en sols | Indicateur 4.2.6.2 : Pourcentage de zones irriguées suivies et évaluées (régional) | % | 27.06 | | | 11450 |
| | Indicateur 4.2.4.2 : Pourcentage de terres protégées et renforcées (du total des superficies objets d'interventions contre l'érosion | % | 57.33 | | -Conserver l'eau et le sol -Intensifier les opérations de revalorisation dans les zones préparées en leur donnant la priorité dans les programmes de développement -Intensification des analyses | 116362 |

| | | | | | | |
|--|--|---|------|--|---|-------------|
| | 2001-2011 estimés 841 mille hectares (régional) | | | | -Suivi et évaluation des périmètres irrigués (mise en place d'un réseau biométrique pour le suivi des nappes phréatiques et de la salinité des sols) -Réalisation de deux campagnes en hiver et au printemps. Évaluation de l'état du réseau d'assainissement -Trouver les solutions techniques pour lutter contre la salinité du sol -Transférer des crédits au profit de l'Agence Foncière Agricole (acteur public) au titre de l'aménagement des terres agricoles | |
| | Indicateur 4.2.6.2 : Pourcentage des zones irriguées déjà contrôlées et évaluées (régional) | % | 27.6 | | | 6742 |

3. Dépenses programme foret et l'aménagement des terres agricoles:

3.1. Budget programme de l'année 2021 :

Les dépenses pour le programme foret et l'aménagement des terres agricoles pour l'année 2021 sont de **348626** mille dinars contre **329688** mille dinars dans la loi de finances de 2020, enregistrant ainsi un taux d'évolution de 5.7%. Ces dépenses sont distribuées comme suit :

TABLEAU 7 : Budget-programme : Développement des forêts et des terres agricoles pour l'année 2021, Selon la nature de la dépense et les sources de financement (crédits de paiement)

| | Sources de financement | Réalisation 2019 | LF 2020 | Prévisions 2021 | Ecart | Taux % |
|----------------------------|--|------------------|----------------|-----------------|---------------|---------------|
| Dépenses de rémunérations | Sur les ressources du budget de l'Etat | 178 010 | 202 354 | 213 545 | 11 192 | 5,5% |
| | Ressources d'État | 178 010 | 202 354 | 213 545 | 11 192 | 5,5% |
| | Sur les fonds propres des entreprises | 4 464 | 5 415 | 5 375 | -40 | -0,7% |
| | Total de la section | 182 474 | 207 769 | 218 920 | 11 152 | 5,4% |
| | Sur les ressources du budget de l'Etat | 499 | 911 | 950 | 39 | 4,3% |
| Dépenses de fonctionnement | Ressources d'État | 499 | 911 | 950 | 39 | 4,3% |
| | Sur les fonds propres des entreprises | 2 851 | 4 345 | 4 447 | 102 | 2,3% |
| | Total de la section | 3 350 | 5 256 | 5 397 | 141 | 2,7% |
| Dépenses d'interventions | Sur les ressources du budget de l'Etat | 3 830 | 3 912 | 2 990 | -922 | -23,6% |
| | Ressources d'État | 3 830 | 3 912 | 2 990 | -922 | -23,6% |
| | Sur les fonds propres des entreprises | 65 | 156 | 191 | 35 | 22,4% |
| | Total de la section | 3 895 | 4 068 | 3 181 | -887 | -21,8% |
| Dépenses d'investissement | Sur les ressources du budget de l'Etat | 119 308 | 114 959 | 121 421 | 6 462 | 5,6% |
| | Sur les emprunts étrangers affectés | 1 500 | 7 552 | 9 720 | 2 168 | 28,7% |
| | Ressources d'État | 120 808 | 122 511 | 131 141 | 8 630 | 7,0% |
| | Total section | 120 808 | 122 511 | 131 141 | 8 630 | 7,0% |

| | | | | | | |
|------------------------------------|--|---------|---------|---------|--------|-------|
| Total des dépenses du programme 04 | Sur les ressources du budget de l'Etat | 301 647 | 322 136 | 338 906 | 16 771 | 5,2% |
| | Sur les emprunts étrangers affectés | 1 500 | 7 552 | 9 720 | 2 168 | 28,7% |
| | Ressources d'État | 303 147 | 329 688 | 348 626 | 18 939 | 5,7% |
| | Sur les fonds propres des entreprises | 7 380 | 9 916 | 10 013 | 97 | 1,0% |
| | Total des dépenses du programme 04 | 310 527 | 339 604 | 358 639 | 19 036 | 5,6% |

GRAPHIQUE 2 : REPARTITION DU BUDGET 2021 DU PROGRAMME 4

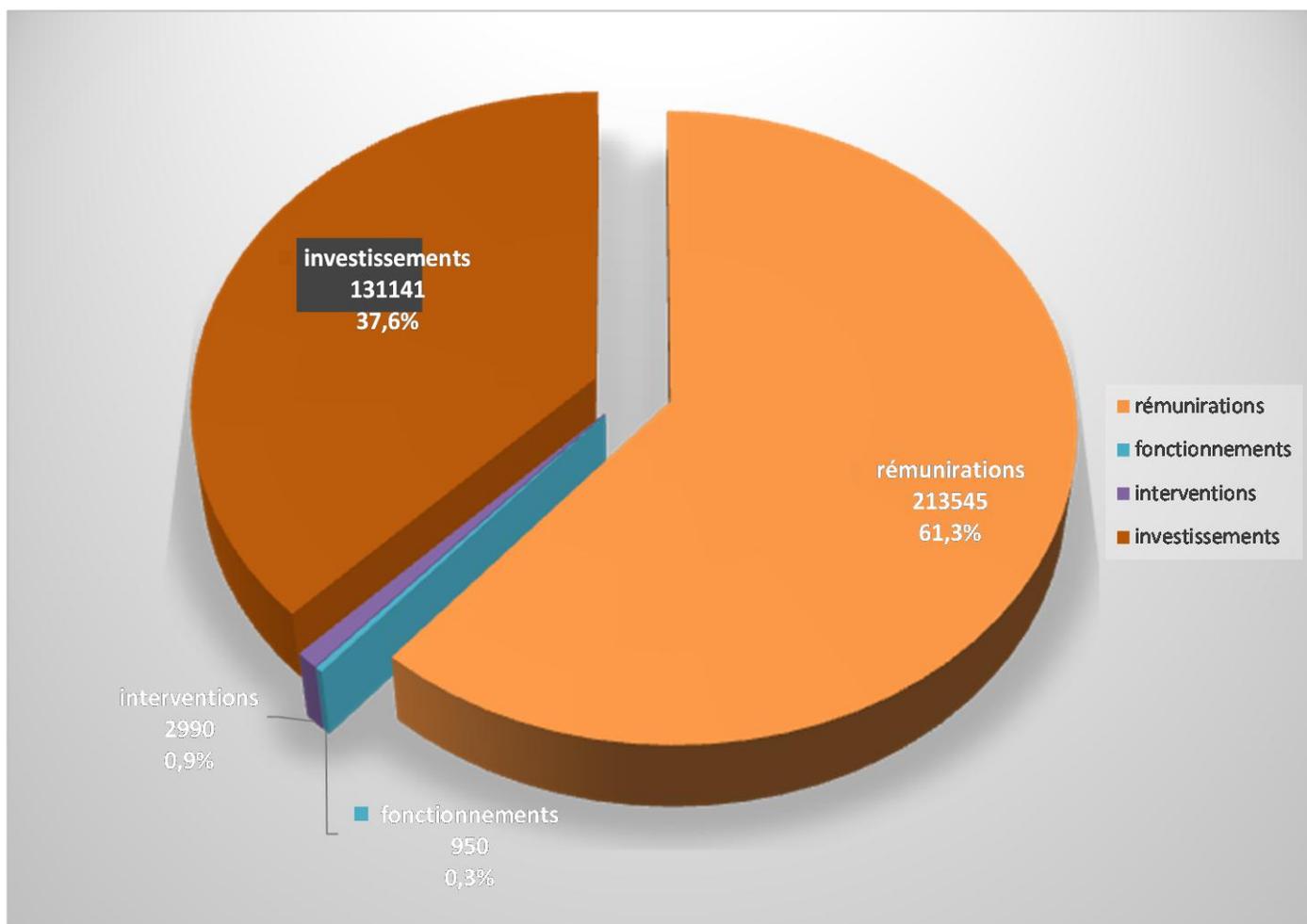


Tableau 8 : Répartition du projet de budget du programme forêts et aménagement des terres agricoles pour l'année 2021 selon la destination de la dépense par sous-programmes et activités

Unité 1000 dinars

| Programmes | Activités | réalisations | L.F | Prévision | Evolution | |
|---|--|--------------|-------------------|--------------|-------------------|---------------|
| | | 2019 | 2020 | 2021 | 2020-2021 | |
| | | | 1 | 2 | montant | Taux% |
| | | | | | (1)-(2) | (1)/(1)-(2) |
| SOUS PROGRAMMES CENTRAUX | ACTIVITE NIVEAU CENTRAL | | | | | |
| Sous-programme central 4.1 forêt et pastoral | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 69319,505 | 16 075 | -53244,505 | -76,8% |
| Sous-programme central 4.2 aménagement et protection des terres agricoles | 2 Conserver l'eau et le sol | | 62704,802 | 20 934 | -41770,802 | -66,6% |
| Total dessous programmes centraux et les activités | | | 132024,307 | 37009 | -95015,307 | -72,0% |
| Sous programmes régionaux | Activités régionales | | | | | |
| Sous-programme régionale : Tunis | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | | 482 | 482 | |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | | 80 | 80 | |
| Sous-programme régionale : Ariana | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 1474,307 | 1 766 | 291,693 | 19,8% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 358,645 | 785 | 426,355 | 118,9% |
| Sous-programme régionale : Ben Arous | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 5406,569 | 6 101 | 694,431 | 12,8% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 2275,27 | 3 871 | 1595,73 | 70,1% |
| Sous-programme régionale : Manouba | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 2748,147 | 3 959 | 1210,853 | 44,1% |

| | | | | | | |
|-------------------------------------|--|--|-----------|--------|----------|--------|
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 2192,863 | 2 927 | 734,137 | 33,5% |
| Sous-programme régionale :Nabeul | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 5509,784 | 7 349 | 1839,216 | 33,4% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 1569,69 | 3 138 | 1568,31 | 99,9% |
| Sous-programme régionale :Zaghouane | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 3838,886 | 5 392 | 1553,114 | 40,5% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 1338,966 | 3 248 | 1909,034 | 142,6% |
| Sous-programme régionale :Bizerte | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 10974,939 | 16 013 | 5038,061 | 45,9% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 3600,494 | 5 155 | 1554,506 | 43,2% |
| Sous-programme régionale :Beja | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 7154,337 | 14 159 | 7004,663 | 97,9% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 919,637 | 4 018 | 3098,363 | 336,9% |
| Sous-programme régionale : Jandouba | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 14280,632 | 21 172 | 6891,368 | 48,3% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 1774,818 | 3 410 | 1635,182 | 92,1% |
| Sous-programme régionale :Kef | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 7519,996 | 15 162 | 7642,004 | 101,6% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 3335,554 | 8 305 | 4969,446 | 149,0% |
| Sous-programme régionale :Seliana | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 7784,254 | 11 798 | 4013,746 | 51,6% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 2884,155 | 5 485 | 2600,845 | 90,2% |
| Sous-programme régionale :Kerouane | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 8816,057 | 11 520 | 2703,943 | 30,7% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 2534,391 | 5 574 | 3039,609 | 119,9% |
| Sous-programme régionale :Kasrine | 1 Développement et conservation des ressources | | 14228,008 | 17 417 | 3188,992 | 22,4% |

| | | | | | | |
|--|---|--|-----------|--------|----------|--------|
| | forestières et pastorales et diversité biologique | | | | | |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 1377,324 | 3 742 | 2364,676 | 171,7% |
| Sous-programme régionale :Sidi Bouzid | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 4701,824 | 6 556 | 1854,176 | 39,4% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 973,186 | 2 819 | 1845,814 | 189,7% |
| Sous-programme régionale :Sousse | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 2964,336 | 4 112 | 1147,664 | 38,7% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 998,697 | 2 498 | 1499,303 | 150,1% |
| Sous-programme régionale :Mounastir | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 1790,064 | 2 207 | 416,936 | 23,3% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 726,404 | 1 873 | 1146,596 | 157,8% |
| Sous-programme régionale : Mehdi | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 2081,653 | 2 846 | 764,347 | 36,7% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 992,892 | 2 206 | 1213,108 | 122,2% |
| Sous-programme régionale :Sfax | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 2053,194 | 2 981 | 927,806 | 45,2% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 822,629 | 1 637 | 814,371 | 99,0% |
| Sous-programme régionale :Gafsa | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 12175,078 | 16 916 | 4740,922 | 38,9% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 2702,715 | 7 502 | 4799,285 | 177,6% |
| Sous-programme régionale :Touzeur | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 2488,919 | 4 049 | 1560,081 | 62,7% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 2882,824 | 4 494 | 1611,176 | 55,9% |
| Sous-programme régionale :gbeli | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 4222,092 | 7 393 | 3170,908 | 75,1% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 1321,877 | 2 615 | 1293,123 | 97,8% |

| | | | | | | |
|---|--|--|-------------------|----------------|------------------|--------------|
| Sous-programme régionale :Gabes | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 6538,66 | 9 748 | 3209,34 | 49,1% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 3692,141 | 10 285 | 6592,859 | 178,6% |
| Sous-programme régionale :Medenine | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 602,324 | 2 029 | 1426,676 | 236,9% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 328,757 | 2 808 | 2479,243 | 754,1% |
| Sous-programme régionale :Tataouine | 1 Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et diversité biologique | | 5842,52 | 6 870 | 1027,48 | 17,6% |
| | 2 Conserver l'eau et le sol | | 4245,184 | 6 953 | 2707,816 | 63,8% |
| Total des sous programmes et les activités | | | 179045,693 | 293425 | 114379,31 | 63,9% |
| Opérateurs publics et les activités | | | | | | |
| Opérateur Public | 3.Transférer des crédits à l'Office de Développement Sylvo-Pastoral du Nord-Ouest au titre du "Développement et conservation des ressources forestières et pastorales et de la biodiversité" | | 12058 | 11 450 | -608 | -5,0% |
| | 4.Transférer des crédits au profit de l'Agence Foncière Agricole au titre de l'aménagement des terres agricoles. | | 6560 | 6 742 | 182 | 2,8% |
| Total | | | 329688 | 348 626 | 18938 | 5,7% |

Cadre des dépenses à moyen terme 2021-2023 du programme forêts et aménagement des terres agricoles :

Tableau 9 : Cadre des dépenses à moyen terme (2021-2023) pour le programme Forêts et aménagement des terres agricoles selon la nature de la dépense et les sources de financement

| | Sources de financement | Réalisations 2018 | Réalisations 2019 | LF 2020 | Prévisions | | |
|------------------------------|---|-------------------|-------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | | | | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Dépenses de rémunérations | Sur les ressources du budget de l'Etat | 156 251 | 178010 | 202 354 | 213545 | 224 222 | 230461 |
| | Ressources d'Etat | 156 251 | 178010 | 202 354 | 213545 | 224 222 | 230 461 |
| | Sur les fonds propres des entreprises | 4 499 | 4464 | 5 415 | 5375 | 5 644 | 5801 |
| | Total de la section | 160 750 | 182474 | 207 769 | 218 920 | 229 866 | 236 261 |
| Dépenses Moyens des services | Sur les ressources du budget de l'Etat | 716 | 499 | 911 | 950 | 998 | 1025 |
| | Ressources d'Etat | 716 | 499 | 911 | 950 | 998 | 1025 |
| | Sur les fonds propres des entreprises | 2 676 | 2851 | 4 345 | 4447 | 4 669 | 4799 |
| | Total de la section | 3 392 | 3350 | 5 256 | 5 397 | 5 667 | 5 825 |
| Dépenses d'interventions | Sur les ressources du budget de l'Etat | 3 876 | 3830 | 3 912 | 2990 | 3 140 | 3227 |
| | Sur des ressources étrangères affectées | | | | | 0 | 0 |
| | Ressources d'Etat | 3 876 | 3830 | 3 912 | 2990 | 3 140 | 3 227 |
| | Sur les fonds propres des Entreprises | 65 | 65 | 156 | 191 | 201 | 206 |
| | Total de la section | 3 941 | 3895 | 4 068 | 3 181 | 3 340 | 3 433 |
| Dépenses d'investissement | Sur les ressources du budget de l'Etat | 112 192 | 119308 | 114 959 | 121421 | 127 492 | 131039 |

| | | | | | | | |
|---|--|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Sur les ressources étrangères affectées | 4 492 | 1500 | 7 552 | 9720 | 10 206 | 10490 |
| | Ressources d'État | 116 684 | 120808 | 122 511 | 131 141 | 137 698 | 141 529 |
| | Total section | 116 684 | 120808 | 122 511 | 131 141 | 137 698 | 141 529 |
| Total des dépenses du programme 04 | Sur les ressources du budget de l'État | 273 035 | 301647 | 322 136 | 338 906 | 355 851 | 365 752 |
| | Sur les ressources étrangères affectées | 4 492 | 1500 | 7 552 | 9 720 | 10 206 | 10 490 |
| | Ressources d'État | 277 527 | 303147 | 329 688 | 348626 | 366 057 | 376 242 |
| | Sur les fonds propres des entreprises | 7 240 | 7380 | 9 916 | 10 013 | 10 514 | 10 806 |
| | Total des dépenses du programme 04 | 284 767 | 310527 | 339 604 | 358 639 | 376 571 | 387 048 |

Programme 05 : Enseignement supérieur, recherche, formation et vulgarisation agricole



BUDGET :

Engagement de paiement (mille dinars)

212743

(12% du budget du Ministère)

Dépenses de rémunération

: 181153

Dépenses Moyens des services :

11635

Dépenses d'interventions :

8495

Président du programme:
Mahmoud Ilyes Hamza

Président de l'établissement pour la recherche agricole et l'enseignement supérieur

A partir de l'année 2017

Objectifs stratégiques

Objectif 5.1 : Améliorer la qualité de la formation, de la recherche, de l'innovation et du transfert technologique pour le développement du secteur de l'agriculture et de la pêche (central)

Objectif 5.2 : Développer les qualifications des agriculteurs et des travailleurs du secteur de l'agriculture et de la pêche

Indicateurs de mesure de performance

Indicateur 5.1.1 : Encadrement des étudiants de l'enseignement supérieur agricole (central)

Indicateur 5.1.2 : Proportion d'enseignants-chercheurs ayant au moins une recherche publiée dans une revue au cours de la dernière année (central)

Indicateur 5.2.1 : Niveau qualitatif de supervision et de formation : le nombre de composants A1 et A2, le nombre total de composants (central)

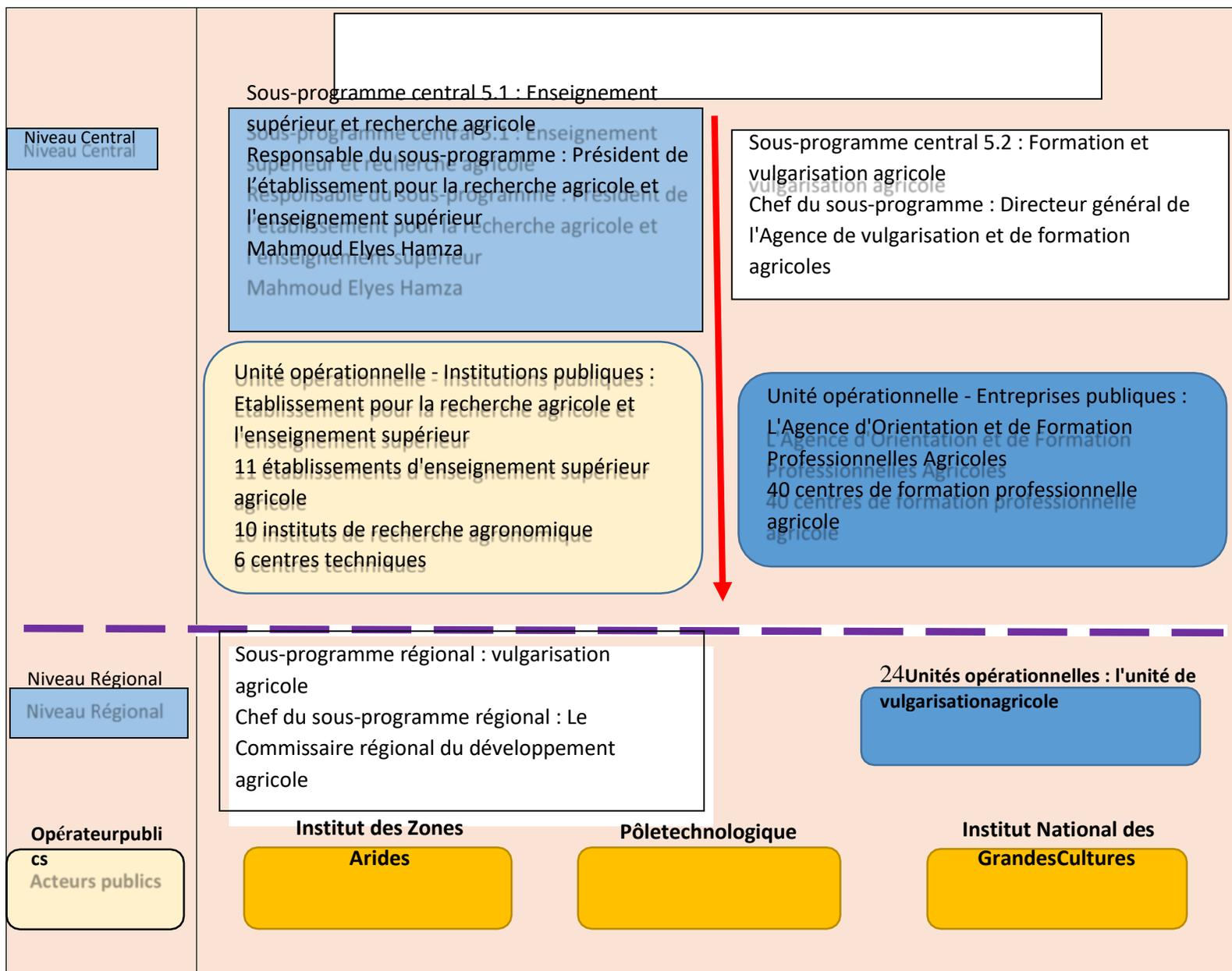
Indicateur 5.2.2 : Le taux d'adoption des techniques de production (régional)

1-PRÉSENTATION DU PROGRAMME DE SA STRATÉGIE

Les structures intervenant au programme n ° 5 : Enseignement supérieur, recherche scientifique, formation et orientation agricole



Programme n ° 5 : Enseignement supérieur, recherche scientifique, formation et vulgarisation agricole



Le cinquième programme : Enseignement supérieur, recherche, formation et vulgarisation agricole se concentre sur le développement des connaissances et des innovations pour soutenir la mission de l'agriculture, des ressources Hydrauliques et de la pêche en relevant les défis du développement du secteur agricole, qui sont principalement représentés dans :

1. Assurer la sécurité alimentaire dans un environnement international mondialisé et instable
2. Contribution à la croissance (amélioration de la production, de la productivité, de la valeur ajoutée et des investissements)
3. Gestion durable des ressources naturelles et adaptation aux changements climatiques
4. Développement de chaînes de valeur pour les produits agricoles
5. Organisation de la profession et soutien au développement régional et à la justice sociale

1-1- Réformes et orientations stratégiques :

1. Améliorer la gouvernance
2. Amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur agricole (ingénierie de la formation)
3. Soutenir la Recherche d'impact pour répondre aux préoccupations des agriculteurs et des pêcheurs
4. Investissement dans la régénération agricole et le transfert de la technologie

1-2 - Axes stratégiques :

1. Promouvoir l'enseignement supérieur et la recherche agricole dans le cadre de la politique générale de l'Etat dans ce domaine
2. Préparation, suivi et évaluation des programmes de vulgarisation agricole et de formation professionnelle

1-3-Priorités :

1. Les priorités du cinquième programme « Enseignement supérieur, recherche, formation et vulgarisation agricole sont les suivantes :
2. Soutenir la qualité de la formation pour un meilleur emploi des diplômés.
3. Un système de recherche et d'innovation dans le secteur agricole qui produit de la valeur ajoutée et soutient un réseau Agrinet et de médias scientifiques.
4. Amélioration de la qualité de la formation professionnelle dans l'agriculture et la pêche.
5. Développer les qualifications des producteurs.

1-4 Présentation des Sous Programmes

Le programme d'enseignement supérieur, de recherche, de formation et de vulgarisation agricole a été divisé selon la nature de l'activité en :

Deux sous-programmes centraux:

- Sous-programme central 1.5: Enseignement supérieur et recherche agricole.
- Le sous-programme central 2.5: Formation professionnelle et vulgarisation agricole
- 24 sous-programmes régionaux: vulgarisation agricole

Activité 1: Enseignement supérieur agricole:

L'Institut de recherche et de l'enseignement supérieur agricole travaille dans le domaine de l'enseignement supérieur agricole pour soutenir la qualité globale des écoles et instituts d'enseignement supérieur agricole qui sont revus en considération en améliorant le pourcentage d'encadrement des étudiants par des professeurs permanents des universités et en augmentant le nombre d'heures assurées par les professeurs d'université permanents par rapport aux heures assurées par les enseignants occasionnels.

Activité 2 : Recherche scientifique agricole

Dans le cadre de la définition des priorités de la recherche agricole à l'horizon 2030, l'Institution de Recherche Agricole et d'Enseignement Supérieur a commencé en 2018 à mener des concertations avec tous les intervenants de la profession, du développement et de la recherche.

Et sur la base des enjeux du secteur agricole qui ont été présentés par le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, et sur les résultats des 08 ateliers régionaux organisés par l'Institut de Recherche Agricole et d'Enseignement Supérieur et auxquels ont participé un certain nombre d'agriculteurs avec les spécificités de l'entité à laquelle ils appartiennent, et des représentants des services techniques Régionalisme Sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de la Pêche et des représentants des structures et organisations professionnelles des régions, il a été atteint de définir 6 programmes de recherche prioritaires, qui sont les suivants:

1. Systèmes de production durables dans un contexte marqué par la dégradation des ressources naturelles et les changements climatiques
2. L'exploitation et la gestion durables des systèmes de production aquacole et des pêcheries
3. Exploitation et évaluation des ressources naturelles à la lumière des changements climatiques
4. Gestion durable des ressources forestières et pastorales
5. Politiques agricoles et promotion de l'environnement rural
6. Chaînes de valeur des produits agricoles

2-Objectifs et indicateurs de mesure de la performance du programme

2.1. Présentation des objectifs et des indicateurs de mesure de performance du programme

Dans le cadre d'une meilleure adaptation de la formation et de l'enseignement supérieur agricoles aux exigences du marché du travail, de la promotion de la recherche et développement agricoles et de l'évaluation des résultats, du renforcement du rôle de la vulgarisation agricole dans le développement des qualifications des producteurs et de leur capacité à innover, le programme N°5 "Enseignement supérieur, recherche, formation et vulgarisation agricole" est composé de deux sous-programmes au niveau central et 05 activités, 2 objectifs stratégiques et quatre indicateurs de performance ont été identifiés ;

Tableau N°5 : Chronogramme des indicateurs de mesurer performance des objectifs stratégiques

| Objectifs stratégiques | Indicateur de mesure de la Performance | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|---|--|--|--------------|-------|-------|------|------------|------|------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Objectif 5.1 : Amélioration de la qualité de la formation, de la recherche, de l'innovation et du transfert technologique pour le développement du secteur de l'agriculture et de la pêche | Indicateur 5.1.1 : Encadrement des étudiants de l'enseignement supérieur agricole (central) | Enseignant pour chaque nombre d'étudiants | 1/11.35 | 1/10 | 1/9,2 | 1/10 | 1 / 10 | 1/10 | 1/10 |
| | Indicateur 5.1.2 : Proportion d'enseignants-chercheurs ayant au moins une recherche publiée dans une revue au cours de la dernière année(central) | % | - | 50 | 53 | 55 | 58 | 53 | 55 |
| Objectif 5.2 : Développer les qualifications des agriculteurs et des travailleurs du secteur de l'agriculture et de la pêche | Indicateur 5.2.2 : Le taux d'adoption des techniques de production (régional) | % | 67,8 | 49 ,8 | 54,8 | 59,6 | 57,8 | 58,9 | 59,6 |

Objectif stratégique 5.1: Améliorer la qualité de la formation, de la recherche, de l'innovation et du transfert technologique pour le développement du secteur de l'agriculture et de la pêche :

Présentation de l'objectif: soutenir la qualité de l'enseignement supérieur, développer le nombre de diplômés dans des spécialités prometteuses et mettre en place un système de recherche et d'innovation dans le secteur agricole, générateur de valeurs ajoutées.

Référence de l'objectif: le plan du développement et les orientations stratégiques de la recherche scientifique agricole à l'horizon 2030.

Les justifications de l'adoption des indicateurs: les indicateurs ont été adoptés pour soutenir la qualité de l'éducation et de la formation sur le terrain, assurer le suivi des publications des enseignants chercheurs appartenant aux établissements d'enseignement supérieur et de la recherche agronomique, et créer une dynamique parmi les chercheurs aux niveaux national, régional et international.

| Objectifs stratégiques | Indicateur | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|--|---|--------------|------|-------|------|------------|------|------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Objectif 5.1 : Amélioration de la qualité de la formation, de la recherche, de l'innovation et du transfert technologique pour le développement du secteur de l'agriculture et de la pêche | Indicateur 5.1.1 : Encadrement des étudiants de l'enseignement supérieur agricole (centra) | Enseignant pour chaque nombre d'étudiants | 1/11.35 | 1/10 | 1/2.9 | 1/10 | 1/10 | 1/10 | 1/10 |
| | Indicateur 2.1.5 : Proportion d'enseignants-chercheurs ayant au moins une recherche publiée dans une revue au cours de la dernière année (central) | % | - | 50 | 53 | 55 | 58 | 53 | 55 |

Objectif stratégique 5.2 : Développer les qualifications des agriculteurs et des travailleurs du secteur de l'agriculture et de la pêche :

Présentation de l'objectif : développer les qualifications des producteurs et améliorer leurs capacités d'innovation

Cet objectif contribue au développement des qualifications des producteurs et à l'amélioration des performances du système de vulgarisation agricole à travers les actions ci après :

- Garantir l'encadrement des exploitations agricoles et des unités de pêche dans le cadre d'un système national, qui comprend des structures et des institutions administratives, professionnelles et privées, tout en

assurant la coordination entre elles.

– Progression d’un encadrement d’ordre général vers un encadrement ciblé selon des packs techniques se concentrant sur l’exploitation et les unités de pêche susceptibles d’évolution et en donnant la priorité aux secteurs stratégiques.

– Élargir les domaines d’intervention pour inclure les éléments de gestion, de qualité, de traçabilité, de coût, de conservation des ressources naturelles et d’organisation des producteurs.

– S’appuyer sur des méthodes et des approches d’encadrement diverses et efficaces telles que les écoles pratiques, l’animation rurale et les parcelles témoins.

| Objectifs stratégiques | Indicateur de mesure de la performance | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|---|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Objectif 5.2 : Développer les qualifications des agriculteurs et des travailleurs du secteur de l’agriculture et de la pêche | Indicateur 5.2.1 : Niveau qualitatif de Supervision et de formation : le nombre de formateurs de la catégorie A1, A2 / nombre total des formateurs central) | % | 74 | 76 | 76 | 85 | 87 | 88 | 90 |
| | Indicateur 5.2.2 : Le Taux d’adoption Des techniques de production (régional) | % | 67,8 | 49,8 | 54,8 | 57,6 | 57,8 | 58,9 | 59,6 |

– Dynamisation du rôle des structures professionnelles et des privés dans le système de conseil et encadrement.

– Mise en place d’un système d’information scientifique, technique et économique (local).

Référence de l’objectif : Le plan de développement économique et social et le plan glissant

Les Justifications de l’adoption des indicateurs: Les indicateurs ont été adoptés pour :

– Intensifier la sensibilisation des agriculteurs et améliorer la qualité des services;

– Motiver les agriculteurs à participer aux activités de vulgarisation;

– Motiver les agriculteurs à appliquer des pratiques saines de production.

2.2. Présentation des activités du programme pour l’année 2021

Dans le cadre de la déclinaison opérationnelle du programme de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la formation et de vulgarisation agricole, 7 activités ont été identifiées :

- (3) activités auxquelles contribue le sous-programme central 5.1 : l'enseignement supérieur et la recherche agricole.
- (1) Activité à laquelle participe le sous-programme central 5.2 : la formation et la vulgarisation agricole.
- (1) Activité à laquelle participe le sous-programme central 5.2 : la formation et la vulgarisation agricole et les sous-programmes régionaux (24) : la vulgarisation agricole.
- (1) activité pour opérateur public : Institut des Zones Arides, au titre de recherche agronomique
- (1) activité pour opérateur public : le Pôle Technologique du Sud, intitulée recherche agronomique.

| Code | Activité |
|----------|--|
| 1 | Enseignement supérieur agricole (sous-programme central 5.1) |
| 2 | Recherche scientifique agricole (sous-programme central 5.1) |
| 3 | Valorisation des résultats de la recherche agricole (sous-programme central 5.1) |
| 4 | Formation professionnelle agricole (sous-programme central 5.2) |
| 5 | Vulgarisation agricole (sous-programme central 5.2 + sous-programmes régionaux) |
| 6 | Transfert de crédits à l'Institut des Zones Arides de Médenine (opérateur public) au titre de recherche agronomique |
| 7 | Transfert de crédits au Pôle Technologique du Sud (opérateur public) au titre de recherche agronomique |

Pour atteindre les objectifs du programme N°5 et les indicateurs de mesure de performance programmés pour l'année **2021**, de nombreuses activités directement ou indirectement liées à ces indicateurs, ont été programmées. Ces indicateurs se concentrent principalement sur l'amélioration des conditions de travail en termes d'infrastructures, de réhabilitation des bâtiments, de disponibilité des équipements et de gestion administrative.

Le total des activités à réaliser au cours de l'année **2021** est le suivant :

TABLEAU 6
ACTIVITES ET INTERVENTIONS DU PROGRAMME

| Les objectifs stratégiques | Indicateurs de performance | Unité | Prévisions 2021 | Int | Activités | Prévisions 2021 |
|---|---|---|-----------------|-----|---|-----------------|
| 5.1 Améliorer la qualité de la formation, de la recherche, de l'innovation et du transfert technologique pour le développement du secteur de l'agriculture et de la pêche | 5.1.1 : Encadrement des étudiants de l'enseignement supérieur agricole (central) | Un enseignant pour chaque nombre d'élèves | 1/10 | | Enseignement supérieur agricole *Préparer des référentiels pour les métiers et les compétences de d'ingénieur agronome : *Revoir la carte de l'enseignement supérieur agricole et revoir les programmes de formation des ingénieurs en fonction des références des métiers et des compétences ; *Organisation de cours de formation pour soutenir les compétences des enseignants en pédagogie, formation à la qualité et à distance. *Suivi du programme d'auto- évaluation dans les établissements d'enseignement supérieur agricole et développement de mécanismes d'amélioration continue de la qualité. *Développement d'une plateforme d'information pour l'enseignement supérieur agricole. | 57290 |
| | Indicateur 5.1.2 : Proportion d'enseignants -chercheurs ayant au moins une recherche publiée dans une revue au cours de la dernière année (central) | % | 58 | | Recherche agronomique <ul style="list-style-type: none"> Continuer à financer la réalisation de 20 projets de recherche à impact dans les structures de recherche agronomique et d'enseignement supérieur acceptées dans le cadre des appels d'offres annoncé au mois de novembre 2018. Achèvement sur quatre ans, à partir de 2019 Lancement de financements pour la mise en œuvre de 05 projets de recherche développement orientés vers les pôles régionaux de recherche agronomique des régions (04 pôles régionaux de recherche agronomique et un pôle régional de recherche développement agricole au Kef) dans le cadre des priorités de recherche agronomique à l'horizon 2030 <ul style="list-style-type: none"> Valorisation des résultats de la recherche agricole Transfert de crédits à l'Institut des zones arides de Médenine (acteur public), intitulé recherche agronomique Transfert de crédits au Pôle technologique du Sud (acteur public), intitulé | 52196 |

| | | | | | |
|---|---|-------------------|-------------------------------------|--|--|
| <p>5.2 renforcement de capacités des agriculteurs des travailleurs du secteur agricole et de la pêche</p> | <p>5.2.1 Niveau qualitatif d'encadrement et de formation : Nombre de cadres :A1,A2 formés /nombre total d'agent formés (central)</p> <p>5.2.2 taux d'adoption des techniques de production (régional)</p> | <p>%</p> <p>%</p> | <p>87</p> <p>57.8</p> | <p>Formation Professionnelle agricole</p> <p>-Augmentation du nombre et renforcement des capacités</p> <p>-Ouverture de concours de recrutement et d'accès au grade</p> <p>VULGARISATION AGRICOLE <u>Au niveau de l'agence :</u> Organiser des visites de terrain au profit des commissions régionales de développement agricole et des structures professionnelles de base afin d'identifier les problèmes soulevés et soumettre des propositions de cadre et de briefing technique au profit des guides, conseillers et techniciens des structures professionnelles de base afin de se tenir au courant de l'évolution de la recherche scientifique agricole par la programmation: - 30 jours d'information dans les domaines de la production végétale et animale et de l'ingénierie rurale, - 17 visites de terrain dans les états de Beja, Siliana, El Kef, Jendouba, Gabès, Sfax, Kebili, Medenine Et Tozeur Tataouine, Kasserine, Sidi Bouzid, Kairouan, Monastir, Mahdia, Gafsa et Bizerte, et c'est l'intention Suivre les activités de vulgarisation terrain et découvrir les problèmes soulevés par les techniciens du système de guidage Champ, - 09 ateliers spéciaux sur la préparation d'un programme d'information et de formation dans le secteur de l'olive, des légumes et de l'élevage pour les techniciens du système de vulgarisation des champs - 02 réunions périodiques au profit des coordinateurs vulgarisation - - programmation de sept nouveaux flashes TV et de cinq bandes documentaires, Mettez à jour les scintillements qui ne sont plus valables pour la diffusion en termes de qualité d'image ou de son et également en termes de Suivre le message directeur des conditions de la campagne agricole ou introduire des développements dans la recherche agricole, - Continuer à diffuser des flashes TV à raison de deux flashes par jour en circulation tout au long de la semaine, une cassette documentaire sur le</p> | |
|---|---|-------------------|-------------------------------------|--|--|

développement de l'entrepreneuriat et de l'initiative privée, une cassette documentaire sur les domaines d'expériences dans le cadre de projets

Coopération internationale, un documentaire sur l'introduction des institutions de formation, avec un soutien aux certificats de formation,

Une bande documentaire sur les succès de l'une des sociétés coopératives de services agricoles, en plus de la réalisation des flashs suivants: chasse et valorisation des crabes, pêche au homard, utilisation de l'eau traitée en agriculture et sécurité maritime. Poursuivre la diffusion du programme hebdomadaire de discussion sur la radio nationale, avec 35 leçons pour toute l'année 2019.

Intensifier l'utilisation des radiocommunications en coordination avec les structures administratives et professionnelles du ministère de l'Agriculture

Ressources en eau et pêche.30 communications radio seront envoyées courant 2019.

Programmation des piliers écrits: 04 dépliants, 07 flyers, 02 affiches et 03 articles.

Il se déroulera également au cours de l'année 2019 dans le cadre de la méthodologie d'utilisation des moyens modernes de communication pour informer

Informations techniques et accompagnement du rôle de l'agence auprès des fournisseurs grâce à l'utilisation de la technologie

Les téléphones portables des conseillers, afin de soutenir les capacités du système de conseil et de le mettre à jour avec chaque

Paramètres techniques et démonstrations pour le mentorat et la formation.

Au niveau des CRDAs

Organisation de réunions avec les agriculteurs pour déterminer leur besoin en termes de formation et de vulgarisation. Un programme d'activités de vulgarisation est préparé par groupe d'agriculteurs selon les professions et la spécialisation, Ainsi 3444 activités de vulgarisation de groupe ont été programmées au niveau régional (2185 journées d'information, 978 séances pratiques, 135 items types et 146 visites organisées) et environ 152 mille activités de vulgarisation individuelles au profit des producteurs . Au niveau national 74 programmes aux secteurs pour les priorités régionales : 85% pour les stratégiques et 25 % pour soutenir les projets régionaux.

1-Les dépenses du programme

1.3. Budget du programme pour 2021

Les dépenses, affectées au programme d'enseignement supérieur, de recherche, de formation et de vulgarisation agricole pour l'année 2021, ont été fixées dans la limite de 212743 mille dinars. Elles sont réparties entre les dépenses de rémunération 181153 mille dinars (85.2%), les dépenses de gestion 11460 mille dinars (5,4%), les dépenses d'intervention 11635 mille dinars (5,5%) et les dépenses d'investissement 8495 mille dinars (4%) soit une augmentation de 8.9% par rapport à la loi de finances 2020 (195331 mille dinars)

TABLEAU 7 : Budget du programme pour l'année 2021, Selon la nature de la dépense et les sources de financement (crédits de paiement) Unité : mille dinars

| | Sources de Financement | réalisations 2019 | L.F2020 | previsions 2021 | Ecart | % |
|------------------------------------|------------------------------------|-------------------|----------------|-----------------|---------------|---------------|
| Rémuneration | Ressources budget de l'Etat | 143 829 | 164 371 | 181 153 | 16 782 | 10,2% |
| | Ressources de l'Etat | 143 829 | 164 371 | 181 153 | 16 782 | 10,2% |
| | Ressources propres des Entreprises | 20 | 125 | 3 501 | 3 376 | 2700,8% |
| | Total Section | 143 849 | 164 496 | 184 654 | 20 158 | 12,3% |
| Fonctionnement | Ressources budget de l'Etat | 10 883 | 11 128 | 11 460 | 332 | 3,0% |
| | Ressources de l'Etat | 10 883 | 11 128 | 11 460 | 332 | 3,0% |
| | Ressources propres des Entreprises | | 9 617 | 10 511 | 894 | 9,3% |
| | Total de la Section | 10 883 | 20 745 | 21 971 | 1 226 | 5,9% |
| interventions | Ressources budget de l'Etat | 3 725 | 1 902 | 1 905 | 3 | 0,2% |
| | Ressources fonds de trésors | | 8 109 | 9 730 | 1 621 | 20,0% |
| | Ressources de l'Etat | 3 725 | 10 011 | 11 635 | 1 624 | 16,2% |
| | Ressources propres des Entreprises | | 91 | 171 | 80 | 87,9% |
| | Total Section | 3 725 | 10 102 | 11 806 | 1 704 | 16,9% |
| investissements | Ressources budget de l'Etat | 6 968 | 8 200 | 8 495 | 295 | 3,6% |
| | Ressources fonds de trésors | | 1 621 | | -1 621 | -100,0% |
| | Ressources de l'Etat | 6 968 | 9 821 | 8 495 | -1 326 | -13,5% |
| | Total Section | 6 968 | 9 821 | 8 495 | -1 326 | -13,5% |
| Total dépenses du programme | Ressources budget de l'Etat | 165 405 | 185 601 | 203 013 | 17 412 | 9,4% |
| | Ressources fonds de trésor | 0 | 9 730 | 9 730 | 0 | 0,0% |
| | Ressources de l'Etat | 165 405 | 195 331 | 212 743 | 17 412 | 8,9% |
| | Ressources propres des Entreprises | | 9 833 | 14 183 | 4 350 | 44,2% |

| | | | | | | |
|--|---------------------------|----------------|----------------|----------------|---------------|--------------|
| | Total des dépenses | 165 405 | 205 164 | 226 926 | 21 762 | 10,6% |
|--|---------------------------|----------------|----------------|----------------|---------------|--------------|

GRAPHIQUE 2 : REPARTITION DU BUDGET DU PROGRAMME POUR L'ANNEE 2021

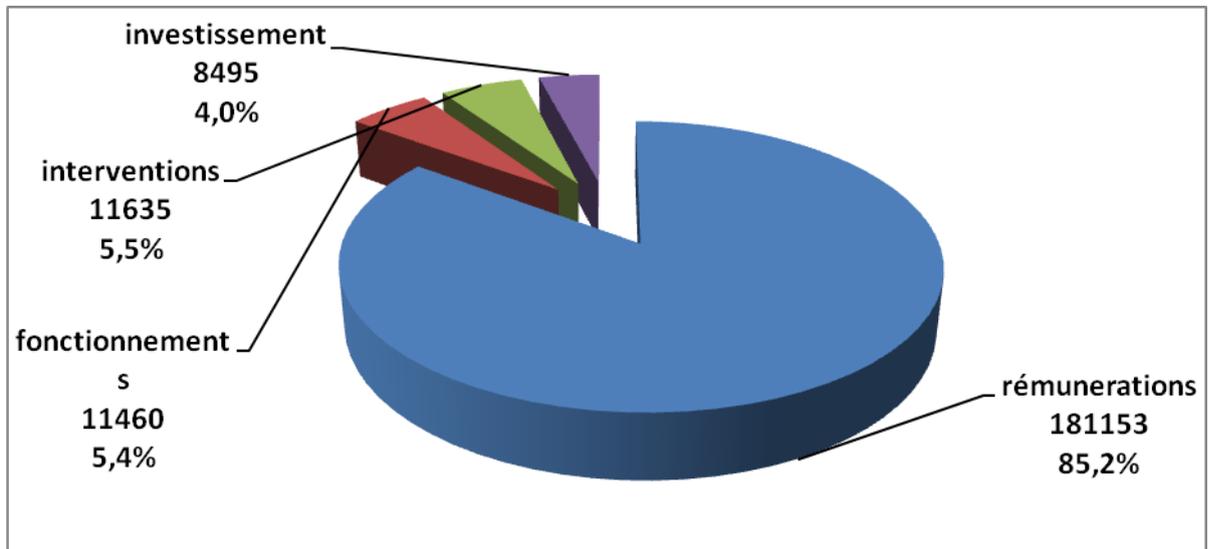


TABLEAU 8 :

Répartition du budget du Programme d'enseignements supérieur, de recherche, de formation et de vulgarisation agricole pour l'année 2021 en fonction de la destination de la dépense et selon les sous-programmes et activités (crédits de paiement)

| PROGRAMME | ACTIVITES | réalisations | L.F 2020 | Prévisions 2021 | % évolution | |
|---|---|--------------|-------------------|--------------------|---------------------------------|-------------------|
| | | 2019 | | | 2020-2021 | |
| | | | 1 | 2 | montant ¹ (1)-(2) | %) (1)/(1)-(2) |
| Sous programme centraux | Activités centrales | | | | | |
| Sous-programme central 5.1 : enseignement supérieur Agricole | 1.Enseignement supérieur agricole | | 54 829,40 | 57 290 | 2 460,60 | 4,49% |
| | 2.Recherche scientifique agricole | | 43 278,30 | 52 196 | 8 917,70 | 20,61% |
| | 3.Valorisation des résultats de la recherche agricole | | 9 730,00 | 9 730 | 0,00 | 0,00% |
| Sous-programme central 5.2 : formation et vulgarisation agricole | 4.Formation professionnelle agricole | | 33 398,10 | 35 298 | 1 899,90 | 5,69% |
| | 5.Vulgarisation agricole | | 1 516,00 | 391 | -1 125,00 | -74,21% |
| Total sous programmes centraux et activités | | | 142 751,80 | 154 905,00 | 12 153 | 8,51% |
| Sous programmes régionaux | Activités régionales | | | | | |
| Sous-programme vulgarisation : Tunis | 5.Vulgarisation agricole | | 0,00 | 35,00 | 35,00 | 0% |
| Sous-programme vulgarisation : Ariana | 5.Vulgarisation agricole | | 225,605 | 281,00 | 55,395 | 25% |
| Sous-programme vulgarisation : Ben Arous | 5.Vulgarisation agricole | | 450,65 | 604,00 | 153,35 | 34% |
| Sous-programme vulgarisation : Manouba | 5.Vulgarisation agricole | | 706,029 | 691,00 | -15,029 | -2% |
| Sous-programme vulgarisation : Nabeul | 5.Vulgarisation agricole | | 1908,698 | 1 966,00 | 57,302 | 3% |
| Sous-programme vulgarisation : Zaghouan | 5.Vulgarisation agricole | | 500,945 | 581,00 | 80,055 | 16% |
| Sous-programme vulgarisation : Bizerte | 5.Vulgarisation agricole | | 1408,958 | 1 663,00 | 254,042 | 18% |
| Sous-programme vulgarisation : Beja | 5.Vulgarisation agricole | | 487,56 | 590,00 | 102,44 | 21% |

| | | | | | | |
|---|--|--|------------------|------------------|-----------------|-------------|
| Sous-programme vulgarisation :Jandouba | . 5.Vulgarisation agricole | | 832,75 | 893,00 | 60,25 | 7% |
| Sous-programme vulgarisation :Kef | 5.Vulgarisation agricole | | 1510,924 | 1 498,00 | -12,924 | -1% |
| Sous-programme vulgarisation :Seliana | 5.Vulgarisation agricole | | 155,742 | 204,00 | 48,258 | 31% |
| Sous-programme vulgarisation :Kirouan | 5.Vulgarisation agricole | | 4184,307 | 4 340,00 | 155,693 | 4% |
| Sous-programme vulgarisation :Kasrine | 5.Vulgarisation agricole | | 4188,859 | 4 402,00 | 213,141 | 5% |
| Sous-programme vulgarisation :Sidi bouzid | 5.Vulgarisation agricole | | 4338,715 | 4 271,00 | -67,715 | -2% |
| Sous-programme vulgarisation :Sousse | 5.Vulgarisation agricole | | 1153,298 | 1 349,00 | 195,702 | 17% |
| Sous-programme vulgarisation :Mounastir | 5.Vulgarisation agricole | | 2671,016 | 2 559,00 | -112,016 | -4% |
| Sous-programme vulgarisation :Mehdia | 5.Vulgarisation agricole | | 1815,466 | 2 179,00 | 363,534 | 20% |
| Sous-programme vulgarisation :Sfax | 5.Vulgarisation agricole | | 1461,557 | 1 557,00 | 95,443 | 7% |
| Sous-programme vulgarisation :Gfsa | 5.Vulgarisation agricole | | 1522,768 | 1 557,00 | 34,232 | 2% |
| Sous-programme vulgarisation :Touzeur | 5.Vulgarisation agricole | | 3621,916 | 3 634,00 | 12,084 | 0% |
| Sous-programme vulgarisation :Kebeli | 5.Vulgarisation agricole | | 293,805 | 465,00 | 171,195 | 58% |
| Sous-programme vulgarisation :Gabes | 5.Vulgarisation agricole | | 153,888 | 240,00 | 86,112 | 56% |
| Sous-programme vulgarisation :Medenine | 5.Vulgarisation agricole | | 2742,267 | 5 278,00 | 2535,733 | 92% |
| Sousprogramme vulgarisation :Tataouine | 5.Vulgarisation agricole | | 854,472 | 884,00 | 29,528 | 3% |
| Total sous programmes régionaux et activités | | | 37 190,20 | 41 721,00 | 4 530,81 | 12% |
| 24 S/Prog régionaux (CRDA) | 5.Vulgarisation agricole | | 37 190,20 | | -37190,195 | -100% |
| Operateurs publics et activités | | | 25 119 | | -8 997 | -36% |
| Opérateur Public | Transfert de crédits à l'Institut des Zones Arides de Médenine au titre de recherche agronomique | | 14 677 | 15 405 | 728,00 | 4,96% |
| Opérateur Public | Transfert de crédits au Pôle Technologique du Sud au titre de recherche agronomique | | 712 | 717 | 5,00 | 0,70% |

| | | | | | | |
|--------------|--|--|-------------------|-------------------|------------------|-------------|
| Total | | | 195 331,00 | 212 743,00 | 17 412,01 | 8,9% |
|--------------|--|--|-------------------|-------------------|------------------|-------------|

Le Cadre des Dépenses à Moyen Terme (2021-2023) pour le programme 5

TABLEAU 9 : Cadre de dépenses à moyen terme 2020-2022 pour le programme de l'enseignement supérieur, recherche, formation et vulgarisation agricole
Selon la nature de la dépense et les sources de financement (Crédits de paiement) en mille dinars

| | Source de financement | réalisation | | | L.F2020 | Prévision | | |
|-----------------------------------|-------------------------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| DEPENSE DE REMUNERATION | Ressources budget de l'Etat | 141 341 | 133 975 | 143 829 | 164 371 | 181 153 | 190 211 | 195 503 |
| | Ressources de l'Etat | 141 341 | 133 975 | 143 829 | 164 371 | 181 153 | 190 211 | 195 503 |
| | Ressources propres Etablissements | 125 | 125 | 20 | 125 | 3 501 | 3 676 | 3 778 |
| | Total Section | 141 466 | 134 100 | 143 849 | 164 496 | 184 654 | 193 887 | 199 281 |
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | Ressources budget de l'Etat | 9 780 | 11 027 | 10 883 | 11 128 | 11 460 | 12 033 | 12 368 |
| | Ressources fonds de trésors | | | | | | 0 | 0 |
| | Ressources de l'Etat | 9 780 | 11 027 | 10 883 | 11 128 | 11 460 | 12 033 | 12 368 |
| | Ressources propres Etablissements | 8 512 | 9 010 | 9 061 | 9 617 | 10 511 | 11 037 | 11 344 |
| Total Section | 18 292 | 20 037 | 19 944 | 20 745 | 21 971 | 23 070 | 23 711 | |
| DEPENSES D'INTERVENTION | Ressources budget de l'Etat | 1 613 | 1 992 | 3 725 | 1 902 | 1 905 | 2 000 | 2 056 |
| | Ressources emprunt extérieur | | | | | | 0 | 0 |
| | Ressources fonds de trésors | | | | 8 109 | 9 730 | 10 217 | 10 501 |
| | Ressources de l'Etat | 1 613 | 1 992 | 3 725 | 10 011 | 11 635 | 12 217 | 12 557 |
| | Ressources propres des entreprises | 91 | 91 | 91 | 91 | 171 | 180 | 185 |
| Total Section | 1 704 | 2 083 | 3 816 | 10 102 | 11 806 | 12 396 | 12 741 | |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | Ressources budget de l'Etat | 5 465 | 7 499 | 6 968 | 8 200 | 8 495 | 8 920 | 9 168 |
| | Ressources emprunt extérieur | | | | | | 0 | 0 |
| | Ressources fonds de trésors | | | | 1 621 | | 0 | 0 |
| | Ressources de l'Etat | 5 465 | 7 499 | 6 968 | 9 821 | 8 495 | 8 920 | 9 168 |
| | Total Section | 5 465 | 7 499 | 6 968 | 9 821 | 8 495 | 8 920 | 9 168 |
| TOTAL DEPENSES PROGRAMME 5 | Ressources budget de l'Etat | 158 198,6 | 154 493 | 165 405 | 185 601 | 203 013 | 213 164 | 219 094 |
| | Ressources emprunt extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Ressources fonds de trésors | 0 | 0 | 0 | 9 730 | 9 730 | 10 217 | 10 501 |
| | Ressources de l'Etat | 158 199 | 154 493 | 165 405 | 195 331 | 212 743 | 223 380 | 229 595 |
| | Ressources propres des entreprises | 8 728 | 9 226 | 9 172 | 9 833 | 14 183 | 14 892 | 15 306 |
| | Total dépenses programme | 166 927 | 163 719 | 174 577 | 205 164 | 226 926 | 238 272 | 244 902 |

Programme 09: Pilotage et Appui

BUDGET :
Engagement de paiement (milles dinar)

209569

(11.8% du budget du ministère)

Dépenses de rémunération : **140680**

Dépenses Moyens des services : **17964**

Dépenses d'interventions : **18930**

Dépenses d'investissement : **34579**

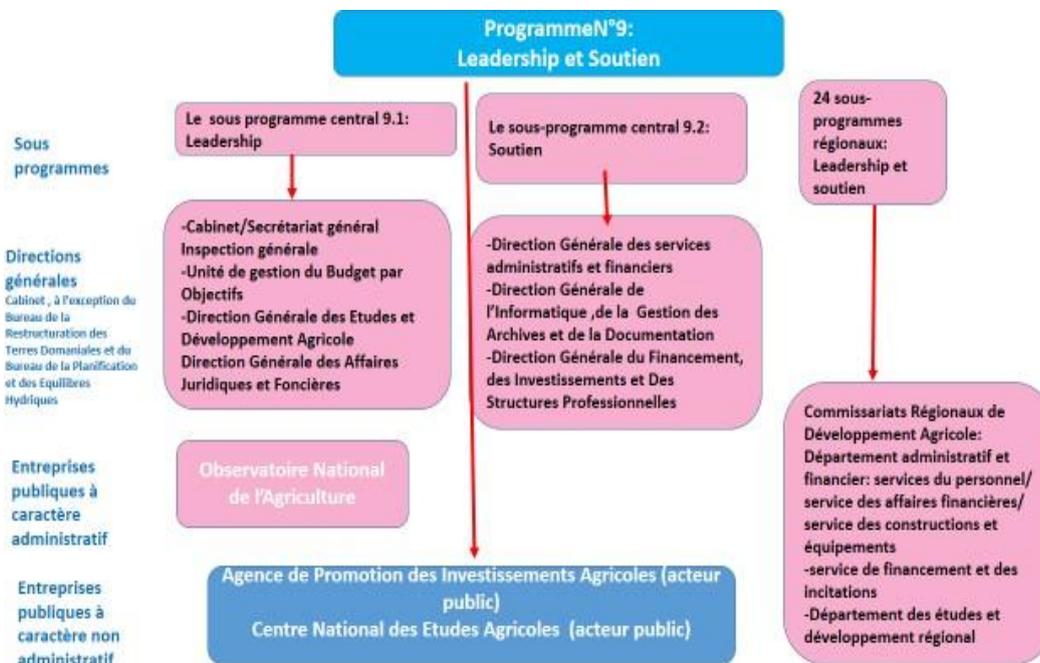
Président du programme: Mondher Kharrat

Directeur général des services administratifs et financiers

A partir de l'année 2018

| Objectifs stratégiques | Indicateurs de mesure de performance |
|--|--|
| Objectif 9.1 : Mettre les compétences nécessaires à la disposition des départements pour assurer la mise en œuvre des autres programmes | Indicateur 9.1.1 : Pourcentage d'encadrement (central + régional) |
| Objectif 9.2 : Meilleure gestion des moyens matériels | Indicateur 9.2.1 : le taux de consommation de carburant des véhicules des services (central et régional) |
| | Indicateur 9.2.2 : Coût moyen de réparation, et entretien des moyens de transport (central + régional) |
| Objectif 9.3. Améliorer la qualité des services | Indicateur 9.3.1 : taux de connexion à Internet aux niveaux central et régional (central + régional) |

Les structures impliquées dans le programme 9 : leadership et soutien



PROGRAMME 09 Pilotage et Appui

Niveau central

Directeur du programme : Mr Mondher KHARRAT/
Directeur général des services administratifs et financiers

**Sous-programme central 9.1:
Pilotage**
responsable du sous-programme 9.1

**Unité opérationnelle : Unité de
supervision et de planification**

Cabinet/Secrétariat général/ Direction Générale des études et du
développement agricole/ Direction Générale des affaires juridiques
et foncières/Inspection générale

Direction des financements et des incitations
Département des études et statistiques
Unités de gestion par
objectifs

Sous-programme central 9.2: Appui
Responsable du sous-programme 9.2

**Unité des affaires financières, logistiques et du
développement**

Direction Générale des services administratifs et financiers

Direction Générale de l'informatique de la documentation et
des archives

**Unité du soutien
du
développement**

Unité centrale de la coordination des deux projets de gestion des
ressources naturelles et développement agricole intégré ainsi
quela gestion des ressources naturelles et programme
d'exploitation des barrages

**Unité de Gestion des
ressources humaines :**

Direction des services administratifs et Direction des services
financiers

Niveau régional

24 sous-programmes régionaux

Pilotage et Appui régional

**Responsable sous-programme : le Commissaire
régional du développement agricole**

Unité opérationnelle : unité des services communs

Département des affaires administratives et
financières

Les opérateurs publics :

Agence de Promotion des Investissements Agricoles

Centre National des Etudes Agricoles

1-PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DE SA STRATÉGIE

Le travail administratif au sein du ministère de l'agriculture revêt une importance particulière dans le soutien des structures du ministère pour atteindre les objectifs retenus. Ce programme intervient horizontalement, afin de fournir un soutien matériel, administratif et technique aux autres programmes et d'assurer la coordination entre eux. À cet égard, et afin de stimuler le rythme de croissance du secteur agricole, des travaux sont en cours pour mettre en place une structure administrative moderne, caractérisée par l'introduction des technologies modernes notamment des moyens et des logiciels et leur mise à la disposition des différents acteurs du secteur.

1.1. Les problèmes :

Le secteur agricole occupe une position privilégiée dans le cadre de la stratégie globale de développement du pays, en raison de son importance aux niveaux économique et social et de son rôle important dans la consolidation d'un développement équilibré et durable et dans le soutien des orientations nationales. Cette importance a nécessité la prise de nombreuses mesures pour pousser davantage les politiques agricoles sectorielles, en particulier avec le développement du volume des investissements. Afin de soutenir l'évolution en cours dans le secteur agricole et compte tenu de la suspension des recrutements pour la troisième année consécutive, il a été décidé de développer davantage les moyens techniques pour l'échange d'informations entre les cadres au sein de l'administration et à assurer davantage d'efficacité du suivi.

1.2. Axes stratégiques :

Les services de leadership et de soutien interviennent horizontalement et jouent un rôle de coordination entre les divers autres programmes et travaillent pour fournir le soutien nécessaire, en employant des ressources humaines et financières à mettre à la disposition des programmes afin d'atteindre les objectifs fixés. Les axes stratégiques du programme de leadership et d'accompagnement sont:

- La mise en place d'une structure moderne,
- Soutenir les ressources humaines,
- Introduire les technologies modernes, y compris les moyens et les logiciels, et les mettre à la disposition des intervenants dans le secteur.

1.3. Les priorités

Les priorités du programme de leadership et de soutien sont les suivantes :

- Amélioration du taux d'encadrement au sein de l'administration.
- Amélioration de l'échange d'information, en utilisant des technologies modernes par tous les cadres.

1.4. Présentation des sous-programmes :

Le programme Pilotage et Appui a été divisé en 26 sous-programmes répartis ainsi :

2 sous-programmes centraux : Sous-programme central 9.1 : Pilotage, sous-programme 9.2 :

Appui et 24 sous-programmes régionaux : pilotage et appui avec les commissariats régionaux de développement agricole.

1.4.1.

programme 9-1 : Pilotage(central)

Sous-

Le sous-programme Leadership concerne une seule activité :

- La supervision, les études et la législation

Les structures impliquées dans l'activité (le cabinet, le secrétariat général, la Direction Générale des Etudes et du Développement Agricole, la Direction Générale des Affaires Juridiques, et Foncières, l'Inspection Générale et l'Observatoire National de l'Agriculture).

Les aspects les plus importants du sous-programme leadership sont les suivants :

- Mener à bien toutes les tâches de suivi et de recherche en matière administrative, financière ou technique, visant notamment à assurer la légalité des actes de cession, à évaluer la qualité de la gestion et à améliorer les modalités et les méthodes de travail des services du Ministère, afin de réduire les coûts de gestion.
- Préparer et rédiger les textes législatifs et réglementaires relatifs aux activités du Ministère en collaboration avec les services concernés.
- Etudier les aspects juridiques des futurs enjeux du secteur.

- Traiter l'ensemble du contentieux, impliquant le Ministère ou les structures sous tutelle en coordination avec les services du Contentieux de l'Etat.
- Réalisation, exploitation et publication des statistiques et des enquêtes agricoles,
- Suivi de la conjoncture économique agricole à travers différents indicateurs.
- Préparation d'analyses économiques liées aux politiques de développement agricole.
- Réalisation des études et des analyses liées aux conditions et enjeux, visant à assurer le développement du secteur agricole.
- Préparation des budgets économiques agricoles, réalisation de recherches, des données et des enquêtes sur l'agriculture et l'emploi dans le secteur agricole et leur analyse.

1.4.2. Sous-programme 9-2 : Appui(central)

Le sous-programme d'appui concerne quatre activités :

- L'appui financier et logistique
- Soutien du développement et de l'investissement
- La gestion des ressources humaines
- L'appui (rémunération)

Les structures impliquées dans les activités (la Direction Générale des Services Administratifs et Financiers, la Direction Générale de Financement, des Investissements et des Structures Professionnelles et l'unité Centrale de Coordination entre les deux projets de la gestion des ressources naturelles et de développement rural intégré de la gestion des ressources naturelles et le programme d'exploitation des barrages de montagnes).

Les principaux sous-programmes de soutien sont :

- Informer le Ministre de l'activité générale du ministère ;
- Coordonner entre les différentes structures du Ministère ;
- Soutenir le travail des différents services administratifs et techniques, assurer la coordination entre eux, suivre leurs interventions et améliorer leurs performances ;

- La préparation et le suivi du budget du Ministère;
- La gestion de toutes les affaires administratives et financières du Ministère;
- Le contrôle financier des institutions administratives publiques sous la tutelle du Ministère;
- La gestion et l'entretien des bâtiments administratifs, des moyens de transport et des biens meubles du Ministère;
- La préparation et la mise en œuvre du programme de gestion des documents créés ou obtenus par les services du Ministère dans l'exercice de leurs activités, en collaboration avec les Archives Nationales.
- Assurer la préparation et l'achèvement du plan directeur de l'information du Ministère
- La supervision et le suivi de tous les plans médiatiques et les travaux au niveau de l'établissement et des institutions publiques;
- Assurer une utilisation et une maintenance appropriées des équipements et des logiciels informatiques;
- La préparation d'un programme de formation en bureautique et en informatique;
- La préparation des calendriers pour la conservation des documents du Ministère et travailler à la mise en œuvre des dispositions qui y sont contenues;
- Collecter, organiser et conserver les archives intermédiaires dans des magasins spécialement conçus à cet effet,
- Organiser l'accès à l'archive intermédiaire, l'exploiter et transférer l'archive finale vers l'Archive Nationale.

2-Objectifs Stratégiques et Indicateurs du Programme

Les objectifs stratégiques du programme sont :

Objectif 9.1 : Mettre les compétences nécessaires à la disposition des services pour assurer la mise en Œuvre des autres programmes

Objectif 9.2 : Meilleure gestion des moyens matériels

Objectif 9.3 : Améliorer la qualité des services

Tableau des indicateurs de performance des objectifs stratégiques

| Objectifs stratégiques | Indicateur de Performance | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|---|---|---------------------------|--------------|-------|------|------|------------|------|-------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Objectif 9.1. Mettre les compétences nécessaires à la disposition des services pour assurer la mise en œuvre des autres programmes | Indicateur 9.1.1 : taux d'encadrement (central et régional) | % | 22.1 | 21.4 | 20,8 | 21 | 21.6 | 21.4 | 20.9 |
| Objectif. 9.2 : Meilleure gestion des moyens matériels | Indicateur 9.2.1 : la consommation moyenne de carburant des véhicules de services (central et régional) | Litre/100 km ² | 8% | 8,2 % | 8,1 | 8,2 | 8,0% | 8,2% | 7.69% |
| | Indicateur 9.2.2 : Coût moyen de réparation, d'entretien et d'entretien des moyens de transport (central + régional) | Mille dinars | 727 | 722 | 652 | 520 | 718 | 718 | 718 |
| Objectif 9.3. Améliorer la qualité des services | Indicateur 9.3.1 : Taux de connexion Internet aux niveaux central et régional (central+ régional) | % | 86 | 88 | 84,2 | 89,5 | 100 | 100 | 100 |

Objectif 9.1: Mettre les compétences nécessaires à la disposition des services pour assurer la mise en œuvre des autres programmes.

Présentation de l'objectif : Cet objectif se rapporte au premier axe stratégique : améliorer le taux d'encadrement au sein de l'administration.

Référence de l'objectif : une étude stratégique sur le personnel du Ministère de l'Agriculture.

Justifications de l'adoption de l'indicateur lié à l'objectif : en liaison avec la qualité de gestion

| Objectifs stratégiques | Indicateur de performance | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|---|---|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Objectif 9.1 Mettre les compétences nécessaires à la disposition des services pour assurer la mise en œuvre des autres programmes | Indicateur 9.1.1 : taux d'encadrement (central et régional) | % | 22.1 | 21.4 | 20,8 | 21 | 21.6 | 21.4 | 20.9 |

Le tableau ci-dessus montre que le taux d'encadrement a atteint 21% en 2020 enregistrant ainsi une augmentation relative. Il atteindrait 21.6% en 2021 en raison des promotions et de régularisations des situations administratives et non en raison de nouveaux recrutements, compte tenu de gel des recrutements en 2017 et 2018 et la stabilité relative de l'évolution du nombre total d'employés du Ministère.

Le Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche a connu une baisse relative du taux d'encadrement au cours des trois dernières années. Ce taux est passé de 22% en 2016 à 21,4% en 2018.

Objectif 9.2 : Meilleure gestion des moyens matériels

Présentation de l'objectif : L'objectif est notamment de réduire les coûts de consommation de carburant et d'entretien des moyens de transports.

Référence de l'objectif : Les orientations du Ministère vers la rationalisation de la consommation d'énergie et la maintenance des moyens de transport selon les fonds approuvés pour assurer la bonne mise en œuvre des programmes et leur suivi.

Justifications de l'adoption de l'indicateur lié à l'objectif : Compte tenu du montant des allocations pour le carburant des véhicules de service, réparation et l'entretien des moyens de transport.

| Objectifs stratégiques ; | Indicateur de mesure de la performance | unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|--|--------------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Objectif 9.2 : Meilleure gestion des moyens matériels | Indicateur 9.2.1 : la moyenne de consommation de carburant des véhicules de services (central et régional) | Litre / km | 8,0 | 8,2 | 8,1 | 8,2 | 8,0% | 8,2 | 7,69 |
| | Indicateur 9.2.2 : Coût moyen de réparation, d'entretien des moyens de transport (central + régional) | Mille dinars | 727 | 722 | 652 | 520 | 718 | 718 | 718 |

Objectif 9.3 : Amélioration de la qualité des services

Présentation de l'objectif : Développer l'échange de données et soutenir une exploitation pérenne des liaisons et connexions

Référence de l'objectif :

Justifications de l'adoption de l'indicateur lié à l'objectif : un indicateur de nature quantitative permettant de déterminer le taux de liaison en référence aux exigences à respecter pour atteindre ce qui est souhaité :

| Objectifs stratégiques | Indicateur de mesure de la performance | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|---|--|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Objectif 9.3 Améliorer la qualité des services | Indicateur 9.3.1 : Taux de connexion Internet aux niveaux central et régional (central + régional) | % | 86 | 88 | 84,2 | 89,5 | 100 | 100 | 100 |

1. n des activités du programme

Dans le cadre de la déclinaison opérationnelle programme de Pilotage et Appui, 6 activités ont été identifiées :

- (2) activités auxquelles contribue le sous-programme central 9.1 : Pilotage et 24 sous-programmes régionaux : Pilotage et Appui
- (3) Activités à laquelle participe le sous-programme central 9.2 : Appui et 24 sous-programmes régionaux : Pilotage et Appui.
- (1) Activité spécifique de l'opérateur public : l'Agence de Promotion des Investissement Agricoles.

| Code | Activité |
|------|---|
| 1 | Supervision, études et législation (Sous-programme central 9.1) |
| 2 | Appui financier et logistique (sous-programme central 9.2 + sous-programmes régionaux) |
| 4 | Gestion des ressources humaines (sous-programme central 9.2 + sous-programmes régionaux) |
| 5 | Soutien (rémunération) (sous-programme central 9.2 + sous-programmes régionaux) |
| 6 | Transfert de crédits à l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles (Acteur public) au titre : Encouragement de l'investissement |
| 3 | Soutien au développement (sous-programme central 9.2 + sous-programmes régionaux) |

Tableau : Activités et interventions du programme Pilotage et Appui (mille dinars)

| Les objectifs stratégiques | Indicateurs de la performance | Prévisions 2021 | Interventions | Activités | Prévisions 2021 |
|--|---|-----------------|---------------|---|---|
| Objectif 9.1 : Mettre les compétences nécessaires à la disposition des services pour assurer la mise en œuvre des autres programmes | Indicateur 9.1.1.1 : taux d'encadrement | 21.6 | | Supervision, études et législation Gestion des ressources humaines *promotions et régularisation des situations administratives *Œuvrer pour un bon usage des cadres administratifs | 16314 11664.5 |
| Objectif. 9.2 : Meilleure gestion des moyens matériels | Indicateur 9.1.2.1 : La consommation moyenne de carburant des véhicules de services | 8 litre/100 km | | <u>Appui financier et logistique</u> Renouveler la flotte de transport - Rationaliser l'utilisation de la voiture afin de réduire le coût de la consommation de carburant - Plus de suivi de la flotte de transport et approche des taux enregistrés avec les données du fabricant - Généraliser le système de surveillance par satellite. - Plus de formation et de sensibilisation pour une meilleure utilisation des transports - Utiliser des cartes à puce pour fournir du carburant | 28173 |
| | Indicateur 9.1.2.2 : Le coût moyen de réparation, d'entretien et d'entretien des transports | 718 | | <u>Appui financier et logistique</u> Cibler les mécanismes de maintenance modernes. Renouveler le parc de transport Plus de formation et de sensibilisation pour une meilleure utilisation des transports | |
| Objectif 9.3 : Objectif 9.3 Améliorer la qualité des services | Indicateur 9.2.3.1 : taux de connexion Internet aux niveaux central et régional | 100 | | <u>Appui financier et logistique</u> Revalorisation et maintenance du réseau d'information - fourniture de matériel d'information et continuité de ses travaux. | |
| Les activités suivantes contribuent également à atteindre les objectifs du programme pilotage et appui : 4: Soutien du développement 5: Appui (Salaires) 6: Transfert de crédits au profit de la promotion des investissements agricoles pour l'encouragement de l'investissement | | | | | 21615 119943 11860 |

3. Les dépenses du programme

1.3. Budget du programme pour l'année 2021

Les dépenses du programme Pilotage et Appui pour l'année **2021** ont été fixées à 209569 mille dinars, soit une baisse de 6.2% par rapport à la loi de finances **2020**, dont les allocations étaient de 223459 mille dinars. Elles sont réparties comme suit :

Tableau 7 : Budget du programme Pilotage et Appui pour l'année 2021, selon la nature de la dépense et les sources de financement (crédits de paiement) en milles dinar

| DESIGNATION | Source de Financement | réalisations 2 019 | L.F 2 020 | prévisions 2 021 | Ecart | % |
|-------------------------------------|-----------------------------------|------------------------|----------------|---------------------|----------------|---------------|
| remuneration | Ressources budget Etat | 123 805 | 148 627 | 140 680 | -7 947 | -5,3% |
| | Ressources fonds trésors | | | | | |
| | Ressourcesd'Etat | 123 805 | 148 627 | 140 680 | -7 947 | -5,3% |
| | Ressources propre des entreprises | 480 | | | | |
| | Total Section | 124 285 | 148 627 | 140 680 | -7 947 | -5,3% |
| fonctionnement | Ressources budget Etat | 21 205 | 17 964 | 18 930 | 966 | 5,4% |
| | Ressources fonds trésors | | | | | |
| | Ressourcesd'Etat | 21 205 | 17 964 | 18 930 | 966 | 5,4% |
| | Ressources propre des entreprises | 25 396 | 25 657 | 24 290 | -1 367 | -5,3% |
| | Total Section | 46 601 | 43 621 | 43 220 | -401 | -0,9% |
| interventions | Ressources budget Etat | 45 281 | 16 170 | 15 380 | -790 | -4,9% |
| | Ressources fonds trésors | 45 233 | | | | |
| | Ressourcesd'Etat | 90 514 | 16 170 | 15 380 | -790 | -4,9% |
| | Ressources propre Etablissements | 105 | 169 | 222 | 53 | 31,4% |
| | Total Section | 90 619 | 16 339 | 15 602 | -737 | -4,5% |
| investissements | Ressources budget Etat | 17 379 | 22 293 | 24 684 | 2 391 | 10,7% |
| | Empruntextérieur | 31 422 | 18 405 | 9 895 | -8 510 | -46,2% |
| | Ressourcesd'Etat | 48 801 | 40 698 | 34 579 | -6 119 | -15,0% |
| | Total Section | 48 801 | 40 698 | 34 579 | -6 119 | -15,0% |
| | Total Dépenses programme9 | Ressources budget Etat | 207 670 | 205 054 | 199 674 | -5 380 |
| Empruntextérieur | | 31 422 | 18 405 | 9 895 | -8 510 | -46,2% |
| Ressources fonds trésors | | 45 233 | | | | |
| Ressourcesd'Etat | | 284 325 | 223 459 | 209 569 | -13 890 | -6,2% |
| Ressourcespropre des entreprises | | 25 981 | 25 826 | 24 512 | -1 314 | -5,1% |
| Total dépenses du programme9 | | 310 306 | 249 285 | 234 081 | -15 204 | -6,1% |

Graphique 2 : Répartition du budget du programme Pilotage et Appui de l'année 2021
Selon la nature de dépense (unité : mille dinars)

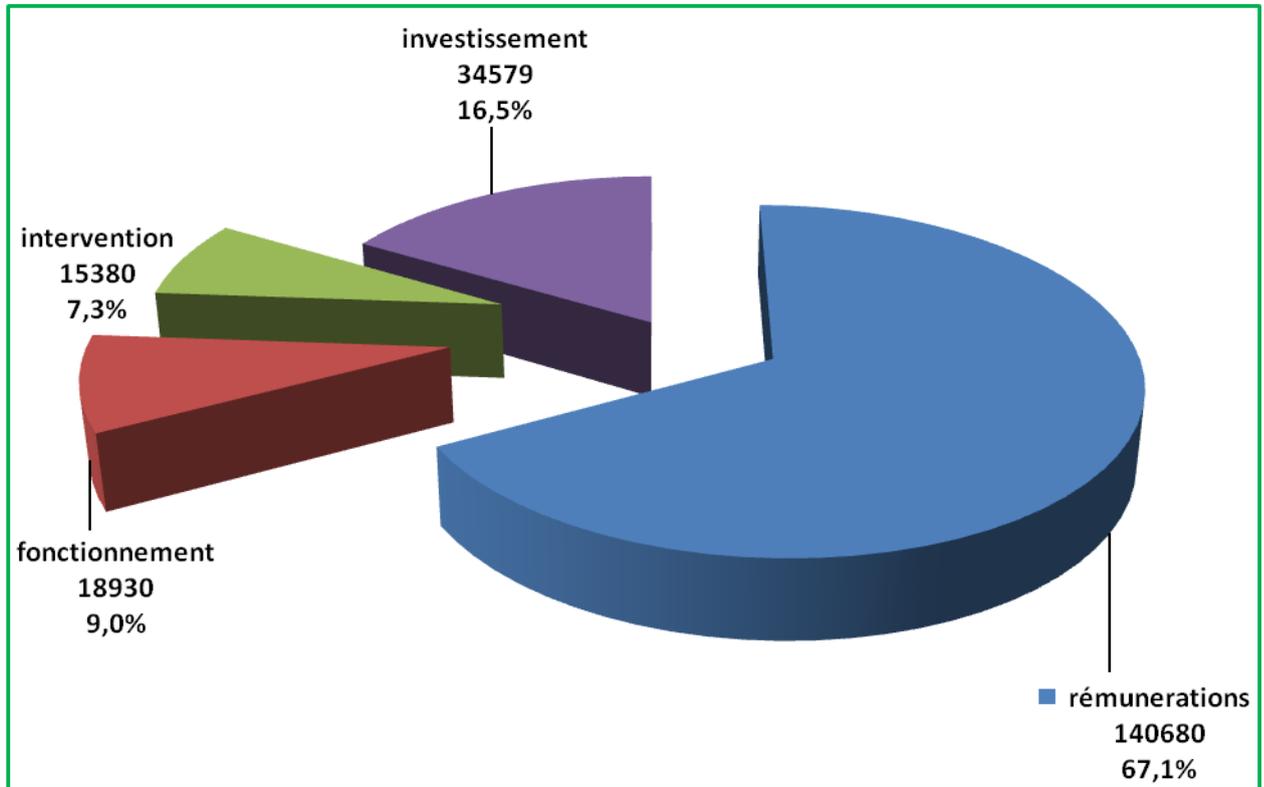


TABLEAU 8 : Répartition du budget du programme Pilotage et Appui pour l'année 2021 en fonction de la destination de la dépense, en fonction des sous-programmes et activités

Unité mille dinars

| code | Sous-programme | Activité | L.F2020 | Prévisions 2021 | Taux d'évolution | |
|------|------------------------------|---|---------|-----------------|------------------|--------|
| | | | | | Montant | % |
| 1 | Pilotage (central) | 1.Supervision, études et législation | 6067 | 15 978 | 9 911 | 163,4% |
| | | 2.Appui financier et logistique | 5 | 37 | 32 | 640,0% |
| 2 | Appui(central) | 2.Appui financier et logistique | 13570 | 6742,5 | -6 827 | -50,3% |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 37249 | 23695 | -13 554 | -36,4% |
| | | 4 Gestion des ressources humaines | 2000 | 2000 | 0 | 0,0% |
| | | : 6Transfert de crédits à l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles | 11655 | 11860 | 205 | 1,8% |
| | | 3.Soutien au développement | 12261 | 10848,5 | -1 412 | -11,5% |
| 3 | Pilotage et Appui :Tunis | 1.Supervision, études et législation | | 7 | 7 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 286 | 424 | 138 | 48,3% |
| | | 3.Soutien au développement | | 0 | 0 | |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 3 | 3 | 0 | 0,0% |
| 4 | Pilotage et Appui :Ariana | 1.Supervision, études et législation | | 10 | 10 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 702 | 828 | 126 | 17,9% |
| | | 3.Soutien au développement | 23 | 23 | 0 | 0,0% |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 2567 | 2623 | 56 | 2,2% |
| 5 | Pilotage et Appui :Ben Arous | 1.Supervision, études et législation | | 12 | 12 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 706 | 590 | -116 | -16,4% |
| | | 3.Soutien au développement | 2 | 5 | 3 | 150,0% |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 3135 | 2830 | -305 | -9,7% |
| 6 | Pilotage et | 1.Supervision, études et législation | | 15 | 15 | |

| | | | | | | |
|---|------------------------------|--------------------------------------|------|------|-------|----------|
| | Appui :Manouba | 2.Appui financier et logistique | 130 | 226 | 96 | 73,8% |
| | | 3.Soutien au développement | 1 | 1 | 0 | 0,0% |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 4218 | 3976 | -242 | -5,7% |
| 7 | Pilotage et Appui :Nabeul | 1.Supervision, études et législation | | 12 | 12 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 601 | 814 | 213 | 35,4% |
| | | 3.Soutien au développement | 3 | 320 | 317 | 10566,7% |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 3395 | 3212 | -183 | -5,4% |
| 8 | Pilotage et Appui : Zaghouan | 1.Supervision, études et | | 20 | 20 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 821 | 781 | -40 | -4,9% |
| | | 3.Soutien au développement | 1 | 1 | 0 | 0,0% |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 6750 | 6551 | -199 | -2,9% |
| 9 | Pilotage et Appui Bizerte | 1.Supervision, études et législation | | 15 | 15 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 788 | 942 | 154 | 19,5% |
| | | 3.Soutien au développement | 1 | 1 | 0 | 0,0% |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 3375 | 3208 | -167 | -5,0% |
| A | Pilotage et Appui : Baja | 1.Supervision, études et législation | | 12 | 12 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 648 | 937 | 289 | 44,6% |
| | | 3.Soutien au développement | | 0 | 0 | |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 2321 | 2704 | 383 | 16,5% |
| B | Pilotage et Appui :Jandouba | 1.Supervision, études et législation | | 10 | 10 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 665 | 749 | 84 | 12,6% |
| | | 3.Soutien au développement | | 0 | 0 | |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 5322 | 5172 | -150 | -2,8% |
| C | Pilotage et Appui : Kef | 1.Supervision, études et législation | | 13 | 13 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 945 | 1124 | 179 | 18,9% |
| | | 3.Soutien au développement | | 0 | 0 | |
| | | 4 Gestion des ressources humaines | 2700 | 4750 | 2 050 | 75,9% |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 4652 | 4556 | -96 | -2,1% |
| D | Pilotage et Appui : Seliana | 1.Supervision, études et législation | | 15 | 15 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 464 | 583 | 119 | 25,6% |
| | | 3.Soutien au développement | | 0 | 0 | |
| | | 4 Gestion des ressources humaines | 1500 | 2425 | 925 | 61,7% |

| | | | | | | |
|---|------------------------------------|--------------------------------------|------|------|--------|---------|
| | | 5.Soutien (rémunération) | 9045 | 9193 | 148 | 1,6% |
| E | Pilotage et Appui : Kirouan | 1.Supervision, études et législation | | 12 | 12 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 1085 | 1063 | -22 | -2,0% |
| | | 3.Soutien au développement | | 0 | 0 | |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 4393 | 4372 | -21 | -0,5% |
| F | Pilotage et Appui : Kasrine | 1.Supervision, études et législation | | 10 | 10 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 845 | 1105 | 260 | 30,8% |
| | | 3.Soutien au développement | 2 | 2 | 0 | 0,0% |
| | | 4 Gestion des ressources humaines | 2950 | 4040 | 1 090 | 36,9% |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 7540 | 7259 | -281 | -3,7% |
| G | Pilotage et Appui : Sidi bouزيد | 1.Supervision, études et législation | | 15 | 15 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 942 | 1149 | 207 | 22,0% |
| | | 3.Soutien au développement | | 0 | 0 | |
| | | 4 Gestion des ressources humaines | 3628 | 260 | -3 368 | -92,8% |
| | | 5.Soutien (rémunération) | | 3586 | 3 586 | |
| H | Pilotage et Appui : Souss | 1.Supervision, études et législation | | 15 | 15 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 442 | 598 | 156 | 35,3% |
| | | 3.Soutien au développement | 37 | 32 | -5 | -13,5% |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 2078 | 2441 | 363 | 17,5% |
| I | Pilotage et Appui : Monastir | 1.Supervision, études et législation | | 15 | 15 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 258 | 434 | 176 | 68,2% |
| | | 3.Soutien au développement | 4 | 200 | 196 | 4900,0% |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 2274 | 2099 | -175 | -7,7% |
| J | Pilotage et Appui : Mehdia | 1.Supervision, études et législation | | 15 | 15 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 628 | 807 | 179 | 28,5% |
| | | 3.Soutien au développement | 1 | 1 | 0 | 0,0% |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 2993 | 2724 | -269 | -9,0% |
| K | Pilotage et Appui : Sfax | 1.Supervision, études et législation | | 15 | 15 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 924 | 1004 | 80 | 8,7% |
| | | 3.Soutien au développement | | 218 | 218 | |
| | | 4 Gestion des ressources humaines | 1000 | 2480 | 1 480 | 148,0% |
| | | 5.Soutien (rémunération) | 3314 | 3169 | -145 | -4,4% |

| | | | | | | |
|---|----------------------------------|--------------------------------------|---------------|---------------|----------------|--------------|
| L | Pilotage et Appui : Gafsa | 1.Supervision, études et législation | | 15 | 15 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 891 | 1101 | 210 | 23,6% |
| | | 3.Soutien au développement | | 0 | 0 | |
| | | 4 Gestion des ressources humaines | 4000 | 1660 | -2 340 | -58,5% |
| | | 5.Soutien (rémunération | 4838 | 4913 | 75 | 1,6% |
| M | Pilotage et Appui : Touzeur | 1.Supervision, études et législation | | 20 | 20 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 296 | 471 | 175 | 59,1% |
| | | 3.Soutien au développement | 1 | 1 | 0 | 0,0% |
| | | 5.Soutien (rémunération | 7298 | 7140 | -158 | -2,2% |
| N | Pilotage et Appui : Kebeli | 1.Supervision, études et législation | | 25 | 25 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 586 | 792 | 206 | 35,2% |
| | | 3.Soutien au développement | 3 | 4 | 1 | 33,3% |
| | | 4 Gestion des ressources humaines | 1600 | 500 | -1 100 | -68,8% |
| | | 5.Soutien (rémunération | 3893 | 4114 | 221 | 5,7% |
| O | Pilotage et Appui : Gabes | 1.Supervision, études et législation | | 16 | 16 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 628 | 784 | 156 | 24,8% |
| | | 3.Soutien au développement | 2 | 2 | 0 | 0,0% |
| | | 4 Gestion des ressources humaines | 4290 | 3000 | -1 290 | -30,1% |
| | | 5.Soutien (rémunération | 4349 | 4384 | 35 | 0,8% |
| P | Pilotage et Appui : Medenine | 1.Supervision, études et législation | | 12 | 12 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 2235 | 3398 | 1 163 | 52,0% |
| | | 3.Soutien au développement | 2 | 2 | 0 | 0,0% |
| | | 5.Soutien (rémunération | 7429 | 3302 | -4 127 | -55,6% |
| Q | Pilotage et Appui : Tataouine | 1.Supervision, études et législation | | 10 | 10 | |
| | | 2.Appui financier et logistique | 542 | 689 | 147 | 27,1% |
| | | 3.Soutien au développement | 3 | 3 | 0 | 0,0% |
| | | 4 Gestion des ressources humaines | 3540 | 500 | -3 040 | -85,9% |
| | | 5.Soutien (rémunération | 3118 | 2717 | -401 | -12,9% |
| Total programme ressources de l'Etat | | | 223459 | 209569 | -13 890 | -6,2% |

Cadre des dépenses à moyen terme 2021-2023

TABLEAU 9 : CDMT programme Pilotage et Appui

selon la nature de la dépense et les sources de financement (Crédits de paiement en mille dinars)

| Designation | Source de financement | Réalizations | | | L.f 2020 | Prévisions | | |
|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------|---------------|-----------------|---------------|----------------|---------------|---------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Rémunération | Ressources budget d'état | 116642 | 110893 | 123 | 148627 | 140 680 | 147 714 | 151 |
| | Ressources fonds de trésors | 9438 | 17721 | | | | | |
| | Ressources de l'état | 126080 | 128614 | 123 | 148627 | 140 680 | 147714 | 151824 |
| | Ressources propres des entreprises | 480 | 480 | 480 | | 0 | 0 | 0,0% |
| | Total partie | 126560 | 129094 | 124 | 148627 | 140 680 | 147714 | 151824 |
| Fonctionnement | Ressources budget d'état | 23632 | 17849 | 21 205,3 | 17964 | 18 930 | 19 877 | 20 430 |
| | Ressources fonds de trésors | 1376 | 3028 | | | | | |
| | Ressources de l'état | 25008 | 20877 | 21 205,3 | 17964 | 18 930 | 19877 | 20430 |
| | Ressources des fonds de participation | | | | | | | |
| | Ressources propres des entreprises | 25723 | 22976 | 25 396 | 25657 | 24 290 | 25 505 | 26 214 |
| | Total partie | 50731 | 43853 | 46601 | 43621 | 43220 | 45381 | 46644 |
| Intervention | Ressources budget d'état | 16705 | 17727 | 45 281,1 | 16 170 | 15 380 | 16 149 | 16 598 |
| | Ressources emprunt extérieur | | | | | | | |
| | Ressources fonds de trésors | 43016 | 44344 | 45 233,0 | | | | |
| | Ressources de l'état | 59 721 | 62 071 | 90 514 | 16 170 | 15 380 | 16 149 | 16 598 |
| | Ressources propres des entreprises | 105 | 105 | 105 | 169 | 222 | 233 | 240 |
| | Total partie | 59826 | 62176 | 90 619 | 16 339 | 15 602 | 16 382 | 16 838 |
| Investissement | Ressources budget d'état | 17385 | 17679 | 17 379,0 | 22 293 | 24 684 | 25 918 | 26 639 |
| | Ressources emprunt extérieur | 23238 | 18479 | 31 422,0 | 18 405 | 9 895 | 10 390 | 10 679 |
| | Ressources fonds de trésors | 565 | 2461 | | | | | |
| | Ressources de l'état | 41 187 | 38 619 | 48 801 | 40 698 | 34 579 | 36 308 | 37 318 |
| | Total partie | 41187 | 38619 | 48 801 | 40 698 | 34 579 | 36 308 | 37 318 |
| Total dépenses programme ⁹ | Ressources budget d'état | 174364 | 164148 | 207 670 | 205 054 | 199 674 | 209 658 | 215 |
| | Ressources emprunt extérieur | 23238 | 18479 | 31 422 | 18 405 | 9 895 | 10 390 | 10 679 |
| | Ressources fonds de trésors | 54393 | 67554 | 45233 | | | | |
| | Ressources des fonds de participation | | | | | | | |
| | Ressources de l'état | 251995 | 250181 | 284325 | 223459 | 209569 | 220047 | 226170 |
| | Ressources propres des entreprises | 26308 | 23561 | 25 981 | 25 826 | 24 512 | 25 738 | 26 454 |
| | Total dépenses programme | 278303 | 273742 | 310306 | 249285 | 234081 | 245785 | 252623 |

ANNEXES :

**Fiches d'indicateurs de performance
des objectifs stratégiques et fiches
des opérateurs publics**

ANNEXES : Fiches des Indicateurs de Performance des Objectifs Stratégiques et des Opérateurs Public

**Fiches d'indicateurs de performance
pour du programme 1 : production
agricole, qualité et sécurité sanitaire des
produits agricoles et alimentaires**

Fiches d'indicateur

Code de l'indicateur : 1.1.1

Nom de l'indicateur : Amélioration des rendements des cultures irriguées (Régional)

Date de mise à jour de l'indicateur : 31 janvier 2020

I

I. Caractéristiques générales de l'indicateur :

Le programme auquel se réfère l'indicateur : production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires

Sous-programme auquel se réfère l'indicateur : les sous-programmes régionaux

L'objectif auquel se réfère l'indicateur : œuvrer à développer des filières de production agricoles en vue d'atteindre les objectifs des sécurités alimentaires

Présentation de l'indicateur : l'amélioration du rapport coût-efficacité des plantations irriguées à travers l'intensification et l'utilisation optimale des techniques de production et l'examen attentif des problèmes identifiés en essayant de trouver les solutions techniques nécessaires peut réduire les fluctuations de production

Type d'indicateur : indicateur de résultats

Nature de l'indicateur : indicateur d'efficacité

Déclinaisons : selon les plantations et les gouvernorats

II. Détails techniques de l'indicateur

- **Méthodologie de calcul de l'indicateur :** effectuer une enquête

- **Unité d'indicateur :** nombre

- **Données de base pour le calcul de l'indicateur :**

Méthode de collecte des données de référence pour le calcul des indicateurs : résultats d'enquêtes pour l'estimation de la production à travers les moyens de mesure objectifs

Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : résultats de l'enquête annuelle avec estimation de production à travers une mesure objective des plantations stratégiques choisies, qui sont les céréales, les pommes de terre saisonnières et les tomates saisonnières

- **Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence) :** annuel

- **Valeur cible :** varie selon les plantations

Pour les céréales : 55 s/ha au cours de l'année 2025

Pour les pommes de terres saisonnières : 26 Tonne /ha d'ici l'année 2025

Pour les tomates saisonnières : 75 Tonne /ha d'ici l'année 2022

- **Responsable de l'indicateur :** département des statistiques de la Direction Générale des Etudes Agricoles

III. Lecture des résultats de l'indicateur :

Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques de l'indicateur :

| Indicateur de mesure de la performance | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|---|-----------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur 1.1.1 : Amélioration du rendement des cultures irriguées (régional) | | | | | | | | |
| Céréales | K/ha | 34 | 32 | 35 | 40 | 40 | 42 | 44 |
| Pommes de terre | Tonnes/ha | 21 | 24 | 27 | 24 | 26 | 26 | 26 |
| Tomates | Tonnes/ha | 63 | 67 | 68 | 70 | 75 | 75 | 75 |

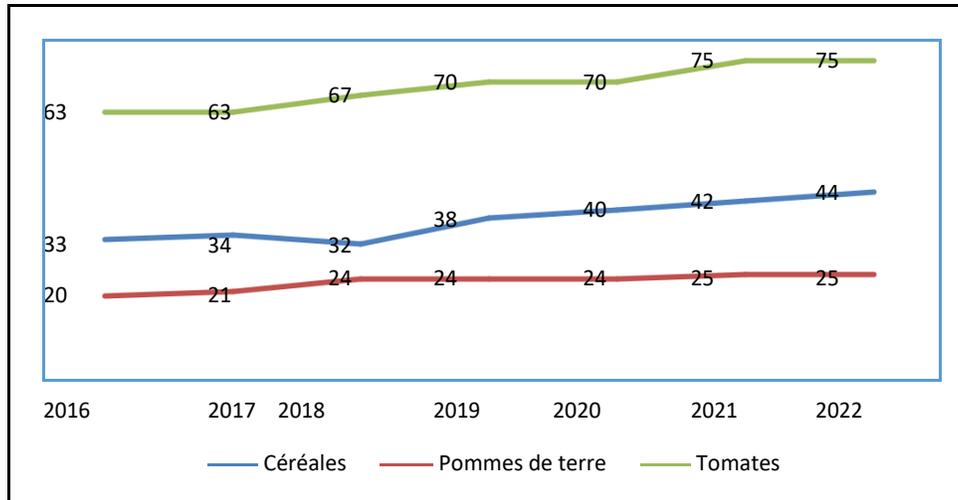
Analyse des résultats et estimation des réalisations de l'indicateur :

Pour les céréales : les résultats enregistrés pour les périmètres irrigués restent inférieurs aux prévisions puisque le taux de production n'a pas dépassé 2,4 million/q par an avec un rendement de 34 q/ha contre des prévisions de l'ordre de 55 q/ha au minimum. Cela est dû à plusieurs considérations, dont la diminution des superficies annuelles irriguées qui sont passées de 100 000 ha en 2010 à 63 000 ha en 2019. Ceci est également dû à l'affectation des sources d'irrigation par les sécheresses enregistrées dans plusieurs régions au cours de ces dernières années, le manque de maîtrise des recommandations techniques, l'adoption de l'irrigation complémentaire et des méthodes traditionnelles d'irrigation ainsi que la concurrence d'autres types de cultures irriguées qui sont plus rentables.

Pour les pommes de terre saisonnières : Pour les saisons 2016 et 2017, les objectifs fixés ont été atteints. Concernant la saison 2018, un taux de croissance des rendements a été enregistré à environ 9% par rapport à l'objectif fixé compte tenu des facteurs climatiques favorables à la production des pommes de terre qui ont caractérisé la saison 2018. En ce qui concerne la saison 2020, le rendement est de 24 tonnes/ha pour les saisons 2021-2022 et 2023 sera de 26 tonnes/ha.

Pour les tomates saisonnières : le rendement a augmenté de 6% en 2018 par rapport à 2017 avec les mêmes superficies actuellement allouées à la plantation de tomates, soit 15 mille hectares. L'objectif visé pour arriver au niveau de 70 tonnes /ha n'a pas été atteint pour la saisons 2020- le rendement est amélioré de 2% par an pour atteindre le niveau de 70 t /ha.

Diagramme d'évolution de l'indicateur



Les plus importantes activités programmées pour atteindre la valeur cible de l'indicateur :

Pour les céréales

Concernant les cultures céréalières irriguées, et afin d'atteindre les résultats souhaités, des travaux sont en cours pour réhabiliter et restaurer les périmètres irrigués en installant un réseau d'irrigation moderne. Cela permettra la valorisation de l'eau et la rationalisation de sa consommation. Simultanément, des programmes de formation des agriculteurs et techniciens sur la bonne gestion de l'irrigation et l'application des packs techniques des cultures irriguées.

Ceci s'ajoute à la révision des prix, compte tenu de l'évolution des coûts de production pour assurer un prix valorisant et suffisamment motivant pour que l'agriculteur améliore la rentabilité.

Pour la pomme de terre saisonnière

Introduire une technologie moderne pour réduire les coûts et améliorer la qualité en plus de développer la mécanisation des cultures.

- Réduire la superficie totale et éviter les extensions notamment dans les régions qui ont des problèmes de sol et une pénurie d'eau.

Programme 1 : La production agricole, la qualité et la sécurité sanitaire des productions agricoles et alimentaires

Pour la tomate saisonnière de transformation

Augmentation de la production d'autres dérivés (tomates pelées, tomates séchées)

Renouvellement des équipements d'irrigation goutte à goutte pour 2500 ha en un an afin de contribuer à l'économie d'eau d'irrigation de 3% d'ici 2021 par rapport à l'état actuel.

- Elargir le processus de mécanisation des différentes étapes techniques de la culture des tomates dès la préparation du sol et de la culture jusqu'à la récolte.

Rationaliser l'utilisation d'engrais et de pesticides et maîtriser les coûts de production.

5. Identification des plus importantes lacunes de l'indicateur :

Pour les céréales :

Fournir de nouvelles sources d'eau pour l'irrigation (lacs montagneux, barrages, puits...)

Rationalisation de la gestion de l'irrigation et contrôler les expansions des superficies irriguées.

• **Pour la pomme de terre saisonnière :**

- Manque d'encadrement au stade de la production
- Limitation de la production à un nombre réduit de catégories
- Effet du changement climatique sur la réponse des plantes.
- Difficultés d'accès aux sources de financement à cause de l'endettement.

✓

Pour la tomate saisonnière de transformation

- La difficulté de généraliser l'application des packs techniques liés à la production de tomate de saison destinée à la transformation dans toutes les régions de production.
- Le double usage des tomates pour la consommation fraîche et la transformation et utilisation du même pack technique, ce qui ne permet pas d'améliorer la qualité des tomates destinées à la transformation.
- Le manque de main-d'œuvre dans le secteur agricole (étapes de culture et de récolte) représente un problème structurel dans la filière des tomates.

Fiche d'indicateur

Code de l'indicateur : 1.2.1

Nom de l'indicateur : taux de couverture sanitaire (animale) (régional)

Date de mise à jour de l'indicateur : 31 janvier 2020

I. Caractéristiques générales de l'indicateur :

1. Le programme auquel se réfère l'indicateur :

La production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires.

Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur : sous-programmes régionaux

3. Objectif auquel se réfère l'indicateur : Renforcer la qualité, la sécurité sanitaire et phytosanitaire des produits agricoles et alimentaires.

4. Présentation de l'indicateur : le pourcentage de couverture sanitaire permettant l'évaluer l'efficacité et l'étendue des campagnes nationales de vaccination animale contre les maladies infectieuses.

5. Type d'indicateur : indicateur de résultat

6. Nature de l'indicateur : un indicateur d'efficacité

7. Déclinaisons : par maladie et par gouvernement

Détails techniques de l'indicateur

La méthode de calcul de l'indicateur : taux de couverture sanitaire = la moyenne des taux de couverture sanitaire des animaux (au nombre de 7)
$$= (A/B+C/D+E/F+G/H+I/J+K/L+M/N)/7*100$$

A : nombre d'animaux vaccinés contre la fièvre aphteuse (Ovine et caprine)

B : nombre d'animaux cibles (ovins et caprins)

C : nombre d'animaux vaccinés contre les fièvres aphteuses (bovins)

Programme 1 : La production agricole, la qualité et la sécurité sanitaire des productions agricoles et alimentaires

D : nombre d'animaux cibles (bovins)

E : nombre d'animaux vaccinés contre la rage

F : nombre d'animaux cibles

G : nombre d'animaux vaccinés contre la variole (ovins)

H : nombre d'animaux cibles (ovins)

I : nombre d'animaux vaccinés contre la langue bleue

J : nombre d'animaux cibles

K : nombre d'animaux vaccinés contre l'avortement gastrique (bovin)

L : nombre d'animaux cibles (bovin)

M : nombre d'animaux vaccinés contre la fièvre Maltaise (ovin et bovin)

N : nombre d'animaux cibles (ovin et caprin)

Unité de l'indicateur : pourcentage

Données de base pour le calcul de l'indicateur :

nombre d'animaux vaccinés

nombre d'animaux cibles

nombre total d'animaux

Méthode de collecte des données de bases pour le calcul des indicateurs :

Le calcul de l'indicateur se fait par la collecte des données et le suivi continue pendant la conduite de la campagne jusqu'à sa fin.

Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur :

Rapports mensuels et annuels reçus à partir de Commissariats Régionaux de Développement

Agricoles. 6. Date de disponibilité de l'indicateur : annuellement

7. Valeur cible :

Atteindre un taux de couverture sanitaire de l'ordre de 80% du nombre total d'animaux par an

8. Responsable de l'indicateur : Roukaya KHORCHANI Email : khorchaniroukaya@yahoo.fr

III. Lecture des résultats de l'indicateur :

1. Série de résultats (réalisations) et prévisions spécifiques de l'indicateur :

| | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|---|--------------|-------------|--------------|-----------|------------|-----------|-----------|
| | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Taux de couverture sanitaire animale | 60.7 | 57.5 | 54.41 | 85 | 85 | 85 | 85 |
| Indicateur National | 60.7 | 57.5 | 54.41 | 85 | 85 | 85 | 85 |

2. Analyse et diffusion des résultats et prévision des réalisations de l'indicateur :

Depuis le début de l'année 2017, un réexamen de la stratégie nationale de lutte contre la maladie de la langue bleue a eu lieu en abandonnant les campagnes de vaccination exhaustives. La nouvelle stratégie de lutte contre la maladie de la langue bleue se base sur les composantes suivantes :

Détection et alerte précoces : Les éleveurs et les agents de santé animale, ainsi que les laboratoires de diagnostic devraient immédiatement prendre l'initiative de signaler les cas suspects de la langue bleue à l'autorité vétérinaire compétente.

Surveillance des animaux témoins : l'utilisation d'un groupe témoin d'animaux est l'une des formes de surveillance ciblée basée sur un protocole de prévisions. Il s'agit de la meilleure stratégie de surveillance des maladies chez les ovins. Ces groupes d'animaux ne doivent pas être exposés aux virus et doivent être stabilisés dans un lieu fixé. Parmi ces groupes des prélèvements d'analyses sont effectués périodiquement afin de découvrir toute nouvelle propagation du virus.

Surveiller les insectes porteurs de maladie : Le premier objectif de la surveillance des animaux porteurs de virus est :

- la capacité d'identifier les régions présentant des risques graves, moyens ou faibles ;
- la capacité d'obtenir des informations détaillées locales sur les indicateurs saisonniers en identifiant les différentes espèces d'insectes présentes dans une région spécifique, les périodes de leurs apparitions pendant les saisons de l'année ainsi que le nombre de chaque type ;
- vacciner les moutons se trouvant dans les régions dangereuses en raison de l'apparition de la maladie de la langue bleue.

Les plus importantes activités programmées pour atteindre la valeur cible de l'indicateur : Depuis 2006 un programme de mandat sanitaire a été mis en œuvre qui a autorisé dans sa première phase d'essai pilote six gouvernorats à avoir 10 médecins vétérinaires privés à détenir ce mandat. Les objectifs du programme sont :

- augmenter le pourcentage de couverture sanitaire ;
- impliquer plus le secteur privé dans la mise en œuvre des campagnes ;
- la contribution à l'effort national de recrutement des diplômés du supérieur ;
- faciliter l'installation des médecins vétérinaires privés dans les régions d'élevage bovins ;

- permettre aux agents publics de se consacrer aux travaux de contrôle et de suivi.

La mission de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche a soutenu ce programme, en allouant chaque année des fonds supplémentaires qui seront consacrés à l'ouverture des nouvelles régions pour les gouvernorats prioritaires. Le nombre de régions d'intervention est donc passé à 245 en 2016.

Il serait question de revoir le système de mandat sanitaire et d'évaluer ses résultats afin de parvenir à améliorer les services fournis par les vétérinaires privés et augmenter ainsi les taux de couverture sanitaire.

Les activités suivantes ont également été programmées :

- instaurer un système d'étude de faisabilité des diverses stratégies de santé animale ;
- mettre en place des systèmes d'éducation dans le cadre de l'approbation de la santé vétérinaire pour les secteurs stratégiques tels que le système d'élevage des vaches et des veaux ;
- renforcement des programmes de lutte contre les maladies transmissibles entre l'homme et l'animal telles que la rage, la tuberculose et la fièvre Maltaise ;
- habiliter le cadre juridique pour la création d'un fonds de la santé animale, soutenir les programmes d'indemnisation des éleveurs et l'éradication des maladies par ordre de priorité ;
- veiller à obtenir l'approbation du programme national de surveillance, de contrôle et de résistance à la fièvre aphteuse ;
- mettre à jour le recensement national de la répartition géographique des chiens selon les régions rurales et urbaines du pays afin d'ajuster le plan national de lutte contre la rage.

Identification des plus importantes lacunes de l'indicateur :

- la multiplicité des campagnes nationales de vaccination tout au long de l'année sans rupture ;
- le non-respect du calendrier de vaccination programmé par les services régionaux à cause du manque des capacités logistiques mises à disposition des équipes de protection de la production animale et de l'insuffisance des compétences en ressources humaines. En effet, aucun agent ni technicien n'a été affecté aux services vétérinaires régionaux.
- insuffisante coopération des éleveurs avec les services vétérinaires régionaux et réticence de certains contre la vaccination.
- manque de sensibilisation des éleveurs avant le lancement de chaque campagne ;
- il y a souvent une irrégularité de la distribution des vaccins vétérinaires aux CRDA par la pharmacie centrale de la Tunisie ;
- aucun nouveau domaine n'a été ouvert pour le mandat sanitaire ;
- le manque des ressources humaines et de la logistique a contribué à l'échec de la réalisation de l'objectif visé ;
- difficulté à estimer le nombre total d'animaux dans certaines régions.

Fiches d'indicateur

Code de l'indicateur : 1.2.2

Nom de l'indicateur : Nombre de campagnes de prévention phytosanitaire

Date de mise à jour de l'indicateur : 29 mai 2019

I. Caractéristiques générales de l'indicateur :

Programme auquel se réfère l'indicateur : La production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires.

Sous-programme auquel se réfère l'indicateur : sous-programme central

L'objectif auquel se réfère l'indicateur : Renforcer la qualité, la sécurité sanitaire et phytosanitaire des produits agricoles et alimentaires.

Présentation de l'indicateur : Développer les activités liées aux visites sur le terrain pour voir l'état de santé des cultures et surveiller les ravageurs nuisibles, et organiser, suivre, mettre en œuvre et évaluer des campagnes nationales de lutte antiparasitaire (mouches des fruits, mineuses des agrumes, bavures de tomates, vers de datte, et oiseaux, etc...). Ces activités sont menées en coopération avec d'autres institutions telles que l'Office national de l'huile, le groupement professionnel mixte des légumes, le groupement professionnel commun des fruits, les instituts de recherche et les commissariats régionaux de développement agricole.

Type d'indicateur : indicateur d'activité

Nature de l'indicateur : un indicateur d'efficacité

Déclinaisons : selon les régions

II. détails techniques de l'indicateur :

La méthode de calcul de l'indicateur : Total des programmes ciblés et mis en œuvre

Unité de l'indicateur : nombre

Données de base pour le calcul de l'indicateur :

Les programmes ciblés et mis en œuvre

Méthode de collecte des données pour le calcul des indicateurs : Rapports, enquêtes, registres d'inspection et échantillonnage de l'administration centrale et des administrations régionales

Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : les directions centrales et régionales

Date de disponibilité de l'indicateur : annuellement

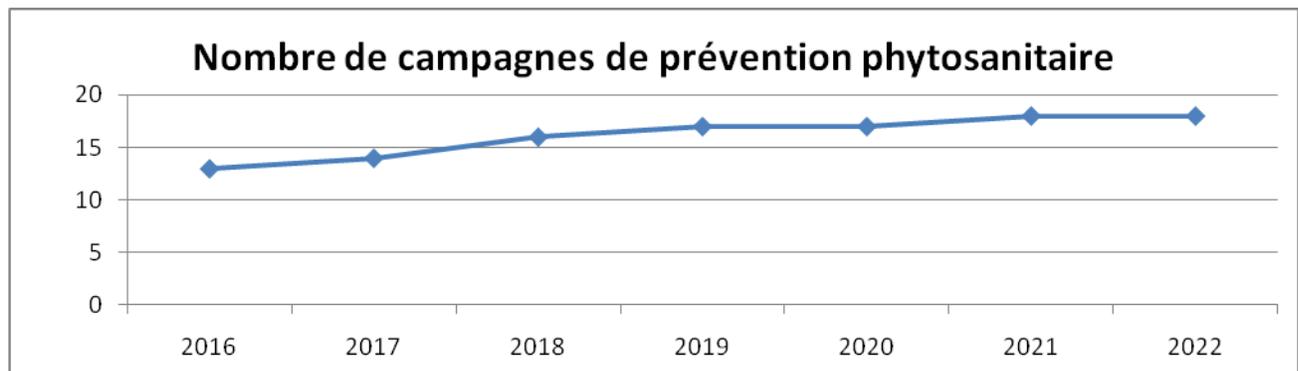
Valeur cible : 17 campagnes, programmes et plans pour lutter contre les ravageurs des cultures d'ici 2020

Responsable de l'indicateur : Adel Jamezi adeljemmazi@yahoo.fr.

III. lecture des résultats de l'indicateur :

1. Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques de l'indicateur :

| Indicateur | Unité | Réalisation | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|-------|-------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2020 | 2022 | 2023 |
| Nombre de campagnes de prévention phytosanitaire | عدد | 14 | 16 | 16 | 17 | 18 | 18 | 18 |



2. Analyse des résultats et appréciation des réalisations de l'indicateur :

Cet indicateur concerne les programmes de lutte intégrée contre les ravageurs dans différents secteurs, le suivi de la mise en œuvre des campagnes nationales et les visites sur le terrain de l'état sanitaire des cultures agricoles. Au cours de l'année 2019, 16 campagnes et programmes nationaux ont été mis en œuvre dans les secteurs des agrumes, olives, oasis, arbres fruitiers et pommes de terre.

3. Les plus importantes activités programmées pour atteindre la valeur cible de l'indicateur :

Fournir toutes les exigences de surveillance et de contrôle nécessaires, y compris l'équipement, les pesticides et les ressources humaines nécessaires. Outre la conclusion de certains accords entre les différentes parties intervenantes et la préparation et la mise en œuvre de protocoles relatifs au suivi de l'état de santé des cultures agricoles dans les secteurs stratégiques.

4. Identification des plus importantes lacunes liées à l'indicateur :

Indisponibilité des fonds et des ressources humaines compétentes nécessaires pour bien exécuter de nombreux programmes d'inspection sanitaire, de surveillance du développement des ravageurs et des maladies des cultures agricoles .

Fiches d'indicateur Taux d'évolution de la valeur des exportations des produits agricoles de qualité

Code de l'indicateur : 1.2.3

Nom de l'indicateur : Taux d'évolution de la valeur des exportations des produits agricoles de qualité (AOC, Bio..) Exp des produits BIO

Date de mise à jour de l'indicateur : juin 2020

I- Caractéristiques générales de l'indicateur :

Le programme auquel se réfère l'indicateur : La production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires.

Sous-programme auquel se réfère l'indicateur : sous-programme central

L'objectif auquel se réfère l'indicateur : Renforcer la qualité, la sécurité sanitaire et phytosanitaire des produits agricoles et alimentaires.

Présentation de l'indicateur : valorisation des produits agricoles en mettant en avant la valeur ajoutée de ces normes en plus du développement local autour de l'appellation d'origine contrôlée indiquant la source tout en préservant l'héritage des connaissances et les habitudes de production.

Type d'indicateur : indicateur du produit

Nature de l'indicateur : un indicateur d'efficacité

Déclinaisons :

II. Détails techniques de l'indicateur :

La méthode de calcul de l'indicateur : Nombre de produits ayant obtenu la certification des normes de qualité.

Unité de l'indicateur : le nombre

Données de base pour le calcul de l'indicateur : les données disponibles à l'administration générale de la production agricole (le registre et les PV du comité technique consultatif de l'appellation d'origine contrôlée concernant les produits qui ont obtenus les marques de qualité.)

Méthode de collecte des données de référence pour le calcul des indicateurs : suivi des travaux du comité consultatif technique de l'appellation d'origine contrôlée et la publication au journal officiel.

Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : le journal officiel

Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence) : annuellement

Valeur cible : 25 produits à l'horizon de 2022

Responsable de l'indicateur : Direction des arbres fruitiers et des légumes.

III. Lecture des résultats de l'indicateur :

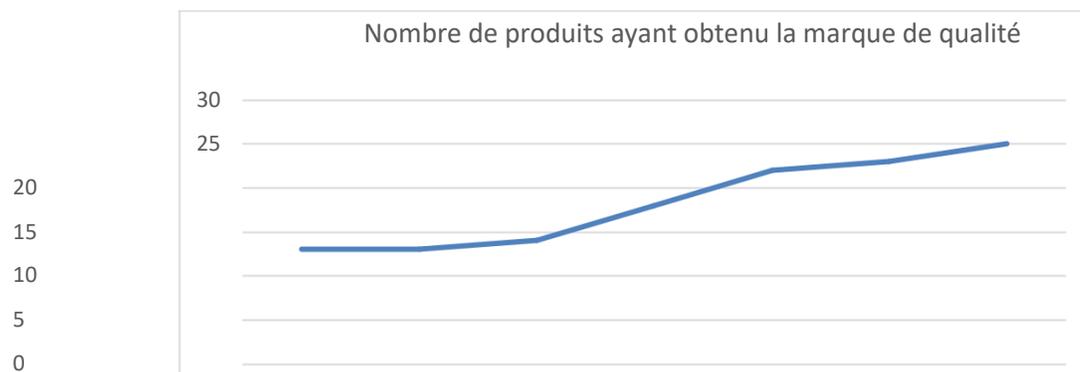
Série de résultats (réalisations) et les prévisions spécifiques de l'indicateur :

| Indicateur de performance | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|-------------------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Evolution d'exportation des produits agricoles de qualité spécifique | Mille dinars | 2838 | 4288 | 1944 | 3000 | 3600 | 4200 | 4800 |
| Evolution d'exportation des produits Bio | Million de dinars | 430 | 680 | 587 | 550 | 600 | 700 | 750 |

| Indicateur de performance de l'objectif | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|--|--------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| Taux d'évolution de la valeur des exportations des produits agricoles de qualité | Nombre | 13 | 13 | 14 | 18 | 22 | 23 | 25 |

Taux d'évolution de la valeur des exportations des produits agricoles de qualité

Nombre 13 13 14 18 22 23 25



2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022

Analyse des résultats et estimation des réalisations de l'indicateur : les indicateurs géographiques d'origine végétale ont connu une évolution dans les réalisations. Concernant les indicateurs d'origine animale, l'évolution enregistrée est réalisée grâce aux soutiens des projets de coopération internationale. En effet, 14 produits ont obtenu la certification de la qualité jusqu'à 14 juin 2018 :

Sept appellations d'origine contrôlée des produits des vignobles : AOC Mornag, AOC grand Cu Mornag, AOC côteau de Tebourba, AOC Kébilia, AOC Côteau d'Utique, AOC Sidi Salem, AOC Thiba

Appellation d'origine contrôlée « Figue Dejba »

Appellation d'origine contrôlée « huile d'olive Teboursouk »

Cinq références d'origine :

Indications de Provenance : « Pomme Sbiba »

Indications de Provenance : « Grenade de Gabès »

Indications de Provenance : « Deghlet ennour Tunisienne »

Indications de Provenance : « huile de Monastir »

Indications de Provenance : « menthe El Ferch »

Suite à la réunion du comité consultatif technique du 8 mai 2018, les cahiers de charge concernant les nomenclatures certifiées des produits suivants ont été approuvés :

Huile de Dioecious) (Khemir et MougadMiel de Bruyère de Khmir

Deglet « Ennour » Nefzaoua

Grenade de Gabès

Et ils seront publiés dans le journal officiel fin 2019.

Les plus importantes activités programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur :

Envisager l'instauration d'une sous-direction au sein de la Direction Générale de la Production Agricole qui s'occupe de la supervision et du développement des normes de qualité et des normes géographiques.

Le comité consultatif technique a approuvé que L'Institut National de la Normalisation et de la Propriété Industrielle soit la structure de certification des produits et ce afin de valoriser les produits qui ont obtenus la marque de qualité « Indications de Provenance ».

4. Identification des plus importantes lacunes liées à l'indicateur :

Faible organisation des agriculteurs au sein des structures professionnelles et manque de la valorisation des produits agricoles et de « l'Indications de Provenance ».

Absence d'étude qui montre l'impact économique de la marque « Indications de Provenance » sur les prix de ventes des produits concernés.

Manque de structure de certification d'approbation pour valoriser les produits qui ont obtenus des marques de qualité.

Fiche N°1 : Office des Terres Domaniales

Programme incluant les entreprises publiques : Programme 1 : production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires

I : Présentation

Activité principale : production agricole

Nature juridique : Entreprise publique

Classement de l'établissement : classe K

Référence de création : Décret n° 15 de 1961 du 30 septembre 1961, approuvé par la loi n°58 de 1961 du 1 décembre 1961

Référence d'organisation administrative et financière : Décret N° 82 de l'année 2001 du 5 janvier 2001

Date de signature du dernier contrat de programme ou objectif entre le Ministère et l'établissement/société : 20 février 2010

II- Cadre de la capacité de performance

1. Stratégie générale :

L'utilisation la plus efficace de toutes les capacités de production disponibles

Adoption des technologies nouvelles et modernisation des outils et des moyens de travail

Renforcer la position des secteurs stratégiques

Insister sur les avantages comparatifs de chaque unité de production et agir pour l'élargissement de la base de production, en particulier des produits à forte valeur ajoutée

Insister sur l'amélioration de la qualité et la maîtrise des coûts afin de doter les produits de l'Office d'une forte compétitivité.

Améliorer la conduite de la politique commerciale

Déterminer la contribution des objectifs du programme : une contribution directe

Les propriétés et objectifs les plus importants :

Concentrer davantage sur le secteur de la production animale pour augmenter ses performances et rendements.

Fournir les soins nécessaires au secteur des grandes cultures.

Habilitation du secteur des oliviers et promotion du secteur de l'arboriculture à haute valeur ajoutée.

Plus d'attention aux industries agroalimentaires.

Indicateurs des mesures de performance et principales activités :

| | 2016/2017 | 2017/2018 | 2018/2019 |
|---------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Blé dur (Quintal/ha) | 25,96 | 36,01 | 34,92 |
| Blé tendre (Quintal/ha) | 26,35 | 33,26 | 32,75 |
| Huile d'olive (mille tonnes) | 4,286 | 63,332 | 12,147 |
| Huile végétale (tonnes) | 162 | 815 | 665 |
| Produits laitiers (million de litres) | 22,6 | 22,7 | 25,8 |
| Viandes (tonnes) | 4264 | 4695 | 4959 |
| Œufs (million d'œufs) | 119,035 | 110 | 113,754 |

5. Mesures d'accompagnement :

III – BUDGET :

Présentation générale du budget de l'entreprise/établissement publics de l'année financière 2019

| Libellé | Prévisions de la saison 2018/2019 | | |
|-----------------------|-----------------------------------|---|------------------|
| | Volume des dépenses | Sources de financement | Montant |
| Exploitation | 196.238.240 DTN | Ressources propres | 196.238.240 DTN* |
| | | Budget de l'Etat | - |
| | | Prêts | - |
| | | Autres financement | - |
| Investissement | 46.033.448 DTN | Ressources propres | 19.235.328 DTN |
| | | Budget de l'Etat | - |
| | | Prêts | 15.342.950 DTN |
| | | Autres financement (subventions investissement) | 11.455.170 DTN |

(*) DTN : dinar tunisien

Programme incluant l'entreprise publique : Programme 1 : production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires

I. Présentation

Activité principale : Achat et vente des céréales

Nature juridique : entreprise publique

Classement de l'établissement : classe K

Référence de création : Décret-loi n°10 de l'année 2016 datée de 3 avril 1962 concernant la création de l'Office des Céréales et légumineuses alimentaires et autres produits, approuvé par la loi n°97 de 1970, daté du 26 septembre 1970

Référence d'organisation administrative et financière : Décret n° 2578 de l'année 2000 datée du 11 novembre 2000

Date de signature du dernier contrat de programme ou objectif entre le Ministère et l'établissement/institution : 10 juin 2010

II. Cadre de la capacité de performance :

1. Stratégie générale :

Garantir l'approvisionnement du pays en céréales.

Contrôle de la qualité des céréales.

Déterminer la contribution aux objectifs du programme : une contribution directe

Les propriétés et objectifs les plus importants :

Augmenter la rapidité de déchargement des navires.

Améliorer la rentabilité des silos.

Soutenir le transport ferroviaire.

Rationalisation de l'utilisation de l'énergie dans les silos.

Développer le système local de contrôle de la qualité du blé dur.

Développer un système étranger de contrôle de la qualité des céréales (blé dur).

Donner plus d'efficacité aux résultats des tests émis par les laboratoires de l'Office.

4. Indicateurs des mesures de performance et principales activités :

| Indicateur | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|------|------|------|
| Taux d'exploitation de la capacité de stockage % | 79 | 79 | 82 |
| La part des quantités transportées par chemins de fer % | 10 | 10 | 15 |

| Indicateur | unité | réalisation | | | 2019 | prévision | | |
|------------|-------|-------------|------|------|------|-----------|------|------|
| | | 2016 | 2017 | 2018 | | 2020 | 2021 | 2022 |

| | | | | | | | | |
|---|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Taux d'exploitation de la capacité de stockage % | % | 82 | 79 | 79 | 84 | 86 | 92 | 96 |
| | | | - | - | - | - | - | |
| La part des quantités transportées par chemins de fer % | | 10 | 10 | 11 | 6 | 8 | 10 | 10 |

les mesures d'accompagnement :

Budget :

Présentation générale du budget des institutions/établissements publics pour l'exercice 2019 :

| <i>Mille dinar</i> | Prévisions 2019 (milles dinar) | |
|------------------------|---------------------------------------|---|
| | Volume des dépenses | Sources de financement |
| Exploitation | 2.715.242 | Ressources propres |
| Investissements | 48.860 | 3.860 mille dinars sur ressources propres |
| | | 45000 milles dinar sur ressources extérieures |

Fiche N°3 : Office Nationale de l'Huile

Programme incluant l'entreprise publique : Programme 1 : production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires

I : Présentation

Activité principale : l'achat de l'huile d'olive à la production et l'exporter par le biais de l'office national de l'huile et assurer l'activité de l'huile végétale subventionnée par l'Etat.

2. **Nature juridique** : Entreprise publique

3. **Classement de l'établissement** : classe M

Référence de création : Décret-loi n° 24 de l'année 1962 datée du 30 Août 1962

Référence d'organisation administrative et financière : Décret n° 2579 de l'année 2000 du 11 novembre 2000, révisé par le Décret n° 4798 de l'année 2011 du 10 décembre 2011

Date de signature du dernier contrat de programme ou objectif entre le Ministère et l'entreprise/Etablissement : le 5 octobre 2010

II- Cadre de la capacité de performance :

Stratégie générale :

Déterminer la contribution aux objectifs du programme : participation directe

Les principales propriétés et objectifs :

Intervenir dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie de l'huile.

Garantir l'approvisionnement du pays en huiles végétales subventionnées.

Production et vente des plans d'olives.

Garantir l'achat de l'huile d'olive à la production et l'exporter à travers l'entreprise totalement exportatrice.

Valoriser l'huile d'olive tunisienne et contrôler la qualité par les laboratoires de l'Office.

4. Indicateurs des mesures de performance et principales activités :

| | 2016/2017 | 2017/2018 | 2018/2019 | 2020/2021 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Taux de traitement des forêts d'oliviers | 67 | 71 | 90 | 95 |
| Pourcentage de ceux ayant réussi aux ateliers de formation de taille des oliviers | 66 | 74 | 76 | 82 |
| Pourcentage de vente des plans d'oliviers | 91 | 86 | 80 | 85 |
| Taux d'habilitation des laboratoires | 0 | 33 | 66 | 70 |
| Accès à de nouveaux marchés étrangers (nombre) | 1 | 1 | 2 | 3 |

5. Les mesures d'accompagnement :

III –Budget :

| Engagements | Prévisions 2018/2019 |
|---|-----------------------------|
| Budget Général de gestion et de fonctionnement | 17.597.412 DTN |
| Budget prévisionnel pour l'activité d'huile végétale subventionnée | 420.326.942 DTN |
| Budget d'intervention dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie d'huile | 2.000.000 DTN |
| Budget général d'investissement | 1.944.080 DTN |

Fiche N°4 : Société Tunisienne de Volaille

Programme incluant l'établissement public : Programme 1 : production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires

I : Présentation

Activité principale : production et commercialisation d'œuf d'incubation, des poussins de chair et des œufs.

Nature juridique : entreprise publique

Classement de l'établissement : classe A

Référence de création : assemblée générale constituante tenue le 18 mai 1981

Référence d'organisation administrative et financière : le contrat constituant

Date de signature du dernier contrat de programme ou objectif entre le Ministère et l'établissement/institution : 7 février 2010

II- Cadre de capacité de performance :

1. Stratégie générale :

Habilitation et amélioration de la qualité
Utilisation optimale des moyens de production
Maîtrise des coûts

Déterminer la contribution aux objectifs du programme : (contribution indirecte)

Les propriétés et objectifs les plus importants :

Aménagement des poulaillers
Mécanisation des opérations de l'éclosion des poulets de chair
Généralisation de la vaccination des poussins de chair contre la propagation des maladies épidémiques
Adoption de contrats de programmes avec les unités de production de l'entreprise
Préparer une étude sur le positionnement de l'entreprise dans le secteur, développer ses activités et restructurer son capital.

4. Indicateurs des mesures de performance et principales activités :

| Objectifs | Indicateurs | Réalizations | | | Prévisions | | |
|--|--|--------------|------|--------|------------|------|------|
| | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| Développement de la production des œufs prêts à l'incubation et des poussins âgés d'un | Taux d'atteinte des résultats des catalogues de races pour la quantité des œufs de production de chair incubés par chaque poulet (%) | 90.98 | 95.5 | 104.95 | 96.7 | 96.2 | 97.5 |
| | Taux de consommation additionnelle du fourrage pour chaque œuf incubé de production de chair en comparant aux résultats des catalogues de race % | 11.02 | 8.75 | -3.42 | 6.46 | 4.56 | 2.66 |

| | | | | | | | |
|---|--|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| jour pour la race | | | | | | | |
| des poulets de chair | Taux d'atteinte des résultats de catalogues de races par rapport au nombre des poussins à production de chair pour chaque poulet % | 87.48 | 92.21 | 107.24 | 94.08 | 94.74 | 95.39 |
| | Taux d'éclosion des œufs à chair incubés (%) | 79.83 | 80.09 | 84 | 81.25 | 81.36 | 81.69 |
| Promotion de la production des œufs d'incubation des poussins d'âge un jour pour la race des poulets pondeuses | Indicateur du taux de mortalité des mères pondeuses en période d'élevage (%) | 7.6 | 8 | 6.88 | 5.5 | 5.3 | 5 |
| | Taux de consommation additionnelle du fourrage par rapport aux résultats des catalogues des races pour chaque poule pondeuse (%) | 11.01 | 0.08 | 2.51 | 2.23 | 1.69 | 1.12 |
| | Taux de pondaison moyen en % | 91.5 | 90.84 | 88.23 | 91 | 91.2 | 91.5 |
| | Taux d'éclosion des œufs incubés | 39.05 | 40.53 | 40.3 | 40.6 | 40.7 | 41 |

Les mesures d'accompagnement

III – Budget :

Présentation générale du budget institution / établissement public de l'exercice 2019

- **Budget d'exploitation** 17 000 mille dinars
- **Budget d'investissement** 2 550 mille dinars
- **Dépenses d'investissement reportées** 9 615 mille dinars

Fiche N°5 : Société Nationale de Protection des Végétaux

1. Programme incluant l'établissement public : Programme 1 : production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires

I : Présentation

Activité principale : réalisation de tous les types d'études et la lutte contre les ravageurs agricoles par voies aériennes et terrestres.

Nature juridique : entreprise publique

Classement de l'établissement : classe B

Référence de création : loi n° 14 de 1969 du 28 février 1969, révisée par la loi n°14 de 1971 du 9 mars 1971

Référence d'organisation administrative et financière : loi n° 14 de 1969 du 28 février 1969, révisée par la loi n°14 de 1971 du 9 mars 1971

Date de signature du dernier contrat de programme ou objectif entre le Ministère et l'établissement/institution (le cas échéant) :

II- Cadre de la capacité de performance :

Stratégie générale : la stratégie générale de l'entreprise s'inscrit dans le cadre des interventions aériennes pour combattre les ravageurs agricoles avec les méthodes efficaces.

Déterminer la contribution aux objectifs du programme : (contribution directe ou indirecte)

Les propriétés et objectifs les plus importants :

Combattre les mauvaises herbes et les parasites dans les grandes cultures

Combattre la mouche des oliviers et les muqueuses et les pucerons

Combattre la mouche des agrumes

Combattre les moustiques

Effectuer tous les autres services/occasionnels (combattre les criquets du Sahara)

Indicateurs des mesures de performance et principales activités : il n'y a aucun indicateur

Les mesures d'accompagnement : (Soutien financier, ratification de certains textes réglementaires, renforcement de la structure avec les ressources humaines nécessaires ...)

III – Budget :

Présentation générale du budget institution/établissement public de l'exercice 2019

| <i>En mille dinar</i> | | Crédits d'engagement |
|--------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| Dépenses d'exploitation | Dépenses de rémunération | 1786 |
| | Moyens des services | 953 |
| Dépenses d'équipement | Sur le Budget de l'Etat | 400 |
| | Emprunts extérieurs | 1000 |
| | Ressources propres | - |

Fiche N°6 : Office de l'élevage et des pâturages

Programme incluant l'établissement public : Programme 1 : production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires

I : Présentation

Activité principale : développement de la productivité du bétail et des ressources fourragères

Nature juridique : Etablissement public à caractère non administratif

Classement de l'établissement : Classe A

Référence de création : Décret-loi n°2 de 1966 du 24 septembre 1966 approuvé par la loi n° 69 de 1966 du 28 novembre 1966, telle que révisée par la loi n°23 de 1993 du 8 mars 1993.

Référence d'organisation administrative et financière : loi n°69 de 1966 du 28 novembre 1966 telle que révisée par la loi n° 23 de 1993 de 8 mars 1993

Date de signature du dernier contrat de programme ou objectif entre le Ministère et l'établissement/institution (le cas échéant) :

II- Cadre de la capacité de performance :

Stratégie générale : la stratégie générale de l'office de l'élevage et des pâturages consiste à développer des filières de productions agricoles.

Déterminer la contribution des objectifs au programme : (contribution directe et indirecte)

Les propriétés et objectifs les plus importants :

Les objectifs de l'office sont :

- développer des ressources fourragères et pastorales par l'amélioration des pâturages, et la promotion des plantations fourragères et la valorisation des déchets agricoles et industriels dans le cadre de la réduction de la carence en fourrage ;
- améliorer les races d'élevage ;
- augmenter les taux d'encadrement des éleveurs.

4. Indicateurs des mesures de performance et principales activités :

Espaces pastoraux améliorés grâce à l'amélioration des pâturages avec des techniques de plantation de figes lisses, des arbustes pastoraux et des coupe-feux.

Quantités de semences fourragères produites et collectées dans les domaines de l'office à travers des contrats de production et puis la distribution aux agriculteurs au début de la saison.

Développement de la production de fourrage vert et ce à travers le développement de cultures fourragères.

Nombre d'animaux numérotés moyennant la numérotation de tous les types de bovins y compris les vaches et chameaux et les petits ruminants.

Nombre de vaches inséminées artificiellement dans le cadre de l'amélioration de la productivité des races.

Contrôler la productivité des vaches laitières

Surveiller la croissance des petits ruminants.

Nombre de vaches laitières contrôlées à travers l'encadrement des petits, des moyennes et des grands éleveurs des vaches laitières.

Nombre d'apiculteurs et d'éleveurs de petits animaux accompagnés et ce à travers le suivi et la prévoyance technique intensive (lapins, cailles, escargots et poulets de ferme), et la promotion et l'amélioration des conditions d'élevage.

Les mesures d'accompagnement :

III – Budget :

Présentation générale du budget de l'entreprise/établissement public de l'exercice 2019 (en mille dinars)

| En mille dinar | | Crédits d'engagement |
|--|--------------------------|----------------------|
| Dépenses d'exploitation | Dépenses de rémunération | 12630 |
| | Moyens des services | 1449 |
| | Dépenses d'intervention | 80 |
| Dépenses d'équipement | Sur le Budget de l'Etat | 8000 |
| | Ressources propres | 1480 |
| Dépenses des unités de production | Sur le Budget de l'Etat | - |
| | Ressources propres | 7780 |
| Subventions et incitations du secteur | Sur le Budget de l'Etat | 58000 |

Fiche N°7 : Fondation Nationale d'Amélioration de la Race Chevaline

Programme incluant l'établissement public : Programme 1 : production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires

I : Présentation

Activité principale : superviser le secteur de l'élevage de chevaux

2. **Nature juridique** : établissement public à caractère non administratif

3. **Classement de l'établissement** : classe G

Référence de création : la loi n° 82 de 1988 du 11 juillet 1988

Référence d'organisation administrative et financière : décret n° 1631 de 2003 du 16 juillet 2003

Date de signature du dernier contrat de programme ou objectif entre le Ministère et l'établissement/institution : 2007

II- Cadre de la capacité de performance :

1. Stratégie générale :

Préparer, mettre en œuvre et accompagner les programmes de développement du secteur d'élevage de chevaux.

Encadrer et encourager les éleveurs.

Identification, réalisation et suivi des processus d'alimentation génétique.

Tenir des registres de généalogie des chevaux.

Organiser et contrôler l'amélioration des chevaux pour le public.

Contribuer au développement du sport d'équitation.

Représenter le secteur auprès d'organisations nationale et internationales.

Déterminer la contribution des objectifs du programme : (contribution directe et indirecte)

Les propriétés et objectifs les plus importants :

Dans le cadre de l'exécution des missions, l'entreprise veillera à mettre en œuvre les programmes suivants :

Activation du programme de développement du secteur de l'élevage des chevaux de race pure.

Continuer la généralisation de la présentation complémentaire des chevaux et implanter le badge électronique.

Continuer d'améliorer les services pour aider les éleveurs.

Construire et mettre en activité le centre de production des semences dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de partenariat Tuniso-Italien.

L'acquisition d'étalons pour remplacer ceux devenus incapables de procréer.

Contribuer à l'achèvement de la formation du premier groupe des formés dans les professions des chevaux, en coopération avec l'Agence Tunisienne de la Vulgarisation et la Formation Agricole et ce dans le cadre de l'exécution de la coopération Tuniso-Italienne dans les domaines de l'agriculture et le développement rural.

Promouvoir l'équitation traditionnelle, encourager les sports d'équitation et développer l'équitation touristique.

Une meilleure utilisation des terrains agricoles.

Une campagne de communication sur le secteur en établissant des liens entre les organisations internationales spécialisées et la participation aux foires internationales.

III – Budget :

Budget d'exploitation pour l'année 2019 (loi de finances 2019)

Le budget d'exploitation est estimé à 5747 mille dinars contre 5587 mille dinars en 2018 enregistrant ainsi une augmentation de 62 mille dinars soit 2,90% répartis comme suit :

| En mille dinars | | | | |
|---|-----------------|-----------------|--------------|----------------|
| Libellé | Prévisions 2018 | Prévisions 2019 | Ecart | |
| I-Dépenses | 5585 | 5747 | +162 | + 2,90% |
| 1-Dépenses de rémunération | 3675 | 3547 | - 128 | - 3,48 % |
| 2-Dépenses spécifiques et de fonctionnement ordinaire | 1425 | 1615 | + 190 | + 13,33% |
| 3- Dépenses d'intervention | 485 | 585 | + 100 | + 20,61% |
| II-Ressources | 5585 | 5747 | + 162 | +2,90% |
| 1- Ressources propres y compris : | 1910 | 2200 | + 290 | 13,18% |
| Ressources provenant de l'Agence Tunisienne de Solidarité | 950 | 1120 | + 170 | + 17,89% |
| 2-Subvention d'équilibre au titre de rémunération | 3675 | 3547 | - 128 | - 3,48% |

Indicateurs pour mesurer la performance des activités de l'établissement:

Le programme annuel de performance 2021-2023 a été élaboré sur la base des objectifs fixés et du volume d'investissement annuel à réaliser pour les différentes interventions de l'institution au cours de la période précitée, qui vise à soutenir le premier programme du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et des Ressources en eau "Production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires".

Objectifs

Les objectifs de l'établissement ont été maîtrisés en fonction de la spécificité de ses interventions dans le domaine du développement du système d'élevage de chevaux.

Les objectifs sont les suivants:

Le premier objectif: augmenter la production de chevaux

Le deuxième objectif: améliorer la qualité de la production et préserver les races et les atouts tunisiens

Le troisième objectif: soutenir l'équitation traditionnelle et les domaines de l'utilisation du cheval

Quatrième objectif: augmenter le rayonnement du système d'élevage de chevaux et contribuer à valoriser la production de chevaux

| OBJECTIF | INDICATEUR | UNITE | REALISATION | | | PREVISION | | | |
|---|--|--------|-------------|------|------|-----------|------|------|------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Augmenter la production de chevaux | Nombre de chevaux et inscrits | Nombre | 1200 | 1250 | 1300 | 1350 | 1375 | 1400 | 1500 |
| | Nombre de chevaux acceptés dans les écurie et les centres d'amélioration | Nombre | 4200 | 4400 | 4700 | 5000 | 5100 | 5200 | 5200 |
| | Taux de fertilité | % | 39 | 40 | 40 | 42 | 44 | 45 | 47 |
| Améliore la production en gardant la lignée et la race | Nombre de genisseur pour l'insémination | nombre | 33 | 34 | 36 | 36 | 40 | 40 | 40 |
| | taux des chevaux ayant une subvention lors des concours | % | 18 | 18 | 18 | 20 | 22 | 25 | 25 |
| | Nombre de chevaux présentés à la commission des races | nombre | | | 180 | 300 | 350 | 400 | 500 |
| Appui de l'équestre traditionnel et l'utilisation des chevaux | Nombre de manifestation subventionnée ou encadré dans le domaine équestre traditionnel et sport équestre | nombre | 6 | 6 | 7 | 8 | 10 | 10 | 10 |
| Promouvoir l'entreprise et valoriser la production chevaline | Nombre de participation des manifestations nationales et internationales | nombre | 4 | 3 | 3 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| | Nombre de professionnels bénéficiant des services du marché des chevaux ou d'appui | nombre | 88 | 95 | 110 | 110 | 120 | 140 | 140 |

Actions d'accompagnement

Afin d'atteindre les objectifs fixés par la Fondation pour l'amélioration et la perfection des chevaux, les exigences de l'État tournent autour de:

- Compléter les procédures de publication du statut du personnel de l'entreprise
- Habilitier l'établissement à faire des recrutements pour augmenter son capital humain et augmenter le taux d'encadrement
- Continuer à accorder la subvention d'équilibre
- accorder les subventions d'investissements pour financer les projets programmés

Fiche N8 sociétés des courses hippiques

Programme incluant l'établissement public : Programme 1 : production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires

I. Présentation

Activité principale : l'organisation des festivals des courses hippiques et la gestion des hippodromes.

Classement de l'établissement : classe B

Référence de création : le décret n° 177 de 1970 du 26 mai 1970.

Référence d'organisation administrative et financière : décret n°3665 du 2009 de 2 décembre 2009.

Date de signature du dernier contrat de programme ou objectif entre le Ministère et entreprise/institution : le dernier contrat de programme pour 2010-2011 a été approuvée le 9 septembre 2010.

II. Cadre de la capacité de performance :

Stratégie générale : la promotion du secteur de l'élevage des chevaux et des courses hippiques.

Déterminer la contribution des objectifs du programme : contribution indirecte

Les propriétés et objectifs les plus importants :

Développer les courses hippiques.

Garantir la sécurité sanitaire des chevaux participant aux courses hippiques.

Promouvoir la participation aux courses hippiques internationales.

Indicateurs des mesures de performance et principales activités :

La promotion des courses hippiques.

Plus de sensibilisation des vétérinaires aux chevaux de course.

Ouverture sur l'extérieur et intensification des participations aux courses hippiques internationales.

Accorder plus d'attention à l'infrastructure, à l'équipement technique et à l'installation de services de réception et ce en allouant d'important crédits dans les dépenses de gestion pour les opérations d'entretien et de réparation des infrastructures de base :

- Entretien et réparation hippodromes (45 mille dinars)
- Entretien et réparation de l'infrastructure de base (55 mille dinars)
- Entretien et réparation des paddocks et écuries (15 mille dinars)

| Libellé | Taux de réalisation au cours des trois dernières années | Objectif pour l'année 2021 | Remarques |
|--|---|---|--|
| Nombre de tournois de courses hippiques | 76 | Développement des courses tunisiennes | L'objectif principal de l'entreprise est de développer les courses en augmentant d'une année à l'autre le nombre de courses et le nombre de chevaux participant, ce qui nécessite la mise à disposition des crédits d'engagements de dépenses nécessaires à cet effet (pas moins de 60). |
| Nombre de courses hippiques | 474 | | |
| Nombre de chevaux participant aux courses | 4164 | | |
| Nombre de chevaux dans les écuries | 711 | Soutien vétérinaire des chevaux et maintien du troupeau de chevaux en bonne santé | L'un des objectifs de l'entreprise est d'améliorer les conditions d'hygiène dans les écuries des chevaux afin de préserver la santé du troupeau et de réduire au maximum les contagions en cas de maladies infectieuses. |
| Le nombre d'infections par contagion | 56 | | |
| Nombre de prélèvement biologiques | 355 | Lutter contre le phénomène de l'utilisation de substances interdites | La réduction la plus possible du pourcentage de cas positifs. |
| Nombre de cas positifs | 6 | | |
| Nombre de courses hippiques internationales en Tunisie | 1 | Développement de courses internationales | L'entreprise aspire à être promue dans des courses internationales reconnues par les autorités hippiques. |
| Nombre d'hippodromes éligibles pour accueillir des courses hippiques | 4 | Améliorer le taux de réhabilitation des pistes de courses hippiques | L'entreprise aspire à qualifier les hippodromes en adéquation avec les exigences des professionnelles |

Les mesures d'accompagnement : (Soutien financier, approbation de certains textes réglementaires, renforcement de la structure en ressources humaines nécessaires...)

III – Budget :

Présentation générale du budget de l'entreprise/établissement public pour l'exercice 2021

Le projet de budget estimatif d'exploitation et d'équipement pour l'année 2021 a été préparé sur la base d'un ensemble de données objectives qui ont été constatées à travers les événements que l'entreprise a vécu dans le cadre de sa fonction durant les 3 dernières saisons. En plus des mesures qu'il faut prendre pour répondre au développement attendu sur le plan d'activité durant la prochaine saison (2021)

| Libellés | Prévisions 2021 | | |
|----------------------------------|-------------------------|--|---------------------------|
| | Volume des dépenses | Sources de financement | Montant |
| | 10 600 000 Dinar | Ressources propres | 500 000 Dinars |
| Dépenses d'exploitation | | Ressources provenant de l'Agence Tunisienne de Solidarité (Part de la SOCIETE DES COURSES HIPPIQUES du total des paris hippiques | 10 100 1000 Dinars |
| Dépenses D'investissement | 400 000 dinars | Ressources propres | - |
| | | Ressources provenant de l'Agence Tunisienne de Solidarité (Part de la SOCIETE DES COURSES HIPPIQUES du total des paris hippiques | 400 000 dinars |
| | | | - |

**Fiches des indicateurs de performance des
objectifs stratégiques du programme**

N° 02 :

Pêche et aquaculture

Fiches d'indicateur

Code de l'indicateur : 2.1.1

Nom de l'indicateur : Aménagement des zones côtières prioritaires en récifs artificiels

Date de mise à jour de l'indicateur : septembre 2020

I- Caractéristiques générales de l'indicateur :

Le programme auquel se réfère l'indicateur : pêche et Aquaculture

Sous-programme auquel se réfère l'indicateur : sous-programme pêche et Aquaculture

L'objectif auquel se réfère l'indicateur 2.1: préservation des ressources halieutiques et développement durable de la pêche

Présentation de l'indicateur : déversement de barrières artificielles dans les régions marines qui sont menacées par une exploitation excessive à protéger et à promouvoir.

Type d'indicateur : indicateur de mesure d'activité

Déclinaisons : selon les régions

II. Détails techniques de l'indicateur :

La méthode de calcul de l'indicateur : nombre de quais artificiels installés * la taille des chaussées

Unité de l'indicateur : km²

Données de base pour le calcul de l'indicateur : nombre de quais artificiels à installer – taille des chaussées – surface couverte – superficie totale cible

Méthode de collecte des données de base pour le calcul des indicateurs : Direction Générale de la Pêche et de la Pisciculture (Administration de la conservation des ressources halieutiques), des études d'impact des travaux réalisés)

Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : Direction Générale de la Pêche et de la Pisciculture (Administration de la conservation des ressources halieutiques)

Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence) : annuellement

Valeur cible : (100 km² pour chaque année jusqu'à l'année 2020)

Responsable de l'indicateur : Donia Sohlobji (statut : ingénieur en chef, directeur de la conservation des ressources halieutiques) Email : doniasohloji@gmail.com Tel : ligne directe : 71.890.784 Poste 5202

III. Lecture des résultats de l'indicateur :

Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques de l'indicateur :

| Indicateur 2.1.1: Installation des quais artificiels dans les zones prioritaires du littoral (Km ²) | unité | réalisation | | | 2020 | prévision | | |
|--|-----------------|-------------|------|------|------|-----------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| | Km ² | 1067 | 1067 | 1067 | 1540 | 1540 | 1640 | 1740 |

Analyse des résultats et estimation des réalisations de l'indicateur :

Au cours de l'année 2016, des quais artificiels (de grande taille) ont été construits et placés sur les côtes de Houmt-souk de l'île de Djerba sur une superficie de 11 km² et les côtes d'Ezzahra au gouvernorat de Gabes sur une superficie approximative de 5 km²

Les quais ont été inondés de façon condensée, avec un espacement d'environ 70 mètres.

Il convient de noter également que le projet a obtenu des résultats positifs en luttant contre la pêche anarchique dans les régions protégées par les quais artificiels, en plus de l'amélioration de l'état de la biodiversité et le retour de la reproduction massive des poissons.

Les activités les plus importantes programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur : en raison de la réticence des entreprises à participer à l'appel d'offres pour achever le projet des quais ; à la suite de l'instabilité d'ordre sécuritaire que traverse le pays, le projet sera achevé dans le cadre d'un accord avec les services du Ministère de la Défense Nationale afin d'atteindre les objectifs mentionnés.

Les plus importantes lacunes liées à l'indicateur :

Fiches d'indicateur

Code de l'indicateur : 2.1.2

Nom de l'indicateur : Nombre d'unités de pêche contrôlées par chaque garde pêche

Date de mise à jour de l'indicateur : septembre 2020

I- Caractéristiques générales de l'indicateur :

Le programme auquel se réfère l'indicateur : pêche et aquaculture

Sous-programme auquel se réfère l'indicateur : sous-programme pêche et aquaculture.

L'objectif auquel se réfère l'indicateur 2.1 : préserver les ressources halieutiques et développement durable de la pêche.

Présentation de l'indicateur : Nombre d'agent de garde marines assermentés et portant l'uniforme officiel et en activité et qui sont chargés de verbaliser les infractions de la pêche lors du débarquement et d'assurer toutes les opérations de contrôle.

Type d'indicateur : indicateur de mesure d'activité

Déclinaisons : selon les régions

II. Détails techniques de l'indicateur :

La méthode de calcul de l'indicateur : (nombre de gardes de pêche actifs/nombre d'unités de pêche)

Unité de l'indicateur : garde de pêche

Données de base pour le calcul de l'indicateur : (nombre de gardes de pêche actifs– nombre d'unités de pêche) pour chaque circonscription

Méthode de collecte des données de référence pour le calcul des indicateurs : Statistiques des arrondissements des pêches dans les régions +statistiques de l'Administration Générale de Pêche et la Pisciculture.

Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : arrondissement de pêche dans la région

Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence) : (indicateur périodique) : annuellement

Valeur cible : 80 unités de pêche pour chaque agent de garde de pêche au 2020

Responsable de l'indicateur : Donia Sohlobjii (statut : ingénieur chef/directeur de la conservation des ressources halieutiques) Email : doniasohlji@gmail.com Tél : ligne directe : 71.890.784 poste 5202

III. lecture des résultats de l'indicateur :

1. Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques de l'indicateur :

| | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|---|-----------------------|--------------|-----------|------------|-----------|------------|-----------|-----------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur 2.1.2: Le nombre d'unités de pêche pour chaque garde de pêche | <i>Unité De Pêche</i> | 166 | 85 | 100 | 80 | 80 | 80 | 80 |

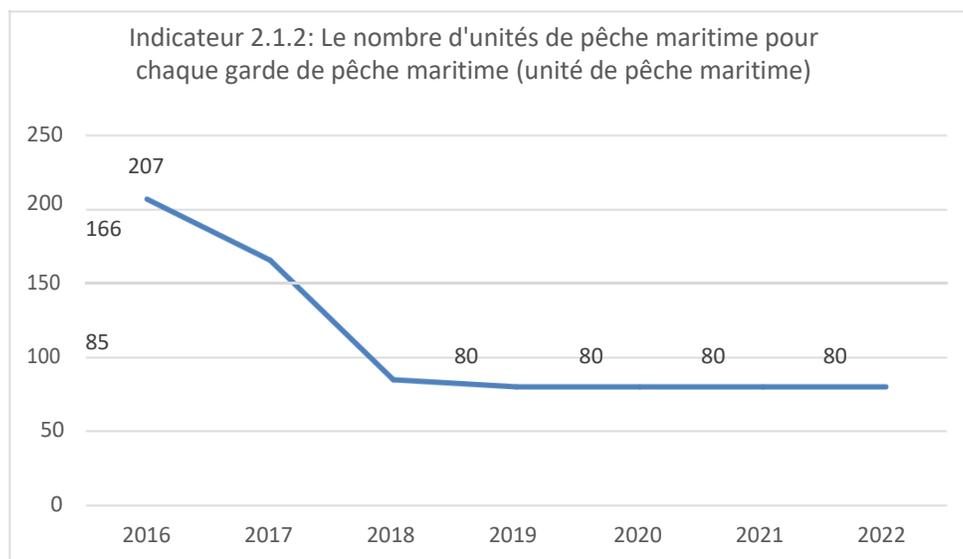
Analyse des résultats et estimation des réalisations de l'indicateur :

Les activités les plus importantes programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur

:

Identification des plus importantes lacunes liées à l'indicateur :

Le nombre des agents de garde de pêche au niveau central et régional comprend : Le personnel administratif et les fonctionnaires (les agents assermentés), aux plans régional et central alors qu'un agent de garde de pêche ne doit se consacrer qu'au travail de terrain et de contrôle direct.



Fiches d'indicateur

Code de l'indicateur : 2.1.3

Nom de l'indicateur : pourcentage d'équipement des bateaux de plus de 15 mètres de long

Date de mise à jour de l'indicateur : octobre 2020

I- Caractéristiques générales de l'indicateur :

Le programme auquel se réfère l'indicateur : pêche et aquaculture

Sous-programme auquel se réfère l'indicateur : pêche

L'objectif auquel se réfère l'indicateur 2.1 : préservation des ressources halieutiques et développement durable de la pêche

Présentation de l'indicateur : le nombre d'unité de pêche équipées d'un système GPS

Type d'indicateur : indicateur de mesure d'activité

Déclinaisons : selon les régions

II. détails techniques de l'indicateur :

La méthode de calcul de l'indicateur : le nombre d'unité de pêche équipée de système de suivi/le nombre total d'unité de pêche ciblées.

Unité de l'indicateur : une unité de pêche équipée d'un système de suivi par satellite

Données de base pour le calcul de l'indicateur : nombre d'unités de pêche équipées –nombre total d'unités de pêche ciblés.

Méthode de collecte des données de référence pour le calcul des indicateurs : statistique de l'administration générale de la pêche et de la pisciculture

Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : Administration générale de pêche et de la pisciculture

Date de disponibilité de l'indicateur (indicateur périodique) : annuellement

Valeur cible : 1000 bateaux à l'horizon de 2020

Responsable de l'indicateur : Donia Sohlobjii (statut : ingénieur chef/directeur de la conservation des ressources halieutiques) Email : doniasohlji@gmail.com

| |
|---|
| III. lecture des résultats de l'indicateur : |
|---|

Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques de l'indicateur :

| Indicateur 2.1.3: Pourcentage d'équipement de bateaux de plus de 15 mètres avec des systèmes périphériques | Unité | réalisation | | | 2020 | prévision | | |
|---|-------|----------------------|------|------|------|-----------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| | | Unité de pêche | 70 | 170 | 631 | 874 | 874 | 874 |
| | % | 8 | 19 | 72.2 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Analyse des résultats et estimation des réalisations de l'indicateur :

Les activités les plus importantes programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur :

Identification des plus importantes lacunes à l'indicateur :

Fiches d'indicateur

Code de l'indicateur : 2.2.1

Nom de l'indicateur : contribution de l'Aquaculture dans la production globale de la pêche.

Date de mise à jour de l'indicateur : juin 2020

I- Caractéristiques générales de l'indicateur :

Le programme auquel se réfère l'indicateur : Pêche et Aquaculture

Sous-programme auquel se réfère l'indicateur : Pêche et Aquaculture

L'objectif auquel se réfère l'indicateur 2.2 : développement du secteur de pêche et de l'aquaculture

Présentation de l'indicateur : contribution de l'Aquaculture dans la production globale de la pêche en adoptant l'année 2012 comme année de référence

Type d'indicateur : indicateur de mesure de produit

Déclinaisons : selon les régions

II. Détails techniques de l'indicateur :

Méthode de calcul de l'indicateur : production de l'aquaculture / production total du secteur de la pêche et de l'aquaculture pour la même année

Unité de l'indicateur : pourcentage

Données de base pour le calcul de l'indicateur : production aquaculture–production totale du secteur de la pêche et aquaculture

Méthode de collecte des données de référence pour le calcul des indicateurs : statistiques de l'administration générale de la pêche et aquaculture

Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : Direction Générale de la Pêche et de la Pisciculture

Date de disponibilité de l'indicateur : annuellement

Valeur cible : 20,66% durant l'année 2021

Responsable de l'indicateur : Naoufel ROMDHANE (statut : ingénieur en chef/vice-président de pisciculture), Email : naoufelromdhane@yahoo.fr (ligne directe : 71.782.635/ poste 5217)

III. Lecture des résultats de l'indicateur :

Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques de l'indicateur :

| | unité | réalisation | | | 2020 | prévision | | |
|---|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| L'indicateur. 1.2.2: La contribution de la pisciculture à la production générale de la pêche et de la pisciculture | Tonnes | 21870 | 21384 | 22637 | 26950 | 28000 | 29000 | 29300 |
| | % de Participation | 17 | 17 | 14 | 20 | 20.66 | 21 | 22 |

Analyse des résultats et estimation des réalisations de l'indicateur :

Les activités les plus importantes programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur : la filière pisciculture est considérée l'activité la plus importante qui permettra d'atteindre les quantités estimées jusqu'à 2020 pour assurer la pérennité de l'activité, il faut :

Améliorer la gouvernance :

Réalisation d'une étude « un plan directeur pour développer l'aquaculture à la mer et sur sol » dans le but d'identifier et de consacrer des endroits spécifiques pour l'aquaculture ZAA, en tenant compte des variétés et des techniques utilisables.

Préparation d'un guide contenant les règles de bonnes pratiques pour toutes les filières d'aquaculture et mise en place d'un logiciel informatique à cet effet.

Etablir un cadre institutionnel et législatif pour l'aquaculture en tant qu'activité nationale prioritaire et stratégique.

Créer un fonds de réparation des dommages pandémiques spécifiques aux activités d'aquaculture.

Travailler avec les services du Ministère de l'environnement et des affaires locales pour activer le réseau officiel de surveillance et de contrôle environnemental.

Prendre en considération les projets de pisciculture lors des projets d'aménagement, d'extension et de réparation des ports

Renforcement du système d'incitation et d'encouragement au profit des structures professionnelles dans le domaine de l'aquaculture

Amélioration de la productivité :

Soutenir et encourager les initiatives visant à créer des écloséries d'aquacultures et à diversifier les variétés et les technologies éducatives tout en activant le partenariat entre les secteurs public et privé

Revoir le taux d'intérêt au niveau de la banque centrale pour appliquer un taux d'intérêt préférentiel en faveur de l'activité.

Prolongation de l'exonération des impôts sur les bénéfices, en ajoutant 10 années supplémentaires

Achever l'étude d'évaluation des stocks de poissons dans les barrages et les classer en fonction de leurs particularités

Soutien à la promotion et à la commercialisation :

Mettre en place un système national de lutte contre les maladies aquatiques soumises aux procédures et conforme aux normes de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE)

Mise en place d'un programme de classement sanitaire des sites de production (coquillage, plans d'eau douce ...)

Améliorer la qualité et la valorisation des produits aquacoles et travailler à établir une marque de qualité mondiale pour les produits aquacoles tunisiens à l'instar de la marque ASC et la maîtrise des circuits de distribution.

Travailler pour la concrétisation des accords conclus entre les pays d'Afrique du Nord concernant les échanges commerciaux pour l'exportation des produits d'aquaculture entre les pays voisins et l'activation du rôle de la diplomatie économique à cet effet.

Attribution d'une subvention spéciale à l'exportation au profit du produit (par kilogramme).

Généraliser la subvention du transport à l'occasion de l'exportation vers tous les marchés les marchés (traditionnels et non conventionnels) et pour tous les moyens de transport.

Recherche et formation

Renforcement des travaux de recherche et encouragement des projets utilisant des technologies modernes telles que l'éclosion et la sélection de nouvelles variétés locales pour améliorer la rentabilité du secteur (poissons marins, poissons d'eau douce, les crustacés, les huîtres, algues, ...) et l'élevage intégré et Multitrophique Aquaculture.

Agir pour améliorer les variétés locales moyennant la recherche dans le domaine de la résistance aux maladies, l'amélioration génétique et l'amélioration de la qualité et la performance des nutriments.

Amélioration les compétences des cadres et des techniciens (départements et professions) dans les domaines des couvoirs, de l'industrie de l'alimentation animale, des maladies et des systèmes d'information, la sécurité, la plongée et ma préservation de l'environnement...;

Développer les programmes de formation conformément aux évolutions de l'activité aquacole pour augmenter le taux d'encadrement et se concentrer davantage sur la formation appliquée selon la diversité des systèmes d'élevage.

4. Identification des plus importantes lacunes à l'indicateur :

La non-conformité avec la législation actuelle sur la pêche maritime pour le développement de l'activité aquacole

Incapacité des structures de gestion actuelle à suivre les évolutions du secteur

Manque de cadres techniques spécialisés dans l'aquaculture aux niveaux des administrations et des représentations régionales

Un manque de formation et de soutien logistique dans les filières géographiques et l'équipement de ses utilisateurs avec des outils de travail adaptés.

L'émergence de signes de baisse de rendement, ce qui affecte la durabilité du secteur (quasi-stagnation de la production, baisse des intentions d'investissement, ...)

Lien organique des projets de pisciculture avec l'approvisionnement en poussins et fourrages, ce qui contribue à l'augmentation des coûts de production et limite la capacité compétitive des produits.

Défaut de fournir des statistiques fiables de la part des investisseurs, faiblesse du dispositif des mécanismes de suivi des opérations de production ce qui ne facilite pas le suivi et l'évaluation avec précision l'activité par les autorités de tutelle et ne permet pas de peaufiner les programmes appropriés.

La difficulté de mettre en place les projets d'élevage sur sol et dans le domaine public, notamment pour la création d'écloseries, au regard du code de concessions.

Fiche d'indicateur

Code de l'indicateur : 2.2.2

Nom de l'indicateur : pourcentage cumulé d'achèvement des projets de plan directeur provisoirement

Date de mise à jour de l'indicateur : nouvel indicateur septembre 2020

I- Caractéristiques générales de l'indicateur :

Le programme auquel se réfère l'indicateur : la pêche et l'aquaculture

Sous-programme auquel se réfère l'indicateur : sous-programme central pêche et aquaculture

L'objectif auquel se réfère l'indicateur : Développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture

Définition de l'indicateur : c'est le pourcentage cumulé des projets de plan directeur achevé par rapport au nombre total de projets programmés au cours de la période 2011-2025

Type d'indicateur : un indicateur activé

Déclinaisons : central

II. détails techniques de l'indicateur :

La méthode de calcul de l'indicateur : recueillir les pourcentages annuels des projets de plan directeur réceptionnés provisoirement par rapport au nombre total de projets programmés au cours de la période couverte 2010-2025

Unité de l'indicateur : pourcentage

Données de base pour le calcul de l'indicateur : achèvement des travaux finis matériellement, y compris l'aménagement des quais, des bassins et des commandités.

Méthode de collecte des données de référence pour le calcul des indicateurs : en coordination avec les chefs de projets de l'administration générale des services régionaux et maritimes du Ministère de l'équipement, du logement et de l'aménagement du territoire.

Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : administration générale de la pêche et de la pisciculture

Date de disponibilité de l'indicateur (indicateur périodique) : des réceptions temporaires

Valeur cible de l'indicateur : 50% à l'horizon de 2025

Responsable de l'indicateur : Abdelmajid Shal Email magidshel1960@gmail.com

III. lecture des résultats de l'indicateur :

Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques de l'indicateur :

| | | Unité | Réalisations | | | | Prévisions | | |
|--|--|---------------|--|--|---------------|------|------------|------|------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| | | | L'indicateur. 2.2.2 Pourcentage cumulé de réalisation des projets du plan directeur réceptionnés provisoirement | Nombre de projets programmés dans le plan | nombre | 42 | | | |
| | Nombre de projets réceptionnés provisoirement | Nombre | 3 | 0 | 2 | 2 | 1 | 1 | 3 |
| | | % | 17 | 17 | 21 | 26 | 29 | 31 | 38 |

Analyse des résultats et estimation des réalisations de l'indicateur

L'application du plan directeur est prévue sur la période de 2010-2025.

Il à signaler que jusqu'à 2016, le pourcentage de projets achevés a atteint environ 10%, parmi lesquels il y a le projet « d'extension du port de pêche de Ghar El Melh » et de « protection du port d'El Haouaria des dépôts sableux, les travaux d'extension du port de Zarzis », « travaux de réparation du quai flottants du port AJIM »

Le premier projet, « extension du port de pêche de Ghar El Melh, a été réceptionné le 18 juin 2013, la réception du projet « protection du port El Haouaria des dépôts sablés » le 13 février 2014.

La réception du projet des travaux d'extension du port de Zarzis le 29 octobre 2015

La réception du projet des travaux de réparations des quais flottants au port d'AJIM le 8 septembre 2016

Au cours de l'année 2017, une réception provisoire de trois projets a été réalisée, avec un taux d'achèvement à 17% comme suit :

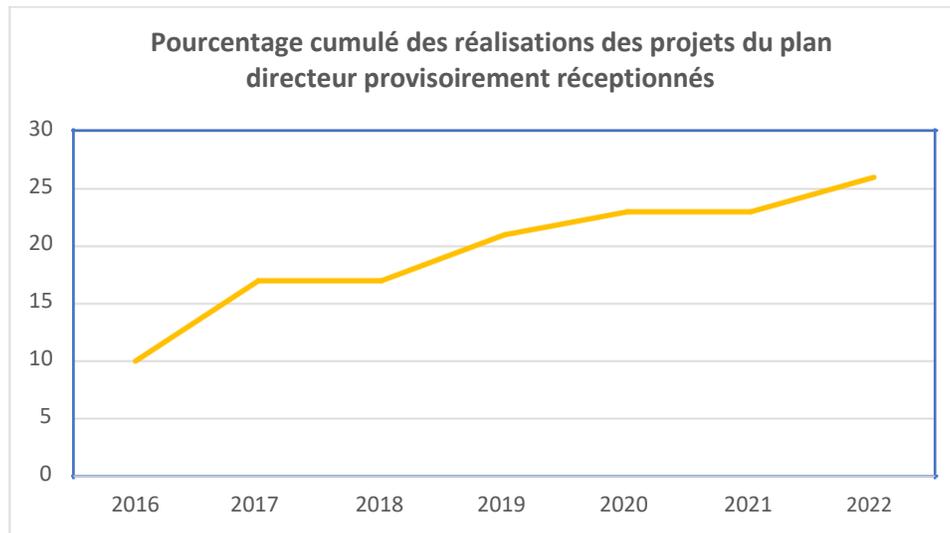
- travaux d'extension du port « Alktif » le 27 avril 2017
- travaux d'extension du port de Bizerte le 3 mai 2017
- travaux d'extension et d'aménagement du port de « Chebba » le 3 octobre 2017

Aucun projet n'a été livré au cours de l'année 2018. Ils sont tous en cours d'exécution.

Au cours de 2019, il est prévu que deux projets seront achevés atteignant ainsi un taux d'achèvement de 21% et qui sont :

- Travaux de construction du port Sidi Mansour
- Travaux de protection du port de la pêche de Gabès
- Pour l'année 2020, les travaux du projet du port « Sidi Youssef » seront achevés
- Pour l'année 2021, aucune réception n'est prévue

Pour l'année 2022, il est prévu d'achever les travaux d'agrandissement et de réhabilitation du port de « Teboulba »



Les plus importantes activités programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur :

- Renforcer l'équipe avec des ingénieurs et des techniciens
- Renforcement de la flotte disponible pour surveiller et suivre les travaux

Identification des plus importantes lacunes à l'indicateur :

Retard dans le recouvrement des entrepreneurs, à cause du manque de crédits d'engagement nécessaires
L'absence des textes juridiques régissant les relations entre maître d'œuvre et maître d'ouvrage

Fiche d'indicateur

Code de l'indicateur : 2.2.3

Nom de l'indicateur : Pourcentage des femmes détenant d'une carte de pêcheur professionnel

Date de mise à jour de l'indicateur : janvier de chaque année

I- Caractéristiques générales de l'indicateur :

Le programme auquel se réfère l'indicateur : Programme 2 : Pêche et aquaculture

Sous-programme auquel se réfère l'indicateur : Le sous-programme central est la pêche et l'aquaculture et les sous-programmes régionaux (3) qui ont une activité de collecte des palourdes.

L'objectif auquel se réfère l'indicateur : Améliorer les conditions et les moyens de travail des femmes collectrices des palourde

Définition de l'indicateur : Il consiste à suivre le taux des femmes qui collectent les huîtres et inscrites dans les registres des pêcheurs marins

Type d'indicateur : indicateur quantitatif

Nature de l'indicateur : Inviter les Commissariats régionaux de Développement Agricole à encourager les femmes actives dans la collecte d'huîtres dans les trois délégations concernées par cette activité à s'inscrire dans les registres des pêcheurs marins délivrés par les services techniques spécialisés (départements de la pêche)

II. détails techniques de l'indicateur :

La méthode de calcul de l'indicateur : Le nombre de femmes titulaires d'une carte professionnelle par rapport au nombre réel (estimé) de femmes pratiquant ce type de pêche

Unité de l'indicateur : pourcentage (%)

Données de base pour le calcul de l'indicateur :

Méthode de collecte des données de référence pour le calcul des indicateurs : Le nombre réel (estimé) de femmes qui pratiquent ce type de pêche est estimé sur la base de techniques statistiques et une moyenne est calculée.

Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : Commissariat Régionale pour le Développement Agricole de Gabès, Sfax et Médenine

Date de disponibilité de l'indicateur : annuellement (janvier)

Valeur cible : atteindre 50% en 2020

Responsable de l'indicateur : Les administrations concernées par la collecte des données : la Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture et les trois Commissariats Régionaux de Développement Agricole (sections et arrondissements de la pêche)

Remarques :

Veiller à améliorer la fiabilité des données statistiques disponibles.

Les difficultés qui empêchent les femmes collectant les huîtres sont nombreuses. On en cite :

La possibilité d'accéder aux services pour constituer un dossier d'obtention de la carte professionnelle, comprenant les photos d'identité, des cartes d'identité nationales et des certificats médicaux en plus des services administratifs de la pêche

Matérielles : frais des services

Sociales : dans certains cas, les maris/pères refusent d'autoriser la femme d'être photographiée par un homme

Négligence, indifférence ... (ne donnant pas d'importance au côté organisationnel)

Les Commissariats Régionaux Développement Agricole de Sfax, Gabès et Médenine concernés par l'activité de collecte d'huîtres, sont invités à motiver et à encourager les femmes actives dans le domaine.

| Objectif | Indicateur de mesure de performance | Unité | | | | |
|---|---|-------|------|------|------|------|
| | | | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Améliorer les et les conditions Conditions de travail des Femmes collectrices de palourdes | Taux des femmes ayant la carte pêcheur professionnel | % | 45 | 55 | 65 | 75 |

Problématique

La filière des huîtres est basée sur le processus de collecte, qui est la composante principale. C'est une activité traditionnelle vulnérable qui est souvent gérée par les femmes de la campagne près des rives du golf de Gabes (les femmes représentent environ 95% de la main-d'œuvre). L'activité souffre encore du manque de l'organisation et de l'instabilité.

La collecte des huîtres est une activité difficile dans laquelle les femmes doivent parcourir de longues distances à la recherche du produit dans une position physique inconfortable et des conditions de travail difficiles (la coïncidence de la saison de récolte des huîtres avec la période hivernale de l'année alors que les travailleurs n'ont souvent pas de tenue adéquate pour se protéger contre l'humidité notamment en travaillant pieds dans l'eau. Ce qui rend les femmes plus exposées aux risques professionnels et aux maladies.

L'activité de collecte des huîtres est relativement limitée dans le temps. (Certaines saisons ne dépassent pas 140 jours de travail. La filière connaît un déséquilibre dans la chaîne de valeur en faveur des Intermédiaires (revendeurs) qui jouent le rôle de lien entre les femmes collectant les huîtres et les centres de collecte et d'exportation.

Les solutions proposées sont :

mettre en place un programme de sensibilisation et d'accompagnement des femmes collectant les huîtres pour organiser leurs activités en structures professionnelles ;

agir pour améliorer la transparence des circuits de commercialisation et de promotion des huîtres et à réduire le désordre causé par l'intervention des intermédiaires ;

mettre en place un programme de relance des régions de production face à la forte baisse de la réserve naturelle d'huîtres ;

chercher à fournir d'autres activités génératrices de revenus ;

aider les femmes collectant les huîtres à accéder au système de microcrédits.

Exemple : crédits d'engagements pour la fourniture d'accessoires de pêche (vêtements) au profit des femmes de la région de Sfax

| Année | 2020 | 2021 | 2022 |
|---------------------------------------|--------------|--------------|---------------|
| Nombre de femmes bénéficiaires | 350 | 550 | 800 |
| Coût en dinar | 35000 | 55000 | 800000 |

Fiche N°1 : Agence des Ports et Installations de pêche

Programme incluant l'établissement public : Programme 2 : Pêche et aquaculture

I : Définition

Activité principale : Exploitation et entretien des ports de pêche

Nature juridique : Entreprise publique

Classement de l'établissement : classe A

Référence de création : loi n°32 de 1992 du 7 avril 1992

Référence d'organisation administrative et financière : Décret n°2110 de 1992 daté de 30 novembre 1992 révisé par le décret n°660 de 1999 du 22 mars 1999

Date de signature du dernier contrat de programme ou objectif entre le Ministère et l'établissement/institution (le cas échéant)

II- Cadre de la capacité de performance :

Stratégie générale :

Maintien de l'infrastructure des ports.

Améliorer la rentabilité des équipements utilisés à cet effet.

Assurer l'amélioration et la continuité des services portuaires.

Déterminer la contribution des objectifs du programme : contribution indirecte

Les propriétés et objectifs les plus importants :

Atteindre un chiffre d'affaires de 11 Million de Dinars (MD).

Réalisation de travaux d'entretien et réalisation d'installations et d'équipements constructifs pour environ 1,1 MD.

Réalisation d'investissements d'environ 3, 333 MD.

Indicateurs des mesures de performance et principales activités :

Les mesures jointes :

III – Budget :**Présentation générale du budget de l'entreprise / établissement public pour l'exercice 2019 :**

| | RESSOURCES PROPRES | BUDGET DE L'ETAT | PRET DU TRESOR | TOTAL |
|---------------------|-----------------------|---------------------|-------------------|--------------|
| Exploitation | 13142 | | | 13142 |
| Equipement | 3160 | 1410 | 1000 | 5570 |
| Total | 16302 | 1410 | 1000 | 18712 |

Fiches Les Indicateurs de Performance du
Programme 3 :
Eaux

Fiches d'indicateur

Code de l'indicateur : 3.1.1

Nom de l'indicateur : Taux des superficies équipées en matériel d'économie d'eau (régional)

Date de mise à jour de l'indicateur : chaque six mois

I- Caractéristiques générales de l'indicateur :

1. Le programme auquel se réfère l'indicateur : eau

2. Sous-programme auquel se réfère l'indicateur : sous-programme centrale Génie Rural et Exploitation des eaux + sous-programmes régionaux : eau **3. L'objectif auquel se réfère l'indicateur** :

Définition de l'indicateur : gestion de demande en eau

4. Type d'indicateur : pourcentage de terres irrigables intensivement équipées en matériel d'économie de l'eau (amélioration de l'irrigation de surface, irrigation par arrosage, irrigation localisée)

Nature de l'indicateur : indicateur de mesure des résultats

Type d'indicateur : Indicateur d'efficacité

Déclinaisons : selon les régions

II. Détails techniques de l'indicateur :

1. La méthode de calcul de l'indicateur : Pourcentage d'équipement en matériel d'économie d'eau

Unité de l'indicateur : pourcentage

Données de base pour le calcul de l'indicateur :

Superficie des terres irrigables équipées de matériel d'économie d'eau

Superficie totale irrigable

4. Méthode de collecte des données de référence pour le calcul des indicateurs :

Adopter la correspondance semestrielle par les Commissariats régionaux de Développement Agricole

Base de données dans l'administration générale du génie rural et de l'exploitation de l'eau (par méthode d'irrigation et le gouvernement)

5. Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : Commissariats régionaux de Développement Agricole

Date de disponibilité de l'indicateur : le premier et le deuxième semestre de chaque année

Valeur cible de l'indicateur : 94,5% des périmètres irrigués sont équipées de matériel d'économie d'eau en 2020

Responsable de l'indicateur : -Mr. Nabil RHAÏM de l'administration générale du génie rural et exploitation d'eau (courriel /téléphone : 71.781.756 -directeurs de départements des périmètres irrigués dans les délégations régionales au développement agricole

III. lecture des résultats de l'indicateur :

Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques de l'indicateur :

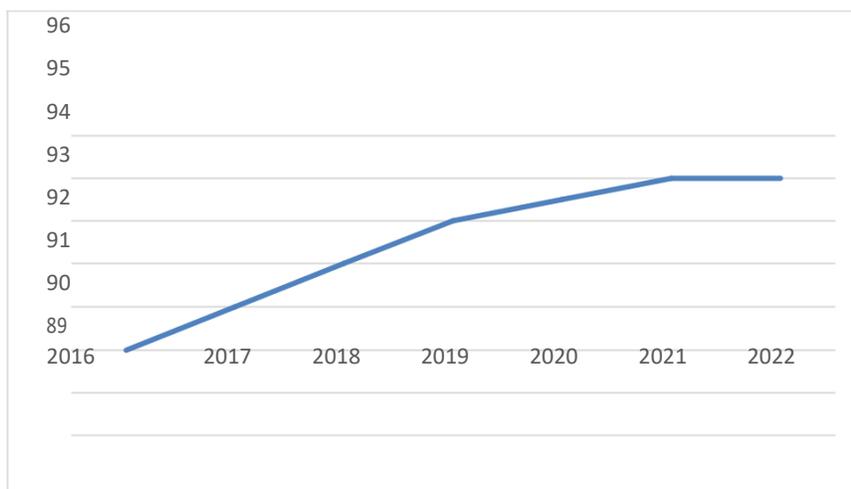
| Indicateur de Performance | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|---|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Taux des superficies équipée en matériel d'économie d'eau | % | 92 | 93 | 94 | 94.5 | 95 | 95 | 95 |

Analyse des résultats et estimation des réalisations de l'indicateur :

La majorité des exploitants agricoles sont équipés de matériel d'économie d'eau grâce aux efforts de sensibilisation, de formation et d'encouragement financier assignés par l'État depuis les années 1990. Les efforts de l'Etat dans ce domaine se poursuivent avec la tendance des agriculteurs à renouveler les anciens équipements.

Figure de l'évolution de l'indicateur :

La proportion d'équipement des zones irriguées en Matériel d'économie d'eau %



4. Les plus importantes activités programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur

| Indicateur | Valeur cible de l'indicateur | Valeur cible selon les sous-programmes | Prévisions de l'indicateur pour 2020 | Interventions | Activités | Prévisions des crédits d'engagements 2020 |
|---|------------------------------|--|--------------------------------------|--|---|---|
| Taux d'équipement des périmètres irrigués avec des matériaux d'économie d'eau | 95 | | 95.5 | Equiper des exploitations agricoles avec le matériel d'économie d'eau (renouvellement et remplacement par une méthode plus efficace) | Création, Gestion et exploitation des périmètres irrigués | 37 |

5. Identification des plus importantes lacunes à l'indicateur :

Une pénurie de capacités matérielles et humaines pour accompagner l'équipement des exploitations agricoles,

Un manque de pilotage de l'opération d'irrigation sur terrain, à cause du manque de la vulgarisation agricole et de l'information technique aux agriculteurs.

Un inventaire complet sur le terrain est nécessaire pour mettre à jour les surfaces équipées depuis longtemps.

Fiches d'indicateur

Code de l'indicateur : 3.1.2

Nom de l'indicateur : Quantités d'eaux usées traitées utilisées pour l'irrigation agricole (régional)

Date de mise à jour de l'indicateur : fin de l'année

I- Caractéristiques générales de l'indicateur :

Programme auquel se réfère l'indicateur : eau

Sous-programme auquel se réfère l'indicateur : Sous-programme central, génie rural, exploitation des eaux et sous-programmes Régionaux : Eau.

L'objectif auquel se réfère l'indicateur : gestion de demande en eau.

Définition de l'indicateur : Les quantités d'eaux usées réutilisées dans l'irrigation agricole.

Type d'indicateur : indicateur de mesures de résultats

Nature de l'indicateur : indicateur d'efficacité

Déclinaisons : selon les régions

1. La méthode de calcul de l'indicateur : Les quantités d'eau traitées consommées annuellement dans les périmètres irrigués habilités à utiliser cette eau (millions de m³)

Unité de l'indicateur : millions de m³

Données de base pour le calcul de l'indicateur : Quantités d'eaux usées traitées et consommées chaque année

Méthode de collecte des données de base pour le calcul des indicateurs : Correspondance des Commissariats Régionaux de Développement Agricole + rapports annuels.

Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : Commissariats Régionaux de Développement Agricole (arrondissement des périmètres irrigués)

Date de disponibilité de l'indicateur : la fin de chaque année

Valeur cible de l'indicateur : 17 millions de m³ en 2020 et 19 millions de m³ sur 2022

Responsable de l'indicateur : Mme Souad Sassi Dakhil: Administration générale du génie rural et de l'exploitation de l'eau, Téléphone: 71781756/71891341, Email : souad.dekhil@laposte.tn

III. lecture des résultats de l'indicateur :

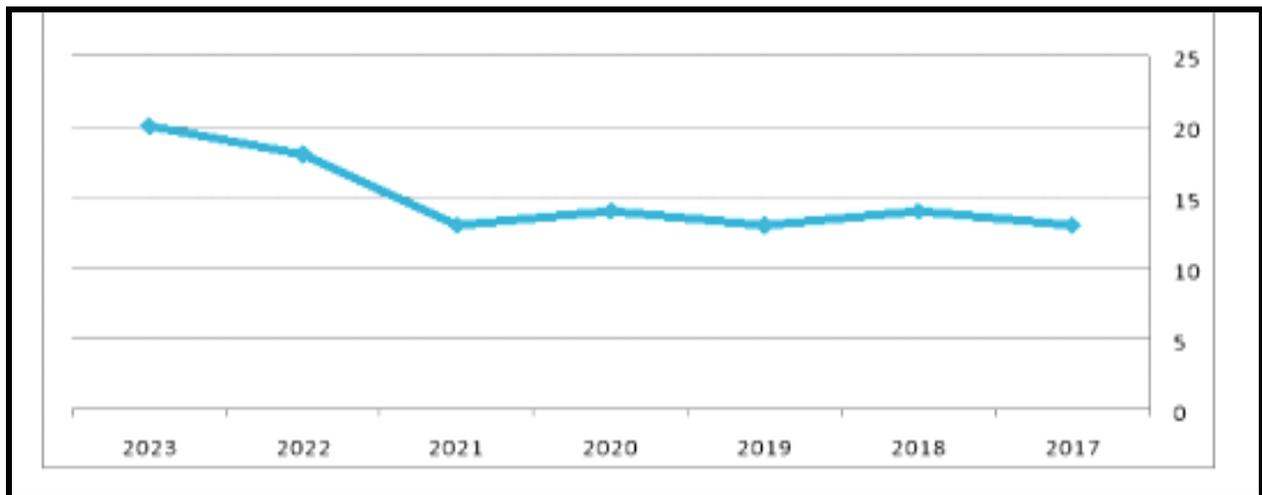
Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques de l'indicateur :

| Indicateur de mesure de la performance | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|---|------------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Les quantités d'eaux usées réutilisées dans l'irrigation agricole | Million m3 | 13 | 14 | 13 | 17 | 16 | 18 | 20 |

Analyse des résultats et estimation des réalisations de l'indicateur : Les quantités d'eaux usées changent en fonction du climat (pluvieux ou sec) à mesure que la consommation diminue en période pluvieuse et augmente en période sèche. La création de nouvelles périmètres irrigués pourrait également entraîner une augmentation du volume d'exploitation de cette eau, selon les autorités.

Diagramme de l'évolution de l'indicateur :

QUANTITE D'EAU TRAITEE ET EXPLOTEE PERIODE 2017-2023 (M.m3)



PRINCIPALES ACTIVITES

| | Cible de l'indicateur | Cible par sous-programme | previson | intervention | activité | Estimation budget |
|------------|-----------------------|--------------------------|----------|--------------------------------------|--|-------------------|
| INDICATEUR | 22 | 19 | 14 | Exécution des interventions urgentes | Extension des périmètres irrigués, contrôle sanitaire et introduction de solaire | 3 MD |

5. Identification des plus importantes limites de l'indicateur :

Il est à constater que les quantités d'eau traitée qui devraient être utilisées en 2019 étaient estimées à 15 millions, mais les quantités réelles qui ont été utilisées ont atteint 13 millions, principalement en raison du manque d'avancement des travaux inclus dans le programme d'interventions urgentes pour développer l'utilisation des eaux traitées dans le domaine agricole sur les années 2018-2020. En raison du retard notable dans l'ouverture des crédits nécessaires à l'achèvement des travaux prévus en 2019. Cela se traduira par une diminution des quantités attendues dans les années à venir (2020, 2021 et 2022).

La qualité de l'eau traitée est toujours considérée comme un obstacle à l'exploitation de cette eau par les agriculteurs.

Un manque de sensibilisation résultant d'un manque de capacités matérielles et humaines qui contribue à un faible taux d'exploitation.

Le niveau de tarification est très bas (20 mm / m³) ce qui ne couvre pas les coûts d'exploitation et représente un obstacle important à la pérennité des périmètres irrigués concernés.

La liste limitée des cultures autorisées à utiliser l'eau traitée et l'interdiction des légumes à haute performance économique

Vieillesse des installations d'eau nécessitant une rénovation

La pluie et les ressources traditionnelles sont disponibles dans certaines régions du nord.

Fiches d'indicateur

Code de l'indicateur : 3.1.3

Nom de l'indicateur : Taux d'exploitation des ressources hydrauliques souterraines sans tenir compte des puits illicites (régional)

Date de mise à jour de l'indicateur : fin d'année

I- Caractéristiques générales de l'indicateur :

Le programme auquel se réfère l'indicateur : les eaux

Sous-programme auquel se réfère l'indicateur : sous-programme central : barrages, grands travaux hydrauliques et ressources en eau et sous-programmes régionaux : les eaux.

L'objectif auquel se réfère l'indicateur : gestion de la demande en eau

Définition de l'indicateur : Le pourcentage d'utilisation des ressources en eau représenté par la quantité d'eau utilisée par rapport aux ressources totales

Type d'indicateur : indicateur de mesure de résultats

Nature de l'indicateur : indicateur d'efficacité

Déclinaisons : selon les régions

II. détails techniques de l'indicateur :

1. La méthode de calcul de l'indicateur :

Le taux d'exploitation des ressources en eaux souterraines = $\frac{\text{La quantité d'eau utilisée}}{\text{Quantité globale renouvelée et disponible}} \times 100$

Quantité globale renouvelée et disponible

Unité de l'indicateur : pourcentage

Données de base pour le calcul de l'indicateur :

Quantité d'eau utilisée

Totalité des ressources

Méthode de collecte des données de base pour le calcul des indicateurs : Rapports, enquêtes et registres d'échantillonnage

Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : Les arrondissements des ressources en eau dans les régions - Administration générale des ressources en eau

(Annualité de l'exploitation des eaux profondes - Périodique de l'utilisation des nappes phréatiques basses – Périodique de la qualité de l'eau pour un an)

6. Date de disponibilité de l'indicateur : chaque fin d'année

7. Valeur cible : Les ressources totales disponibles sont estimées à 2196,5 Million de m³ en 2016. L'important est de ne pas dépasser ce volume pour assurer une exploitation durable des ressources en eau disponibles.

Responsable de l'indicateur : Mme Yosra Bin Saleh, Email : yosra_bensalah@yahoo.com

:Téléphone 71.565.000 poste 213

III. Lecture des résultats de l'indicateur :

Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques de l'indicateur :

| Indicateur de performance | Unité | Réalisations | | | | | Prévisions | | | | |
|--|------------|--------------|------|--------|--------|---------|------------|--------|--------|--------|--------|
| | | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Ressources en eaux souterraines exploitées sans tenir compte des puits illicites | Million m3 | 2330 | 2487 | 2608.5 | 2630 | 2206.35 | 2196.5 | 2198 | 2198 | 2198 | 2198 |
| Total des ressources en eau souterraines | Million m3 | 2175 | 2175 | 2196.5 | 2196.5 | 2196.5 | 2196.5 | 2196.5 | 2196.5 | 2196.5 | 2196.5 |
| Taux d'exploitation des ressources en eaux souterraines | % | 107 | 114 | 119 | 100.44 | 101 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

2. Analyse des résultats et estimation des réalisations de l'indicateur :

Le taux d'exploitation des eaux souterraines, compte tenu des puits illégaux, a atteint 121% pour l'année 2018, et le taux d'exploitation sans compter ces puits a atteint 101%, ce qui met en évidence que les puits illégaux exploitent 20% des ressources totales, notant que l'annuaire d'exploitation pour l'année 2019 n'a pas encore été publié.

Le nombre de puits de surface en Tunisie est estimé à environ 152000 puits, tandis que le nombre de puits profonds est estimé à environ 30670 puits profonds pour l'année 2018. Les quantités d'eaux souterraines prélevées par ces puits combinés ont été estimées à 2709 millions de m3 en 2018, soit 120% des ressources annuelles renouvelables en eaux souterraines, estimées à 2198 millions de m3.

Les plus importantes activités programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur :

Activité N° 01 : Mobiliser et protéger les ressources en eau

Réalisation des forages d'exploration à la recherche de nouvelles ressources dans les régions arides (assoiffées)

Créer des forages contrôlés

Identification des zones d'exploitation intensive des réservoirs phréatiques et les protéger

Etude d'impact de l'alimentation artificielle des réservoirs d'eau souterrains par les eaux usées traitées sur les quantités et qualités des eaux souterraines.

Bonne gestion des eaux souterraines partagées (bassin d'eau du désert du nord)

Explorer les ressources en eaux souterraines par des forages profonds, notamment dans les zones assoiffées, tout en limitant le phénomène de surexploitation et en améliorant les réserves.

Mettre en place, dans les meilleurs délais, une nouvelle structure appelée « la police de l'eau » pour éviter d'épuiser les ressources en eau non renouvelables et difficilement renouvelables et consacrer le budget nécessaire pour garantir le contrôle et le suivi.

Prendre les décisions relatives aux régions de maintenance et d'interdiction.

Protéger les ressources en eau de la pollution en adoptant des méthodes techniques et en appliquant le cadre législatif.

Identification des plus importantes lacunes à l'indicateur :

Activité N°02 : Maintenance des équipements hydrauliques

Modernisation, développement et maintenance de divers réseaux de mesure des eaux de surface

Mise à jour et développement de bases de données et de systèmes d'information

Afin de maintenir le niveau d'exploitation dans les limites des ressources renouvelables et disponibles, il faut :

Intensifier les campagnes de sensibilisation sur la nécessité de conserver les ressources en eau.

Programmer les études nécessaires pour dénombrer les puits illégaux et s'opposer aux forages anarchiques.

Programmer une étude sur la localisation des sites d'entretien et d'interdiction.

Agir pour soutenir les programmes d'exploitation participative des nappes phréatiques

Les activités les plus importantes programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur :

| Indicateur | Valeur cible de l'indicateur | Valeur cible des sous-programmes | Prévisions de l'indicateur pour 2020 | Interventions | Activités | Prévisions des crédits d'engagements 2020 |
|---|------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|--|--|---|
| Ressources en eaux souterraines exploitées sans tenir compte des puits anarchiques | 100% | 100% | 100% | Réalisations de forages d'exploration et de contrôle | Mobilisation et protection des ressources en eau Maintenance des réseaux hydrauliques | 11257 |
| | | | | Une étude sur l'exploitation des nappes phréatiques souterraines par la technique de l'imagerie satellitaire du bassin d'Al-Jafara - Une étude pour délimiter le domaine public de l'eau sur environ 10000 hectares | | |

Identification des plus importantes lacunes à l'indicateur :

Absence d'études permettant de déterminer avec précision le nombre de puits anarchiques afin de connaître la véritable exploitation des nappes phréatiques.

Manque d'études liées à l'identification des zones d'entretien et d'interdiction pour plus de contrôle d'exploitation des ressources en eau.

Un indicateur basé sur des estimations (estimation de l'exploitation et des ressources renouvelables ou disponibles) et donc il est non suffisamment fiable.

Afin de maintenir le niveau d'exploitation dans les limites des ressources renouvelables et disponibles, il faut :

Intensifier les campagnes de sensibilisation sur la nécessité de conserver les ressources en eau.

Programmer des études nécessaires pour dénombrer les puits illégaux et s'opposer aux forages anarchiques.

Programmer des études portant sur les zones d'entretien et d'interdiction et agir pour soutenir les programmes d'exploitation participative des nappes phréatiques

Fiche d'indicateur

Code de l'indicateur : 3.2.1

Nom de l'indicateur : Taux de desserte en eau potable dans le milieu rural (régional)

Date de mise à jour de l'indicateur : fin de l'année

I- Caractéristiques générales de l'indicateur :

Le programme auquel se réfère l'indicateur : eau

Sous-programme auquel se réfère l'indicateur : Sous-programme central : Génie rural, utilisation de l'eau et sous-programmes régionaux de l'eau.

L'objectif auquel se réfère l'indicateur satisfaire les demandes en eau potable au milieu rural

Définition de l'indicateur : La possibilité d'alimentation en eau potable au milieu rural pour une distance maximale de 500 mètres.

Type d'indicateur : indicateur de mesure de résultats

Nature de l'indicateur : indicateur d'efficacité

Déclinaisons : Selon le participant (génie rural / Société nationale pour l'exploitation et la distribution de l'eau) et selon les régions

II. détails techniques de l'indicateur :

1-La méthode de calcul de l'indicateur : approvisionnement d'eau potable au milieu rural
=disponibilité des ressources en eau à une distance maximale de 500 mètres.

2-Unité de l'indicateur : pourcentage

3-Données de base pour le calcul de l'indicateur :

4-Méthode de collecte des données de base pour le calcul des indicateurs : rapports annuels

5-Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : Direction Générale du Génie Rural et de l'Exploitation des Eaux

6-Date de disponibilité de l'indicateur : fin de chaque année

7-Valeur cible : Atteindre un taux d'approvisionnement de 94,9% en 2020 et 96,5% de l'approvisionnement en eau potable fin 2022

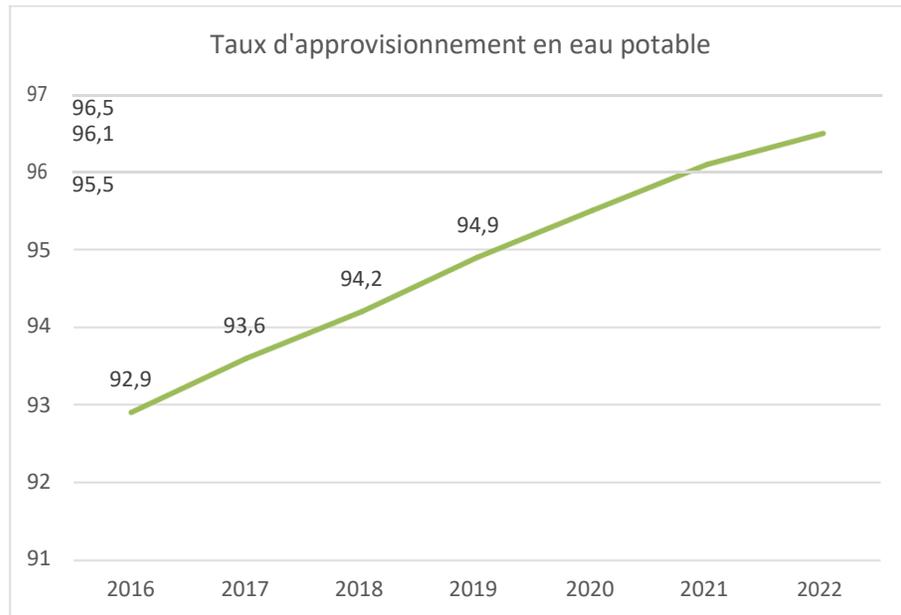
Responsable de l'indicateur : Mme Mouna Ben Noureddine : Direction Générale du Génie Rural et de l'Exploitation des Eaux (71 781 756/ Téléphone : 71891341 /e-mail : BennoureddineMouna@yahoo.fr

III. Lecture des résultats de l'indicateur :

Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques de l'indicateur :

| Indicateur | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|---|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Taux d'approvisionnement d'eau Potable par Génie Rurale | % | 41.5 | 41.5 | 41.5 | 41.6 | 42 | 42.4 | 42.8 |
| Taux d'approvisionnement d'eau Potable par SONEDE | % | 52.1 | 52.7 | 53 | 53.4 | 53.5 | 53.6 | 53.7 |
| Total | % | 93.6 | 94,1 | 94.5 | 95 | 95.5 | 96 | 96.5 |

Analyse des résultats et estimation des réalisations de l'indicateur :

Figure de l'évolution de l'indicateur :**Les activités les plus importantes programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur**

| Indicateur | Valeur cible de l'indicateur | Prévisions de l'indicateur pour 2021 | Interventions | Activités | Prévisions des crédits d'engagements 2021 |
|---|---|--------------------------------------|---|--|--|
| Satisfaire la demande en eau potable dans le milieu rural | Atteindre le taux d'approvisionnement en eau potable de 96,5% en 2022 | 95.5% | Création ou réhabilitation des réseaux d'eau potable dans le | Création, Gestion et exploitation des réseaux d'eau dans le milieu | Création de 11 projets Au profit de 23 Bénéficiaires et Réaménagement de 55250 |
| | | | Création des Puits profonds pour l'approvisionnement en eau potable | | Création de 19 puits d'eau potable, au coût de 3820 Mille dinars, par les ressources d'emprunt |
| | | | Maintenance des systèmes hydrauliques dans le domaine de l'eau potable et maintenance des stations de pompage d'eau potable | | 3280 Mille dinars par les ressources de trésorerie, dont 1 pour l'entretien des réseaux d'eau potable et 1780 pour l'entretien des stations de pompage d'eau potable |

Fiches d'indicateur

Code de l'indicateur : 3.3.1

Nom de l'indicateur : pourcentage de mobilisation des ressources en eau de surface

Date de mise à jour de l'indicateur : fin de l'année

I- Caractéristiques générales de l'indicateur :

Le programme auquel se réfère l'indicateur : eaux

Sous-programme auquel se réfère l'indicateur : sous-programme central : barrages, grands chantiers hydrauliques et ressources en eau.

L'objectif auquel se réfère l'indicateur : soutenir la mobilisation des ressources en eau de surface

Définition de l'indicateur : Le pourcentage de mobilisation des ressources en eau de surface représente le volume d'eau de surface des grands barrages par rapport au volume total d'eau mobilisable.

Type d'indicateur : Indicateur de mesure des résultats.

Nature de l'indicateur : indicateur d'efficacité

Déclinaisons : selon les régions

II. détails techniques de l'indicateur :

La méthode de calcul de l'indicateur :

1-Pourcentage de mobilisation

2-des ressources en eau de surface =
$$\frac{\text{quantité de seaux de grands barrages}}{2500 \text{ million de m}^3} \times 100$$

3-Unité de l'indicateur : pourcentage

4-Données de base pour le calcul de l'indicateur : Quantités d'eau de surface dans les grands barrages

5-Méthode de collecte des données de référence pour le calcul des indicateurs : Rapports et études

6-Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : Direction Générale des Barrages et des Grands Travaux Hydrauliques

7-Date de disponibilité de l'indicateur : fin de l'année

8-Valeur cible : 96 % fin 2023, compte tenu des volumes d'eau dans les Grands Barrages qui devraient atteindre 2410 millions m³

9-Responsable de l'indicateur : Mr. Mehrez Rejab email:mehrez.bgth@gmail.com,

Direction Générale des Barrages et des Grands Travaux Hydrauliques, Tél : 98133832

III. lecture des résultats de l'indicateur :

Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques de l'indicateur :

| Indicateur de mesure de la performance | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|--|------------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Ratio de mobilisation des ressources en eau de surface | % | 92 | 92 | 92 | 92 | 93 | 96 | 96 |
| Quantités d'eau de surface dans les grands barrages | Million m3 | 2310 | 2310 | 2310 | 2310 | 2410 | 2410 | 2410 |

Analyse des résultats et estimation des réalisations de l'indicateur :

En 2012, les travaux du barrage de Zarqa (16 millions de m3) et du barrage de Zayatin (19 millions de m3) et du barrage de kamdoum (9 millions de m3) ont été achevés.

En 2013 : Achèvement des travaux du barrage Elkbir (35 millions de m3), du barrage El-Moula (15 millions de m3)

Année 2014 : les barrages prévus n'ont pas été réalisés

Année 2015 : Barrage Ettine (18 millions de m3), le barrage d'Al-Maleh (16 millions de m3)

Année 2016 : Barrages Elharka (22 millions de m3)

Année 2017 : Barrage Sirat (16 millions de m3)

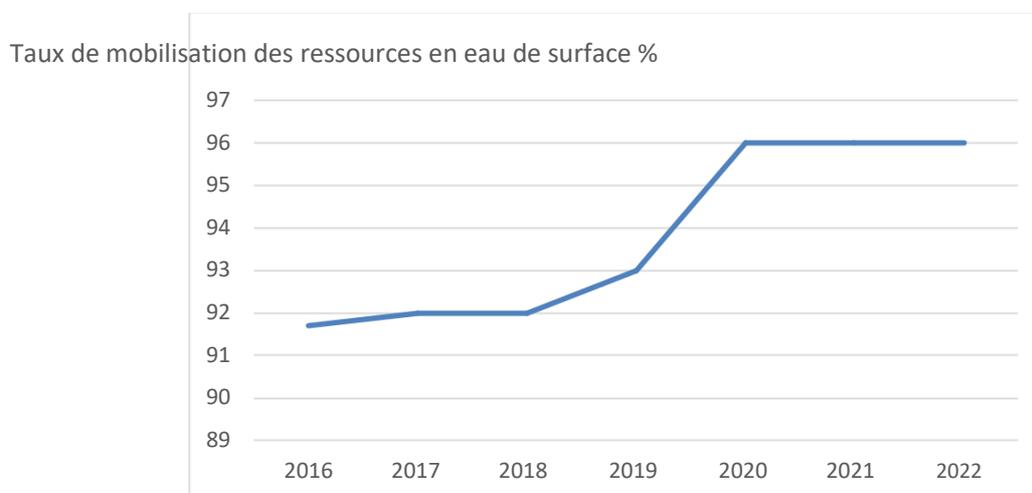
Les travaux de barrage suivants devraient être achevés :

L'année 2019 : Barrage Edwimes (13 millions de m3)

L'année 2020 : Barrage Mallag Supérieur (87 millions de m3)

L'année 2022 : Barrage Essaïda (45 millions de m3) et Barrage de Kalâa Kebira (33 millions de m3)

Figure de l'évolution de l'indicateur :



Les activités les plus importantes programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur :

| Indicateur | Valeur cible de l'indicateur | Valeur cible de l'indicateur des sous-programmes | Prévisions de l'indicateur pour 2021 | Interventions | Activités | Prévisions des allocations de crédits pour les activités 2021 |
|--|------------------------------|--|--------------------------------------|--|---|---|
| Taux de mobilisation des ressources en eau de surface | 96% en 2023 | 96% en 2023 | 93% | Achèvement de construction des barrages d'Al-Dwimis et supérieur d'Oued Mellègue Continuer les travaux du barrage Khazen du Kalâa Kebira et saïda | Mobilisation et préservation des ressources en eau | 1200MD |

5. Identification des plus importantes lacunes (limites) liées à l'indicateur :

Perturbations au niveau de la passation des marchés et des travaux, ce qui a ralenti le rythme d'achèvement (Al-Dwimis et du barrage supérieur d'Oued Mellègue)

Fiches d'indicateur

Code de l'indicateur :

Nom de l'indicateur : pourcentage de participation de femmes aux conseils d'administration des Groupements de Développement Agricole (GDA) consacrés à l'eau potable en milieu rural et en tant que superviseurs technique (directrices techniques)

Date de mise à jour de l'indicateur : fin de l'année

I- Caractéristiques générales de l'indicateur :

1. Le programme auquel se réfère l'indicateur : eau

Sous-programme auquel se réfère l'indicateur : génie rural et exploitation des eaux

L'objectif auquel se réfère l'indicateur : Améliorer le rôle des femmes dans la gestion de l'eau en milieu rural

Définition de l'indicateur : Le nombre des GDA dans le domaine de l'eau potable est de 1471, dont 116 ont un double rôle pour l'eau potable et l'irrigation.

1471 conseils d'administration gèrent des GDA,

Chaque conseil d'administration est composé de 3 à 6 membres élus par les abonnés dans le groupement. En 2018 il y a 11 femmes élues au conseil d'administration des GDA.

Il y a 39 femmes gestionnaires dans les conseils des GDA dont les salaires sont financés à partir de la vente d'eau.

4. Type d'indicateur : indicateur d'efficacité

5. Nature de l'indicateur : selon les régions

II. détails techniques de l'indicateur :

1-La méthode de calcul de l'indicateur :

2-Nombre de femmes participant aux conseils d'administration des GDA de l'eau potable en milieu rural et en tant que superviseurs Techniciens (directrice technique) / nombre total des membres des conseils d'administration des GDA

3-Unité de l'indicateur : pourcentage

4-Données de base pour le calcul de l'indicateur : Pourcentage de participation des femmes participant aux conseils d'administration des GDA de l'eau potable en milieu rural et en tant que superviseurs Techniciens (directrice technique)

5-Méthode de collecte des données de base pour le calcul des indicateurs : Rapports annuels des gouvernorats

6-Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : Direction Générale du Génie Rural et l'Exploitation des Eaux (DGGREE).

7-Date de disponibilité de l'indicateur : fin d'année

8-Valeur cible : Veiller à ce que l'indicateur atteigne un taux de 5% en 2020

9-Responsable de l'indicateur : Yasmina ESSID, Direction Générale du Génie Rural et l'Exploitation des Eaux (DGGREE). Email : yasminaessid@yahoo.fr

III. lecture des résultats de l'indicateur :

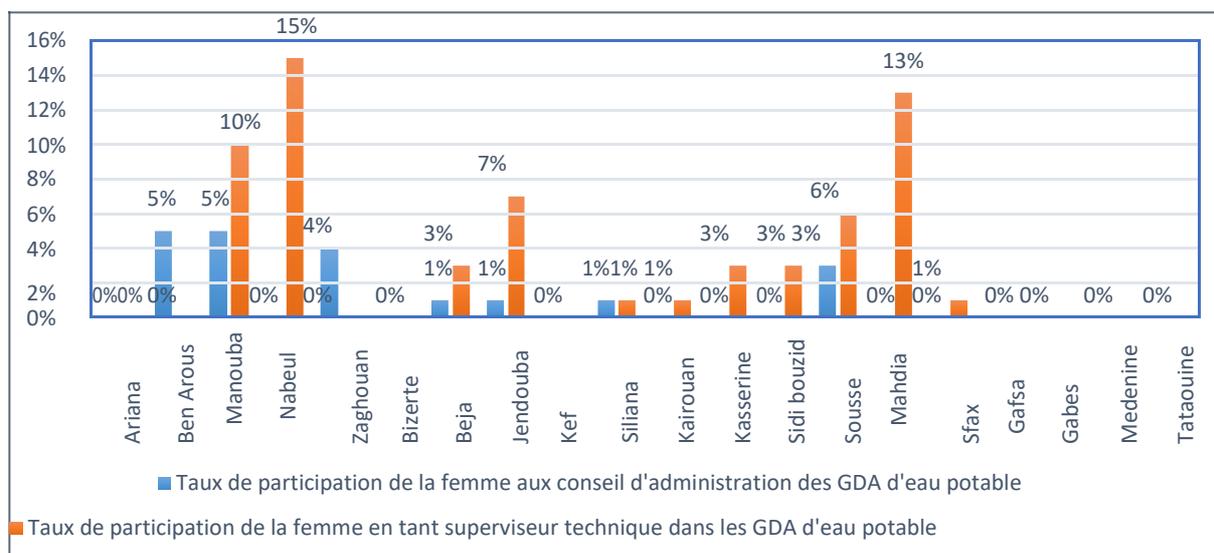
Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques de l'indicateur :

| Indicateur de mesure de la performance | Unité | Réalizations | | Prévisions | | |
|---|-------|--------------|------|------------|------|------|
| | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| Indicateur : Le pourcentage de participation des femmes dans les conseils des GDA d'eau potable dans le milieu rural en tant que superviseurs techniques | % | 3 | 3 | 5 | 5 | 6 |

Analyse des résultats et estimation des réalisations de l'indicateur :

Le pourcentage de participation des femmes dans les conseils des GDA d'eau potable dans le milieu rural en tant que superviseurs techniques d'une année à l'autre est faible, ce qui est lié aux problèmes sociaux.

3. Organigramme de l'évolution de l'indicateur :



Les plus importantes activités programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur:

Dans le cadre de l'achèvement de la deuxième phase du programme d'approvisionnement en eau potable en milieu rural financé par la Banque Africaine de Développement, une amélioration dans le pourcentage de femmes participant aux conseils d'administration des GDA de l'eau potable est attendue. Il y aura encore l'application d'un programme d'encadrement technique de formation, d'information et de sensibilisation des femmes et des jeunes ruraux dans le domaine de l'éducation sanitaire et des problèmes de santé liés à l'eau.

Les résultats les plus importants de l'encadrement technique sont :

- Préparer un diagnostic détaillé pour déterminer le niveau de participation des femmes et des jeunes dans la gestion des GDA, identifier les obstacles les plus importants contre leurs participations et proposer les solutions et mesures à prendre.
- Elaboration et développement d'un programme de formation et d'éducation au milieu rural pour les femmes et les enfants.
- Mettre en œuvre un programme de formation et d'éducation sanitaire pour la population locale (femmes, hommes et jeunes enfants dans les écoles)
- Préparer et adopter un guide sur les méthodologies et les approches utilisées pour assurer l'intégration du genre et la participation effective des femmes et des jeunes,
- Un rapport résumant les résultats obtenus à la suite de l'application des bonnes pratiques et les enseignements tirés à partir de la mission en question.
- Améliorer la performance des GDA en introduisant plus de professionnalisme dans la gestion technique, administrative et financière.

Fiches des Indicateurs de Performance du
Programme 4 : Forêts et Aménagement des Terres
Agricoles

Fiche de l'indicateur

Code de l'indicateur : 1-1-4

Dénomination de l'indicateur : proportion du couvert forestier par rapport à la superficie totale du pays 16 millions d'hectares (régional)

Date de mise à jour de l'indicateur : 20 mai 2020

I. Caractéristiques générales de l'indicateur

Le programme auquel se réfère l'indicateur : forêts et Aménagement des terres agricoles

Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur : les sous-programmes régionaux : forêts et aménagement des terres agricoles.

L'objectif auquel se réfère l'indicateur : développer les fonctions et les services du secteur forestier et contribuer au développement économique et social.

Définition de l'indicateur : Calcul de la proportion de couvert forestier par rapport à la superficie totale du pays.

Type d'indicateur : Indicateur de résultats

La nature de l'indicateur : un indicateur d'efficacité

Déclinaisons : selon les régions et les structures impliquées.

II. Détails techniques de l'indicateur

1-Méthode de calcul de l'indicateur : $\text{ratio de couvert forestier} = \frac{\text{superficies plantées} *}{\text{superficie totale du pays, estimée à 16 millions d'hectares}} * 100$

Les plantations sont calculées sur la base de celles réalisées par l'administration, les entrepreneurs, les plantations de fixation, les brises vent, les plantations des bordures des routes, les plantations des privés, les plantations à intérêts multiples et le boisement pastoral.

2-Unité de l'indicateur : pourcentage

3-Les données de base pour le calcul de l'indicateur : agrégation des efforts de boisement de la Direction Générale des forêts, de la Direction Générale de l'aménagement et la conservation des terres agricoles, de l'office de l'élevage et de pâturage, de l'office de développement sylvopastoral du nord-ouest et des commissariats régionaux de développement agricole.

4-Méthode de collecte des données de base pour le calcul de l'indicateur : Collecte des données de chaque intervenant à l'occasion de la fête nationale de l'arbre.

5-Sources des données de base pour le calcul de l'indicateur : Direction Générale des Forêts, Direction Générale de l'aménagement et de la conservation des terres agricoles, office de l'élevage et de pâturages, Office de Développement Sylvo-Pastoral du Nord-Ouest, commissariats régionaux de développement agricole.

6-Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence): annuelle.

7-Valeur cible de l'indicateur : 8,55% en 2022

8-Le responsable de l'indicateur : Mme Najwa Rejaibi, rjeibianajoua@gmail.com,
Téléphone: 5054

III. Lecture dans les résultats de l'indicateur

1. Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques à l'indicateur

| Indicateur de mesure de la performance | Unité | Réalisations | | | | Prévisions | | |
|--|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur 1.1.4: la proportion du couvert forestier par rapport à la superficie totale du pays, 16 millions d'hectares | % | 8.35 | 8.39 | 8.42 | 8.47 | 8.47 | 8.50 | 8.53 |

Analyse des résultats et estimation des réalisations spécifiques à l'indicateur

L'objectif consiste à porter la proportion du couvert forestier de 8,10% en 2010 à 8,53% à la fin de l'année 2022, soit une augmentation de 0,04%, et l'équivalent de près de 5000 ha par an, et cette superficie comprend, en plus de l'espace forestier naturel, les zones suivantes :

Zones montagneuses et bassins hydrographiques en vue de la conservation des sols et de la protection des installations hydrauliques et des rives des vallées

Zones d'irrigation à travers l'établissement des brise-vent pour améliorer la productivité agricole.

| Pourcentage du couvert forestier, selon les gouvernorats | | | | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|------|------------|------|------|
| Gouvernorat | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
| | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Tunis | 14.96 | 15.02 | 15.25 | | | | |
| Ariana | 12.87 | 12.88 | 12.88 | | | | |
| Manouba | 17.2 | 17.29 | 17.38 | | | | |
| Ben Arous | 34.35 | 34.86 | 34.93 | | | | |
| Bizerte | 30.51 | 30.66 | 31 | | | | |
| Beja | 26.99 | 27.12 | 27.3 | | | | |

| | | | | | | | |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Jendouba | 42.53 | 42.66 | 42.87 | | | | |
| Kef | 29.53 | 29.59 | 29.74 | | | | |
| Zaghouan | 33.07 | 33.12 | 33.2 | | | | |
| Siliana | 34.74 | 34.82 | 35.16 | | | | |
| Nabeul | 29.75 | 29.82 | 30.16 | | | | |
| Sousse | 7.52 | 7.54 | 7.57 | | | | |
| Monastir | 5.28 | 5.31 | 5.42 | | | | |
| Mahdia | 3.74 | 3.75 | 3.76 | | | | |
| Kasserine | 24.23 | 24.23 | 24.34 | | | | |
| Kairouan | 14.89 | 14.9 | 15.01 | | | | |
| Sidi Bouzid | 5.93 | 5.95 | 6 | | | | |
| Gafsa | 2.34 | 2.39 | 2.43 | | | | |
| Sfax | 2.82 | 2.82 | 2.85 | | | | |
| Gabes | 1.6 | 1.62 | 1.67 | | | | |
| Médenine | 0.55 | 0.56 | 0.59 | | | | |
| Kébili | 1.75 | 1.76 | 1.77 | | | | |
| Tataouine | 0.12 | 0.12 | 0.13 | | | | |
| Tozeur | 0.42 | 0.43 | 0.46 | | | | |
| Indicateur national | 8.33 | 8.35 | 8.39 | 8.41 | 8.47 | 8.53 | 8.59 |

Les principales activités programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur

Adopter des indicateurs régionaux et élaborer des programmes de boisement dans les zones forestières prioritaires (zones brûlées, protection des berges des vallées, zones menacées d'érosion).

Préparation de projets de développement forestier et pastoral, lutte contre la désertification et recherche de financement.

4. Identification des principales limites liées à l'indicateur :

Les disparités dans le rythme de boisement et des taux de réussite par région et par année.

Fiche de l'indicateur

Code de l'indicateur : 4-1-2

Dénomination de l'indicateur : Pourcentage de forêts ayant des plans d'aménagement (régional)

Date de mise à jour de l'indicateur : juin 2020.

I. Caractéristiques générales de l'indicateur

- **Le programme auquel se réfère l'indicateur :** forêts et aménagement des terres agricoles
- **Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur :** forêts et parcours
- **L'objectif auquel se réfère l'indicateur :** Développer les emplois et les services du secteur forestier et contribuer au développement économique et social
- **Définition de l'indicateur :** La proportion de forêts qui se basent sur un plan d'aménagement en vigueur par rapport à la superficie totale des forêts aménageables. .
- **Type d'indicateur :** Indicateur de résultats
- **La nature de l'indicateur :** un indicateur d'efficacité
- **Déclinaisons :** Direction Générale des forêts, office de développement sylvopastoral du Nord-Ouest, commissariats régionaux de développement agricole.

II. Détails techniques de l'indicateur

1- Méthode de calcul de l'indicateur : Pourcentage des forêts qui ont des plans d'aménagement en vigueur (= (superficie des forêts qui ont des plans d'aménagement / superficie totale des forêts aménageables) * 100

2- Unité de l'indicateur : pourcentage

3- Les données de base pour le calcul de l'indicateur: La situation des études d'aménagement forestier, en termes de validité et d'effort de mise à jour des études dont la validité est expirées.

4- Méthode de collecte des données de base pour le calcul de l'indicateur : suivi des études relatives à l'aménagement.

5- Source des données de base pour le calcul de l'indicateur : Direction Générale des Forêts, Office de Développement Sylvopastoral du Nord-Ouest, Commissariats régionaux de Développement Agricole.

6- Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence): annuelle.

7- Valeur cible de l'indicateur : augmentation de 3% par an

8- Le responsable de l'indicateur : Mme Sihem Laouinti, sihem_aoun@yahoo.fr,
Téléphone:5014

III. Lecture dans les résultats de l'indicateur

Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques à l'indicateur

Les études d'aménagement forestier constituent des plans et des références techniques, qui fixent annuellement sur une période de 20 ans, tous les travaux qui doivent être réalisés au niveau de chaque forêt avec un budget prévisionnel décrivant le coût annuel des travaux programmés et les revenus attendus. Ces études visent à améliorer la gestion rationnelle du système forestier et montagnoux (production, protection et loisirs) afin de garantir sa pérennité tout en tenant compte de son rôle environnemental, économique et social.

| Indicateur de mesure de la performance de l'indicateur 1-4 : Promotion des fonctions et services du secteur forestier et de sa contribution au développement économique et social. | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|--|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur 2.1.4 : proportion de forêts aménagées (représentée par la proportion des forêts aménagées et en exploitation) | % | 35.5 | 26 | 30.6 | 41 | 41 | 42 | 54 |

Le programme de l'année 2020 et des années postérieures sera ajusté en fonction des réalisations effectives et le rythme d'évolution de l'indicateur...

Analyse des résultats et estimation des réalisations spécifiques à l'indicateur

Proportion des forêts qui ont des plans d'aménagement valides par gouvernorat

| Délégations | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|-------------|--------------|--------|------|------|------------|------|------|
| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Tunis | 56.43 | 0 | 37 | | 37 | -0 | 0 |
| Ariana | | 56.43 | | 37 | | | - |
| Manouba | | | - | | | - | |
| Ben Arous | 65.64 | 20 | 11 | | | 28 | 79 |
| Bizerte | 59.49 | 65.64 | 39 | 11 | 39 | 28 | 79 |
| Beja | 30.46 | 59.49 | 27 | 39 | 27 | 46 | 81 |
| Jendouba | 36.50 | 30.46 | 36 | 27 | 36 | 56 | 79 |
| Kef | 18.20 | 36.5 | 18 | 36 | 15 | 100 | 64 |
| Zaghouan | 69.5 | 18.2 | 46 | 15 | 71 | | |
| Siliana | 11.807 | 69.5 | 0 | 71 | 40 | 55 | 55 |
| Nabeul | | 11.807 | | | 47 | 47 | 47 |
| Sousse | | | - | | | - | |
| Monastir | | 0 | 0 | | | -0 | -0 |

| | | | | | | | |
|----------------------------|-------------|-----------|-------------|--------------|-----------|-----------|-----------|
| Mahdia | 56.52 | 56.52 | | | | | |
| Kasserine | 15.36 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 23 |
| Kairouan | | | | | | | |
| Sidi bou zid | | | | | | | |
| Gafsa | | | | | | | |
| Sfax | | | | | | | |
| Gabes | | | | | | | |
| Médenine | | | | | | | |
| Kébili | | | | | | | |
| Tataouine | | | | | | | |
| Tozeur | | | | | | | |
| Indicateur national | 35.5 | 26 | 30.6 | 30.61 | 41 | 42 | 54 |

*Ne concerne pas les plans d'aménagement de tous les gouvernorats.

Les principales activités programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur

La Direction Générale des forêts œuvre à intensifier davantage les études liées à l'aménagement intégré, en augmentant les fonds alloués à cet effet, qui ne dépassent pas 100 000 dinars par an imputés sur le programme national. Il convient de noter que le Ministère de l'agriculture, des Ressources hydrauliques et de la pêche est en train de réaliser le projet de « Disposition intégrée des scènes dans les régions les moins développées du nord-ouest et du centre-ouest ». Dans le cadre de ce projet, la Direction Générale des forêts a élaboré un programme de réalisation d'études d'aménagement participatif et intégré, pour environ 170.000 hectares de forêts dans les gouvernorats suivants : Bizerte, Beja, Jendouba, Siliana, Kef, Kasserine, Kairouan et Sidi Bouzid.

4. Identification des principales limites liées à l'indicateur

Expiration de la validité de nombreux plans d'aménagement chaque année

Faiblesse des fonds alloués pour la mise à jour les études qui ont expiré et qui étaient de 100 000 dinars par an (permettant d'étudier environ 7 000 hectares de forêts) au cours des dernières années et qui ont été supprimés.

Insuffisance manifeste des bureaux d'études et d'experts en aménagement forestier, qualifiés pour effectuer de telles études au niveau national.

Fiche de l'indicateur

Code de l'indicateur 4-1-3

Nom de l'indicateur : Le taux d'exploitation du produit forestier

Date de mise à jour de l'indicateur : Avril 2016

I. Caractéristiques générales de l'indicateur

- **Le programme auquel se réfère l'indicateur** : forêts et aménagement des terres agricoles
- **Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur** : Sous-programme central : forêts et parcours
- **L'objectif auquel se réfère l'indicateur** : Développer les emplois et les services du secteur forestier et contribuer au développement économique et social
- **Définition de l'indicateur** : il représente le pourcentage d'exploitation du produit forestier(bois) par rapport aux potentialités disponibles.
- **Type d'indicateur** : Indicateur de résultats
- **La nature de l'indicateur** : un indicateur d'efficacité
- **Déclinaisons** : Direction Générale des forêts, commissariats régionaux de développement agricole, régie d'exploitation forestière.

II. Détails techniques de l'indicateur

1- Méthode de calcul de l'indicateur : Calcul du pourcentage des ventes et de l'exploitation des produits ligneux par rapport aux potentialités disponibles, et qui sont les quantités proposées à la vente annuellement.

2- Unité de l'indicateur : pourcentage

3- Les données de base pour le calcul de l'indicateur : les ventes aux enchères publiques réalisées par la régie de l'exploitation forestière ainsi que les micro-ventes.

4- Méthode de collecte des données de base pour le calcul de l'indicateur : suivi des ventes aux enchères publiques et des micro-ventes.

5- Source des données de base pour le calcul de l'indicateur : Direction Générale des Forêts, Commissariats régionaux de Développement Agricole, Régie d'exploitation forestière.

6- Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence): annuelle.

7- Valeur cible de l'indicateur : 85% des capacités disponibles annuellement (après examen de l'indicateur)

8- Le responsable de l'indicateur: Mr Mohamed Mokhtar, directeur de la régie d'exploitation forestière, mohamedmokhtar1@yahoo.fr, Tél: 3318

III. Lecture dans les résultats de l'indicateur

1. Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques à l'indicateur

Les forêts tunisiennes fournissent plusieurs produits dont les plus importants sont le bois et le liège, en plus d'autres produits forestiers secondaires. Leur exploitation annuelle génère un revenu estimé à 16,9 millions de dinars par an au cours des cinq dernières années (2014-2018). Le décret relatif à son organisation administrative et financière a confié à la régie d'exploitation forestière, afin de mettre en œuvre et de contrôler le programme annuel d'exploitation des ressources forestières, en coordination avec les services forestiers régionaux.

Les quantités moyennes annuelles des produits forestiers sont estimées, au cours des cinq dernières années (2014- 2018) à :

313161 m³ de bois
47726 quintaux de liège.

Et ce, en plus des produits secondaires des forêts, tels que les plantes odorantes, les semences, les matériaux de carrière, l'apiculture et tous les autres matériaux autres que le bois de chauffage et le liège, qui proviennent des forêts publiques (89 mille hectares par an de bourgeons de romarin et 22 mille hectares par an de bourgeons de basilic ...).

Les produits forestiers ligneux sont exploités par 50 institutions privées après cession à leur profit aux enchères ou de gré à gré par le biais de la régie d'exploitation forestière, qui est un établissement public à caractère administratif.

Les produits ligneux forestiers de différents types permettent de satisfaire les besoins du pays en bois pour l'agriculture et les, mines, en bois de pâte et en bois de feu, mais la Tunisie enregistre un déficit important en bois scié qui est importé pour répondre aux besoins du pays.

Les arrondissements forestiers des commissariats régionaux de développement agricole et la régie d'exploitation forestière, entreprennent la mise en œuvre de programmes annuels d'exploitation forestière tout en tenant compte des aspects techniques fixés par les plans d'aménagement et, procédures stipulées dans le code forestier et des orientations de développement dans le secteur des forêts et des pâturages (Le développement des forêts de liège dans leur environnement naturel, la bonne utilisation et la valorisation des produits ligneux et non ligneux, une gestion rationnelle des systèmes forestiers ...) Cependant, l'exploitation des produits forestiers est restée en deçà de la capacité de production disponible pour une valorisation efficace du produit.

| | UNITE | REALISATION | | | 2020 | PREVISION | | |
|--|-------|-------------|------|------|------|-----------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur 4.1.3: Pourcentage d'utilisation des produits forestiers (pourcentage des ventes et de l'exploitation des produits forestiers par rapport aux capacités) | % | 49 | 80 | 100 | 85 | 85 | 85 | 85 |

Analyse des résultats et estimation des réalisations spécifiques à l'indicateur

| Pourcentage d'exploitation des produits forestiers selon les autorités | | | | | | | |
|--|--------------|-----------|------------|-----------|------------|-----------|-----------|
| Délégations | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
| | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Tunis | | | | | | | |
| Ariana | | | | | | | |
| Manouba | | | | | | | |
| Ben Arous | | | | | | | |
| Bizerte | | | | | | | |
| Beja | | | | | | | |
| Jendouba | | | | | | | |
| Kef | | | | | | | |
| Zaghouan | | | | | | | |
| Siliana | | | | | | | |
| Nabeul | | | | | | | |
| Sousse | | | | | | | |
| Monastir | | | | | | | |
| Mahdia | | | | | | | |
| Kasserine | | | | | | | |
| Kairouan | | | | | | | |
| Sidi bouzid | | | | | | | |
| Gafsa | | | | | | | |
| Sfax | | | | | | | |
| Gabes | | | | | | | |
| Médenine | | | | | | | |
| Kébili | | | | | | | |
| Tataouine | | | | | | | |
| Tozeur | | | | | | | |
| Indicateur national | 49 | 80 | 100 | 85 | 85 | 85 | 85 |

Ces prévisions se basent sur les estimations proposées annuellement par les arrondissements forestiers

Remarque :

La non-exploitation de la totalité des potentialités disponible est due aux facteurs suivants :

Le manque de main-d'œuvre spécialisée dans un certain nombre de zones.

La réticence de la main-d'œuvre à travailler dans les chantiers de récolte du liège dans certaines zones.

La faible rentabilité de la main-d'œuvre et la pénurie constatée au niveau des moyens de transport auprès des arrondissements forestiers pour permettre aux agents d'assurer un encadrement et un suivi intensif de certains centres forestiers.

La présence d'épaisses forêts sous les lièges, ce qui entrave le processus d'exploitation.

Les principales activités programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur

Augmentation du taux d'exploitation du produit forestier à 85 %.

4. Identification des principales limites liées à l'indicateur

Le niveau d'exploitation reste inférieur aux potentialités disponibles pour la valorisation efficace du produit forestier diversifié, principalement en raison des violations constatées au niveau de ce secteur après la révolution et du manque des cadres techniques et de transport routier. .

La nécessité de mettre à jour les plans d'aménagement et d'inclure les produits forestiers non ligneux, dont l'exploitation annuelle génère des revenus importants.

Fiche de l'indicateur

Code de l'indicateur : 4.1.4

Nom de l'indicateur : surface incendiée pour chaque incendie (mesure la vitesse d'intervention pour réduire le taux de zones incendiées) (régional)

Date de mise à jour de l'indicateur : fin octobre de chaque année

I. Caractéristiques générales de l'indicateur

1- Le programme auquel se réfère l'indicateur : forêts et aménagement des terres agricoles

2- Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur : Sous-programme central : forêts, pâturages et sous-programmes régionaux : forêts et aménagement des terres agricoles.

3- L'objectif auquel se réfère l'indicateur : développer les fonctions et les services du secteur forestier et contribuer au développement économique et social.

4- Définition de l'indicateur : la vitesse d'intervention pour réduire la moyenne des superficies brûlées.

5- Type d'indicateur : Indicateur de résultats

6- La nature de l'indicateur : un indicateur d'efficacité

7- Déclinaisons : Direction Générale des forêts, commissariats régionaux de développement agricole.

II. Détails techniques de l'indicateur

Méthode de calcul de l'indicateur : Superficie moyenne brûlée par incendie, en hectare (superficie totale brûlée / nombre total des incendies)

Unité de l'indicateur : hectare

Les données de base pour le calcul de l'indicateur : La superficie n brûlée de chaque incendie dans les régions, tel qu'enregistré au Centre de protection des forêts de Radès, relevant de la Direction Générale des forêts.

Méthode de collecte des données de base pour le calcul de l'indicateur : suivi des incendies enregistrés.

Source des données de base pour le calcul de l'indicateur : Direction Générale des Forêts, Commissariats régionaux de Développement Agricole

Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence): annuelle.

Valeur cible de l'indicateur : 3 Ha par incendie (cette valeur a été revue en fonction du taux enregistré durant les années précédentes)

Le responsable de l'indicateur : Mr Samir Belhadj Salah, samir.belhaj.salah@gmail.com, Téléphone : 5029

III. Lecture dans les résultats de l'indicateur

1. Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques à l'indicateur

Les incendies sont considérés comme l'un des facteurs les plus dangereux qui menacent les ressources forestières, en raison des graves dommages causés à l'environnement et aux biens. Les forêts tunisiennes, comme le reste des forêts méditerranéennes, se caractérisent par son exposition aux incendies, en particulier pendant les années sèches et en été avec des températures élevées, en plus de la difficulté de maîtriser les incendies et leur propagation rapide, en raison de la difficulté à atteindre les zones de feu.

| Indicateur de mesure de la performance | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|--|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur 4.1.4: Superficie brûlée pour chaque incendie (en mesurant la rapidité d'intervention pour réduire la moyenne de la superficie brûlée) | % | 27.86 | 6.31 | 147 | 3 | 3 | 3 | 3 |

Analyse des résultats et estimation des réalisations spécifiques à l'indicateur

Au cours de l'année 2019, l'Administration générale des forêts a enregistré 277 incendies ayant provoqué la destruction de près de 2900 hectares de forêts ; ce qui représente 10.47 Hec pour un seul incendie

Le 04 mai 2019, une séance de travail conjointe entre l'Administration Générale des Forêts et le Bureau National de la Protection Civile s'est tenue au siège de ODESYPANO à Beja sous la supervision des deux Directeurs Généraux et avec la participation des chefs des services forestiers, des directeurs régionaux de la protection civile et des représentants du Ministère de la Défense Nationale et du Ministère de l'Equipement, du Logement et de l'Aménagement du Territoire (Administration de l'Equipement) OÙ une présentation a été faite sur les incendies enregistrés en forêt au cours des dernières années et les travaux de prévention des infrastructures qui ont été achevés au cours de l'année 2019 (ouverture et entretien du jeu de feu, chemins forestiers, points d'eau, tours de guet) et un inventaire des équipements lourds et des moyens d'extinction et leurs emplacements.

Les principales activités programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur

Il est à signaler que les travaux se poursuivent pour lutter contre les incendies de forêt par la réalisation des travaux préventifs pour protéger les forêts contre les incendies et en assurant des séances de permanence pendant la période allant du 1er mai au 30 octobre de chaque année et la coordination avec les services de la protection civile ainsi qu'avec le Ministère de la Défense nationale à travers un accord d'intervention par voie aérienne pour lutter contre les incendies de forêt.

De même et afin de réduire l'aggravation du phénomène des incendies de forêt, un projet a été mis en œuvre dans le cadre du Projet de protection des forêts contre les incendies (équipement des centres de protection des forêts) (prêt préférentiel italien dans le cadre du programme d'appui à la balance des paiements):

Acquisition de 28 camions de pompiers d'une capacité de 600 litres et un autre camion d'une capacité de 2500 litres

Soutien dans le cadre de la coopération tuniso-turque en fournissant 5 camions de pompiers de 4000 litres.

L'annonce d'un appel d'offres international pour l'acquisition de 100 camions de pompiers, 3 balayeuses, 2 essuieuses, 2 camions, 15 voitures de liaison, 3 camions de transport et un ensemble d'outils manuels et d'équipements. .

Conclusion d'un accord avec le Ministère de la Défense nationale en vue d'intervenir avec les moyens aériens pour lutter contre les incendies de forêt.

4. Identification des principales limites liées à l'indicateur

La pénurie en matière de maintenance des infrastructures comme l'ouverture de pistes forestières, la maintenance et l'entretien des coupes feu qui nécessitent des équipements mécaniques et une main d'œuvre importante.

L'insuffisance des ressources humaines dont notamment les techniciens et ingénieurs forestiers dans les centres forestiers vacants, les ouvriers spécialisés, les agents de communication, les chauffeurs d'engins et les pompiers.

La non révélation des véritables causes des incendies, qui sont le plus souvent provoqués. .

Propositions de solutions

- Mise à niveau et formation des conducteurs de classe C et E (chauffeurs pompiers de balayeurs et de porte-engins lourds) en allouant des crédits et en concluant des accords pour couvrir les frais des cours de conduite et les frais d'hébergement dans un centre de formation ou dans des écoles privées pour la conduite automobile dans tous les gouvernorats. .
- Renforcer les opérations d'entretien et de réparation des équipements.
- Fourniture de carburant pendant la période estivale ainsi que des réserves en carburant et les mettre à la disposition des départements forestiers, notamment pendant les week-end, les vacances et le mois de Ramadan.
- Fournir des rations, surtout pendant le mois de Ramadan.

- Tenir les sessions des commissions régionales de prévention des catastrophes et d'organisation des secours.
- Sensibilisation des services de sécurité quant au suivi des dossiers d'incendies provoqués .
- Sensibiliser les services de sécurité sur les préventions dans les zones frontalières et la protection des intervenants.
- La formation d'une commission technique spécialisée au sein de la Direction Générale des forêts qui aura pour missions de rechercher et d'enquêter sur les circonstances des crimes perpétrés contre les forêts tunisiennes, à l'instar de ce qui est pratiqué dans les pays voisins comme l'Italie et l'Espagne.
- La protection des habitants des forêts et leur sensibilisation aux dangers des incendies, d'autant plus que certains incendies recensés annuellement sont dû à l'utilisation du feu à des fins personnelles pour faire du charbon de bois ou de l'apiculture
- La réparation du réseau de communication : Suite aux pannes constatées au niveau du réseau radio, un contrat a été conclu avec une entreprise spécialisée pour une période de trois ans (2016, 2017 et 2018) pour réparer ces pannes, à condition que les CRDA fournissent les pièces de rechange liées aux générateurs d'énergie solaire et des câbles nécessaires à cet effet.

Fiche de l'indicateur

Code de l'indicateur : 4-2-1

Nom de l'indicateur : Pourcentage de terres qui ont été protégées et renforcées (sur le total des zones objet d'interventions contre l'érosion (2011-2001), estimées à 841 000 hectares) (régional)

Date de mise à jour de l'indicateur : Mars 2020

I. Caractéristiques générales de l'indicateur

1.Le programme auquel se réfère l'indicateur : forêts et aménagement des terres agricoles

2.Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur : sous-programmes régionaux aménagement et protection des terres agricoles.

3.L'objectif auquel se réfère l'indicateur : Réduire les zones menacées d'érosion, de conservation et gestion des sols

4.Définition de l'indicateur: Le pourcentage de terres qui ont été entretenues, renforcées et où des travaux de conservation des eaux et des sols ont été réalisés, par rapport au total des terres qui ont fait l'objet de travaux de conservation des eaux et des sols au cours de la deuxième décennie (2001-2011), et estimées à 841 mille hectares, étant donné que les travaux de conservation des eaux et des sols achevés au cours de la première décennie, ont été renforcés au cours de la deuxième décennie.

5.Type d'indicateur : Indicateur de résultats

6.La nature de l'indicateur : un indicateur d'efficacité

7.Déclinaisons (Cet indicateur peut être suivi au niveau des régions en raison de la disponibilité d'informations s-y rapportant dans tous les arrondissements de conservation des eaux et des sols dans les CRDA.

II. Détails techniques de l'indicateur

1-Méthode de calcul de l'indicateur : Superficie totale des terres dans lesquelles des travaux d'entretien et de fixation des eaux et de conservation des sols ont eu lieu rapportée à la S superficie totale des terres ayant fait l'objet d'interventions contre l'érosion (2001-2011), et estimées à 641 000 hectares.

2-Unité de l'indicateur : pourcentage

3-Les données de base pour le calcul de l'indicateur : Rapports sur l'état d'avancement des réalisations dans les commissariats régionaux de développement agricole en ce qui concerne :

–Les travaux d'aménagement agricole (consolidation des travaux, plantations pastorales, plantations fruitières, pâturage, plantations de protection et plantations forestières).

–Entretien et maintenance (entretien des institutions, entretien des ponts, entretien des plantations)

4-Source des données de base pour le calcul de l'indicateur : Direction Générale de l'aménagement et de la conservation des terres agricoles.

5-Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence): annuelle.

6-Valeur cible de l'indicateur : 62,93% en 2022

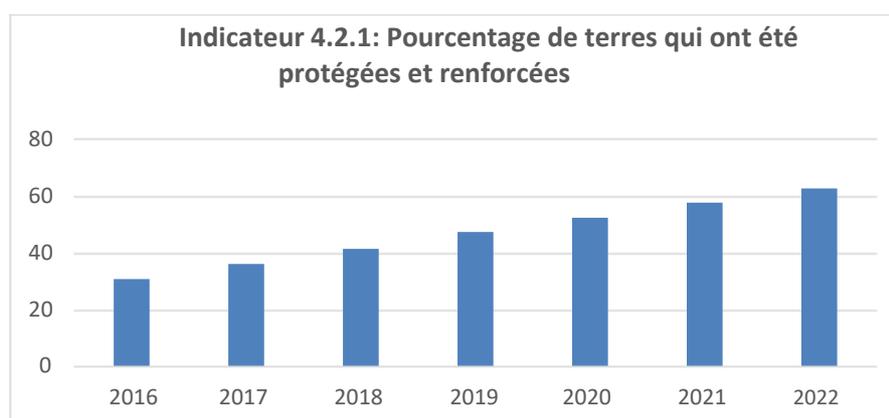
7-8. Le responsable de l'indicateur: Mme Najoua ben Slimene Chaouch, chef du service de la consolidation des installations au sein de la Direction Générale de l'aménagement et de la préservation des terres agricoles, najoua_chaouch@yahoo.fr, Téléphone 3351 - Mobile 20080562.

III. Lecture dans les résultats de l'indicateur

1. Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques à l'indicateur

| Indicateur de mesure de la performance | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|--|-------|--------------|-------|-------|-------|------------|-------|-------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur 4.2.1: Pourcentage de terres qui ont été protégées et renforcées (du total des superficies ayant fait l'objet d'interventions contre l'érosion 2001-2011 et estimées 641 mille hectares) | % | 36.23 | 41.41 | 46.47 | 51.65 | 57.33 | 63.18 | 68.85 |

Diagramme de l'évolution de l'indicateur



Analyse des résultats et estimation des réalisations spécifiques à l'indicateur:

L'indicateur de mesure du rendement détermine les progrès dans la mise en œuvre de l'objectif stratégique de préservation des ouvrages achevés pour protéger le sol contre l'érosion et maintenir sa fertilité.

| | Réalizations | | | Prévisions | | | |
|--------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2022 |
| Tunis | 2,42 | 2,42 | 2,42 | 3,64 | 3,64 | 3,64 | 3,64 |
| Ariana | 53,7 | 53,7 | 55,62 | 58,61 | 61,6 | 64,6 | 68,43 |
| Manouba | 18,57 | 21,75 | 23,2 | 26,14 | 29,08 | 32,02 | 38 |
| Ben Arous | 37,72 | 43,61 | 49,65 | 56,54 | 63,44 | 70,33 | 81,41 |
| Nabeul | 20,5 | 24,63 | 30,26 | 36,47 | 42,68 | 48,9 | 54,79 |
| Zaghouan | 7,79 | 9,19 | 11,39 | 13,47 | 15,55 | 17,63 | 20,45 |
| Bizerte | 35,39 | 40,14 | 44,85 | 49,37 | 53,89 | 58,41 | 71,74 |
| Beja | 33,56 | 35,99 | 45,84 | 54,63 | 63,42 | 72,21 | 84,57 |
| Jendouba | 36,12 | 41,46 | 45,35 | 50,94 | 56,53 | 62,13 | 69,81 |
| Kef | 84,82 | 96,26 | 109,79 | 123,01 | 136,23 | 149,45 | 163,35 |
| Siliana | 32,99 | 36,74 | 39,54 | 42,17 | 44,79 | 47,42 | 50,63 |
| Sousse | 57,11 | 62,91 | 68,53 | 74,06 | 79,59 | 85,12 | 89,19 |
| Monastir | 26,12 | 28,67 | 30,39 | 32,6 | 34,8 | 37 | 50,21 |
| Mahdia | 13,2 | 14,51 | 16,58 | 18,11 | 19,65 | 21,19 | 22,08 |
| Kairouan | 14,4 | 15,86 | 18,72 | 20,95 | 23,18 | 25,4 | 29,97 |
| Kasserine | 20,73 | 25,6 | 27,96 | 29,89 | 31,82 | 33,74 | 35,43 |
| Sidi bouzid | 18,08 | 18,8 | 21,34 | 24,06 | 26,79 | 29,51 | 31,36 |
| Sfax | 24,28 | 26,39 | 28,07 | 30,6 | 33,12 | 35,65 | 40,55 |
| Gafsa | 127,07 | 145,71 | 162,98 | 178,47 | 193,96 | 209,45 | 220,56 |
| Tozeur | 96,52 | 111,75 | 128,84 | 138,58 | 148,32 | 158,06 | 176,45 |
| Kébili | 17,23 | 18,67 | 21,23 | 23,35 | 25,47 | 27,59 | 37,33 |
| Gabes | 61,18 | 71,79 | 94,67 | 108,45 | 122,23 | 136,02 | 145,2 |
| Médenine | 26,12 | 30,07 | 33,94 | 37,92 | 41,9 | 45,88 | 48,21 |
| Tataouine | 22,18 | 29,34 | 32,69 | 35,53 | 38,37 | 41,21 | 47,08 |
| Indicateur | | | | | | | |
| National | 36,2 | 41,41 | 46,47 | 51,65 | 57,33 | 63,18 | 68,85 |

Les principales activités programmées pour atteindre la valeur souhaitée de l'indicateur

Sensibiliser l'agriculteur à l'importance de la consolidation des travaux par les plantations et d'assurer leur entretien et maintenance continus en vue de garantir leur pérennité.

| | Prévisions | Principales activités programmées pour 2021 | Crédits alloués |
|---|------------|---|-----------------|
| Indicateur 4.2.1: Pourcentage des terres déjà protégés (du total des superficies où il y a eu interventions contre l'érosion 2001-2011 évaluée à 641 milles hectare) | 57,33% | réhabilitation dans les zones aménagées en leur donnant la priorité dans le cadre des Programmes de développement | 24419 |

4. Identification des principales limites liées à l'indicateur

- L'initiative privée demeure modeste, que ce soit chez les grands agriculteurs ou chez les sociétés de mise en valeur et les lots techniciens.
- Les travaux d'aménagement agricole et pastoral adoptés pour mesurer cet indicateur sont affectés par la chute des pluies pour assurer son succès en raison des difficultés rencontrées dans l'irrigation par les réservoirs et de la rareté de certains points d'approvisionnement en eau dans certaines régions.

Fiche de l'indicateur

Code de l'indicateur : 4.2.2

Nom de l'indicateur : pourcentage de périmètres irrigués qui ont été contrôlés et évalués.

Date de mise à jour de l'indicateur : le mois de mars de chaque année

I. Caractéristiques générales de l'indicateur

Le programme auquel se réfère l'indicateur : les forêts et l'aménagement des terres agricoles

Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur : les sous-programmes régionaux :aménagement des terres agricoles.

L'objectif auquel se réfère l'indicateur : Réduire les zones menacées d'érosion, de conservation et gestion des sols

Définition de l'indicateur : L'indicateur représente le pourcentage de périmètres irrigués qui ont été suivis et évalués par rapport à la totalité des périmètres irrigués publics et privés.

Type d'indicateur : Indicateur de résultats

La nature de l'indicateur : un indicateur d'efficacité

Déclinaisons : Réalisation par les commissariats régionaux de développement agricole(arrondissements des Sols).

II. Détails techniques de l'indicateur

1. **Méthode de calcul de l'indicateur** : Division de la superficie des périmètres irrigués contrôlés chaque année par la superficie totale des périmètres irrigués publics et privés.
2. **Unité de l'indicateur** : pourcentage
3. **Les données de base pour le calcul de l'indicateur** : Rapports annuels des arrondissements des sols relevant des commissariats régionaux de développement agricole
4. **Méthode de collecte des données de base pour le calcul de l'indicateur** : Collecte des superficies concernées par les analyses par rapport à la superficie des périmètres irrigués.
5. **Source des données de base pour le calcul de l'indicateur** : Direction Générale de l'aménagement et de la conservation des terres agricoles.
6. **Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence)**: annuelle.
7. **Valeur cible de l'indicateur** : Atteindre un taux de contrôle de 27% du total des périmètres irrigués publics et privés d'ici 2020.
8. **Le responsable de l'indicateur**: Mme Samiha Maalaoui épouse Ben Mansour,samihamaalaoui@yahoo.fr, Tél : +216 98 566 278

III. Lecture dans les résultats de l'indicateur

. Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques à l'indicateur

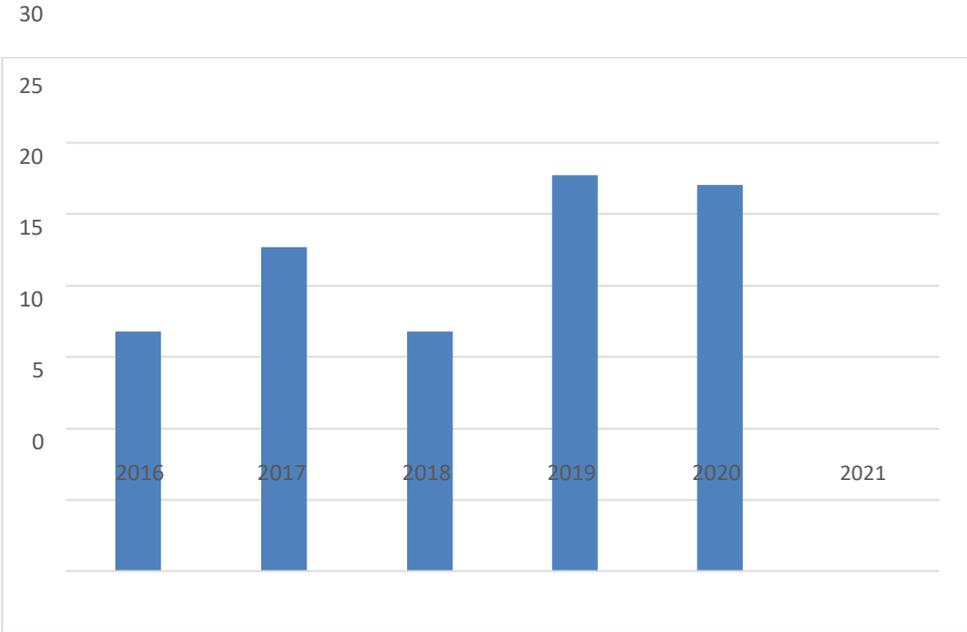
| Maîtrise de la gestion des ressources en sols. | unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|---|-------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur 2-2-4 : Pourcentage des périmètres irrigués contrôlés et évalués. | % | 22.68 | 16.76 | 14.59 | 27.06 | | | |

Remarque: En attente de l'élaboration du plan quinquennal 2021-2025

Analyse des résultats et estimation des réalisations spécifiques à l'indicateur

| Gouvernorat | Pourcentage des périmètres irrigués contrôlés et évalués | | | | | | | |
|----------------------------|--|--------------|--------------|--------------|--------------|------|------|------|
| | Réalizations | | | | Prévisions | | | |
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Beja | 21,1 | 21.1 | 21.1 | 21.1 | 21,1 | - | - | |
| Médenine | 30,63 | 42.7 | 37.83 | 62.34 | 73,15 | - | - | |
| Siliana | 14,52 | 12.18 | 12.44 | 11.92 | 11,74 | - | - | |
| Tataouine | 29,81 | 46.79 | 40.81 | 46.79 | 25,11 | - | - | |
| Kébili | 44,34 | 44.56 | 44.56 | 44.56 | 44,56 | - | - | |
| Bizerte | 11,25 | 14 | 16 | 18 | 20 | - | - | |
| Zaghouan | 16,54 | 27.2 | 29.56 | 28.88 | 21,66 | - | - | |
| Gafsa | 3,83 | 5 | 7.45 | 6.49 | 7,02 | - | - | |
| Sfax | 3,25 | 3.25 | 3.25 | 3.25 | 3,25 | - | - | |
| Tozeur | 22,79 | 22.86 | 34.28 | 41.29 | 43,15 | - | - | |
| Nabeul | 1,05 | 21.45 | 0 | 22.92 | 23,47 | - | - | |
| Ariana | 32,84 | 100 | 100 | 100 | 100 | - | - | |
| Tunis | 64,28 | 26.67 | 0 | 73.32 | 100 | - | - | |
| Kasserine | 2,27 | 2.27 | 2.41 | 2.41 | 2,53 | - | - | |
| Sidi bouzid | 1,7 | 2.61 | 3.1 | 3.57 | 3,91 | - | - | |
| Mahdia | 0,71 | 1.57 | 0 | 1.3 | 1,2 | - | - | |
| Sousse | 44,65 | 45.18 | 0 | 45.8 | 46,29 | - | - | |
| Manouba | 0 | 5.9 | 0 | 7.56 | 8,55 | - | - | |
| Ben arous | 18,15 | 31.53 | 31.53 | 31.53 | 31,53 | - | - | |
| Kairouan | 2,93 | 4.3 | 4.38 | 4.37 | 4,36 | - | - | |
| Jendouba | 21,51 | 41.7 | 0 | 63.99 | 33,46 | - | - | |
| Gabes | 11,99 | 12.05 | 2.99 | 12.13 | 12,15 | - | - | |
| Kef | 0 | 1.41 | 1.9 | 2.27 | 2,76 | - | - | |
| Monastir | 1,37 | 8.04 | 8.41 | 8.41 | 8,41 | - | - | |
| Indicateur national | 16.73 | 22.68 | 16.76 | 27.68 | 27.06 | - | - | |

Pourcentage des périmètres irrigués contrôlés et évalués



Fiche de l'indicateur

Code de l'indicateur : 5-1- 4

Nom de l'indicateur : Le taux de représentativité des femmes dans les conseils d'administration des groupements de développement du secteur forestier.

Date de mise à jour de l'indicateur : Novembre

I. Caractéristiques générales de l'indicateur

1. **Le programme auquel se réfère l'indicateur** : les forêts et l'aménagement des terres agricoles
2. **Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur** : le sous-programme central : forêts et pâturages et sous-programmes régionaux : forêts et aménagement des terres agricoles.
3. **L'objectif auquel se réfère l'indicateur** : Soutenir le rôle des femmes dans la gestion des systèmes forestiers.
4. **Définition de l'indicateur** : Il consiste à mesurer l'étendue de la participation réelle des femmes dans les groupements de développement actifs dans le secteur forestier, en leur permettant d'occuper des postes clés en tant que présidentes, secrétaires généraux ou trésorières de groupements.
5. **Type d'indicateur** : Indicateur de valeur
6. **La nature de l'indicateur** : un indicateur d'efficacité
7. **Déclinaisons** : Les commissariats régionaux de développement agricole jouent un rôle important en tant que structures d'appui et de soutien à la structuration des populations locales sous forme de groupements, ainsi qu'en encourageant les femmes à se porter candidates aux conseils d'administration des groupements lors du renouvellement du conseil d'administration à l'occasion de la session plénière.

Dans le cadre de l'orientation actuelle dans la gestion des ressources forestières visant à impliquer davantage les habitants des forêts dans l'exploitation des produits forestiers, des accords de partenariat ont été signés lesquels accords sont suivis à l'échelle régionale.

II. Détails techniques de l'indicateur

- 1- **Méthode de calcul de l'indicateur** : Pourcentage de la représentativité des femmes dans les conseils d'administration des groupements de développement actifs dans le secteur forestier / nombre total de femmes adhérentes aux groupements de développement actifs dans le secteur forestier.
- 2- **Unité de l'indicateur** : pourcentage
- 3- **Les données de base pour le calcul de l'indicateur** : Tableaux de suivi des groupements de développement actifs dans le secteur forestier.
- 4- **Méthode de collecte des données de base pour le calcul de l'indicateur** : Collecte de données relatives aux groupements auprès des arrondissements forestiers régionaux et à l'occasion du renouvellement des structures des groupements. .

5- **Source des données de base pour le calcul de l'indicateur** : Direction Générale des forêts, Office de développement sylvopastoral du Nord-Ouest, Commissariats régionaux de développement agricole.

6- **Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence)** : annuelle.

7- **Valeur cible de l'indicateur** : atteindre un taux de 50% en 2020

8- **Le responsable de l'indicateur** : le sous-directeur de l'économie forestière et de l'encadrement des habitants des forêts.

III. Lecture dans les résultats de l'indicateur

1. Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques à l'indicateur

| Objectif: Soutenir le rôle des femmes dans la gestion des systèmes forestiers | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|---|-------|--------------|------|---|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| L'indicateur : le pourcentage de femmes représentées dans les conseils d'administration des groupements de développement actifs dans le secteur forestier | % | | 43 | L'indicateur est nouveau et les données seront mises à jour, l'objectif est d'atteindre 50% en 2020 | | | | |

Analyse des résultats et estimation des réalisations spécifiques à l'indicateur

Le groupement de développement de l'agriculture et de la pêche constitue une structure juridique qui tire sa légitimité de la loi n ° 99_43 de l'année 1999 en date du 10 mai 1999 telle que modifiée par la loi n ° 2004-24 en date du 15 mars 2004. Le groupement est formé à l'échelle locale, sur initiative des habitants de la région, en vue de soutenir ses adhérents et de répondre leurs exigences économiques, sociales et environnementales. Le groupement est dirigé par un conseil d'administration composé de six membres : le président, le trésorier, le secrétaire général et trois membres et la plupart de ses interventions se font par le biais des projets financés.

L'orientation actuelle dans la gestion des ressources forestières vise à impliquer davantage les habitants des forêts dans l'exploitation des produits forestiers en échange de services qui s'intègrent dans le cadre de la préservation des systèmes forestiers. Sur la base de cette approche, des accords de partenariat ont été conclus entre la Direction Générale des forêts et les groupements de développement exerçant dans ce domaine dans le but de permettre à ces groupements d'exploiter les ressources forestières non ligneuses.

Le rôle des femmes dans ces activités est particulièrement important, notamment en ce qui concerne l'extraction des huiles essentielles et la valorisation des plantes aromatiques et médicinales. Le taux d'intégration des femmes dans le secteur, considéré comme étant l'un des secteurs prometteurs, doit être suivi afin de se positionner dans les postes de décision. De même, l'indice peut inclure les femmes d'affaires détentrices de diplômes scientifiques et les

superviseurs du premier maillon de la chaîne de valeur qui se rapporte au cycle de transformation primaire. .

3. Identification des principales limites liées à l'indicateur :

La représentativité des femmes dans les conseils d'administration des groupements de développement n'a pas atteint le niveau souhaité qui permet d'ancrer la participation des femmes dans les traditions des zones rurales.

Fiche numéro 1 : Office de Développement Sylvopastoral du Nord-Ouest

Le programme qui inclut l'établissement public : Programme n °4 : Forêts et aménagement des terres agricoles.

I. Définition

Activité principale : développement rural régional intégré

Nature juridique : Un établissement public à caractère non administratif.

Classification de l'établissement : Classe A

Référence juridique de création : loi n ° 17 de l'année 1981 en date du 9 mars 1981

Référence juridique de l'organisation administrative et financière : Décret n ° 508 de l'année 1999 en date du 1er mars 1999

La date de signature du dernier contrat de programme ou d'objectifs entre le Ministère et l'établissement / l'institution (le cas échéant).

II. Cadre de performance :

Stratégie globale : le développement des régions du nord-ouest.

Détermination de la contribution aux objectifs du programme : une contribution directe

Les priorités et objectifs principaux :

- Maîtriser la gestion des ressources naturelles, les préserver,
- améliorer le couvert forestier et végétal,
- protéger les terres agricoles contre l'érosion,
- protéger les barrages contre les sédiments et améliorer l'infrastructure.

Indicateurs de mesure de performance et principales activités : soutenir la production végétale et animale / création d'activités visant à renforcer le revenu familial / renforcer les capacités des structures professionnelles / soutenir les habitants des forêts et améliorer leurs conditions économiques et sociales / réduire la dispersion des propriétés agricoles / fournir des infrastructures.

Présentation de l'objectif:

L'objectif est d'améliorer le taux de remise en état des terres menacées d'érosion pour une superficie de 362792 hectares dans les zones d'intervention de l'office de 23.651 % en 2020 à 23.702% d'ici la fin de 2021, avec une augmentation 0.051% de l'indicateur au cours de l'année 2021 par la construction de barrières en pierres gabion sur une superficie de 186 hectares

• Justifications pour l'adoption de l'indicateur: le degré de réalisation de l'objectif peut être mesuré

| Augmenter le taux des terres réhabilitées menacées d'érosion | unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|-------|--------------|------|--------|--------|------------|--------|--------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Pourcentage des terres réhabilitées menacées d'érosion | % | 23.5 | 23.6 | 23.603 | 23.651 | 23.686 | 24.434 | 25.234 |

Le troisième objectif: améliorer le rendement de l'agriculture de montagne

- Présentation de l'objectif: L'objectif est d'améliorer le rendement de l'agriculture de montagne dans les zones d'intervention du Bureau en améliorant les méthodes et techniques appropriées pour la production végétale et la production animale à travers la mise en œuvre du programme de vulgarisation et de conseil agricole de journées d'information et de formation, de sessions pratiques, d'unités de clarification et de visites d'études

| Augmenter le couvert forestier et végétal | unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Pourcentage de couvert végétal et forestier par rapport à la superficie totale 604653 ha. | % | 73.1 | 73.1 | 73.1 | 73.1 | 73.1 | 73.6 | 74.1 |
| Le taux de désenclavement des communautés résidentielles dans les zones d'intervention de l'office | % | 91.6 | 91.6 | 91.6 | 91.6 | 91.6 | 92.1 | 92.6 |

Quatrième objectif: améliorer les conditions de vie des habitants

- Présentation de l'objectif: L'objectif est d'améliorer les conditions de vie des habitants des zones montagneuses, par l'intervention de l'office, et le désenclavement des communautés et de leur fournir de l'eau potable en réhabilitant et entretenant les itinéraires ruraux, en étendant les réseaux de distribution d'eau potable et en construisant des citernes individuelles.
- Justifications pour l'adoption d'indicateurs:

Indicateurs permettant de mesurer le degré d'atteinte de l'objectif: indicateurs liés au pourcentage de ménages alimentés en eau potable (%) et un indicateur lié au pourcentage d'isolement dans les communautés résidentielles (%)

Cinquième objectif: soutenir une approche participative et un partenariat

- Présentation de l'objectif: il vise d'appuyer le travail participatif, le volontariat et la coordination entre les représentants de la population et les différentes institutions, administrations et la société civile dans la gestion du développement local dans les zones d'intervention de l'office, à partir de la planification et de la programmation, en passant par la mise en œuvre des programmes et leur suivi jusqu'à l'évaluation des acquis et de leurs effets

Justificatif de choix de l'indicateur

| Appui de l'approche participative et le partenariat | unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|---|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Taux de participation des bénéficiaires dans les contrats programme annuels | % | 10 | 34 | 23 | 23 | 23 | 15 | 15 |

Fiche numéro 2 : L'Agence Foncière Agricole

PROGRAMME 4 : FORETS ET REHABILITATION DES TERRES AGRICOLES

I. Présentation Générale

1- L'activité principale : la réforme agraire dans les périmètres irrigués et l'organisation foncière dans les zones agricoles.

2- Nature juridique : un établissement public à caractère non administratif.

3- Classification de l'établissement : classe B

4- Référence juridique de création : Loi n ° 17 de l'année 1977 en date du 16 mars 1977 relative à la création de l'Agence de réforme agricole dans les périmètres publics irrigués.

5- La référence de l'organisation administrative et financière : Décret n ° 1273 de 1999 en date du 31 mai 1999

6- Date de signature du dernier contrat de programme ou d'objectifs entre le Ministère et l'établissement / institution 2010/2011 en date du 01 avril 2010.

II. Cadre de la capacité de performance

Stratégie globale :

Détermination de la contribution aux objectifs du programme : une contribution indirecte.

Les Axe stratégiques de l'office :

- **Augmenter le pourcentage de couvert forestier**
- **Préserver les forêts et les ressources naturelles et augmenter le pourcentage des zones protégées dans la superficie totale des forêts**
- **Réduire l'érosion des sols et préserver leur fertilité**
- **Réduire la perte d'eau de ruissellement et sa mobilisation**

Alors les exécutions de l'office, au cours de l'année 2021, sont:

- Augmenter le pourcentage couvert forestier permanent à travers l'amélioration de la création de pâturages permanents et en plantant des oliviers
- Renforcer encore l'exploitation rationnelle des ressources naturelles, par la préservation, l'entretien et le développement et en aménageant les terres menacées d'érosion
- soutenir l'agriculture de montagne à petite échelle à travers le cadrage et le soutien des petits et moyens producteurs et des expéditeurs de petits projets.
- Amélioration des conditions sociales des habitants à travers l'entretien dans le domaine de l'aménagement de l'infrastructure

3. Les priorités et objectifs les plus importants :

Les priorités et les objectifs de l'Agence sont:

Protéger les terres agricoles dans les zones de leur intervention de la dispersion et de la fragmentation.

Alors que, dans les zones de son intervention (zones publiques irriguées, irriguées, pluviales et dénudées), l'agence crée des exploits caractérisés par des formes régulières et des délimitations claires, avec des parcours agricoles qui permettent l'irrigation et une exploitation optimale en préparant des projets acceptables pour les agriculteurs et prenant en compte la préservation des droits des propriétaires, Elle est agréée par l'autorité de tutelle et depuis la date de création de la zone d'intervention, l'agence est en charge de suivre les opérations immobilières sur celle-ci et d'encourager l'expansion des exploités pour une exploitation optimale, en améliorant le rendement et en allégeant la charge de l'agriculteur d'une part, et en poussant l'investissement agricole d'autre part.

4- Indicateurs de mesure de la performance:

| Indicateur de l'objectif | Indicateurs | Unité | Réalizations | | | L.F 2020 | Prévisions | | |
|---|--|-------|--------------|------|------|----------|------------|------|------|
| | | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Protection des terres agricoles du morcellement | le pourcentage de projets de planification et de développement foncier | % | 61 | 26 | 65 | 67 | 68 | 69 | 70 |
| | Taux de contrôle des opérations foncières | % | 88 | 88 | 88 | 90 | 92 | 93 | 95 |

Le premier indicateur: le pourcentage de projets de planification et de développement foncier

Cet indicateur reflète l'effort réalisé dans la préparation des dossiers d'approbation des projets préparés par l'agence dans le cadre de la réorganisation et de la promotion immobilière, et les travaux préparatoires, l'étude technique et juridique des projets qui ont été préparés et leur publicité, puis une étude des différentes réclamations et objections sur le projet de l'agence. Cet indicateur comprend une comparaison du volume de dossiers préparés pour approbation avec les domaines thématiques des domaines créés la même année.

L'approbation du projet par l'autorité de tutelle lui confère un statut juridique.

| <i>Indicateur de l'objectif</i> | Unité | Réalizations | | | L.F 2020 | Prévisions | | |
|--|-------|--------------|------|------|-------------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| le pourcentage de projets de planification et de développement foncier | % | 61 | 26 | 65 | 67 | 68 | 69 | 70 |

Le deuxième indicateur: le pourcentage de suivi des opérations immobilières dans les zones d'intervention

Cet indicateur montre les efforts déployés pour étudier les demandes d'autorisation dans la réalisation des opérations immobilières dans les zones d'intervention de l'agence (donation, vente, richesse, ...) dans le but de réduire la dispersion et la fragmentation, le respect des principes de la réforme agraire et l'adhésion aux projets qui ont été préparés. Notant que seules les opérations immobilières sont approuvées, qui visent notamment la consolidation de la propriété, l'indivisibilité de la propriété et l'expansion des entreprises agricoles.

| <i>Indicateur de l'objectif</i> | Unité | Réalizations | | | L.F 2020 | Prévisions | | |
|---|-------|--------------|------|------|-------------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| le pourcentage de suivi des opérations immobilières dans les zones d'intervention | % | 88 | 88 | 88 | 90 | 92 | 93 | 95 |

LES ACTIVITES

| OBJECTIFS | INDICATEURS | PREVISION 2021 | ACTIVITES 2021 | PREVISION BUDGET |
|---|--|----------------|---|------------------|
| Protection des terres agricoles du morcellement | le pourcentage de projets de planification et de développement foncier | 68% | - Réalisation de levées topographiques, de recherches foncières et sociales approfondies et de tous les travaux de terrain. consultation des cadastres et des plans auprès de l'office de topographie | 6971 |

| | | | | |
|--------------|---|------------|--|---------------|
| | | | (OTC) -Préparer les dossiers de création des zones d'intervention et les soumettre au Comité Consultatif National -Intensification des journées de sensibilisation destinées aux agriculteurs - Préparation et diffusion des projets - Etude des projets du point de vue technique et juridique - Préparer les dossiers d'approbation des projets et les renvoyer à l'autorité de tutelle | |
| | le pourcentage de suivi des opérations immobilières dans les zones d'intervention | 92% | - Préparer une base de données regroupant toutes les données relatives aux domaines d'intervention de l'agence dans ses différentes étapes, et constamment mises à jour. - Travailler pour réduire le temps passé sur le processus d'étude et répondre aux demandes de licence pour réaliser des opérations immobilières en attendant la mise en place d'une décentralisation dans leur traitement pour une plus grande efficacité. | 1729.8 |
| TOTAL | | | | 8646.8 |

5- actions d'accompagnement :

Pour atteindre les valeurs souhaitées des indicateurs susmentionnés, il faut prévoir les crédits nécessaires et proposés dans le projet de budget annuel, en particulier le renforcement de l'institution avec des ressources humaines supplémentaires dans diverses spécialisations, étant donné que le nombre d'employés a diminué d'année en année.

III BUDGET :

UNITE 1000 DT

| | REALISATION | | | 2020 | PREVISION 2021 | | Ecart engagement 2020-2021 | |
|-------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------------------|------------|
| | 2017 | 2018 | 2019 | | Engagement | Paiement | montant | % |
| Dépenses de gestion | 5497.379 | 5897.666 | 6182.009 | 7060.000 | 7646.800 | 7646.800 | +586.800 | +8% |
| Rémunération | 4620.572 | 4816.574 | 5084.239 | 5690.000 | 6141.800 | 6141.800 | + 451.800 | + 8% |
| Moyens de services | 876.807 | 1081.092 | 1097.770 | 1279.000 | 1360.000 | 1360.000 | + 81.000 | + 6 % |
| Intervention publique | | | | 91.000 | 145.000 | 145.000 | +54.000 | +60% |
| Budget investissement | 489.505 | 299.893 | 1484.325 | 1300.000 | 1000.000 | 1000.000 | -300.000 | -23% |
| Financement public | 489.505 | 299.893 | 1484.325 | 1300.000 | 1000.000 | 1000.000 | -300.000 | -23% |
| Sur le budget de l'Etat | 489.505 | 299.893 | 1484.325 | 1300.000 | 1000.000 | 1000.000 | -300.000 | -23% |
| TOTAL | 5986.884 | 6197.559 | 7666.334 | 8360.000 | 8646.800 | 8646.800 | +286.800 | +3% |

**Fiches des Indicateurs de Performance du
Programme 5 :
L'Enseignement Supérieur, Recherche, Formation et
Vulgarisation Agricoles.**

Fiche de l'indicateur

Code de l'indicateur : 1-1-5

Dénomination de l'indicateur : Encadrement des étudiants de l'enseignement supérieur agricole (central).

Date de mise à jour de l'indicateur : 2015

I. Caractéristiques générales de l'indicateur

- **Le programme auquel se réfère l'indicateur** : Enseignement supérieur, recherche, formation et vulgarisation agricoles.
- **Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur** : Sous-programme central 5.1 : Enseignement supérieur et recherche agricole.
- **L'objectif auquel se réfère l'indicateur** : Amélioration de la qualité de la formation, de la recherche, de l'innovation et du transfert technologique pour le développement du secteur de l'agriculture et de la pêche.
- **Définition de l'indicateur** : Le nombre d'étudiants pour chaque enseignant universitaire permanent
- **La nature de l'indicateur** : indicateur d'activité (indicateur de moyen)
- **Déclinaisons** : Les données sont collectées au niveau central

II. Détails techniques de l'indicateur

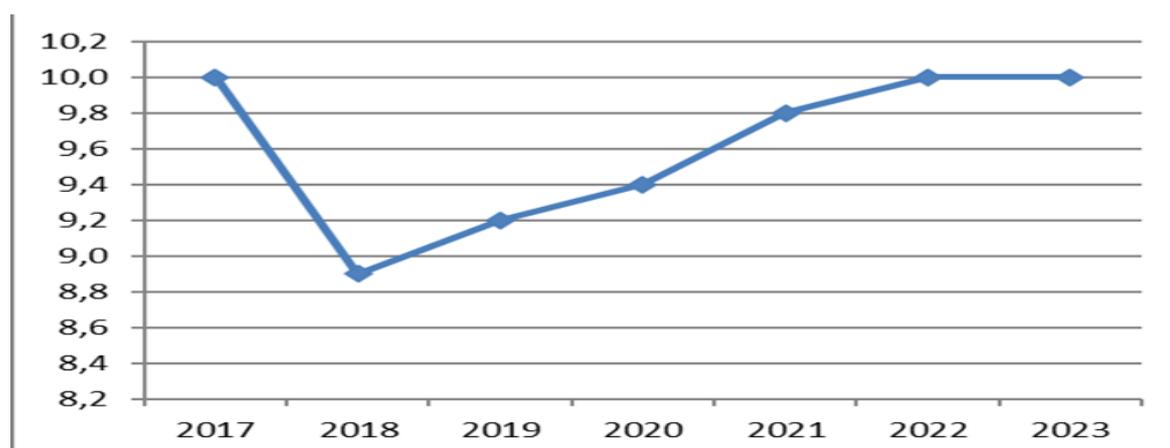
- 1-**Méthode de calcul de l'indicateur** : Nombre d'étudiants inscrits / nombre de professeurs universitaires permanents
- 2-**Unité de l'indicateur** : un enseignant universitaire permanent pour chaque nombre d'étudiants (ratio)
- 3-**Les données de base pour le calcul de l'indicateur** : Le nombre d'enseignants universitaires permanents et le nombre d'étudiants inscrits (préparatoire, cycle d'ingénieur, licence appliquée, master appliqué et de recherche et doctorat)
- 4-**Méthode de collecte des données de base pour le calcul de l'indicateur** : Correspondance des directeurs d'établissements d'enseignement agricole pour fournir à la direction des Affaires pédagogiques les données nécessaires (L'application spécifique à l'enseignement supérieur agricole)
- 5-**Source des données de base pour le calcul de l'indicateur** : Direction des affaires pédagogiques de l'institution de la recherche et de l'enseignement supérieur agricoles
- 6-**Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence)** : le premier semestre de l'année universitaire
- 7-**Valeur cible de l'indicateur** : 1/10 (un enseignant universitaire permanent pour 10 étudiants)
- 8-**Responsable de l'indicateur** : Mr Mohamed Saadallah, saadallah.med@iresa.agrinet.tn, Tél : (97551756)

III. Lecture dans les résultats de l'indicateur

1. Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques à l'indicateur

| Indicateur de mesure de la performance | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|--|---|--------------|-------|-------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur 1.1.5: Encadrement des étudiants de l'enseignement supérieur agricole (nombre de professeurs d'université / nombre d'étudiants inscrits) | Enseignant pour chaque nombre d'étudiants | 11.35/1 | 10/01 | 9.2/1 | 10/1 | 10/1 | 10/1 | 10/1 |

Indicateur d'encadrement des étudiants



Analyse des résultats et estimation des réalisations spécifiques à l'indicateur

Il est attendu que l'indice reste stable dans les limites d'un enseignant chercheur permanent pour 10 étudiants, en raison de la diminution du nombre d'étudiants d'une année à l'autre et du nombre d'enseignants à cause des départs à la retraite (13 enseignants en 2020, 14 enseignants en 2021, 7 enseignants en 2022). Cependant, l'indicateur pourrait connaître une baisse en cas de non recrutements et le non remplacement des enseignants-chercheurs qui partent à la retraite, notamment en début de l'année 2022.

Les principales activités programmées pour atteindre la valeur cible de l'indicateur :

Renforcement des recrutements et des promotions (indicateurs 1, 2 et 3) tout en œuvrant à maintenir le nombre d'étudiants orientés vers les établissements d'enseignement supérieur agricole.

5. Identification des principales limites liées à l'indicateur :

Ressources financières et humaines liées à la réalisation des objectifs fixés.
L'indicateur ne reflète pas le pourcentage de l'encadrement par institution.

Fiche de l'indicateur

Code de l'indicateur : 5-2-1

Dénomination de l'indicateur : Pourcentage d'enseignants-chercheurs ayant publié au moins une recherche dans une revue avec comité de lecture au cours de la dernière année.

Date de mise à jour de l'indicateur : Mai 2020

I. Caractéristiques générales de l'indicateur

Le programme auquel se réfère l'indicateur : Enseignement supérieur, recherche, formation et vulgarisation agricole.

Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur : Sous-programme central : Enseignement supérieur et recherche agricole.

L'objectif auquel se réfère l'indicateur : Amélioration de la qualité de la formation, de la recherche, de l'innovation et du transfert technologique pour le développement du secteur de l'agriculture et de la pêche.

Définition de l'indicateur: Cet indicateur constitue, en quelque sorte, une base statistique qui peut être utilisée à des fins de comparaison et fournit aux responsables du système de recherche et d'enseignement supérieur agricoles des réponses aux questions liées aux modes de fonctionnement de la recherche agricole et permet des comparaisons au fil des années ou entre des enseignants-chercheurs de différents grades ou entre des instituts de recherche et l'enseignement supérieur agricole ou encore entre les niveaux national et leurs homologues régionaux ou internationaux, et ce, en relation directe avec les orientations globales et objectifs du secteur de la recherche scientifique. Cet indicateur permet le suivi des publications des enseignants-chercheurs des institutions de recherche scientifique agricole et crée une dynamique concurrentielle entre les enseignants chercheurs aux niveaux national, régional et international.

Type d'indicateur : Indicateur de produit

La nature de l'indicateur : indicateur de performance

Déclinaisons : Les données sont collectées au niveau central, selon les grades des enseignants-chercheurs

II. Détails techniques de l'indicateur

Méthode de calcul de l'indicateur : Le nombre d'enseignants chercheurs d'établissements de recherche scientifique agricole (travaillant à temps plein) tout en leur ajoutant le nombre d'enseignants chercheurs dans les établissements d'enseignement supérieur agricole (équivalent à temps plein), qui ont publié au moins une recherche dans une revue à comité de lecture au cours de l'année écoulée rapporté au nombre total d'enseignants chercheurs dans les établissements de recherche scientifique agricole (travaillant à temps plein) auquel est ajouté le nombre d'enseignants chercheurs dans les établissements d'enseignement supérieur agricole (équivalent à plein temps). L'activité d'enseignant chercheur dans les établissements d'enseignement supérieur agricole dans le domaine de la recherche est calculée à 20% de son activité globale. Ainsi, l'enseignant chercheur dans les établissements d'enseignement supérieur

agricole dans le domaine de la recherche représente 20% de son homologue dans les établissements de recherche scientifique agricole.

Unité de l'indicateur : pourcentage

Les données de base pour le calcul de l'indicateur : Listes des publications publiées au cours de l'année écoulée et listes des enseignants-chercheurs des institutions de recherche scientifique agricole par rang.

Méthode de collecte des données de base pour le calcul de l'indicateur : Thomson Reuters (Web of science), Scopus et Scholar Google.

Source des données de base pour le calcul de l'indicateur : Direction de la planification, du suivi et de l'évaluation des programmes de recherche de l'établissement de recherche et d'enseignement supérieur agricoles.

Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence) : annuellement

Valeur cible de l'indicateur : 55% des enseignants chercheurs au sein des institutions de recherche scientifique agricole, qui ont publié au moins une recherche dans une revue à comité de lecture au cours de l'année écoulée (année de publication).

Déclinaisons :

1) Enseignants chercheurs classe A.

55% des enseignants-chercheurs ayant publié au moins une recherche dans une revue à comité de lecture au cours de la dernière année (année de publication).

2) Enseignants chercheurs classe B.

25 % des enseignants-chercheurs qui ont publié au moins une recherche au cours de la dernière année (année de publication)

Responsable de la réalisation de l'indicateur : Mr. Hichem ben Salem, bensalem.hichem@iresa.agrinet.tn

Responsable du calcul de l'indicateur : Mme Ahlem Laroussi, ahlem.laroussi@iresa.agrinet.tn,

Responsable des données de l'indicateur : Mme Olfa Dridi, olfa.dridi@iresa.agrinet.tn)

III. Lecture dans les résultats de l'indicateur

1. Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques à l'indicateur

| Indicateur de mesure de la performance | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|---|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur 2.1.5: Proportion d'enseignants-chercheurs dans les institutions de recherche scientifique agricole avec au moins une recherche publiée au cours de la dernière année. | % | | 50 | 53 | 55 | 58 | 53 | 55 |

Analyse des résultats et estimation des réalisations spécifiques à l'indicateur

L'indice vise à suivre les activités de recherche des enseignants chercheurs dans les instituts de recherche, et ce à travers le nombre de publications scientifiques qu'ils réalisent dans le cadre de la contribution à rendre le système de recherche et d'innovation du secteur agricole productif pour des valeurs ajoutées qui répondent aux enjeux de l'étape et qui s'articule autour des programmes de recherche prioritaires suivants :

Des systèmes de production durables dans un contexte caractérisé par la dégradation des ressources naturelles et les changements climatiques.

Exploitation et gestion durable des systèmes de production aquacole et halieutique.

Exploitation et valorisation des ressources naturelles à la lumière des changements climatiques.

Gestion durable des ressources forestières et pastorales.

Politiques agricoles et développement du milieu rural.

Les chaînes de valeur des produits agricoles

3. Diagramme de l'évolution de l'indicateur :

Il n'est pas possible de représenter l'évolution de l'indicateur, étant donné que celui-ci a été approuvé à partir de l'année 2018 (les deux indicateurs liés au sous-programme sur la recherche agricole ont été modifiés comme indiqué dans la note explicative ci-jointe).

Les principales activités programmées pour atteindre la valeur cible de l'indicateur :

Organisation de sessions de formation au profit des enseignants chercheurs sur la rédaction des publications scientifiques

Suivre l'encadrement des doctorants et les inciter à présenter leurs travaux dans les meilleurs délais. .

5. Identification des principales limites liées à l'indicateur :

Difficulté à calculer le nombre de publications scientifiques en lien avec la classification qui prend en compte la valeur scientifique du processus de recherche, d'une part, et la valeur statistique de la publication, d'autre part.

Les publications sont calculées comme suit :

Prise en compte de l'auteur mentionné en premier, deuxième ou dernier pour les enseignants-chercheurs "classe A"

Prise en compte de l'auteur mentionné en premier, deuxième, dernier ou avant-dernier pour les enseignants-chercheurs "classe A" et pour les publications dans le cadre d'une thèse de doctorat en co-encadrement.

Prise en compte de l'auteur mentionné en premier ou en deuxième pour les enseignants-chercheurs "classe B"

Fiche de l'indicateur

Code de l'indicateur : 1-2-5

Dénomination de l'indicateur : Niveau qualitatif de l'encadrement et de la formation

Date de mise à jour de l'indicateur : 24/03/2020

I. Caractéristiques générales de l'indicateur

1- Le programme auquel se réfère l'indicateur : Enseignement supérieur, recherche, formation et vulgarisation agricole.

2- Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur : Sous-programme central 2.5 : Formation professionnelle et vulgarisation agricole.

3- L'objectif auquel se réfère l'indicateur : Objectif 2.5: Développer les qualifications des agriculteurs et des travailleurs du secteur de l'agriculture et de la pêche.

4- Définition de l'indicateur : Le niveau qualitatif de l'encadrement= ((le nombre de formateurs A1, A2 / le nombre total de formateurs) * 100, vise à mesurer l'ampleur du développement du niveau général de l'encadrement et de la formation, après recrutement d'ingénieurs et leur préparation à la profession de formateur et la dispensation de la formation continue pour la promotion professionnelle au profit des formateurs en exercice.

5- Type d'indicateur : Indicateur d'activité

6- La nature de l'indicateur : indicateur de performance

7- Déclinaisons : Selon les institutions de formation agricole, et il est calculé au niveau central (l'Agence de vulgarisation et de formation agricoles).

II. Détails techniques de l'indicateur

1- Méthode de calcul de l'indicateur : (Le nombre des formateurs A1 et A2 / le nombre total des formateurs) * 100

2- Unité de l'indicateur : pourcentage

3- Les données de base pour le calcul de l'indicateur : Le nombre de formateurs A1, A2 et le nombre total des formateurs

4- Méthode de collecte des données de base pour le calcul de l'indicateur : Etats extraits du système INSAF, rapports administratifs

5- Source des données de base pour le calcul de l'indice : Données quantitatives - Agence de vulgarisation et de formation agricoles

6- Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence): 31 décembre de chaque année

7- Valeur cible de l'indicateur : 88% en 2022

8- Responsable de l'indicateur: Mr Lotfi Abdeli, (lotfi.ingénieur@yahoo.fr)

III. Lecture dans les résultats de l'indicateur

1.Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques à l'indicateur

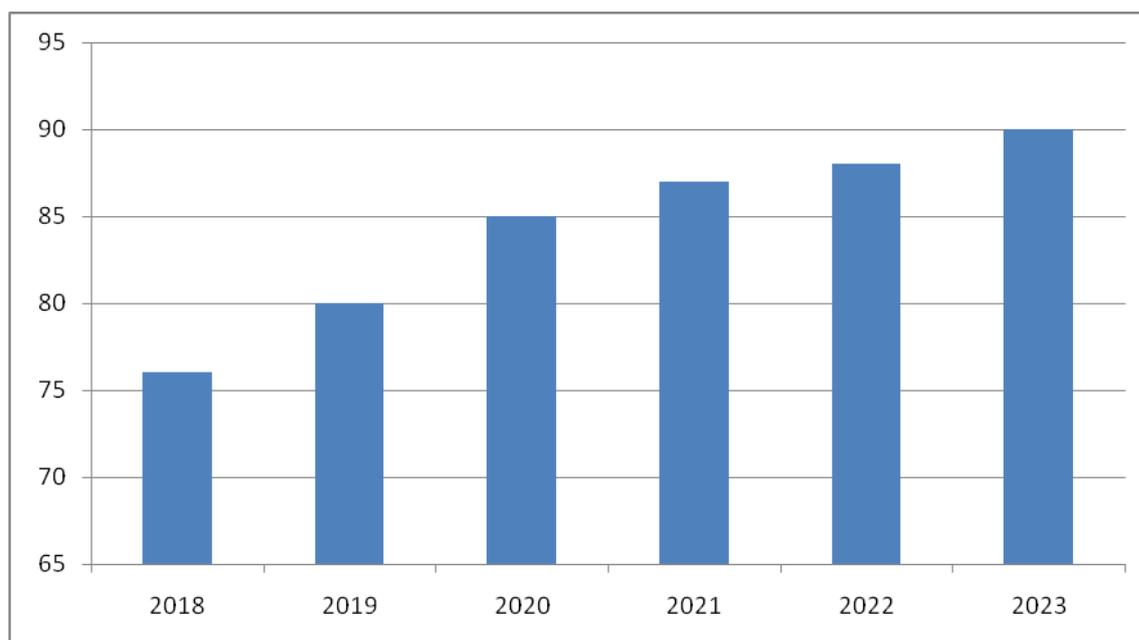
| | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|--|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur 5.2.1: Niveau qualitatif d'encadrement et de formation (nombre de formateurs A1 et A2 / nombre total des formateurs) | % | 90 | 88 | 87 | 85 | 88.9 | 76 | 74 |

2- Analyse des résultats et estimation des réalisations spécifiques à l'indicateur

Cet indicateur a connu, au cours de cette année, une amélioration relative en raison, notamment :

- De l'amélioration du pourcentage de promotion professionnelle des formateurs
- Et ce, en dépit du départ à la retraite de certains formateurs, en dessous de catégorie A1, A2

Graphique évolution de l'indicateur



Les principales activités programmées pour atteindre la valeur cible de l'indicateur :

| | Valeur cible de l'indicateur % | Valeur cible par sous-programme % | Prévision 2021 % | Intervention | Activités | Prévision budget activités 2021 |
|---|--------------------------------|-----------------------------------|------------------|--------------------------------------|--|---------------------------------|
| Qualité de la formation et de l'encadrement | 87 | 87 | 87 | Recrutement de formateurs compétents | Ouverture de concours interne pour la promotion des formateurs | 1M DT |

5. Identification des principales limites liées à l'indicateur :

- pas de sessions de promotion pour les formateurs
- pas de recrutement de nouveaux formateurs.

Fiche de l'indicateur

Code de l'indicateur : 5.2.2

Dénomination de l'indicateur : Le taux d'adoption des techniques de production

Date de mise à jour de l'indicateur : Avril 2019

I. Caractéristiques générales de l'indicateur

1. **Le programme auquel se réfère l'indicateur** : Enseignement supérieur, recherche, formation et vulgarisation agricole.

2. **Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur** : Sous-programmes régionaux :vulgarisation agricole au niveau des commissariats régionaux de développement agricole.

3. **L'objectif auquel se réfère l'indicateur** : Objectif 2.5: Développer les qualifications des agriculteurs et des travailleurs du secteur de l'agriculture et de la pêche.

4. **Définition de l'indicateur** : L'adoption est le processus effectif par lequel un individu passe de l'écoute de la nouvelle idée pour la première fois jusqu'à son adoption et son intégration dans son comportement. L'adoption est un processus mental qui suit une séquence d'actions spécifiques, et

le processus peut être divisé en cinq étapes consécutives, qui sont les suivantes :

- **Étape de prise de conscience et d'alerte (attention à l'idée)** : À ce stade, l'agriculteur entend pour la première fois l'idée ou la méthode moderne ou innovante et l'individu peut connaître le nom de la nouvelle idée, mais beaucoup ne connaissent pas leurs avantages et la manière de la mettre en œuvre. La fonction principale de cette étape est que cette dernière constitue un début qui véhicule le passage de l'individu aux étapes suivantes, de sorte qu'elle peut éventuellement l'amener à accepter l'idée et, partant à l'adopter ou à la rejeter.
- **L'étape de l'envie et de l'intérêt** : la fonction principale de cette étape est d'approfondir l'information de l'individu ou de l'agriculteur sur cette idée ou cette innovation, car l'individu génère à ce stade un intérêt pour en savoir plus sur cette idée, puis il commence à chercher des détails sur la méthode et comment l'utiliser dans ses propres circonstances et quels sont les avantages attendus de l'obtention de la méthode et les possibilités de sa mise en œuvre.
- **L'étape de l'évaluation**: l'agriculteur fait une appréciation des informations recueillies et des éventualités pour décider de l'utilité de nouvelle idée par rapport à sa propre situation, et apprécie ses avantages pour l'accepter ou la refuser. Il se pose, également, de nombreuses questions: peut-il l'appliquer !, cela augmente-t-il ses revenus !, quels sont les sacrifices et les coûts !, et cela vaut la peine d'essayer cette tentative risquée ? et selon sa discrétion, il prend une décision ' d'adoption ou de rejet de cette l'idée, et la fonction principale de cette étape consiste à faire un arbitrage entre les avantages et inconvénients de cette idée.
- **Étape de l'expérimentation** : après avoir décidé de l'importance de la nouvelle idée sur la base d'une évaluation mentale et après avoir obtenu les informations nécessaires pour mener l'expérience dans ses propres circonstances et à la lumière de ses capacités, l'agriculteur commence à appliquer la nouvelle idée à petite échelle. Et la fonction principale de cette étape est d'expérimenter la nouvelle idée dans la pratique selon ses propres circonstances et de

déterminer son utilité et la possibilité de sa pleine adoption. Il s'agit d'un test pratique pour être édifié sur la validité de l'idée à la lumière de laquelle il est décidé de l'adopter ou de la rejeter.

Étape d'adoption : La fonction principale de cette étape consiste à évaluer les résultats de l'expérience et de décider de continuer à utiliser l'idée à grande échelle à l'avenir après avoir vérifié la pertinence de l'idée, son utilité et sa conviction et, dans ce cas, il la met en œuvre et en fait une partie intégrante de son comportement.

Type d'indicateur : Indicateur de résultat

La nature de l'indicateur : indicateur de performance

Déclinaisons : Les commissariats régionaux de développement agricole et la collecte de données est effectuée au niveau central.

II. Détails techniques de l'indicateur

- 1- **Méthode de calcul de l'indicateur :** (Nombre d'agriculteurs adoptant des techniques de production / nombre d'agriculteurs encadrés) * 100
- 2- **Unité de l'indicateur :** pourcentage
- 3- **Les données de base relatives à l'indicateur :** Le nombre d'agriculteurs adoptant des techniques de production et le nombre d'agriculteurs encadrés par des vulgarisateurs
- 4- **Méthode de collecte des données de base :** Rapports périodiques écrits ou par e-mail
- 5- **Source et type des données de base :** commissariats régionaux de développement agricole
- 6-: données quantitatives.
- 7- **Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence) :** mars- avril de chaque année
- 8- **Valeur cible de l'indicateur :** 57,6% en 2020
- 9- **Responsable de l'indicateur :** Mme Moufida
Touayi, moufida.touayi@iresa.agrinet.tn Agence de vulgarisation et de formation agricoles, Tél : 71797086

III. Lecture dans les résultats de l'indicateur

1. Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques à l'indicateur

| | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|--|-------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Indicateur 2.2.5: Proportion d'adoption de techniques de production: (Nombre d'agriculteurs adoptant des techniques de production / Nombre d'agriculteurs encadrés) | % | 67.8 | 49.8 | 54.8 | 59.6 | 57.8 | 58.9 | 59,6 |

Analyse des résultats et estimation des réalisations spécifiques à l'indicateur

Le taux des réalisations pour l'année 2019 de l'indicateur « adoption des techniques de production » a été estimé à 54,8%.

Ce pourcentage représente le taux annuel de cet indicateur qui varie selon les gouvernorats et les axes abordés par les vulgarisateurs, à travers la mise en œuvre du programme pilote annuel de vulgarisation auprès des agriculteurs (journées d'information, séances appliqués, visites organisées, visionnage ...), et selon les résultats de l'indicateur associé à l'encadrement de terrain pour les agriculteurs qui est estimé à 31.6% contre 25, % pour l'année 2018.

Afin de renforcer les qualifications des agriculteurs et d'améliorer, ainsi, leur production et d'augmenter leurs revenus, des activités collectives et des interventions individuelles ont été réalisées par le dispositif de vulgarisation agricole. Toutefois, le taux de participation des agriculteurs à ces manifestations a été de l'ordre de 70%, et ce, en raison de l'adoption de méthodes de vulgarisation classiques au lieu d'utiliser des méthodes avancées, telles que les écoles pratiques qui nécessitent, certes, des moyens matériels et logistiques plus importants ...

| | Commissariats Régionaux de Développement Agricole | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|----|---|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| 1 | Tunis | 50 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 |
| 2 | Ariana | 45,0 | 48,0 | 42,0 | 45,0 | 52,0 | 55,0 | 60,0 |
| 3 | Manouba | 55,0 | 60,0 | 60,0 | 60,0 | 65,0 | 65,0 | 65,0 |
| 4 | Ben arous | 11,7 | 14,6 | 11,7 | 14,6 | 15,4 | 16,9 | 16,1 |
| 5 | Bizerte | 83,64 | 79,5 | 76,6 | 82,6 | 83,0 | 83,6 | 84,5 |
| 6 | Nabeul | 30,0 | 30,0 | 31,0 | 31,0 | 32,0 | 33,0 | 33,0 |
| 7 | Zaghouan | 55,0 | 60,0 | 60,0 | 63,0 | 63,0 | 63,0 | 63,0 |
| 8 | Beja | 36,0 | 36,0 | 53,0 | 61,0 | 73,0 | 73,0 | 73,0 |
| 9 | Jendouba | 27,0 | 29,0 | 28,0 | 29,0 | 30,0 | 31,0 | 33,0 |
| 10 | Kef | 65,0 | 65,0 | 69,0 | 71,0 | 75,0 | 75,0 | 75,0 |
| 11 | Siliana | 65,0 | 68,0 | 70,0 | 72,0 | 73,0 | 75,0 | 76,0 |
| 12 | Sousse | 34,0 | 36,0 | 38,0 | 40,0 | 43,0 | 43,0 | 43,0 |
| 13 | Monastir | 60,0 | 60,0 | 60,0 | 60,0 | 60,0 | 60,0 | 60,0 |
| 14 | Mahdia | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 54,0 | 58,0 | 58,0 | 58,0 |
| 15 | Sfax | 76,7 | 84,0 | 78,0 | 80,0 | 81,0 | 81,0 | 81,0 |
| 16 | Kairouan | 50,0 | 50,0 | 60,0 | 60,0 | 60,0 | 60,0 | 60,0 |
| 17 | Kasserine | 42,0 | 42,0 | 42,0 | 41,0 | 41,0 | 41,0 | 41,0 |
| 18 | Sidi bouzid | 56,0 | 69,4 | 36,0 | 36,4 | 36,6 | 36,6 | 36,7 |
| 19 | Gafsa | 80,0 | 85,0 | 85 | 90,0 | 90,0 | 90,0 | 91,0 |
| 20 | Tozeur | 71,0 | 75,0 | 74,0 | 78,0 | 79,0 | 79,0 | 79,0 |
| 21 | Kébili | 72,0 | 77,8 | 85,0 | 87,0 | 89,0 | 91,0 | 95,0 |
| 22 | Gabes | 20,0 | 21,0 | 21,0 | 22,0 | 23,0 | 23,0 | 23,0 |
| 23 | Médenine | 61,5 | 59,0 | 40,0 | 37,0 | 45,0 | 56,0 | 70,0 |
| 24 | Tataouine | 60,0 | 61,0 | 63,0 | 64,0 | 65,0 | 65,0 | 65,0 |
| | Moyenne | 43,6 | 67,8 | 49,8 | 55,4 | 57,6 | 58,5 | 59,6 |

3. Identification des principales limites liées à l'indicateur :

Manque de fournitures et moyens nécessaires pour assurer la réalisation des pièces idéales et des écoles pratiques.

Manque de l'encadrement rapproché des agriculteurs en raison du manque des moyens humains et matériels. .

Manque de formation des vulgarisateurs dans les domaines pédagogique et technique.

Manque de moyens financiers, en particulier ceux des petits agriculteurs, pour l'adoption des nouvelles technologies.

L'instabilité de la main d'œuvre agricole.

4-Les principales activités programmées pour atteindre la valeur cible de l'indicateur :

Pour améliorer davantage la valeur souhaitée de l'indicateur de vulgarisation agricole, il est recommandé ce qui suit :

- Renforcer les cellules territoriales de vulgarisation agricole par les moyens humains et les instruments de travail nécessaires et leur équipement en moyens de connexion au réseau Internet en vue de leur permettre de suivre les nouvelles technologies de communication et les évolutions scientifiques.
- Davantage d'encadrement et de renforcement des structures professionnelles de base et leur motivation pour mener des activités de vulgarisation agricole
- Une plus grande implication du secteur privé dans le système de vulgarisation.
- Formation des vulgarisateurs, notamment les nouveaux recrutés dans les domaines technique et pédagogique, pour améliorer leurs connaissances.
- Œuvrer pour le développement et la diversification des méthodes de vulgarisation, telles que les écoles pratiques et autres qui travaillent en particulier avec des groupes cibles homogènes ayant les mêmes préoccupations et besoins au lieu de l'encadrement individuel que les vulgarisateurs accomplissent actuellement, et en choisissant, aussi, des thèmes prioritaires pour les agriculteurs tels que le marketing et la préservation de l'environnement, la gestion du budget...

Fiche N° 1 : Institut des régions arides

**Le programme qui comprend l'établissement public : Programme N° 5 :
L'enseignement supérieur, la recherche, la formation et la vulgarisation agricoles.**

I. Définition

1. **Activité principale** : Réalisation de toutes les études, travaux de recherche, expériences et interventions liées aux domaines d'amélioration de la production et de mise en valeur des terres dans les régions arides et dans le domaine de la désertification.
2. **Statut juridique** : un établissement public à caractère non administratif
3. **Classification de l'établissement** : classe B
4. **Référence juridique** : loi n° 6 de l'année 1976 en date du 7 janvier 1976.
5. **Références juridiques de l'organisation administrative et financière** : Décret n° 508 de l'année 1999 en date du 1^{er} mars 1999 et décret n° 89 de l'année 1977 en date du 24 janvier 1977 tel que modifié par le décret n° 2400 de l'année 1993 en date du 29 novembre 1993
6. **La date de signature du dernier contrat de programme ou d'objectifs entre le Ministère et l'établissement / l'entreprise (le cas échéant).**

II. Cadre de capacité de performance :**1. Stratégie globale :**

Effectuer les recherches nécessaires pour développer le secteur agricole, conserver les ressources naturelles et lutter contre la désertification dans les régions arides.

Formation et apprentissage des techniciens spécialisés dans la culture des régions arides et la lutte contre la désertification.

Contribuer à la vulgarisation et à l'encadrement technique du secteur agricole.

L'étude des projets de développement dans la région.

2. Détermination de la contribution aux objectifs du programme : contribution directe, au programme 5 à travers la recherche scientifique et la formation agricole

3. Les priorités et les objectifs principaux :

| Objectif programme | Objectif opérateur public |
|--|--|
| 5.1: Améliorer la qualité de la formation, de la recherche, de l'innovation et du transfert technologique pour le développement du secteur de l'agriculture et de la pêche | 5.1 IRA : Améliorer la qualité de la formation, et de la recherche |
| 5.2: Développer les qualifications des agriculteurs et des travailleurs du secteur de l'agriculture et de la pêche | 5.2 IRA : Valorisation des résultats des recherches, la rénovation et le transfert technologique |

Indicateurs de mesure de la performance et principales activités :

| INDICATEURS | ACTIVITES |
|---|--|
| IND 1.1. IRA /Nombre de publication scientifiques par rapport au nombre de chercheurs | <ul style="list-style-type: none"> - Mener des recherches scientifiques répondant aux spécifications et normes internationales - L'adéquation entre les niveaux théorique et pratique - Amélioration du pourcentage d'encadrement des étudiants et renforcement des compétences et qualifications des cadres |
| IRA 1.2 indexées par rapport au nombre de chercheurs | |
| Indicateur IRA 1.3: Nombre de manifestations et de forums terminés. | |
| Indicateur IRA 1.4: Nombre d'étudiants encadrés | |
| Indicateur IRA 2.1 : Nombre d'agriculteurs et bénéficiaires des programmes d'encadrement et de vulgarisation | <ul style="list-style-type: none"> - Développer les qualifications des producteurs et améliorer leur capacité à évoluer - Orientation et encadrement des agriculteurs - S'appuyant sur une variété de méthodes de vulgarisation et de programmes efficaces tels que les écoles de terrain et l'animation rurale |
| Indicateur IRA 2.2: Pourcentage de projets établis dans les pépinières d'entreprises par rapport aux projets proposés | |

III. Le budget

| DESIGNATION | BUDGET 2021 |
|--------------------------|------------------|
| BUDGET DE FONCTIONNEMENT | 15306.936 |
| SUR BUDGET DE L'ETAT | 14820.936 |
| Rémunération publique | 13645.936 |
| Moyen de service | 1085.000 |
| Intervention publique | 91.000 |
| BUDGET D'INVESTISSEMENT | 2000.000 |
| INVESTISSEMENT DIRECTE | 2000.000 |
| FINANCEMENT PUBLIC | 3175.000 |
| SUR BUDGET DE L'ETAT | 3175.000 |
| TOTAL | 17306.940 |

Fiche N° 2 : Technopole du Sud

Le programme qui comprend l'établissement public : Programme N° 5 « enseignement supérieur, la recherche, la formation et la vulgarisation agricoles ».

I. Définition

Activité principale : Valorisation de la production végétale et animale dans les zones arides et désertiques.

- Exploitation rationnelle des ressources en eau (économie d'eau et dessalement et valorisation de l'eau salée)
- Exploitation les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, pour son utilisation dans le domaine agricole

1. **Statut juridique :** un établissement public à caractère non administratif.
2. **Classification de l'établissement :** classe B
3. **Référence juridique de création :** loi n ° 6 de l'année 1976 en date du 7 janvier 1976
4. **La référence juridique de l'organisation administrative et financière :** Décret n ° 2974 de l'année 2010 en date du 15 novembre 2010.
5. **La date de signature du dernier contrat de programme ou d'objectifs entre le Ministère et l'établissement / l'entreprise (le cas échéant).**

II. Cadre de capacité de performance :

1. **Stratégie globale :** les caractéristiques de la stratégie générale de l'établissement / entreprise publique sont déterminées conformément à la stratégie du programme dans lequel elle s'insère.
2. **Détermination de la contribution aux objectifs du programme : (contribution directe)**
3. **Les priorités et les objectifs principaux :**
Améliorer la qualité de la formation, de la recherche scientifique, de l'innovation et du transfert de technologie pour développer le secteur Agriculture et pêche (Objectif n ° 1 du programme n ° 5)
4. **Indicateurs de mesure de la performance et principales activités :**
 - Nombre d'entreprises implantées dans l'espace du pôle technologique du sud.
 - Nombre d'idées de projets agricoles innovants et achevées sous la supervision du Pôle Technologique du Sud.
 - Nombre de projets participatifs valorisant les résultats de la recherche scientifique agricole dans la zone du Pôle Technologique du Sud.

5. Mesures d'accompagnement :

Les activités d'intervention de l'Etat dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie pétrolière.

III. Le budget

| DESIGNATION | BUDGET 2021 |
|-----------------------------------|----------------|
| BUDGET DE FONCTIONNEMENT | |
| SUR BUDGET DE L'ETAT | |
| Rémunération publique | 484.127 |
| Moyen de service | 120.000 |
| Intervention publique | |
| RESSOURCES PROPRES DU POLE | |
| FINANCEMENT PUBLIC | |
| SUR BUDGET DE L'ETAT | 250.000 |
| TOTAL | 854.127 |

Fiches des Indicateurs de Performance du
Programme N° 9 :
Pilotage et Appui

Fiche de l'indicateur

Code de l'indicateur : 9.1.1

Dénomination de l'indicateur : Taux d'encadrement

Date de mise à jour de l'indicateur : Juin 2020

I. Caractéristiques générales de l'indicateur

1. **Le programme auquel se réfère l'indicateur :** Pilotage et Appui
2. **Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur :** Supervision, soutien et suivi.
3. **L'objectif auquel se réfère l'indicateur :** Mettre les compétences nécessaires à la disposition des services pour assurer la mise en œuvre des programmes.
4. **Définition de l'indicateur :** La qualité de gestion des services du Ministère de l'Agriculture est liée au niveau de compétence et de qualification du personnel d'encadrement.
5. Mettre un effectif suffisant de cadres de la classe A à la disposition du Ministère de l'Agriculture afin de renforcer le taux d'encadrement pour le développement des compétences techniques, administratives, juridiques et législatives.
6. **Type d'indicateur :** Indicateur de résultats
7. **La nature de l'indicateur :** indicateur de performance
8. **Déclinaisons :** Les services centraux et les commissariats régionaux de développement agricole

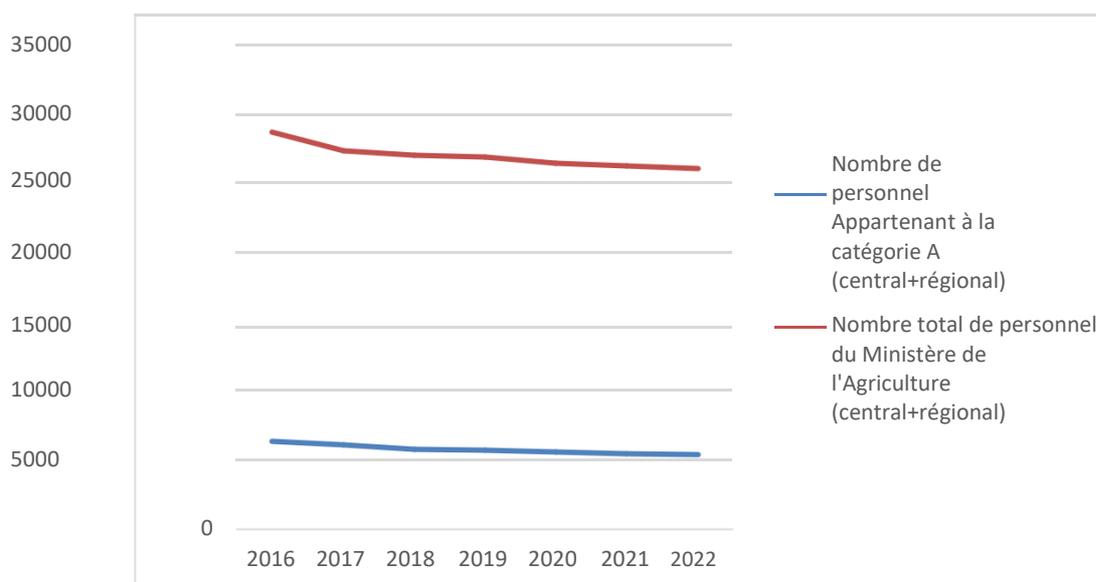
II. Détails techniques de l'indicateur

1. **Méthode de calcul de l'indicateur :** le nombre des agents appartenant à la classe A / nombre total des employés du Ministère de l'Agriculture
2. **Unité de l'indicateur :** pourcentage
3. **Les données de base pour le calcul de l'indicateur -** Nombre des agents appartenant à la classe A.
4. Le nombre total des employés du Ministère de l'agriculture
5. **Méthode de collecte des données de base pour le calcul de l'indicateur :** Collecte de données à partir du système Insaf.
6. **Source des données de base pour le calcul de l'indicateur :** Direction Générale des services administratifs et financiers (Service des concours)
7. **Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence) :** le premier et le second semestre de chaque année
8. **Valeur cible de l'indicateur :**
9. **Responsable de l'indicateur :**

III. Lecture dans les résultats de l'indicateur

1. Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques à l'indicateur

| | Réalisations | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|--------------|-------------|-------------|-----------|-------------|-------------|-------------|
| | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Nombre de personnel appartenant à La Catégorie A (central + régional) | 6065 | 5772 | 5699 | 5551 | 5430 | 5350 | 5200 |
| Nombre total du personnel du Ministère De l'Agriculture (central + régional) | 27338 | 26974 | 26886 | 25231 | 25089 | 24970 | 24800 |
| Indicateur 1.1.9 : Taux D'encadrement | 22.1 | 21.4 | 20.8 | 21 | 21.6 | 21.4 | 20.9 |



Analyse des résultats et estimation des réalisations spécifiques à l'indicateur

Amélioration de l'encadrement du personnel administratif et technique et des ouvriers.

Les principales activités programmées pour atteindre la valeur cible de l'indicateur :

Le recrutement

5. Identification des principales limites liées à l'indicateur :

Rien à signaler

Fiche de l'indicateur

Code de l'indicateur : 9-2-1

Dénomination de l'indicateur : La consommation moyenne du carburant par les voitures du service.

Date de mise à jour de l'indicateur : juin 2020

I. Caractéristiques générales de l'indicateur

1. **Le programme auquel se réfère l'indicateur :** Pilotage et Appui
2. **Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur :** Supervision, soutien et suivi.
3. **L'objectif auquel se réfère l'indicateur :** Une meilleure maîtrise de la gestion des moyens matériels.
4. **Définition de l'indicateur :** Réduire le coût de la consommation de carburant en maîtrisant l'utilisation des moyens de transport à travers un meilleur contrôle du parc des véhicules de transport et en comparant approchant les moyennes enregistrées avec les données de l'usine de fabrication.
5. **Type d'indicateur :** Indicateur de mesure des résultats.
6. **La nature de l'indicateur :** indicateur de performance
7. **Déclinaisons :** Selon la puissance du moteur de la voiture et selon les régions.

II. Détails techniques de l'indicateur

1. **Méthode de calcul de l'indicateur :** La quantité de carburant consommée en litres / distance totale parcourue par 100 km.
2. **Unité de l'indicateur :** 1litre / 100 km.
3. **Les données de base pour le calcul de l'indicateur :** - La quantité de carburant consommée en litres.
-Distance totale parcourue en 100 km.
4. **Méthode de collecte des données de base pour le calcul de l'indicateur :** Calcul de la quantité de carburant consommée et comparaison avec la distance parcourue.
5. **Source des données de base pour le calcul de l'indicateur :** Statistiques provenant d'une source administrative
6. **Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence) :** le premier et le second semestre de chaque année
7. **Valeur cible de l'indicateur :**
8. **Responsable de l'indicateur :** Mr Seifeddine Amdouni, Direction Générale des services
9. administratifs et financiers (Direction des Bâtiments et équipements),
seyf.amdouni.mec@gmail.com, Tél : 2220

III. Lecture dans les résultats de l'indicateur

1.Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques à l'indicateur

| | Unité | Réalizations | | | Prévisions | | | |
|--|--------------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Quantité de carburant consommée (central + régional) | Mille litres | 4587 | 4800 | 4920 | 4800 | 4900 | 4920 | 5000 |
| Distance totale parcourue (centrale + régionale) | Mille Km | 54281 | 59676 | 60000 | 60000 | 60000 | 60000 | 60000 |
| Indicateur 1.2.9 : la consommation moyenne de carburant des véhicules de services | Litre/100Km | 8,0% | 8,2% | 8,1% | 8,2% | 8,0% | 8,2% | 7.69% |

2.Analyse des résultats et estimation des réalisations spécifiques à l'indicateur

Moyens de transport dont la puissance du moteur ne dépasse pas 7 chevaux -au niveau central-

| | Unité | Réalizations | | | Prévisions | | | |
|--|--------------------|--------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Quantité de carburant consommée (central + régional) | Mille litres | 196 | 190 | 190 | 190 | 190 | 191 | 195 |
| Distance totale parcourue (centrale + régionale) | Mille Km | 2885 | 2900 | 2906 | 2906 | 2906 | 2910 | 2920 |
| Moyenne de la consommation | Litre/100Km | 6.8 | 6.6 | 6.5 | 6.5 | 6.5 | 6.6 | 6.7 |

Moyens de transport à moteur supérieurs à 7 chevaux au niveau central

| | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|--|--------------------|--------------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|--------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Quantité de carburant consommée (central + régional) | Mille litre | 70 | 72 | 70 | 70 | 70 | 71 | 75 |
| Distance totale parcourue (centrale + régionale) | Mille Km | 700 | 720 | 700 | 700 | 700 | 710 | 720 |
| Moyenne de la consommation | Litre/100Km | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10.41 |

Transport au niveau central

| | Unité | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|--|--------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Quantité de carburant consommée (central + régional) | Mille litre | 266 | 262 | 260 | 260 | 260 | 262 | 270 |
| Distance totale parcourue (centrale + régionale) | Mille Km | 3585 | 3620 | 3606 | 3606 | 3606 | 3620 | 3640 |
| Moyenne de la consommation | Litre/100Km | 7,42% | 7,24% | 7,21% | 7,21% | 7,21% | 7,24% | 7,42% |

Les principales activités programmées pour atteindre la valeur cible de l'indicateur :

Renouveler le parc-auto, poursuivre la formation et la sensibilisation pour une meilleure utilisation des moyens de transports et la généralisation du système de contrôle par satellite.

4. Identification des principales limites liées à l'indicateur :

Rien à signaler

Fiche Indicateur : coût moyen de l'entretien, de la maintenance et de la réparation des moyens de transport

Code de l'indicateur : 9.2.2

Dénomination de l'indicateur : Le coût moyen de l'entretien, de la maintenance et de la réparation des moyens de transports.

Date de mise à jour de l'indicateur : juin 2020

I. Caractéristiques générales de l'indicateur

1. **Le programme auquel se réfère l'indicateur** : Pilotage et Appui
2. **Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur** : Supervision, soutien et suivi.
3. **L'objectif auquel se réfère l'indicateur** : Une meilleure maîtrise de la gestion des moyens matériels.
4. **Définition de l'indicateur** : Réduire les coûts d'entretien et de réparation des moyens de transport en renouvelant le parc-auto et en réduisant la durée de l'utilisation de ces moyens.
5. **Type d'indicateur** : Indicateur de mesure des résultats.
6. **La nature de l'indicateur** : indicateur de performance
7. **Déclinaisons** : selon les régions.

II. Détails techniques de l'indicateur

1. **Méthode de calcul de l'indicateur** : Coût d'entretien / nombre de voitures dans le parc.
2. **Unité de l'indicateur** : en Dinar
3. **Les données de base pour le calcul de l'indicateur** : - Le coût de la maintenance
4. Nombre de voitures
5. **Méthode de collecte des données de base pour le calcul de l'indicateur** : Calcul du coût d'entretien en comparaison avec - le nombre de voitures.
6. **Source des données de base pour le calcul de l'indice** : Statistiques provenant d'une source administrative
7. **Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence)** : le premier et le second semestre de chaque année
8. **Valeur cible de l'indicateur** :
9. **Responsable de l'indicateur** : Mr Seifeddine Amdouni, Direction Générale des services
10. administratifs et financiers (Direction des bâtiments et équipements),
seyf.amdouni.mec@gmail.com, Tél : 2220

III. Lecture dans les résultats de l'indicateur

Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques à l'indicateur

| Indicateur | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|--------------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Cout de maintenance (central + régional) | Mille dinars | 4950 | 4920 | 4920 | 4930 | 4930 | 4930 | 4930 |
| Nombre de Véhicules (central + régional) | Nombre | 6800 | 6810 | 6840 | 6860 | 6860 | 6860 | 6860 |
| Moyenne du cout d'entretien, de maintenance et de réparation des moyens de transport | dinars | 727 | 722 | 652 | 520 | 718 | 718 | 718 |

2. Analyse des résultats et estimation des réalisations spécifiques à l'indicateur

| Indicateur | Unité | Réalizations | | | 2020 | Prévisions | | |
|--|--------------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Cout de maintenance | Mille dinars | 290 | 290 | 290 | 289 | 286 | 286 | 286 |
| Nombre de véhicule | Nombre | 600 | 608 | 519 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| Moyenne du cout d'entretien, de maintenance et de réparation des moyens de transport | Dinars | 582 | 582 | 550 | 458 | 453 | 453 | 453 |

Rationaliser l'utilisation des voitures et les entretenir.

Les principales activités programmées pour atteindre la valeur cible de l'indicateur :

Renouveler le parc-auto, poursuivre la formation et la sensibilisation pour une meilleure utilisation des moyens de transports et la généralisation du système de contrôle par satellite.

4. Identification des principales limites liées à l'indicateur :

Rien à signaler

Fiche Indicateur

Code de l'indicateur : 9.3.1

Dénomination de l'indicateur : Taux de connexion au réseau Internet

Date de mise à jour de l'indicateur : Juin2020

I. Caractéristiques générales de l'indicateur

1- Le programme auquel se réfère l'indicateur : Pilotage et Appui

2- Le sous-programme auquel se réfère l'indicateur : Les études et les systèmes d'information.

3- L'objectif auquel se réfère l'indicateur : Amélioration de la qualité des services administratifs.

4- Définition de l'indicateur: Mise en place d'un réseau d'information qui permet l'exploitation des systèmes nationaux et spécifiques et la transmission électronique de données afin de développer l'échange d'informations en interne entre les agents du Ministère de l'Agriculture aux niveaux central et régional et en externe entre les services du Ministère et les citoyen, de veiller à la continuité de la connexion et de l'exploitation et d'assurer la sécurité des données échangées.

5- Type d'indicateur : Indicateur de mesure des résultats.

6- La nature de l'indicateur : indicateur de performance

7- Déclinaisons : les services centraux et les commissariats régionaux de développement agricole.

II. Détails techniques de l'indicateur

1-Méthode de calcul de l'indicateur : Taux de connexion au réseau Internet = nombre des agents utilisant un ordinateur aux caractéristiques techniques avancées et connectés à Internet / nombre de travailleurs utilisant un ordinateur aux caractéristiques techniques avancées * 100

2-Unité de l'indicateur : Pourcentage

3-Les données de base pour le calcul de l'indicateur : - Le nombre d'agents qui utilisent un ordinateur avec des caractéristiques techniques avancées et sont connectés à Internet

a. Le nombre d'agents qui utilisent un ordinateur avec des caractéristiques techniques avancées

4-Méthode de collecte des données de base pour le calcul de l'indicateur : Collecte de données sur la base des nouvelles acquisitions d'ordinateurs avec des caractéristiques techniques avancées, de l'installation, du développement et de l'exploitation des réseaux d'information.

5-Source des données de base pour le calcul de l'indicateur : - Direction Générale de l'organisation, de l'informatique et de la gestion des documents et des archives.

a. Commissariats régionaux de développement agricole.

6-Date de disponibilité de l'indicateur (fréquence) : le premier et le second semestre de chaque année

7-Valeur cible de l'indicateur : (100% en 2021 pour les directions centrales / 90% en 2021 pour les commissariats régionaux de développement agricole).

8-Responsable de l'indicateur : Mr Anis Mansour : Direction Générale de l'organisation, de l'informatique et de la gestion des documents et archives,
anis.mansour@iresa.agrinet.tn, Tél :781.940

IV. Lecture dans les résultats de l'indicateur

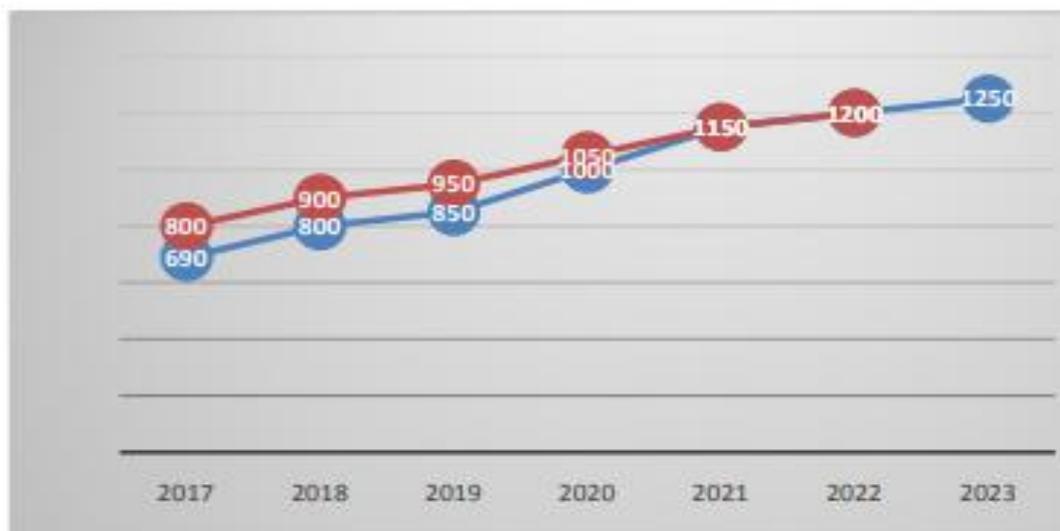
1. Série de résultats (réalisations) et estimations spécifiques à l'indicateur

| | | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|--|--------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | Unité | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Nombre d'agents qui utilisent un ordinateur doté de fonctionnalités techniques avancées et connectés à Internet (central + régional) | Nombre | 1965 | 2226 | 2510 | 2735 | 3303 | 3750 | 3870 |
| Nombre d'agents utilisant un ordinateur doté de fonctionnalités techniques avancées (central + Régional) | Nombre | 2692 | 2852 | 3072 | 3250 | 3690 | 4030 | 4080 |
| Indicateur 1-3-9 : Taux de connexion au réseau Internet (central + régional) | % | 86 | 88 | 84.2 | 89.5 | 100 | 100 | 100 |

Analyse des résultats et estimation des réalisations spécifiques à l'indicateur : Augmenter le niveau de connexion Internet

Au Niveau central

| | | Réalizations | | | | Prévisions | | |
|--|--------|--------------|------|------|------|------------|------|------|
| | Unité | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Nombre d'agents qui utilisent un ordinateur doté de fonctionnalités techniques avancées et connecté à Internet | Nombre | 690 | 800 | 850 | 1000 | 1150 | 1200 | 1250 |
| Nombre d'agents utilisant un ordinateur doté de fonctionnalités techniques avancées | Nombre | 800 | 900 | 950 | 1050 | 1150 | 1200 | 1250 |
| Indicateur 9.3.1 : Taux de raccordement au réseau Internet | % | 86 | 88 | 89 | 95 | 100 | 100 | 100 |



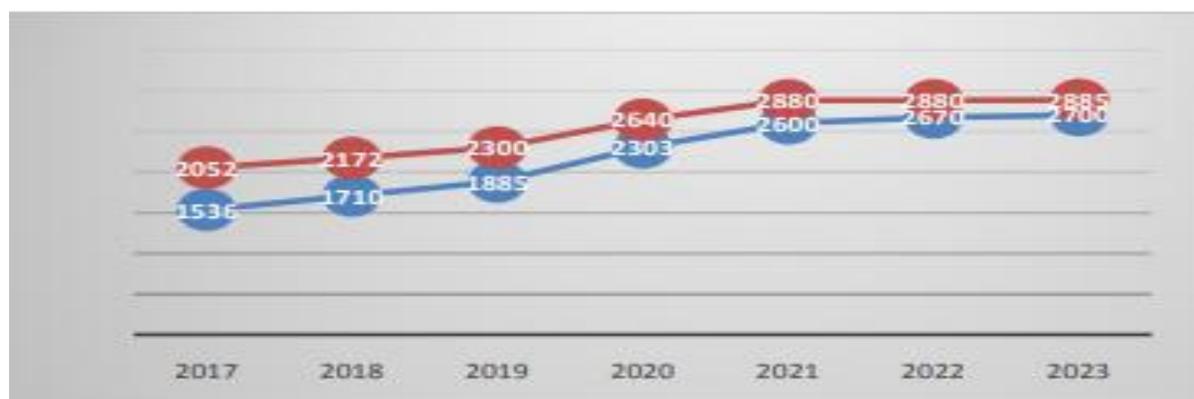
Nombre d'ordinateurs connectés au réseau

■ Nombre d'ordinateurs dotés de technologies avancées

Commentaire : L'objectif au niveau central est d'atteindre un taux de couverture complet, soit 100% à l'horizon 2021, tout en maintenant ce taux au profit des agents utilisant des ordinateurs avec des caractéristiques techniques avancées, avec une connexion sécurisée au réseau d'information pour obtenir des services Internet et intranet, en plus des applications spécifiques (agricoles) et nationales (ADEB/INSAF/ TTN/...SIAD).

Au niveau des Commissariats régionaux de Développement Agricole

| | Unité | Réalizations | | | Prévisions | | | |
|---|--------|--------------|------|------|------------|------|------|------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Nombre d'agents qui utilisent un ordinateur doté de fonctionnalités techniques avancées et connectés à Internet | Nombre | 1536 | 1710 | 1885 | 2303 | 2600 | 2670 | 2700 |
| Nombre d'agents utilisant un ordinateur doté de fonctionnalités techniques avancées | Nombre | 2052 | 2172 | 2300 | 2640 | 2880 | 2880 | 2885 |
| Indicateur 9.3.1 : Taux de raccordement au réseau Internet | % | 74.9 | 78.7 | 82.0 | 87.2 | 90 | 92.7 | 93.6 |



Commentaire : L'objectif au niveau régional est d'atteindre un taux maximum de couverture, si les capacités disponibles au niveau des CRDA en terme de possession d'ordinateurs aux caractéristiques techniques avancées le permettent, tout en assurant une connexion sécurisée au réseau d'information pour bénéficier des services Internet en plus des applications spécifiques (agricoles) et nationales (ADEB/INSAF/TTN/SIAD,...).

A l'horizon de l'année 2021, il ne sera, en principe, pas possible d'atteindre 100% en raison de la multiplicité et de l'éloignement des bâtiments et de la nécessité d'y installer les réseaux locaux. Le pourcentage précité pourrait être atteint à l'horizon 2022 dans certaines structures.

Pourcentage estimé de raccordement Internet, par gouvernorat

| Taux de raccordement Internet par gouvernorat | | | | | | | | |
|---|--------------|------|------|------|------|------------|------|------|
| CRDA | Réalizations | | | | 2020 | Prévisions | | |
| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| TUNIS | 97 | 97 | 97 | 97 | 97 | 98 | 100 | 100 |
| ARIANA | 92 | 95 | 98 | 98 | 98 | 98 | 100 | 100 |
| MANOUBA | 71 | 75 | 77 | 84 | 84 | 89 | 91 | 93 |
| BEN AROUS | 87 | 92 | 97 | 97 | 97 | 98 | 100 | 100 |
| BIZERTE | 90 | 90 | 91 | 95 | 95 | 98 | 100 | 100 |
| BEJA | 79 | 84 | 86 | 90 | 90 | 95 | 97 | 98 |
| JENDOUBA | 60 | 63 | 66 | 75 | 75 | 80 | 82 | 84 |
| KEF | 70 | 75 | 80 | 90 | 90 | 95 | 97 | 98 |
| ZAGHOUAN | 88 | 90 | 95 | 95 | 95 | 98 | 100 | 100 |
| SILIANA | 68 | 73 | 78 | 85 | 85 | 90 | 92 | 94 |
| NABEUL | 81 | 85 | 89 | 95 | 95 | 98 | 100 | 100 |
| SOUSSE | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 98 | 100 | 100 |
| MONASTIR | 87 | 89 | 90 | 95 | 95 | 98 | 100 | 100 |
| MAHDIA | 64 | 67 | 71 | 80 | 80 | 85 | 87 | 88 |
| KASSERINE | 85 | 90 | 92 | 95 | 95 | 98 | 100 | 100 |
| KAIROUAN | 66 | 75 | 83 | 90 | 90 | 95 | 97 | 98 |
| SIDI BOUZID | 41 | 46 | 50 | 60 | 60 | 65 | 67 | 69 |
| GAFSA | 51 | 56 | 60 | 70 | 70 | 75 | 77 | 79 |
| SFAX | 92 | 95 | 97 | 97 | 97 | 98 | 100 | 100 |
| GABES | 51 | 53 | 54 | 70 | 70 | 75 | 77 | 79 |
| MEDENINE | 85 | 90 | 95 | 95 | 95 | 98 | 100 | 100 |
| KEBILI | 82 | 84 | 85 | 90 | 90 | 95 | 97 | 98 |
| TATAQUIN | 53 | 58 | 63 | 75 | 75 | 80 | 82 | 85 |
| TOZEUR | 58 | 67 | 75 | 75 | 75 | 80 | 82 | 85 |
| Indicateur régional (CRDA) % | 74,9 | 78,7 | 82 | 87,2 | 87,2 | 90 | 92,7 | 93,6 |

Commentaire : Le pourcentage de connexion à Internet varie selon les CRDA, compte tenu des disparités de leurs capacités financières, de la densité de leurs centres de travail et de la multiplicité et de l'éloignement des structures, d'où la nécessité de déployer des efforts supplémentaires pour les interconnecter, pour installer des réseaux informatiques locaux et acquérir les équipements nécessaires à cet effet. Il est à signaler que le taux moyen qui peut être atteint en 2022 est de l'ordre de 92,7% et que certaines structures pourraient atteindre un taux de 100% à partir de l'année 2021.

Certaines autres structures n'atteindront pas 100% en 2022, à cause de leurs moyens limités, étant signalé que ce taux sera atteint au cours des années suivantes.

Les principales activités programmées pour atteindre la valeur cible de l'indicateur :

Réhabilitation et maintenance du réseau d'information, mise à disposition des équipements informatiques et de réseau, et garantie de la continuité de leur utilisation. .

4. Identification des principales limites liées à l'indicateur :

L'aspect quantitatif de l'indicateur renvoie à la nécessité de satisfaire aux exigences techniques nécessaires pour relier le plus grand nombre possible des cadres et agents au réseau Internet et au réseau local. Il s'agit, en d'autres termes de fournir des centres de travail équipés pour l'exploitation des applications (postes opérationnels) mais cet indicateur ne permet pas de donner une idée sur les centres de travail qui accomplissent réellement le travail requis (postes fonctionnels) et que, de ce fait, ce même indicateur est dépourvu de l'élément qualitatif (l'indicatif non qualitatif).

FICHE : Agence de promotion des investissements agricoles

Le programme qui comprend l'établissement public : Programme N° 9 : Pilotage et Appui

I. PRESENTATION

1. **Activité principale** : Promouvoir l'investissement privé, moderniser la production et orienter les services gratuits vers les agriculteurs, les pêcheurs marins, les jeunes promoteurs et
2. tous les investisseurs tunisiens et étrangers dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et des services associés.
3. **Statut juridique** : Etablissement public à caractère non administratif.
4. **Référence juridique de création** : L'Agence de Promotion des Investissements Agricoles a été créée en vertu de la loi n° 67 de l'année 1982 en date du 6 août 1982 relative à la promotion des investissements dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, et, notamment son article
5. **Les références juridiques de l'organisation administrative et financière** :
6. Loi n° 9 de l'année 1989 en date du 1er février 1989 relative aux participations, entreprises et établissements publics, notamment ses articles 18 à 22,
7. Décret n°370 de l'année 1999 en date du 15 février 1999 [fixant l'organisation administrative et financière ainsi que les modalités de fonctionnement de l'agence de promotion des investissements agricoles.](#)
8. **La date de signature du dernier contrat de programme** :

II. Cadre de capacité de performance :

1. **Stratégie globale** :
2. Développer l'investissement agricole privé et moderniser la production et orienter ses activités et services gratuits vers les agriculteurs et les pêcheurs, les jeunes entrepreneurs et tous les investisseurs tunisiens et étrangers dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et des services qui y sont liés.
3. **Détermination de la contribution aux objectifs du programme** : Une contribution indirecte
4. **Les priorités et objectifs principaux** :
5. - Attirer et encadrer les jeunes promoteurs.
6. - Réalisation de dossiers d'investissement,
7. - Suivi de la réalisation des projets,
8. - Suivi post-exécution.

4 Indicateurs de mesure de performance et principales activités (voir le tableau des indicateurs techniques)

Objectif n° 1 : attirer et encadrer le plus grand nombre possible des jeunes promoteurs

Objectif n° 2 : Accélérer le rythme d'exécution des dossiers d'investissement.

- Objectif n° 3 : Améliorer le taux d'exécution des projets.

- Objectif n ° 4 : Maintenir les projets et développer les compétences des nouveaux investisseurs

III. LE BUDGET

Budget de fonctionnement : 10.560 mille dinars (budget de l'Etat)

Budget d'investissement : 1.3 mille dinars

FICHE : CENTRE NATIONAL DES ETUDES AGRICOLES

Le programme qui comprend le Centre national d'études agricoles : études sur la restructuration des terres agricoles internationales et suivi et évaluation de leurs performances.

I. PRESENTATION

1. **Activité principale:** réalisation d'études événementielles, faisabilité, suivi et évaluation d'intérêt pour les différents secteurs du domaine agricole.
- 2- **Statut:** un établissement public à caractère non administratif.
- 3 - **Référence de création:** Loi n ° 23 de 1974 du 18 mars 1974 portant création du Centre national d'études agricoles.
- 4- **Référence de l'organisation administrative et financière:** Décret n ° 2556 du 08 novembre 1999 relatif au contrôle des Organisation administrative et financière et modalités de fonctionnement du Centre national d'études agricoles.
- 5- **Le dernier contrat d'objectifs** entre le Ministère et le Centre 2007-2011

II. Cadre de capacité de performance :

1- Stratégie générale :

La loi portant création du Centre national des études agricoles précise dans son deuxième chapitre qui précise les tâches qui lui sont confiées que le centre « entreprend, à la demande de l'administration, des études agricoles et économiques préparatoires aux mesures à prendre dans le domaine du développement agricole, notamment des études liées à l'évaluation des effets de la politique de développement sur différents secteurs agricoles. De ce point de vue, chaque fois que le besoin s'en fait sentir, le centre est chargé de réaliser toutes les études liées à la structuration des terres agricoles internationales et à l'amélioration de leurs performances (études de structuration des domaines, élaboration des fiches descriptives nécessaires pour les présenter pour justification, réalisation de levées et découpages topographiques, suivi et évaluation des programmes d'investissements et amélioration de leurs performances, ...)

Et pour cela, tous les trois ans un accord-cadre est conclu entre le Ministère en charge de l'Agriculture et le Centre National des Etudes Agricoles précisant les nombres minimum et maximum de tâches de levée topographique, de division et d'études structurales qui seront confiées au centre pendant toute la durée de l'accord. Par ailleurs, fin décembre 2019, un accord a été signé par négociation directe pour réaliser des études techniques et sociales pour créer une production agricole coopérative.

2 - Contribution du Centre aux objectifs du programme: Le Centre met à la disposition du programme un groupe d'experts, parmi des directeurs et des experts extérieurs, avec le nombre et les spécialisations nécessaires pour réaliser à chaque fois les études et travaux topographiques nécessaires.

3- Les priorités et objectifs les plus importants: En raison de la confidentialité des travaux et des études préliminaires du dossier international de restructuration des terres agricoles (études de structuration des grands domaines agricoles et études d'évaluation des réalisations des justifiés) et de l'urgence d'autres tâches (préparation des fiches descriptives et partage du terrain pour la nomination des bénéficiaires), les priorités et objectifs des travaux du centre dans le cadre du

programme de restructuration foncière Agricultural International (1) garantir la confidentialité et l'impartialité, (2) fournir l'expertise et la compétence pour s'assurer que le travail remplit les conditions et (3) terminer le travail dans ses délais et réduire le retard.

4 Indicateurs de mesure de performance et principales activités

1- Respect des délais de mise en œuvre: Avant de commencer à réaliser chaque tâche ou étude, un permis administratif est délivré annonçant la date de début de celle-ci. À cet égard, et en tenant compte des NL susmentionnés, le Centre cherche à respecter les délais et à remplir ce qui lui est demandé dans les délais.

2- Présentation d'un produit satisfaisant : les avis concernant la version initiale de celui-ci sont limité

5 Mesures d'accompagnement: la direction du maître d'ouvrage paiera les cotisations (honoraires) du centre en fonction du travail effectué et des prix individuels en fonction de la capacité du cadre, après prise en compte des retards à chaque fois qu'ils se trouvent.

III. LE BUDGET

Investissements prévus pour l'année 2020:

Dans le cadre du projet de budget pour l'année 2020 et en raison de la nécessité pour le centre d'acquérir ces équipements, qui sont reportés d'année en année, et compte tenu des objectifs fixés et attendus du budget susmentionné, d'autre part, il est suggéré d'inclure les éléments suivants dans Projet de budget d'investissement pour l'année 2020 :

- Acquisition d'un véhicule à quatre roues motrices : 90000 dinars
- Acquisition d'un photocopieur : 25 000 dinars
- Acquisition de mécanismes et logiciels de dernières technologies dans le domaine du suivi et évaluation de projets, de la prospection et de la géographie numérique : 50 000 dinars
- Acquisition de matériel de bureau (bureaux et chaises) : 15000 dinars
- Acquisition de climatiseurs : 10000 dinars

Total Budget 190 000 dinars

FICHE : AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES

Le programme qui comprend agence de promotion des investissements agricoles/ P9
PILOTAGE ET APPUI

I. PRESENTATION

1. Développer l'investissement privé et moderniser la production dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche pour la mer et les services qui y sont associés..
- 2- Statut: L'Agence pour la promotion des investissements agricoles est une entreprise publique à caractère non administratif.
- 3 - Référence de création: Loi n ° 67 du 6 août 1982 relative à l'encouragement des investissements dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche et des services y afférents.
- 4- Référence de l'organisation administrative et financière :
 - Loi n ° 9 de 1989 du 1er février 1989 relative aux apports dans les entreprises et institutions publiques, notamment ses articles 18 à 22,
 - Décret n ° 370 de 1999 du 15 février 1999, relatif au contrôle de l'organisation administrative et financière et aux modalités de fonctionnement de l'Agence de promotion des investissements agricoles,
 - Décret n ° 866 de 2001 du 18 avril 2001, modifié en vertu du décret n° 345 de 2010 du 22 février 2010, relatif au contrôle de la structure organisationnelle de l'Agence de promotion des investissements agricoles,
 - Décret n ° 2010-2014 du 16 août 2010 portant approbation du statut des agents de l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles,
 - Décret n ° 13 de 2018 du 8 janvier 2018 modifiant le statut des agents de l'Agence pour la promotion des investissements agricoles.
- 5- Le dernier contrat d'objectifs :

II. Cadre de capacité de performance :

1- Stratégie générale : Stratégie générale: développer les investissements agricoles privés à travers la mise en œuvre de programmes de développement et activités liées à la formation des investisseurs, leur accompagnement, l'encadrement et la prise en charge des dossiers d'investissement, l'évaluation et suivi de la mise en œuvre ,

2- Détermination de la contribution aux objectifs du programme: contribution indirecte, l'agence est opérateur public du programme 9

3- Les priorités et objectifs les plus importants Dans le cadre du plan national de relance des investissements agricoles et de la capacité opérationnelle, l'Agence pour la promotion des investissements agricoles poursuivra au cours de l'année 2021 ses travaux et activités visant à soutenir le rôle du secteur agricole et de la pêche dans l'économie nationale et à améliorer son efficacité et sa compétitivité en plus de contrôler divers programmes d'intervention au sein des

activités de l'agence similaires aux activités et programmes de développement. Suivi, briefing et accompagnement afin de contribuer à faire progresser le rythme et la qualité des investissements et la réussite et la pérennité des projets, leur développement et leur développement.

De ce point de vue, l'agence travaillera au cours de l'année 2021 pour atteindre les objectifs suivants:

- Promouvoir le rythme des investissements agricoles privés à travers:
 - Entreprendre des dossiers d'investissement et encourager la création de projets agricoles.
 - Intensifier les activités de développement et soutenir la participation tunisienne aux expositions et salons en Tunisie et à l'étranger, en plus d'organiser des séminaires, des journées d'information et des ateliers pour présenter les incitations et encouragements alloués à l'investissement agricole privé et pour attirer des personnes motivées à créer des projets.
 - Développer l'esprit entrepreneurial des jeunes entrepreneurs, les entourer, et les encourager à s'établir pour leur propre compte et créer des emplois en organisant des ateliers d'initiative et en intensifiant les activités des incubateurs d'institutions agricoles,
- Améliorer le lancement des projets et assurer leur pérennité à travers:
- Intensification des travaux de terrain, suivi et suivi des projets agricoles, en coopération avec les représentants des délégations régionales pour le développement agricole et les directions régionales du ministère des Finances.
 - Fournir des services au profit des investisseurs établis, principalement en leur offrant des opportunités de partenariat entre eux et leurs homologues, en plus d'organiser des formations dans le cadre de l'amélioration de la qualité des produits agricoles et d'assurer le suivi nécessaire pour eux.

4 -Indicateurs de mesure de performance et principales activités

L'année 2021 devrait atteindre les objectifs de l'agence en termes de relance des investissements agricoles privés et d'intensification des activités visant à attirer les entrepreneurs agricoles en mettant l'accent sur la fourniture des capacités nécessaires pour organiser des activités et des services au profit des agriculteurs en adoptant des méthodes et des moyens de communication modernes.

- Poursuivre la réalisation de cotes d'investissement et de prêts immobiliers tout en veillant à fournir les services nécessaires à distance
- Sécurisation de la participation à 09 salons nationaux en Tunisie et 10 salons à l'étranger, dans le but de promouvoir les moteurs de développement,
- Programmation de l'organisation d'ateliers d'initiative au profit de jeunes entrepreneurs formés dans des centres de formation professionnelle agricole et souhaitant s'installer pour leur propre compte

Accepter les nominations de titulaires de diplômes supérieurs pour rejoindre les incubateurs et profiter de leurs services

- Programmer la réalisation de plus de 3500 inspections sur le terrain pour le décaissement des subventions, en coopération avec les représentants des délégations régionales pour le développement agricole et les directions régionales du ministère des Finances, et préparer les permis de décaissement des subventions requises et les orienter vers les intérêts de la Banque nationale agricole

Objectif 1: Promouvoir le rythme des investissements agricoles privés:

| Indicateur | Unité | Réalisation | | | 2020 | Prévision | | |
|--|--------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Nombre de bénéficiaires des activités proposées par l'agence | Participant | 2985 | 2965 | 3257 | 3950 | 3500 | 3700 | 3400 |
| Taux d'approbation des dossiers | % | 51 | 54 | 51 | 55 | 57 | 57 | 58 |

Objectif 2: Améliorer le taux d'achèvement des projets approuvés et assurer leur pérennité

| Indicateur | Unité | Réalisation | | | 2020 | Prévision | | |
|--|---------------------|--------------------|--------------------|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Pourcentage de projets ayant bénéficié d'un décaissement de dons au cours de la même année d'approbation | % | 49 (37) | 49 (37) | 40 | 45 | 50 | 55 | 60 |
| Nombre de dossiers soumis à approbation | Investisseur | 728 | 1067 | 864 | 1200 | 2000 | 4600 | 4600 |

III- BUDGET**1-DEPENSES DE GESTION**

| RESSOURCES | Réalisation | | | 2020 | Prévision | | |
|-------------------------|---------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Rémunération | 6684.4 | 7298 | 8485 | 9183 | 9499 | 9700 | 9900 |
| Sur le budget de l'état | 6684.4 | 7298 | 8485 | 9183 | 9499 | 9700 | 9900 |
| Moyen de service | 1530.2 | 1548 | 1634 | 1642 | 1710 | 1860 | 1950 |
| Budget de l'état | 1105.1 | 1048 | 1107 | 1072 | 1110 | 1260 | 1450 |
| Ressources propres | 425.1 | 500 | 527 | 570 | 600 | 600 | 500 |
| Total | 8214.6 | 8846 | 10119 | 10825 | 11209 | 11560 | 11850 |

2-DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| | Réalisation | | | 2020 | Prévision | | |
|--------------------|---------------|-------------|---------------|-------------|--------------|-------------|-------------|
| | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Budget de l'état | 1231.6 | 1200 | 1499.6 | 1400 | 19995 | 1950 | 2055 |
| Ressources propres | | | | | | | |
| Total | 1231.6 | 1200 | 1499.6 | 1400 | 19995 | 1950 | 2055 |

3-CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME

| | Réalisation | | | 2020 | Prévision | | |
|--------------------|---------------|--------------|----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2017 | 2018 | 2019 | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Budget de l'état | 9003.1 | 9546 | 11091 | 11655 | 12604 | 12910 | 13405 |
| Ressources propres | 425.1 | 500 | 527 | 570 | 600 | 600 | 600 |
| Total | 9428.2 | 10046 | 11618.6 | 12225 | 13204 | 13510 | 13905 |